

150 من الال

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12566 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 25 JUIN 1985

La catastrophe du Boeing d'Air India : M. Mitterrand dans le Languedoc : les experts se rallient à la thèse de l'attentat accueil modéré de l'opposition et hostile de la CGT

L'impératif de sécurité

Jamais le Boeing d'Air India qui a explosé en vol dimanche matin au sud-ouest de l'Irlande n'aurait dû recevoir l'autorisation de décoller de Montréal, affirment certains experts de la sécurité aérienne. Les chiens spécialement entraînés à détecter les bagages contenant de la drogue ou des explosifs avaient en effet manifesté la plus grande excitation en flairant les conteneurs qui allaient être chargés dans la soute de l'appareil. Trois valises avaient été inspectées. On sait aujourd'hui qu'elles ne contenaient aucune engie de mort, mais on est en droit de se demander si les agents de la sécurité de l'aéroport, pressés par le temps, n'ont pas perdu l'occasion d'éviter l'une des plus graves catastrophes aériennes.

L'anecdote, même si elle n'est jamais confirmée officiellement, illustre l'immensité comme les limites de la lutte anti-terroriste dans les pays démocratiques. A moins de se transformer elles-mêmes en leur contraire, les sociétés libérales ne réussissent sans doute jamais à éliminer totalement le terrorisme. Encore faut-il qu'elles soient bien convaincues de son danger et décidées à tout faire pour s'y opposer.

Le terrorisme aérien, qui ignore les frontières et les régimes, est l'un des plus difficiles à vaincre. Dresser la liste des aéroports à risques n'est pas suffisant. Le président Reagan a demandé aux compagnies américaines de boycotter Athènes, à la suite du détournement il y a onze jours de l'appareil de la TWA sur Beyrouth. Va-t-il demander la mise au ban de l'aéroport de Montréal ? Il n'empêche : les contrôles de sécurité doivent être renforcés dans la plupart des aéroports du monde, et ces mesures doivent aussi bien s'appliquer aux passagers qu'au fret. Il s'en ensuivra sans doute une augmentation des charges ainsi que de nouveaux inconvénients matériels pour les usagers, mais ce n'est qu'à ce prix que la sécurité aérienne pourra être renforcée. Aux compagnies concernées et aux gouvernements d'expliquer cet impératif. Aux voyageurs de comprendre qu'il se soldera parfois par d'importants retards. Mais à quoi bon partir à l'étranger si c'est pour ne jamais arriver à destination ?

Ces exigences se sont heurtées jusqu'à maintenant à un obstacle majeur : la sécurité sur les différents aéroports du monde relève strictement des Etats. L'Organisation de l'aviation civile (OACI) et l'Association du transport aérien international (IATA) ne disposent que d'un pouvoir consultatif. Comment éviter la longue de dénoncer les Etats qui ne se soucient pas assez de la sécurité de leurs aéroports ? Comment accepter, par exemple, que les pistes de l'aéroport d'Athènes soient pratiquement accessibles au premier venu puisque aucun dispositif de sécurité ne les protège ? Mais dénoncer les aéroports peu sûrs ne revient-il pas à fournir de précieuses informations aux terroristes ?

Le défi que doivent relever en tout premier lieu les pays démocratiques n'est pas nouveau. Mais il s'imposera de plus en plus à ceux, même si l'on ne devait jamais connaître avec certitude la vérité sur la destruction de l'appareil d'Air India. La thèse du terrorisme, que retienne déjà la plupart des experts, est encore renforcée par la tragédie qui s'est produite dimanche à l'aéroport de Tokyo. Reste à savoir s'il s'agit d'un acte isolé ou du début d'une opération sur une vaste échelle.

les experts se rallient à la thèse de l'attentat

Les recherches se poursuivaient, ce lundi 24 juin, de la suite de la catastrophe du Boeing-747 d'Air India, qui s'est abîmé, la veille, au large de l'Irlande, avec 329 personnes à bord. Aucun espoir de retrouver des survivants ne subsiste et les experts s'accrochent à penser qu'un attentat est à l'origine du drame. Des appels téléphoniques se réclamant de deux organisations séparatistes indiennes - dont un mouvement sikh - ont revendiqué la responsabilité de la tragédie ; 123 corps avaient déjà été retrouvés lundi matin.

Emotion et désarroi

De notre correspondant

New-Delhi. - Choc et désarroi. La plus grande catastrophe aérienne de l'histoire de l'aviation civile indienne faisait la « une » lundi 24 juin, de tous les quotidiens du pays. « Trois cent vingt-cinq morts... Aucun survivant... Sabotage ? » Tous les journaux, sans exception, donnaient à entendre que l'appareil n'avait pas pu tomber du ciel par accident.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation civile, M. Ashok Gehlot, a déclaré dimanche soir que, sur la foi des informations en sa possession, « une explosion semble bien être à l'origine de la catastrophe ». On raconte, dans les allées du pouvoir, qu'il s'est fait un peu rabrouer par M. Rajiv Gandhi pour cette réaction quelque peu hâtive. Le premier

ministre, quant à lui, a fait part de sa « profonde émotion » et a exprimé sa sympathie personnelle aux parents des victimes, leur souhaitant « courage et force d'âme » face à la tragédie qui les frappe. M. Rajiv Gandhi a également ordonné une enquête judiciaire immédiate pour éclaircir les circonstances du drame. Une équipe de neuf experts indiens a été dépêchée sur les lieux de la catastrophe.

A l'aéroport de Delhi, dimanche soir, les proches des cent cinquante-trois passagers qui devaient débarquer dans la capitale - les autres se rendaient à Bombay - étaient venus aux nouvelles.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 2.)

accueil modéré de l'opposition et hostile de la CGT

M. François Mitterrand a commencé par Nîmes et Alès, lundi 24 juin, un voyage de deux jours dans le Languedoc-Roussillon. Le président de la République est accompagné de trois ministres : M^{me} Georgina Dufoix (affaires sociales et porte-parole du gouvernement), MM Pierre Joxe (intérieur et décentralisation) et Henri Nallet (agriculture).

A Alès, des échauffourées ont opposé des militants CGT - sifflant et criant « Mitterrand trahison » - aux socialistes présents. Auparavant, à Nîmes, où la modération prévalait, M. Mitterrand avait souligné qu'il était venu pour « connaître mieux » et « écouter les autres », dans un esprit de dialogue.

« Ça va être la corrida »

De notre envoyé spécial

Alès. - « Ça va être la corrida », avait prédit M^{me} Georgina Dufoix. Le ministre des affaires sociales, porte-parole du gouvernement, qui connaît sa région, pensait bien qu'il y aurait du sport à Alès, municipalité communiste, au cœur d'un bassin minier qui broie du noir pour cause de désaffection envers la production charbonnière. Tandis que M. François Mitterrand, à deux pas des arènes de Nîmes, échangeait quelques propos aimables avec le maire de droite de la ville, les militants de la CGT d'Alès procédaient à quelques menus exercices d'échauffement.

A l'évidence, l'avenir n'appartient plus à ceux qui se lèvent tôt, mais à

ceux qui cognent et crient le plus fort. On l'a vu lorsqu'il s'est agi de récupérer les meilleures places, face à la mairie d'Alès, pour le passage du cortège présidentiel. Les militants socialistes étaient arrivés les premiers devant l'hôtel de ville mais ceux de la CGT les ont vite délogés. Ils ont brisé quelques pancartes, déchiré les portraits du chef de l'Etat, dans la foule, vivement frottés quelques muséaux socialistes. Il a fallu que la police s'en mêle afin de contenir cette petite foule qui, adossée aux vitrines du Bar de la mairie, poussait les barrières de sécurité au risque de basculer.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 10.)

CONTRATS DE FORMATION

Rupture patronat-syndicats

Durcissement syndical : à peine reprises, les négociations avec le CNPF sur les contrats de formation recombent d'emploi (CFR) pour les licenciés économiques sont rompues. Les cinq organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC) ont été unanimes pour s'opposer, lundi 24 juin, aux propositions formulées par le CNPF (rupture du contrat de travail, suppression de l'autorisation administrative de licenciement, durée du contrat de six mois au lieu d'un an, rémunération à 60 % du salaire antérieur brut, notamment).

Dans une déclaration commune, les syndicats demandent le maintien d'un contrat de travail et de l'autorisation administrative de licenciement, la généralisation de ces contrats à l'ensemble des entreprises (y compris celles de moins de dix salariés) et l'organisation d'une négociation des CFR entre syndicats et patronat au niveau de la branche professionnelle au de l'entreprise. Rappelons que les CFR pourraient concerner annuellement 350 000 salariés.

Après l'échec, en décembre dernier, des négociations sur la flexibilité, disparaît l'espoir de la reprise de discussions entre les centrales syndicales et le CNPF.

(Lire page 42 l'article d'Alain Lebaube.)

Point de vue

Réussir les dénationalisations

par JEAN-MAXIME LÉVÊQUE

M. Jean-Maxime Lévéque, ancien président de Crédit commercial de France, est aujourd'hui président de l'UNIR (Union nationale pour l'initiative et la responsabilité), qui se situe dans l'opposition. M. Lévéque, qui a participé à la convention libérale des 8 et 9 juin, vient de publier un livre : *Dénationalisation, mode d'emploi* (1).

Les nationalisations appaissent aujourd'hui aux Français pour ce qu'elles sont : une impasse, dont il n'est plus possible de sortir autrement qu'en faisant demi-tour. Ils s'attendent tous à ce qu'en 1986 la France s'engage dans la voie des dénationalisations. Beaucoup de pays nous ont précédés dans cette voie. En nous inspirant de leur expérience, nous avons toutes chances de réussir.

Pourtant, à quelques mois de élections législatives, le débat « nationalisation-dénationalisation » demeure obscur.

A gauche, on est embarrassé pour l'aborder de façon directe. Les motifs économiques et sociaux avancés en 1981 pour justifier les nationalisations se retournent aujourd'hui contre leurs inventeurs. Pour respecter la lettre de la Constitution, il avait fallu montrer que « la nécessité publique, légitimement constatée, l'exigeait évidemment ». Comme il n'était pas possible d'avouer qu'il ne s'agissait que d'une opération politique, la nécessité invoquée par le gouvernement avait été celle de « faire face à la crise économique, de pramauvail la croissance et de combattre le chômage ». Quatre ans se seront bientôt

écoulés, et la France en est encore à se débattre dans la crise, alors que les autres pays s'en sont dégagés : notre croissance économique est plus faible que celle de nos partenaires, et, chez nous, le chômage ne fait que s'aggraver. Les entreprises nationalisées sont les premières à licencier ; quand elles recrutent et investissent, c'est d'abord dans leurs filiales à l'étranger ; leurs effectifs et leurs investissements en France sont en diminution.

L'embaras s'accroît encore du fait que le gouvernement socialiste, incapable de souscrire à toutes les augmentations de capital dont les entreprises publiques ont pourtant impérieusement besoin, en vient à pratiquer, sous des formes diverses, une politique de « dénationalisations rampantes ». Et, pour comble de malchance, la régie Renault, ce modèle du genre, le symbole par excellence, essuie défaite sur défaite.

Du côté de l'opposition, on a certes clairement opté pour les dénationalisations. Mais on insiste en général sur les obstacles qu'un programme trop ambitieux risquerait de rencontrer, et on préconise une politique de dénationalisation progressive, étalée dans le temps. Certaines voix s'élèvent même pour recommander la plus grande prudence : dénationaliser un peu, c'est bien ; mais dénationaliser le Crédit lyonnais, Renault, les assurances... il n'y faut pas songer !

La principale crainte exprimée est de ne pas trouver suffisamment

d'acheteurs pour les actions des entreprises à dénationaliser. On fait état de l'étroitesse du marché français des actions. Il est vrai que la Bourse française n'arrive, pour les actions, qu'au huitième rang mondial, à peu près au niveau de la Bourse de Singapour, un pays dont la population n'est que le vingtième de la population française. L'offre subite d'une énorme quantité de titres nouveaux, sur un marché aussi étroit, paraît à beaucoup de membres de l'opposition une entreprise irréalisable.

Il est donc temps de situer le débat dans sa véritable perspective et de déterminer avec précision les moyens par lesquels une politique de dénationalisation ambitieuse peut être mise en œuvre dans notre pays.

(Lire la suite page 43.)

(1) Albin Michel, 59 F.

AU JOUR LE JOUR

Ressort

A Athènes, on a interrogé M. Mitterrand sur l'affaire Fabius-Jospin en lui demandant ce qu'il pensait de « la querelle des Attides ». « Ce n'est pas de mon ressort », a-t-il répondu.

Insouciance réelle ou feinte indifférence ? Manière olympienne, en tout cas, de renvoyer dos à dos les deux héros de la tragédie grecque, Laurent Agamemnon et Lianel Ménélas, frères ennemis qui se disputent le royaume paternel.

Eschyle et Sophocle ont montré les funestes conséquences de telles rivalités : parricides, meurtres, guerres, incestes... Pour éviter de telles extrémités, les socialistes devront suivre les conseils que Paul Quilès vient de lancer aux chauffards : « On se calme, on se calme ! »

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

3. ISRAËL

31 Libanais libérés.

7. UNESCO

Le conseil exécutif n'a réglé aucun des grands problèmes.

11. NOUVELLE-CALÉDONIE

L'insaisissable M. Wibaux.

12. ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Deux démissions après la nomination de M. Jacques Attali et de M^{me} Badinter.

13. JUSTICE

Le Syndicat de la magistrature : pas plus de détenus que de places en prison.

15. CULTURE

Un appel à M. Mitterrand en faveur de la Bibliothèque nationale.

LA PLUS FORMIDABLE MACHINATION DE TOUS LES TEMPS !

Le succès de votre été

CLIVE CUSSLER

ROMAN

PANIQUE A LA MAISON BLANCHE

GRASSET

Le Monde

ÉCONOMIE

L'Europe face au projet Eurêka

Un entretien avec M. ETIENNE DAVIGNON

La chronique de Paul Fabra

Pages 19 à 22

étranger

LA CATASTROPHE DU BOEING D'AIR INDIA

La thèse de l'attentat est retenue par la plupart des experts

Aucun des trois cent vingt-neuf passagers et membres d'équipage du Boeing-747 de la compagnie Air India n'a survécu à l'explosion en vol de l'appareil, qui s'est produite le 23 juin, au-dessus de l'océan Atlantique, au sud-ouest de l'Irlande. Les sauveteurs qui continuent à sillonner en bateau et en hélicoptère la zone de 8 kilomètres de diamètre où se sont éparpillés les débris, ont déjà repêché cent vingt-trois corps. C'est la troisième catastrophe aérienne de l'évolution civile par le nombre des victimes, après la collision de Tenerife (Canaries, Espagne), le 27 juillet 1977, où deux 747 de la KLM et de la Panam s'étaient heurtés (612 morts) et l'accident du DC-10 de Turkish Airlines à Ermenoville (Val-d'Oise), le 3 mars 1974 (346 morts).

En provenance de Toronto et Montréal (Canada), l'appareil devait se poser à Londres avant de repartir pour Bombay (Inde). Le vol Air India 182 avait été pris en charge par les services du contrôle aérien de Shannon (Irlande), et le dialogue avec le pilote n'avait rien laissé apparaître d'anormal. Le Jumbo se préparait à descendre vers l'aéroport de Londres-Heathrow. A 7 h 30 (GMT), le contrôleur qui suit l'écho lumineux du vol 182 le voit disparaître. Le commandant de bord ne déclenche aucun signal d'alarme et n'envoie aucun message. Les secours aussitôt dépêchés par les forces navales britanniques découvrent les débris du Boeing à l'épave de la trajectoire indiquée par le dernier écho radar.

Deux hypothèses ont été émises : ou bien l'appareil est tombé pratiquement en piqué, ou bien il a explosé en vol. La chute libre est peu vraisemblable. Volait à 9 500 mètres d'altitude et à une vitesse d'environ 850 kilomètres-

heure, le Boeing était capable, en cas de panne totale de ses quatre réacteurs, de planer pendant deux cents kilomètres, ce qui laissait à son équipage le temps de prévenir le sol de la situation et de tenter un amerrissage. L'exemple du 747 de la China Airlines, qui avait chuté le 21 février dernier de 9 000 mètres au-dessus de l'océan Pacifique, est là pour prouver que l'appareil est d'une remarquable solidité. L'équipage est parvenu à faire repartir les quatre réacteurs au bout de deux minutes de chute et, malgré des déformations graves de l'empenne, l'avion a atterri à San-Francisco une heure plus tard.

Les faits plaident plutôt pour la thèse de l'explosion en vol. Le silence de l'équipage et l'éparpillement des débris dans un rayon de 8 km laissent à penser que l'avion s'est désintégré. Une explosion d'origine accidentelle (moteurs) est toujours possible, mais elle serait restée d'effets limités. En revanche, l'explosion d'une bombe de forte puissance, en provoquant l'ouverture d'une brèche importante dans le fuselage, devait, la pressurisation aidant, le faire claquer comme un ballon gonflé à bloc.

L'enregistreur de vol, la « boîte noire », a été repéré en mer. Il émet son signal de reconnaissance à environ 700 mètres de profondeur. Les informations qu'il contient permettront d'en savoir plus sur les paramètres techniques enregistrés au moment de l'explosion et de trancher définitivement entre la thèse de l'accident et celle de l'attentat.

En faveur de la thèse de l'attentat, il y a les revendications reçues à Toronto et à New-York et émanant de personnes se disant sikhs. Sur tout, les enquêteurs retiendront l'attitude des chefs de l'aéroport de Montréal chargés de détecter, dans les bagages, drogues et produits chimiques, et qui ont été obligés à vérifier trois valises suspectes avant le décollage du vol 182 d'Air India. L'avion était parti avec deux heures

de retard, du fait de cette alerte qui s'est révélée vaine puisque les bagages étaient inoffensifs. Voici un mois qu'Air India avait demandé le renforcement des contrôles à l'embarquement, et les bagages emportés par ses appareils faisaient l'objet d'un maximum de contrôle (rayon X, chambre de décompression et chiens).

Six aéroports suspects

En tout cas, il ne fait plus de doute pour les spécialistes que le Boeing d'Air India a été l'objet d'un attentat. L'Association du transport aérien international, qui regroupe cent trente-sept compagnies, a décidé de réunir, le 26 juin, de toute urgence, son comité consultatif de sécurité afin de faire le point après le détournement de l'appareil de la TWA au départ d'Athènes, l'explosion du Boeing d'Air India et l'explosion d'un conteneur débarqué d'un avion de Canada Pacific Airlines, qui a provoqué, le 23 juin, la mort de deux manutentionnaires de l'aéroport de Tokyo-Narita. Il s'agit pour l'IATA de trouver les moyens de persuader les six aéroports internationaux selon elle laxistes, de prendre les mesures qui s'imposent pour dissuader le terrorisme international. L'IATA refuse de communiquer les noms de ces plates-formes pour ne pas les signaler à l'attention des pirates de l'air. On sait seulement qu'Athènes figure sur cette liste noire, ainsi que deux aéroports d'Amérique du Nord et deux aéroports d'Afrique et du Moyen-Orient. Il s'agit d'aéroports où les autorités n'ont pas en place d'équipements de contrôle suffisants et dans lesquels les personnels ne respectent pas les consignes.

Selon les premières constatations, Toronto et Montréal - ainsi que tous les aéroports occidentaux, selon l'*International Herald Tribune* - répondent aux normes de sécurité en vigueur.

Emotion et désarroi

(Suite de la première page.)

Scènes d'émotion habituelles dans ce genre de circonstances : un grand-père qui attendait son petit-fils éteint en sanglots; une paysanne de l'Uttar-Pradesh venue en bus accueillir sa fille qui devait rentrer au pays pour des épousailles dans la tradition entre dans une crise d'hystérie, hurle sa peine et s'effondre sous les projecteurs de la télévision; un homme d'affaires distingué de la capitale tente vainement de cacher ses larmes; une semaine plus tôt il avait lui-même envoyé l'argent du billet à ses deux petites nièces et les avait dissuadées de voyager sur Koweit Airlines. « C'était moi, bien sûr, mais je leur avais dit qu'il y avait des risques de détournement... ».

Plus loin, un patriarcal sikh, barbe blanche et turban bleu, ne semble pas comprendre ce qui arrive. Dix fois, il viendra se faire

confirmer que sa fille de vingt-deux ans est bien sur la liste des victimes. Il finira par s'en aller d'un pas lourd, soutenu par un ami.

A en juger par la liste des passagers, il y avait une bonne vingtaine de sikhs à bord de l'appareil. Est-il possible qu'une organisation extrémiste issue de la même communauté ait délibérément choisi de sacrifier des « frères » à la cause du Khalistan indépendant ? On se souvient qu'an début de la campagne terroriste sikh au Pendjab, en 1983 et 1984, le nombre des sikhs assassinés par les séparatistes était à peu près égal à celui des hindous.

Certains, néanmoins, se demandent si le doigt accusateur pointé une nouvelle fois sur la petite communauté ne risque pas de dégrader en nouveaux pogroms anti sikhs dans la capitale. Il est évident trop tôt pour répondre à cette question, mais les notables sikhs de Delhi que nous avons pu joindre ne le pensent pas. Ils rappellent que la campagne terroriste du mois dernier, qui avait fait plus de quatre-vingts morts dans la capitale - des bombes cachées dans des transistors et déposées dans les lieux publics - n'avait donné lieu à aucune représaille populaire.

En fait, huit mois après l'assassinat d'Indira Gandhi, tous les observateurs s'accordent à penser que les pogroms qui avaient suivi ce drame étaient bel et bien organisés par certaines factions hindouistes orthodoxes du parti gouvernemental. Il est peu probable que M. Rajiv Gandhi tolère pareille répétition d'une tragédie qui avait bien failli coûter à l'Inde son unité.

PATRICE CLAUDE.

● Un message de condoléances de M. Mitterrand. - Le président de la République française a fait parvenir à M. Rajiv Gandhi, premier ministre indien, le message suivant à la suite de la disparition en mer d'Irlande du Boeing d'Air India : « Je vous adresse mes condoléances en vous priant de bien vouloir recevoir et transmettre aux familles des victimes l'expression de ma sympathie personnelle et des sentiments de compassion et d'amitié douloureuse de la France... ».

DES ORGANISATIONS INDÉPENDANTISTES ONT REVENDIQUÉ LA RESPONSABILITÉ DE LA TRAGÉDIE

La catastrophe du Boeing d'Air India a été revendiquée par deux organisations indiennes. La première revendication a été faite au nom du « dixième régiment » d'une Fédération des étudiants sikhs, dimanche soir à New-York, par un inconnu qui a téléphoné à une journaliste du *New-York Times*. Un autre correspondant anonyme, se réclamant de l'Armée de libération du Cachemire, en a revendiqué dimanche soir la responsabilité auprès du réseau anglais de Radio-Canada à Toronto, a annoncé l'organisation de radio-télévision.

D'autre part, deux Sikhs, recherchés par la FBI (service fédéral américain) pour leur participation à un récent complot visant à assassiner le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, sont soupçonnés par les autorités indiennes d'être impliqués dans les deux tragédies du Boeing d'Air India et de l'aéroport de Tokyo, a affirmé lundi le quotidien canadien *The Globe and Mail*.

Selon des déclarations de fonctionnaires indiens, citées par le journal, l'un des deux suspects, Lal Singh, a pris l'avion pour Vancouver (côté ouest du Canada) avec en possession un billet pour Tokyo sur le vol 683 de la compagnie canadienne CPA. Il n'aurait finalement pas pris le Boeing 747 de CPA en partance pour Tokyo, mais, selon les mêmes sources, ses bagages auraient été placés à bord de l'appareil. L'autre suspect, Anand Singh, se trouverait toujours à Toronto. Mais un porte-parole de la FBI a déclaré, lundi matin à Washington, qu'il ne possédait aucune information concernant les deux hommes.

Après l'atterrissage d'un avion venant de Vancouver

UN CONTENEUR DE BAGAGES EXPLOSE A L'AÉROPORT DE NARITA (Tokyo) : DEUX MORTS

Tokyo (AFP). - L'explosion d'un conteneur, qui a fait 2 morts et 4 blessés graves à l'aéroport de Narita, dimanche 23 juin, aurait pu être détournée si l'appareil qui le transportait avait eu seulement trente minutes de retard, selon la police de l'aéroport. Le vol 003 de la Canadian Pacific Airlines (CPA) en provenance de Vancouver - un Boeing-747 avec 374 passagers et 16 membres d'équipage à bord - est en fait arrivé à 14 h 52, heure locale (5 h 52 GMT) avec trois minutes d'avance sur l'horaire prévu, selon la compagnie. C'est à 15 h 20 (6 h 20 GMT), dans la section du tri des bagages au 2^e étage du terminal international que l'engin - les enquêteurs pensent qu'il s'agissait d'une bombe à retardement - a explosé, tuant deux jeunes employés de l'aéroport et en blessant quatre autres.

L'explosion meurtrière a été qualifiée d'« attentat terroriste » par le ministre canadien des affaires extérieures, M. Joe Clark. Les enquêteurs font remarquer que c'est également du Canada, à Toronto, qu'avait décollé le Boeing-747 d'Air India qui s'est abîmé dimanche dans l'océan Atlantique. La police japonaise, qui n'exclut pas que l'explosion de Narita soit le fait d'un groupe international de terroristes, entend demander la coopération d'Interpol.

Selon la police, citant les responsables de la CPA, tous les bagages enregistrés à Vancouver avaient été soumis à un contrôle aux rayons X mais n'avaient pas été ouverts individuellement pour inspection. La police estime qu'il sera très difficile de déterminer à qui appartenait le bagage contenant l'engin. L'explosion a provoqué un trou de 10 mètres de diamètre dans le plafond, haut de 6 mètres, de la salle et a projeté des débris de métal dans un rayon de 20 mètres. Jonchées de bagages éventrés, la salle du tri ramplie de fumée noire, ressemblait à un champ de bataille, selon des témoins de la scène.

L'influente Fédération des étudiants sikhs

De notre correspondant

New-Delhi. - Fondée en 1944 par le parti Akali Dal, la Fédération des étudiants sikhs (AISSF) comprendrait autour de deux cent mille membres, dont bon nombre ne sont d'ailleurs plus étudiants. Complètement infiltrée par les séparatistes khalistanais, la Fédération fournit le gros des troupes sécessionnistes depuis au moins trois ans. Le président de l'organisation, Amrik Singh, a été tué par l'armée au cours de l'assaut du 4 juin 1984 contre le Temple d'or d'Amritsar. Son jeune secrétaire général, M. Harmandir Singh Sandhu, grièvement blessé au cours de la bataille, est en prison et attend son procès.

Des factions de l'AISSF, agissant sous le nom de « Dashmesh regiment », avaient participé aux campagnes d'assassinats et de sabotages qui avaient précédé l'assaut du 4 juin. Le 19 mars 1984, Indira Gandhi avait pris une mesure d'interdiction à l'encontre de la Fédération, mesure qui fut levée par Rajiv Gandhi le 11 avril dernier.

Entre-temps, les dirigeants du mouvement étaient entrés dans la clandestinité et faisaient savoir, le 13 avril, qu'ils s'en sortaient pas. C'est la première fois qu'il est question d'un « dixième régiment », se réclamant de la Fédération. Le « Dashmesh regiment », par contre, s'est manifesté aux Etats-Unis, et il n'est pas impossible qu'il ait également une antenne au Canada.

D'après les estimations généralement acceptées en Inde, la diaspora sikh comprendrait entre un million et un million et demi de personnes, émigrées pour la plupart en Amérique du Nord et en Grande-Bretagne. Un bon tiers d'entre elles vivaient outre-Manche, et leur présence parfois huyante empêche régulièrement les relations entre New-Delhi et Londres. C'est en Grande-Bretagne que s'est réfugié M. Jagjit Singh Chohan, le « président du Khalistan », dont il déclara l'indépendance à Londres en 1982.

En Canada, le nombre des Sikhs, pour la plupart naturalisés canadiens, s'élèverait à environ cent mille, soit un tiers de la communauté indienne émigrée. Régulièrement sollicité depuis juin 1984 par la communauté sikh locale, le gouvernement canadien s'est toujours refusé à accorder le statut de réfugié politique aux nouveaux venus du Pendjab, et contrairement aux Etats-Unis, a interdit récemment une visite du sédimant président khalistanais sur le sol canadien. Cependant, un certain Talwinder Singh, recherché pour meurtre en Inde, fait parfois parler de lui dans certaines congrégations locales, et New-Delhi a demandé qu'il soit mis fin à la propagande anti-indienne qui émane régulièrement de ces milieux indépendantistes. Les autorités indiennes ont officiellement demandé au gouvernement canadien, il y a un mois, de renforcer la sécurité sur les appareils à destination de New-Delhi et de Bombay.

Aux Etats-Unis, où les sikhs forment une communauté particulièrement prospère, un « Khalistanais moderne », Ganga Singh Dhillon, fut invité par le *National Press Club* de

Washington la veille de l'arrivée du premier ministre indien dans la capitale. Deux semaines plus tôt, le FBI avait découvert un complot visant à assassiner M. Rajiv Gandhi au cours de sa tournée américaine. L'AISSF et le « Dashmesh regiment » étaient apparemment mêlés à cette affaire. Mais un autre mouvement, l'Organisation mondiale des sikhs, fut formé en juillet 1984, après l'assaut du Temple d'or. Son président, le général Jasant Bhullar, est un ancien conseiller militaire de Jarnail Singh Bhindranvala, le « grand prêtre » des extrémistes, tué à la tête de ses hommes au Temple d'or d'Amritsar.

Comme en Inde, la diaspora sikh est très fractionnée et l'idée du Khalistan, Etat mythique et indépendant dont rêvent les sécessionnistes, est très loin de réunir une majorité de fidèles.

Le problème du Cachemire

L'Armée de libération du Cachemire (KLA), organisation séparatiste, s'est manifestée pour la première fois à Birmingham, au Royaume-Uni, en février 1984, avec l'enlèvement et le meurtre d'un diplomate indien, M. Ravindra Mehra. L'organisation réclame l'élargissement du fondateur du Front de libération du Cachemire, M. Maqbul Butt, emprisonné et condamné à mort pour meurtre. M. Maqbul Butt fut exécuté dans la semaine qui suivit l'assassinat du diplomate indien sur ordre d'Indira Gandhi. Depuis, le Cachemire s'entendait plus parler du KLA que de l'Armée de libération du Cachemire, « au hasard d'expressions de « terroristes pro-pakistais », selon la formule consacrée.

Etat du nord de l'Inde, entre le Pakistan et la Chine, le Cachemire est le seul de l'Union où les musulmans - minoritaires au sein même du territoire (environ 30 pour cent) - sont majoritaires. En 1947, lors de l'indépendance, les Cachemirais eurent le choix entre deux options : rejoindre le Pakistan ou rester avec l'Inde. Ils choisirent l'Inde. Mais le prince cachemirien de l'époque, un hindou, accepta de se joindre à l'Inde sous réserve de l'approbation de ses sujets.

Ce référendum populaire n'eut jamais lieu, mais les Cachemirais participèrent régulièrement aux élections nationales indiennes depuis l'indépendance. Le KLA et le Front de libération furent donc la clandestinité pour la révolte des deux Cachemires, la région étant restée partagée en parts à peu près égales après le cessez-le-feu indo-pakistais de 1948. Selon New-Delhi, Islamabad soutient activement les « terroristes », et la question du Cachemire demeure depuis trente-cinq ans le problème numéro un entre les deux pays voisins.

P. C.

La Bible

traduite et présentée par André Chouraqui

Enfin en un seul volume

Traduction intégrale de l'Ancien et du Nouveau Testament

Prix de lancement jusqu'à parution : Réservez dès maintenant votre exemplaire chez votre librairie.

Un volume de 2496 pages. Véritable papier bible 28 gr. Relié. Etui rigide 4 couleurs. • Pleine toile (chaudron) • Plein skivertex (vert) • Plein cuir (bordeaux).

DDB

DESCLEE DE BROUWER

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDRAIR 63672 F

Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bour-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bour-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIENORMALE

672 F 1 337 F 1 952 F 2 500 F

ÉTRANGER (par mandats)

L. BELGIQUE-LUXEMBOURG

399 F 762 F 1 080 F 1 300 F

II - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : diffuser ou préciser (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande sur mandat ou lettre avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'indication d'écrite tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Angleterre, 3 DA ; Australie, 4,25 £ ; Belgique, 400 s. ; Brésil, 1 200 R\$; Canada, 17 \$; Espagne, 30 \$; États-Unis, 3,20 \$; France, 354 F ; Grèce, 300 dr. ; Inde, 300 r. ; Italie, 300 L. ; Japon, 3 000 ¥ ; Mexique, 300 P. ; Pays-Bas, 300 f. ; Portugal, 300 esc. ; Royaume-Uni, 3 £ ; Suède, 300 kr. ; Suisse, 300 s. ; Taiwan, 300 N.T. ; Thaïlande, 300 B. ; Turquie, 300 L. ; Yougoslavie, 300 d.

Les déclarations faites par M. Albert, chef de la mission « d'observateurs » de son pays, aux côtés du Boeing d'Air India, sont très précises et très commentées. Ce qui est certain, c'est que la Suisse n'a pas changé des pièces de son jeu, et que la mission suisse, qui est restée pour le moment à l'écart de la catastrophe, a pu à l'occasion de la catastrophe du Boeing-727 de la...

M. Reagan

Washington. - L'annonce de la catastrophe du Boeing d'Air India a été accueillie avec une émotion particulière par le président américain, Ronald Reagan. Le chef de l'Etat américain a exprimé ses condoléances aux familles des victimes et a promis que son gouvernement fera tout pour élucider les circonstances de cette tragédie.

Pour M. Reagan, il s'agit d'une catastrophe d'une rare violence. Il a souligné que la catastrophe du Boeing-727 de la Panam en 1977 avait été la pire catastrophe aérienne de l'histoire de l'aviation civile. Il a promis que son administration fera tout pour éviter de telles tragédies à l'avenir.

La libération de ce monde est un processus continu. Nous devons nous efforcer de comprendre les causes de ces tragédies et de prendre des mesures pour les éviter. M. Reagan a promis que son gouvernement continuera à travailler pour améliorer la sécurité de l'aviation.

Le président américain a également souligné que la catastrophe du Boeing d'Air India est une tragédie pour toute l'humanité. Il a promis que son gouvernement continuera à travailler pour améliorer la sécurité de l'aviation et pour soutenir les familles des victimes.

Le président américain a également souligné que la catastrophe du Boeing d'Air India est une tragédie pour toute l'humanité. Il a promis que son gouvernement continuera à travailler pour améliorer la sécurité de l'aviation et pour soutenir les familles des victimes.

Le président américain a également souligné que la catastrophe du Boeing d'Air India est une tragédie pour toute l'humanité. Il a promis que son gouvernement continuera à travailler pour améliorer la sécurité de l'aviation et pour soutenir les familles des victimes.

Le président américain a également souligné que la catastrophe du Boeing d'Air India est une tragédie pour toute l'humanité. Il a promis que son gouvernement continuera à travailler pour améliorer la sécurité de l'aviation et pour soutenir les familles des victimes.

Le président américain a également souligné que la catastrophe du Boeing d'Air India est une tragédie pour toute l'humanité. Il a promis que son gouvernement continuera à travailler pour améliorer la sécurité de l'aviation et pour soutenir les familles des victimes.

Le président américain a également souligné que la catastrophe du Boeing d'Air India est une tragédie pour toute l'humanité. Il a promis que son gouvernement continuera à travailler pour améliorer la sécurité de l'aviation et pour soutenir les familles des victimes.

Le président américain a également souligné que la catastrophe du Boeing d'Air India est une tragédie pour toute l'humanité. Il a promis que son gouvernement continuera à travailler pour améliorer la sécurité de l'aviation et pour soutenir les familles des victimes.

Le président américain a également souligné que la catastrophe du Boeing d'Air India est une tragédie pour toute l'humanité. Il a promis que son gouvernement continuera à travailler pour améliorer la sécurité de l'aviation et pour soutenir les familles des victimes.

Le président américain a également souligné que la catastrophe du Boeing d'Air India est une tragédie pour toute l'humanité. Il a promis que son gouvernement continuera à travailler pour améliorer la sécurité de l'aviation et pour soutenir les familles des victimes.

Le président américain a également souligné que la catastrophe du Boeing d'Air India est une tragédie pour toute l'humanité. Il a promis que son gouvernement continuera à travailler pour améliorer la sécurité de l'aviation et pour soutenir les familles des victimes.

LES OTAGES DE BEYROUTH

Les déclarations faites à Bonn par M. Pierre Aubert, chef de la diplomatie helvétique, sur la « disponibilité » de son pays pour venir en aide aux otages du Boeing n'ont suscité que des réactions très prudentes à Bern, où l'on se refuse à tout commentaire. Ce qui est certain, si l'on en croit les confidences de certaines personnalités, c'est que la Suisse n'a pas l'intention de céder au chantage des pirates de l'air en jouant les intermédiaires, ce qui constituerait un précédent dangereux pour le monde entier. M. Aubert, en faisant état de la disponibilité helvétique dans le domaine humanitaire, a tenu à déplacer le débat hors du Liban, écrit notre correspondant à Genève.

• A RYAD, l'Arabie saoudite a condamné vigoureusement dimanche « les actes de piraterie aérienne et de terrorisme » à propos du détournement du Boeing-727 de la TWA. Un porte-parole

sauoudien, cité par Radio-Ryad, a déclaré que son pays « dénonce toute sorte de piraterie et de terrorisme qui menace la vie des civils innocents, quelle que soit leur nationalité ». « Ces actes », a ajouté le porte-parole, « sont contraires aux principes arabes et islamiques ».

De son côté, le secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), M. Shahrifudine Pirzada, a appelé samedi soir les auteurs du détournement de l'appareil américain bloqué à Beyrouth à libérer « immédiatement » leurs otages pour « des raisons humanitaires ».

• A DAMAS, une source officielle syrienne a indiqué que les autorités déployaient « tous leurs efforts pour permettre une issue positive au détournement du Boeing de la TWA ». De retour de Moscou, le président Assad a rencontré diman-

che à Damas l'homme d'islam Rafsanjani, le président du Majlis iranien, arrivé samedi dans la capitale syrienne venant de Tripoli, en Libye. Lors de son séjour dans la capitale libyenne, le président du Parlement iranien avait déclaré, selon l'agence libyenne d'information, que « le groupe de Nabih Berri n'a aucun rapport avec les chiites » et que « ses actes visent à appliquer le plan impérialiste de liquidation de la cause palestinienne ». M. Rafsanjani aurait aussi confirmé les déclarations de Fayyallah Montazeri qualifiant « le groupe de Nabih Berri de roscist ».

• A BEYROUTH, des éléments armés ont saisi les exemplaires de la dernière édition de l'hebdomadaire libanais de langue arabe *Al Nahar* arabe et international, qui contient un article sur les biens aux Etats-Unis de M. Nabih Berri, ministre de la justice et chef du mouvement chiite

Amal. Selon le quotidien de langue française *l'Orient-Le Jour*, ces éléments ont investi samedi matin les bureaux d'une société de distribution de presse à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane) et y ont saisi les exemplaires de l'hebdomadaire destinés à l'exportation.

Le quotidien ajoute, dans son édition de dimanche, que d'autres miliciens ont opéré dans le même temps des descentes dans les librairies et points de vente du même secteur de la capitale pour saisir cette édition.

Un encadré publicitaire publié par le quotidien de langue arabe *Al Safir* cite, parmi les sujets abordés dans cette édition, un article intitulé : « Berri, l'homme fort, un allié et un émir de la Syrie qui possède seize stations d'essence et un supermarché dans le Michigan (Etats-Unis) ».

M. Reagan exclut de nouveau un recours à la force pour libérer les otages

De notre correspondant

Washington. — Interviewé par les grandes chaînes de télévision, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, le chef du mouvement Amal, M. Nabih Berri, et le premier ministre et ministre israélien de la défense, MM. Shimon Peres et Yitzhak Rabin, se sont accordés, dimanche 23 juin, à nier tout lien entre l'annonce de la libération, ce lundi, de trente et un des chiites détenus par Israël et l'affaire des otages de Beyrouth.

Pour M. Berri, il n'y a aucun rapport entre les deux choses, car « à-t-il dit, ce n'est pas ce que nous demandons », son mouvement exigeant toujours, pour relâcher les otages, que la totalité des sept cent cinquante prisonniers du camp d'Aitit puissent d'abord revenir libres au Liban. Pour MM. Shultz, Peres et Rabin, qui se sont exprimés en des termes très semblables, l'absence de lien tient, bien sûr, à une tout autre raison.

La libération de ces trente et un hommes, ont-ils expliqué, tient à la seule application de la loi israélienne dans la mesure où elle découle d'un appel interjeté par les intéressés, conformément au régime des détenus administratifs.

A l'intransigence de l'un ont semblé ainsi correspondre celles des autres. M. Berri a exclu de répondre à un geste par un geste tandis que le secrétaire d'Etat et les dirigeants israéliens ont réaffirmé leur refus — commun, n'ont-ils cessé de souligner, comme pour démentir une tension entre Jérusalem et Washington — de toute forme de concession au terrorisme. Quelques heures plus tard, revenant d'un week-end à la résidence présidentielle de Camp David, M. Reagan devait d'ailleurs invoquer à son tour la loi israélienne comme unique cause de l'événement du jour.

Reste pourtant qu'au-delà de leur fermeté générale ces déclarations télévisées ont au minimum ménagé l'avenir. En se félicitant trop bruyamment de l'annonce de ces trente et une libérations, en s'en attribuant le mérite surtout, M. Berri aurait, en effet, considérablement embourbés aussi bien Israël que les Etats-Unis, qui craignent avant tout de sembler céder au chantage.

A l'inverse, en laissant entendre, de près ou de loin, qu'ils auraient fait un pas vers M. Berri, les gouvernements américain et israélien auraient pu conduire le dirigeant chiite à répondre à un geste par une rebuffade qui lui eût évité de paraître assouplir sa position, alors qu'il doit compter avec plus radicaux que lui.

Le rôle de la Syrie

Il est, de ce point de vue, significatif qu'au dixième jour de cette crise M. Shultz, le plus ferme des responsables américains sur la question du terrorisme, se soit absolument refusé à dire s'il voyait en M. Berri un médiateur ou un « élément du problème ».

Le dirigeant chiite a varié dans la définition de son rôle, s'est contenté de dire le secrétaire d'Etat avant que M. Berri, pour sa part, ne choisisse sur une autre chaîne de se présenter en « médiateur » [pris entre le gouvernement américain et les pirates de l'air], dont il a souligné qu'ils détenaient à eux seuls six ou sept otages et avaient, avec Amal, le contrôle conjoint des trois membres de l'équipage du Boeing. « Je me suis mis d'accord avec eux sur le fait que nous les relâcherions tous ensemble », a déclaré M. Berri, avant d'ajouter : « Si je relâchais les trente et un [dont Amal a seul la garde], ils [les pirates de l'air] tueraient peut-être les autres ».

Les menaces se sont donc accom-

De notre correspondant

l'affirmation d'une volonté d'être là pour éviter l'irréparable. M. Berri, du reste, a indiqué que les Syriens lui avaient « demandé d'aider à sauver les otages américains » et qu'il s'était entretenu de cela avec le vice-président du gouvernement de Damas, où il se rendrait « peut-être » prochainement. Six heures plus tard, au moment où M. Shultz déclarait que la Syrie était « en position d'exercer une influence », l'Agence France-Presse rapportait de Damas, de source officielle, que les autorités syriennes « déployaient [tous] leurs efforts pour permettre une issue positive au détournement », et cela en réponse à plusieurs messages de M. Reagan.

L'image du président

Dans cette subtilité, très balbutiante et incertaine, partie diplomatique, les autorités américaines font fléchir le chapeau et le froid. Ainsi, M. Shultz a tout fait pour laisser penser que les Etats-Unis pourraient fort bien avoir recours à leur puissance militaire. Tous ceux, a-t-il dit, qui expriment leur scepticisme sur la détermination de M. Reagan « devraient être prudents, car c'est un homme gentil, très agréable et très plaisant, mais qui est aussi très dur et déterminé ». La veille, le président américain avait de fait, en rendant hommage aux quatre « marines » tués mercredi dernier dans un attentat à San Salvador, promis de « remuer les montagnes » pour retrouver les « chalcals » responsables de ces meurtres.

et « les traduire en justice, ainsi que leurs collègues en terreur ».

Cette violence de ton avait laissé entrevoir l'éventualité de représailles — toujours possibles — contre la guérilla salvadorienne. M. Shultz avait donné, au moment même où il se rendait à la Maison Blanche, un crédit supplémentaire à cette hypothèse en réitérant (c'est une de ses thèses connues) qu'il faut parfois assumer le risque de faire des victimes innocentes. M. Reagan calmait cependant aussitôt le jeu. « Oui », répondait-il après qu'on lui eut demandé à son retour de Camp David s'il excluait la possibilité d'une action militaire américaine dans l'affaire des otages.

Nécessaires au climat de toute partie de bras de fer, ces vents contraires traduisent aussi les interrogations qui agitent la Maison Blanche sur la durée pendant laquelle M. Reagan pourra ne rien faire et ne rien obtenir sans voir se dégrader son image auprès d'une opinion extrêmement sensible au sort des otages. Vendredi prochain, M. Reagan doit ainsi aller dans son ranch californien pour dix jours de vacances. Faut-il maintenir ce voyage pour montrer que le président n'est pas devenu « l'otage de la prise d'otages » ? Faut-il, au contraire, l'annuler, pour prévenir l'accusation d'insouciance ? On ne sait encore, et la négociation entre conseillers est apparemment aussi ardue que la vraie — avec Beyrouth.

BERNARD GUETTA.

La milice chiite Amal juge insuffisante la libération par Israël de 31 Libanais

De notre correspondant

Les trente et un Libanais — vingt-et-un chiites et cinq sunnites — dont la libération du camp d'Aitit avait été annoncée dimanche par Israël ont été considérés ce lundi matin 24 juin à bord de deux camions vers la frontière libanaise, où ils devraient être pris en charge par le CICR. A Beyrouth, cependant, la milice chiite Amal, qui assume les négociations au nom des auteurs du détournement du Boeing de la TWA, a indiqué que le geste israélien — destiné apparemment à satisfaire Washington — était insuffisant et qu'elle n'avait pas l'intention de libérer, en échange, des otages.

Jérusalem. — Israël devait libérer, ce lundi 24 juin, trente et un Libanais parmi les sept cent cinquante prisonniers qu'il détient à Aitit et dont le rapatriement est exigé par le mouvement chiite Amal en échange de l'élargissement des otages américains de Beyrouth.

En annonçant, dimanche, cette initiative — justifiée par des considérations purement juridiques — M. Itzhak Rabin, ministre israélien de la défense, a souligné qu'elle n'avait aucun rapport avec le chantage des pirates de l'air. Mais tout monde y verra un geste du gouvernement de Jérusalem lui permettant de montrer sa bonne volonté envers Washington sans donner l'impression de céder au chantage du commando chiite.

Les trente et un Libanais en question sont considérés par Israël — sur même titre que tous leurs codétenus — comme des « prisonniers administratifs », en vertu d'une loi sur la sécurité datant de 1983 et prorogée tous les six mois par la Knesset. Mais ils font partie d'un groupe qui avait, comme ceux qui les y ont amenés, interjeté appel contre leur transfert à Aitit le 2 avril, dans les deux semaines ayant suivi cette mesure.

Leur appel a été examiné par une juridiction spéciale militaire mais présidée par un magistrat civil. Celle-ci a donné gain de cause aux détenus et ordonné leur rapatriement au Liban (tout en rejetant une vingtaine d'autres demandes). Cette libération a ensuite été retardée par l'envol des soldats israéliens de la FINUL, puis par le détournement du Boeing de la TWA.

M. Rabin affirme que les autorités militaires l'ont informé sciemment vendredi matin de leur intention. Il a aussitôt prévenu le Comité international de la Croix-Rouge, chargé de superviser l'opération de rapatriement. Le conseil des ministres a entré la décision dimanche dans sa réunion hebdomadaire.

« Nous sommes tenus par la loi israélienne », a déclaré M. Rabin à CBS. Ces détenus ne sont pas les premiers libérés depuis avril dans de telles conditions. D'autres — peut-être plus — avaient déjà bénéficié de cette procédure. Leur libération n'est donc liée en aucune manière au problème que l'affaire des otages de Beyrouth pose actuellement aux Etats-Unis, à Israël et au monde libre.

Le « ballon d'essai »

M. Rabin a en outre souligné qu'environ deux cents détenus d'Aitit ne sont pas chiites. On précise en effet, de source proche du ministère de la défense, que les sept cent cinquante prisonniers se répartissent ainsi : cinq cent cinquante-dix Libanais chiites, cent quarante-sept Palestiniens et quarante-neuf Libanais appartenant aux autres confessions (chrétiens, druzes, « musulmans divers »).

M. Rabin a tenté de corriger la très mauvaise impression qu'il avait laissée aux Etats-Unis lors de sa précédente prestation télévisée mercredi dernier. Il avait alors demandé

à l'administration Reagan de « prendre ses responsabilités » sur un ton jugé brutal en Israël même. Dès vendredi, le premier ministre, M. Shimon Peres, avait estimé utile de corriger le tir en téléphonant au secrétaire d'Etat, M. George Shultz, pour lui exprimer sa compassion envers les familles des otages et le féliciter de la fermeté américaine envers le terrorisme.

M. Rabin a poursuivi dimanche dans la même veine : « Nous, Israéliens, comprenons mieux que quiconque les souffrances des familles et les sentiments du peuple américain. Mais le gouvernement des Etats-Unis a décidé de résister au chantage et de ne pas demander à d'autres — en l'occurrence à Israël — de faire ce qu'il ne veut pas faire lui-même. Nous respectons son courage et sa détermination ».

La libération des trente et un détenus va servir de « ballon d'essai » aux Israéliens en leur permettant de jauger les réactions aux Etats-Unis et au Liban avant toute nouvelle initiative. So dirigé-on vers un élargissement des prisonniers par petits groupes ? Des voix de plus en plus nombreuses invitent le gouvernement à en finir au plus vite, ne serait-ce que pour éviter une aggravation de la tension avec Washington.

« Le maintien en détention des prisonniers, écrit lundi le *Jerusalem*

• Solidarités internationales, qui œuvre auprès de la population chrétienne du Liban du Sud et de la population palestinienne des camps de Beyrouth, lance un appel pour envoyer une aide essentiellement médicale aux civils des camps dont la situation est dramatique.

• Solidarités internationales, 98, rue de l'Université, 75007 Paris. CCP 1908909 G Paris. Tél. (1) 550-22-99.

M. Nabih Berri met en garde les Américains contre toute opération militaire

Beyrouth (AFP). — Les positions des principaux protagonistes de l'affaire du Boeing de la TWA bloqué à Beyrouth paraissent dimanche 23 juin s'être durcies, alors que l'on apprend de sources proches du Pentagone qu'un contingent de mille huit cents « marines » avait rejoint les navires de guerre américains au large des côtes libanaises. Le Pentagone s'est toutefois refusé, samedi, à confirmer ou démentir que ces « marines » aient rejoint le porte-avions *Nimitz* et ses bâtiments d'escorte. La Maison Blanche a de son côté démenti que des avions de combat américains F-14 Tomcat aient survolé le Liban samedi en début de matinée.

Pour sa part, le mouvement chiite Amal a menacé dimanche de se charger de son rôle de médiateur et de remettre les quarante otages américains détenus à Beyrouth aux pirates de l'air si l'impasse dans les négociations persistait.

« Nous avons l'impression d'être face à un mur. Si nous voyons que nous ne pouvons rien faire, nous ne mettrons pas les passagers américains dans l'avion avec les pirates de l'air. Ces derniers feront face à leur tour au même mur (...), et alors le pire peut arriver », a indiqué à l'AFP M. Ghassan Siblini, l'un des conseillers du chef d'Amal, M. Nabih Berri.

« Aucune date limite n'a cependant été fixée par Amal ou par les pirates de l'air pour mettre fin à la médiation entreprise par le mouvement chiite », a ajouté M. Siblini. « Lorsque nous sentirons réellement que nous ne pourrions plus rien faire, alors nous nous désisterons », a-t-il précisé.

M. Siblini a rappelé d'autre part que les pirates de l'air avaient

d'abord posé trois conditions pour relâcher leurs otages : la libération des sept cent cinquante-dix détenus chiites dans la prison israélienne d'Aitit, la libération des deux Libanais incarcérés en Espagne et celle des auteurs d'attentats au Koweït.

« Amal les a d'abord convaincus de retirer leur dernière demande, puis ils ont abandonné leur exigence concernant l'Espagne. Ils ne réclament donc plus maintenant que la libération des détenus libanais en Israël », a-t-il précisé.

M. Siblini s'est déclaré convaincu que si « cette condition est acceptée, les pirates de l'air relâcheront tous les passagers. Leur demande est honnête et juste, même si Amal désapprouve les moyens ».

Le conseiller de M. Nabih Berri a, par ailleurs, mis en garde les Etats-Unis contre toute opération militaire. « Si l'Amérique tentait une chose pareille, elle ne récupérerait pas les passagers mais leurs corps ».

M. Siblini a enfin indiqué que deux otages, MM. Jimmy Palmer et Simon Grossmayer, avaient été examinés par des médecins. « Ils souffrent d'une très grande fatigue, mais leur état ne nécessite pas pour le moment leur libération », a-t-il dit.

L'exode des Libanais de la bande frontalière

Toutefois, un autre responsable d'Amal a indiqué à l'AFP que ces deux passagers seraient libérés « si un élément de détente parvenait des Etats-Unis dans l'affaire des otages ».

Quelque deux mille Libanais ont fui durant les dernières quarante-

huit heures les villages de Yater et Kefra, dans la bande frontalière au Liban-Sud à la suite des bombardements quotidiens de ces deux villages par l'Armée du Liban-Sud (ALS, milice créée et financée par Israël), ont rapporté samedi les correspondants de presse sur place.

Les habitants des villages de Yater et Kefra se sont réfugiés dans la localité de Qana, située à 10 km à l'est de Tyr, ont ajouté les correspondants.

Le porte-parole de la Force intérieure des Nations unies au Liban (FINUL), M. Timor Goksel, a confirmé que deux mille personnes environ ont fui la bande frontalière et se sont réfugiées dans la localité de Qana. Il a ajouté que la FINUL a fait parvenir une assistance alimentaire aux réfugiés.

POUR LA LIBERATION DE JEAN-PAUL KAUFFMANN ET MICHEL SEURAT

L'enlèvement, il y a près d'un mois à Beyrouth, de journalistes Jean-Paul Kauffmann et du chercheur Michel Seurat suscite en France une importante mobilisation qui, dépassant tous les clivages politiques et syndicaux, débouche ce lundi à 18 h 30 à Paris sur une manifestation du métro Saint-Paul à la Bastille. MM. Bertrand Delanoë, secrétaire national du Parti socialiste, et Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, ont annoncé qu'ils seraient présents à cette manifestation, à laquelle appelle aussi le Comité Jacques Abouchar.

Iran

EXPLOSION D'UNE VOITURE PIÉGÉE : CINQ BLESSÉS

Téhéran (AFP, Reuters). — Cinq personnes ont été blessées par l'explosion d'une voiture piégée, samedi 22 juin, dans un quartier populaire du sud-est de Téhéran, a annoncé l'agence IRNA, qui indique que plusieurs personnes ont été arrêtées sur place.

L'agence met en cause « l'Irak et ses valets » à propos de cet attentat. Il s'agit de la quatrième explosion associée dans la capitale iranienne cette année. La dernière avait fait 15 morts et 40 blessés, le 12 mai, près du Bazar.

Michel LEIRIS



Langage Tangage

ou

Ce que les mots me disent

GALLIMARD *nrf*

150 من الزمان

AFRIQUE

LE VOYAGE DE M. LAURENT FABIUS A ALGER

Des rapports qui manquent de sérénité

De notre correspondant

M. Laurent Fabius est attendu à Alger dans l'après-midi de ce mardi 24 juin pour une visite de vingt-quatre heures qui est le pendant de celle effectuée au Maroc en avril, dans le cadre de la concertation régulière entre la France et ses trois partenaires d'Afrique du Nord.

M. Fabius est accompagné de trois ministres : M. Roland Dumas (relations extérieures), M. Michel Delebarre (travail, emploi et formation professionnelle), M. Paul Quilès (urbanisme, logement et transports).

Alger. — Les grands thèmes traditionnels seront évoqués à l'occasion de ce premier contact entre le premier ministre et les dirigeants algériens, qui le connaissent peu, et l'actualité fournira aussi des sujets de conversation moins rituels.

Après la séance mise au point du Quai d'Orsay provoquée par une émission télévisée évoquant les expériences que la France aurait faites sur des prisonniers algériens lors du premier essai nucléaire de Reggane en 1960 (*Le Monde* du 11 mai), les autorités ont donné aux médias des consignes de modération. On laisse entendre, dans certains milieux officiels, qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les responsabilités de cette « bavure ». Néanmoins, à la fin du Ramadan, le climat n'était pas particulièrement serein. La publicité faite en France aux revendications des mères françaises d'enfants enlevés par leurs pères algériens est tout à fait de nature à énerver Alger.

Les hôtes de M. Fabius désirent, en premier lieu, lui exprimer leurs vives sympathies pour la situation dans la région, préoccupante à leurs yeux, en raison du conflit du Sahara occidental, dont ils affirment être les victimes et non les auteurs, puisque leur thèse immuable est qu'il s'agit d'une affaire entre le Maroc et le Polisario sans ingérence algérienne. La question a déjà été abordée maintes fois par les Algériens, qui trouvent la France trop engagée aux côtés du Maroc. A l'évidence, quand Paris et Alger parlent de « politique équilibrée » au Maghreb, ils emploient chacun les mêmes mots en leur donnant un sens différent.

Il est peu probable que les Algériens évoquent directement les « ambiguïtés » de la politique française en Afrique, qu'ils ne

manquent pas de souligner devant certains de leurs interlocuteurs étrangers. Mais, si ces questions sont mises sur le tapis par la bande, le premier pays cité sera la Mauritanie.

L'Algérie croit que la France n'est pas totalement étrangère au coup d'Etat de décembre 1984, après lequel le nouveau régime mauritanien a renoué les relations avec Rabat pour bien montrer sa volonté de se tenir à l'écart du conflit saharien. Or la nouvelle avance du mur de défense marocain au sud du Sahara rend plus que jamais nécessaire, pour le Polisario, d'avoir une certaine liberté de mouvement au nord de la Mauritanie.

Compte tenu de cette situation, certains observateurs se demandent si le pouvoir en place à Nouakchott n'aura pas à faire face à quelques tentatives de déstabilisation. Alger et Paris devraient donc être amenés à se dire qu'il est souhaitable l'un et l'autre pour la Mauritanie, dans la mesure où ils sont supposés avoir une influence sur les destinées de ce pays fragile et menacé. Heureusement, le Proche-Orient permettra de modifier de façon moins délicate les échanges de vues sur la situation internationale, certaines convergences existant entre les deux pays à propos du Liban et du problème palestinien.

Les questions commerciales constitueront le deuxième volet de ces entretiens. Après la victoire de la gauche en France, « l'état de grâce » régnait aussi dans les relations franco-algériennes. Les mesquines considérations comptables étaient, en apparence, reléguées au second plan. Satisfait du contrat gazier, l'Algérie signait avec la France des accords sectoriels de coopération qui constituaient une innovation dans ses relations avec l'Occident.

« Nostalgie fumeuse »

Mais la dureté des temps oblige maintenant Paris à se préoccuper davantage de l'équilibre de la balance commerciale, toujours favorable à l'Algérie. Celle-ci, malgré la sérénité qu'elle affiche devant la chute des cours du pétrole, doit réviser en baisse la plupart de ses programmes d'investissement, et il ne faut plus s'attendre à la signature de nouveaux grands contrats analogues à ceux qui, dans l'habitat et les transports, avaient permis aux exportations françaises de faire un bond. Annonçant, depuis 1982, l'Algérie a signé des accords de coopération avec bien d'autres pays occidentaux, et ce type de relations entre elle et ses acheteurs d'hydrocarbures s'est banalisé, la France cessant de paraître un partenaire « privilégié ».

Sur le ton acrimonieux qui lui est propre, la presse algérienne s'étonne des inquiétudes de la France au sujet des offres américaines de blé subventionné et revendique le droit pour Alger de se prononcer en fonction de ses seuls intérêts sans se soucier de la « nostalgie fumeuse d'une époque révolue depuis bientôt une génération ». En même temps, elle dénonce « la campagne de dénigrement du gaz algérien, cible privilégiée des milieux qui n'ont jamais admis que l'Algérie puisse assurer une revalorisation concrète de cette richesse ».

L'inventaire des thèmes de conversation est probablement répétitif d'une visite officielle à l'autre, tant les choses évoluent lentement à Alger. Un des espoirs de la France, depuis deux ans, est fondé sur le désir de l'Algérie de se doter, en matière de défense, d'un réseau radar de couverture aérienne comportant des organes

statiques de détection et aussi des stations fixes de lancement de missiles sur l'ensemble de ses frontières. L'Etat français s'est engagé à garantir la qualité et la ponctualité des livraisons et prestations des sociétés françaises susceptibles de mettre en place ce réseau si l'Algérie s'adresse à elles. Il reste à se mettre d'accord sur les prix. La réponse définitive d'Alger tarde à venir.

Les pieds-noirs mécontents

Vue l'importance politique d'un tel choix, qui donne lieu à des débats au sein des cercles dirigeants, il est probable qu'Alger attendra de voir le paysage politique de la France après les élections législatives prévues en 1986. Annonçant, la relative proximité de ce scrutin paraît déjà influencer sur le comportement général de l'Algérie à l'égard de Paris. Le discours généreux des socialistes au sujet de l'immigration n'est que très partiellement pris en compte par l'Algérie, qui se déclare inquiète des réalités. Le droit des personnes sera le troisième axe des discussions avec M. Fabius.

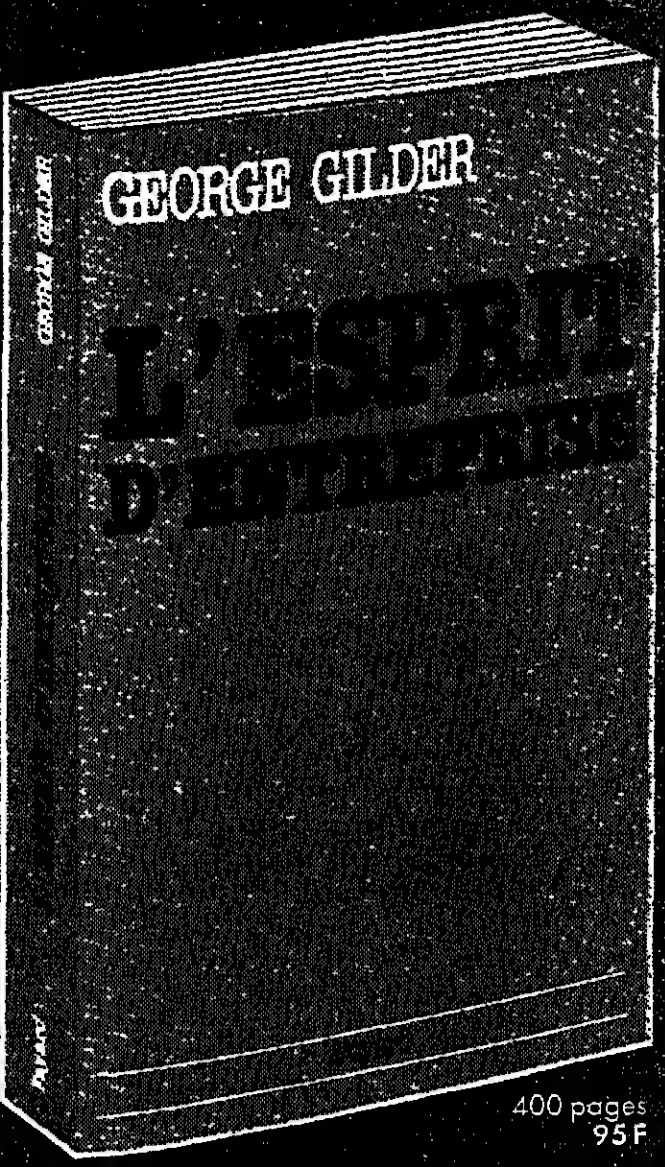
L'Algérie, qui peut légitimement faire valoir les mesures qu'elle prend pour limiter au départ l'émigration clandestine, demandera de nouvelles assurances quant à la sécurité de sa communauté installée outre-Méditerranée. De son côté, M. Fabius devra aborder l'éternel contentieux sur les enfants de couples mixtes, divorcés, au-delà du cas particulier des femmes en collier qui ont occupé l'ambassade de France. Des pères algériens privés de la garde de leurs enfants par les juges français arguent le plus souvent des décisions opposées de la justice algérienne. La solution logique serait de signer une convention tendant à réduire ces discordances, mais Alger ne paraît nullement pressée.

Dans l'immédiat, et faute de mieux, les autorités françaises cherchent à obtenir un large droit de visite en Algérie pour les mères d'enfants enlevés. Ces visites commencent à avoir lieu, les dispositions étant prises pour que ces mères ne puissent pas à leur tour enlever l'enfant. Un avocat fran-

çais amené à traiter de ces dossiers préconise que les mères concernées introduisent toutes en même temps une action en référé devant les juges algériens pour obtenir le droit de visite, ce qui obligerait le ministère de la justice à prendre une décision de portée générale.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES, ÉNERGÉTIQUES, FINANCIERS DES ANNÉES A VENIR, IL FAUDRA FAIRE APPEL AUX PIONNIERS DES NOUVELLES INDUSTRIES.



UN FORMIDABLE MANIFESTE POUR LES ENTREPRENEURS

FAYARD

BIBLIOGRAPHIE

ALGERIE, LA GUERRE EST FINIE

de Jean Lacouture

Histoire d'une paix

Le chemin a été long, sinueux, jalonné d'exactions de tous ordres, parsemé d'embûches et de chausse-trappes, du 1^{er} novembre 1954, début de l'insurrection algérienne, à la proclamation de l'indépendance, le 3 juillet 1962, après cent trente-deux ans de domination coloniale française. Jean Lacouture, dans *Algerie, la guerre est finie*, s'attache plus précisément aux années 1958-1962, considérant que « 1958 allait faire se dresser, de part et d'autre de la Méditerranée, les deux piles du pont au milieu duquel se rencontreraient les interlocuteurs : ici le général de Gaulle ; là, un gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). »

En observateur privilégié — il a couvert pour *Le Monde* la guerre et les négociations relatives à l'Algérie — Jean Lacouture nous conduit, au fil de quelque deux cents pages, à travers un dédale de rencontres et de discussions, jusqu'aux pourparlers qui aboutirent aux accords d'Evian.

F. F.

* *Algerie, la guerre est finie*, de Jean Lacouture. Editions Complexe, 24, rue de Bonin, 1060 Bruxelles.

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT
ENSEIGNEMENT PRIVE

— formation de direction —
— secretariat médical —
— traitement de textes —

Quenou
adone

40, rue de Liège. Tél. : 387.58.83. M° Liège - Europe - St Lazare

AFRIQUE

SUR LES ROUTES DU DAUPHINÉ

L'escapade des ambassadeurs africains

Beaurepaire. — « Ici, il y a deux Corsets célèbres : le premier fut Napoléon I^{er} (qui séjourna dans la région), et il y en a un autre... » Dans le car qui serpente sur les routes du Dauphiné, les ambassadeurs africains, bon public, s'ébahissent devant la plaisanterie de M. Christian Nucci, ministre délégué au développement et à la coopération.

Pour la troisième année consécutive, les responsables de la politique africaine de la France, MM. Nucci et Guy Penne, conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines et malgaches, ont proposé, samedi 22 et dimanche 23 juin, aux diplomates africains, d'aller à la rencontre de la « France profonde », parce que, comme l'a souligné le doyen du corps diplomatique africain, M. Ben Abbès, ambassadeur du Maroc, à Paris « on étouffe parfois ». Le but ayant été préalablement défini — se dé-construc-tor ! — M. Nucci (le « notre ministre préféré », dit M. le doyen) a donc donné libre cours à son naturel expansif pour accueillir l'Afrique à Beaurepaire, sa commune.

Puisant dans son registre (parfaitement rodé) de méditerranéen chaleureux qui sait parler à ses « frères » africains (le coup de gueule) pour rira, grands gestes, accolades et embrassades, M. Nucci a largement contribué à faire de cette escapade de quarante-huit heures un vrai moment de détente. La côte-du-Rhône aidant, les ambassadeurs, même les plus nostalgiques de la tradition « Quel d'Orsay », se sont laissés prendre au rythme imposé par l'ancien « prof ». A Beaurepaire, comme le dit celui-ci, furent célébrées une « rencontre d'hommes » et « l'amitié, la coo-

De notre envoyé spécial

opération, la solidarité de la France avec les États d'Afrique ». Beaurepaire, quatre mille habitants, son école, son marché, son gîte dauphinois et... son maire, accessoirement candidat aux prochaines élections législatives. La population locale, largement associée aux festivités (deux cent quatre-vingts couverts au banquet) a, sans aucun doute, saisi le message...

De leur côté, les ambassadeurs ont pu admirer cette réalisation originale que constituent les maisons édifiées en terre crue de la ville nouvelle de l'île-d'Abeau. Parfois ironiques devant ces bâtisses en pisé et en brique de terre (« vous voulez aussi — nous apprendre à construire nos cases ! »), mais intéressés, pour la plupart, par cette « recherche alternative d'une technologie intermédiaire », les diplomates africains, accompagnés de MM. Loula Mermaz, président de l'Assemblée nationale, venu en voisin, et Henri Nallet, ministre de l'agriculture, ont également applaudi les tambourinaires du Burundi.

A l'année prochaine ?

M. Nucci fit ensuite les honneurs de la coopérative agricole du Dauphiné qui, soit dit en passant (par le ministre), est « celle qui a le plus donné pour le Sahel, cette année », et les diplomates purent enfin prendre un peu de repos sous des tentes nomades en peaux, dressées (il pleuvait) sous des tentes rayées bleu et blanc façon « nœuds et banquets ». Là, déchaussés, assis en tailleur, ils dégustèrent le thé à la menthe...

A Sainte-Cécile-les-Vignes (Vaucluse), l'autre maire afri-

cain, M. Guy Penne, avait, lui aussi, bien fait les choses : la remarquable troupe de mimes Durbec, la troupe maitresse Konba et, pour clore la soirée, un feu d'artifice somptueux (et coûteux ?). Durant la journée, parce qu'il était important de prouver que des « petites communes françaises dynamiques » peuvent faire beaucoup dans le domaine de la coopération Nord-Sud, les entreprises du Veclusa montrèrent leur savoir-faire au cours d'une exposition. Bien sûr, l'énergie solaire et ses applications (téléviseur et électropompe par exemple) eurent la vedette.

L'aspect politique de cette tournée en douce France ne fut pas complètement oublié : la présence du représentant de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), M. Tuli-mani Kalomoh, était en effet significative de la promesse faite récemment par M. Laurent Fabius d'accorder une plus grande représentativité à l'organisation nationaliste namibienne. Pour la première fois aussi, le Mozambic, qui était représenté par son ambassadeur, M. Migugny Murugy.

Vingt-huit chefs de missions diplomatiques africains ont fait ce voyage vers le « Sud ». Le référentiel l'année prochaine ? Cette question, chacun se l'est posée ou y a fait allusion. Discrettement pour les Africains, carrément pour les Français. M. Penne, très en vogue à la fin du repas, fut affirmatif : « On en a encore pour longtemps ! ». M. Gettel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale, fut béat de sérénité : « Et bien oui, à l'année prochaine ! ». Quant au doyen, il ne put éviter un « nous vous disons merci » et à l'année prochaine ! Les élections législatives ? Une formalité voyons...

LAURENT ZECCHINI

Zaire

Ton après-midi, le samedi 22 juin, à Kinshasa, de source officielle.

D'autre part, l'ancien premier ministre, M. Nguza Karl I Bond, a annoncé, le dimanche 23 juin, à Bruxelles, sa décision de rentrer jeudi « en homme libre » en Zaire, quatre ans après avoir choisi l'exil en Belgique.

Sept anciens parlementaires sont graciés. — Sept anciens parlementaires zairais, qui avaient tenté en 1982 de fonder un second parti politique (l'Union pour la démocratie et le progrès social, UDPS) et qui, jusque-là, étaient assignés à résidence, ont été graciés par le président Mobutu et ont retrouvé « leur entière liberté de mouvement », a-

(Publié)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en vente de fonds de

COMMERCE

BOUTIQUES - LOCAUX - BUREAUX

alim., café, librairie, divers

dans le journal spécialisé depuis 40 ans

LES ANNONCES

En vente partout 4,00 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris - Tél. (1) 806.30.30

AMÉRIQUES

Bolivie

La gauche redoute une victoire du général Banzer à l'élection présidentielle du 14 juillet

L'ancien chef de l'Etat bolivien, le général Hugo Banzer, au pouvoir de 1971 à 1978, et grand favori de l'élection présidentielle qui doit avoir lieu le 14 juillet, a fait état, dimanche 23 juin, d'un « complot pour l'assassiner » s'il était élu. Selon lui, les syndicats envisageraient de déclencher une

grève générale pour paralyser l'activité du pays et « provoquer une intervention de l'armée ».

De fait, les syndicats et les partisans du gouvernement de centre-gauche de M. Siles Zazo redoutent une éventuelle victoire du général Banzer.

Dé notre correspondante

Lima. — Les élections boliviennes qui doivent avoir lieu le 14 juillet seront-elles de nouveau ajournées ? La question est posée. Le désordre se généralise : marches de protestation contre le fascisme, contre la candidature du général Banzer, contre la politique économique du gouvernement Siles. Les grèves se multiplient : elles touchent en particulier le téléphone et l'électricité. Les coupures de courant sont fréquentes dans la capitale.

Les dirigeants politiques et le président de la commission électorale le laissent entendre : les élections générales, déjà ajournées le 16 juin en raison de mouvements de grève, risquent encore d'être reportées. De

leur côté, les deux candidats les mieux placés pour la présidence, le très conservateur général Hugo Banzer et M. Victor Paz Estenssoro, ancien président, dénoncent ce qu'ils appellent « des manœuvres de l'extérieur » pour repousser une nouvelle fois la consultation.

Il est hors de doute que la COB (Confédération ouvrière bolivienne) et les formations de gauche, en général, redoutent une victoire à l'élection présidentielle du général Banzer. Les sondages le placent nettement en tête. Le général Banzer, en août 1971, dirigé au putsch contre le régime de centre-gauche

du général Juan José Torres, surnommé le « président des pauvres ». Il a gouverné avec une poigne de fer jusqu'en 1978, interdisant les syndicats, emprisonnant ou exilant les opposants. L'Association des parents des disparus-détenus et martyrs de la libération nationale (ASOFAM) a déposé une demande devant le Tribunal électoral pour que sa candidature soit annulée pour « violation des droits de l'homme ».

Inquiétré aussi chez les généraux qui occupent les postes-clés de l'armée. Certains d'entre eux avaient été de proches collaborateurs du président Torres. En 1974, ils avaient essayé de renverser le général Banzer. Depuis le retour à la démocratie, le 10 octobre 1982, ils ont soutenu le régime de centre-gauche du président Siles et limogé les éléments liés au trafic de cocaïne.

La COB veut-elle boycotter les élections pour empêcher la victoire du général Banzer ? — Son leader, M. Juan Lechin, avait présenté sa candidature à la tête de la direction révolutionnaire unifiée (DRU). La commission électorale ne l'a pas retenue car le dirigeant syndical est en infraction : aux élections de 1980, il n'avait pas obtenu le minimum de votes requis par la loi (50 000) et il n'a pas payé l'amende correspondante (15 000 dollars). La même mesure a d'ailleurs frappé 10 des 28 autres candidats. Elle a incité la DRU à faire campagne pour le vote nul.

En attendant, la COB a présenté un cahier de revendications au président Siles qui comporte quatre-vingt-neuf points. Le centrale ouvrier exige en particulier une augmentation générale des salaires et l'échelle mobile, le gel des prix, la nationalisation des banques et des mines privées. Des revendications que le président Siles n'a évidemment pas les moyens de satisfaire.

De son côté, le gouvernement ne serait pas fâché de devoir ajourner de nouveau les élections : selon les sondages, le candidat officiel, M. Rolando Jordán, arrive en troisième position, loin derrière le général Banzer et M. Victor Paz Estenssoro.

NICOLE BONNET.

Canada

Désignation du successeur de M. Lévesque à la tête du Parti québécois le 29 septembre

Québec (AFP, AP). — Le conseil national du Parti québécois, réuni à Québec les samedi 22 et dimanche 23 juin, a fixé au 29 septembre la date de l'élection du successeur de M. René Lévesque à la tête de cette formation. Pour la première fois, l'ensemble des membres du parti, annuellement au nombre de 117 000, seront appelés à participer directement à la procédure de désignation de leur nouveau chef. Si aucun des candidats n'obtient la majorité absolue au premier tour, un second tour sera organisé le 6 octobre.

Conformément à l'usage, le futur président assumera, en tant que leader de la formation majoritaire à l'Assemblée nationale québécoise, les fonctions de premier ministre. M. Lévesque a annoncé qu'il resterait à la tête du gouvernement pro-

vincial jusqu'à la désignation de son successeur dans le parti.

Samedi, les trois cents députés du Conseil national ont pris acte sans passion de la décision du premier ministre. Des applaudissements ont ponctué la lecture par le vice-président du parti, M^{me} Assompolais, de la lettre de démission que M. Lévesque avait rendue publique dans la nuit de jeudi à vendredi, mais l'émotion n'était guère perceptible. Le conseil a proposé d'allouer une subvention de quatre cent mille dollars à chaque candidat à la présidence.

M. Melrose, le premier ministre canadien, avait rendu vendredi, à Ottawa, un vibrant hommage à M. Lévesque, en qui il a salué un « grand démocrate » et un « grand Québécois » qui a toujours « inspiré une grande fierté » à ses compatriotes.

REJOINDRE

L'ÉLITE

TOUTES PRÉPAS

sciences-po

2 centres : Neuilly et Quartier latin

CEPES

57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly - Tél. : 745.09.18

L'EAU, UN SOLIDE TERRAIN POUR LA COMPÉTITION



Des bassins olympiques aux piscines de rêve, les produits Surchlor[®], fabriqués par ORGANICHIM pour le traitement des eaux de piscines, sont présents sous toutes les latitudes.

ORGANICHIM est une des sociétés de la Division Spécialités Chimiques du Groupe Cdf Chimie. Placée dans le peloton de tête des grands producteurs mondiaux d'acide isocyanurique et de ses dérivés chlorés, ORGANICHIM double ses capacités de production pour répondre aux besoins de ce marché en pleine croissance.

De même, NOROLOR[®] — autre société de la Division Spécialités Chimiques — a-t-elle réussi à conquérir une part substantielle du marché japonais des acrylates dont les utilisations couvrent de nombreux secteurs industriels : textiles, peintures,

cuirs, papiers, colles et adhésifs, flocculants... Par ailleurs, la Division Spécialités Chimiques conçoit, développe et commercialise des gammes de produits largement diversifiées : intermédiaires organiques de synthèse, matières plastiques, liants, résines et matériaux composites.

Cdf Chimie

Spécialités Chimiques - Pérorbitale - Engrais - Polymères - Bases - Matières Plastiques et Diverses - Activités Internationales

AU CŒUR DE LA COMPÉTITION

Division Spécialités Chimiques : Tour Gas, Cedex 73, 92082 PARIS - LA DÉFENSE 2, Tél. : (1) 776.41.17

Mexique

Selon le « New York Times »

L'AMBASSADE D'URSS A MEXICO

EST UN NID D'ESPIONS

L'ambassade d'Union soviétique à Mexico est de plus en plus utilisée pour monter des opérations d'espionnage contre les États-Unis, et est devenue un canal essentiel pour l'exportation illégale de haute technologie américaine vers les pays communistes, a affirmé, dimanche 23 juin, le New York Times.

Dans un article daté de la capitale mexicaine, le quotidien new-yorkais indique que, selon les estimations des spécialistes américains, au moins cent cinquante agents du KGB travaillent au sein de cette ambassade sous des couvertures diverses, diplomates, employés, chauffeurs ou journalistes. L'ambassadeur américain au Mexique, M. John Gavin, a déclaré au quotidien que les espions soviétiques « avaient en réalité un refuge sûr » dans l'ambassade d'URSS, et accuse Moscou d'avoir mis sur pied des « sociétés fausses » pour acheter des technologies américaines et les acheminer vers l'URSS.

Le New York Times souligne que plus de trois cents personnes travaillent à l'ambassade d'URSS à Mexico, ce qui en fait l'une des plus importantes représentations diplomatiques soviétiques au monde. Le journal ajoute que l'ambassade a « évité » des soupçons à la suite de l'arrestation de John Walker, un espion américain accusé d'avoir monté un important réseau d'espionnage au profit de l'URSS. Plusieurs Américains accusés d'espionnage au profit de Moscou ont reconnu, selon le quotidien, qu'ils utilisaient l'ambassade de Mexico pour rencontrer leurs « contacts » soviétiques. — (AFP.)

La cent vi
n'a réglé

TRAVER
LE MONDE

Sri-Lanka

Thaïlande

L
poi

سكزا من الأمل

DIPLOMATIE

BIEN QUE S'ÉTANT ACHEVÉE SUR UN « CONSENSUS »

La cent vingt et unième session du conseil exécutif n'a réglé aucun des grands problèmes de l'UNESCO

Six semaines et demi de débats pour rien, des torrents de paroles sans l'ombre d'un commencement de résultat concret, la preuve, enfin, que la machine UNESCO tourne à vide sans même pouvoir assurer sa propre survie, disent les uns. Au contraire, répliquent les autres : qui est dit, lorsque s'est engagée cette session marathon, dans le climat de division et de controverse passionnée que l'on sait, qu'elle serait close par l'adoption d'une résolution sans opposition marquée ? Certes, la procédure dite « du consensus » évite le vote formel ; mais on n'a entendu exprimer, vendredi 21 juin à Paris, dans l'ordre des critiques, que de simples réserves, non des condamnations, à l'égard du texte proposé. Bref, sinon encore le salut, du moins le début de la convalescence, comme l'a notamment déclaré M^{me} Gisèle Halimi, à la fois déléguée permanente de la France auprès de l'UNESCO et membre de son conseil exécutif.

La diversité des jugements portés sur le bilan de la cent vingt et unième session de cette assemblée, qui vient de s'achever, n'est pas sans rappeler à qui essaie d'en faire la

synthèse la formule de l'humoriste dont le médecin tentait, sur son lit d'agonie, de soutenir le moral en lui assurant qu'il allait beaucoup mieux : « En somme, je meurs guéri ? ». Sans doute n'est-il pas négligeable que les cinquante membres du conseil soient parvenus à s'entendre (ou au moins à ne pas s'opposer les uns aux autres) sur un texte d'orientation générale, dans le contexte actuel. Cette conciliation de dernière minute doit beaucoup à l'action personnelle de M^{me} Halimi, qui, après des débuts sensiblement moins unanimes, s'est consacrée avec énergie à la mise au point d'un texte susceptible de ne pas heurter de front une partie de ses collègues. Il n'en demeure pas moins que, par rapport à l'essentiel, le succès de couloirs qu'a été l'adoption de la motion finale ne répond pas aux interrogations multiples et pressantes que soulève la situation de l'organisation. Et qu'au bilan de la session, le plus préoccupant est certainement ce qui ne figure pas.

Il faut commencer par l'aspect budgétaire du problème posé à l'UNESCO par le retrait des États-Unis, le 31 décembre dernier. Ce retrait a privé de quart de ses ressources, soit 43 millions de dollars. Les quelques ajustements envisagés ne fournissent, à cet égard, aucune véritable solution, c'est même le moins que l'on puisse dire. Dès le 30 janvier 1984, le bureau du budget de l'UNESCO a fourni au directeur général, M. M'bow, une note énumérant la façon dont un précédent avait été traité : le retrait des États-Unis de l'OIT, en 1975. L'Association du personnel de l'UNESCO s'alarme de plus en plus des risques, pour ne pas dire de la certitude, de voir la direction générale procéder avant la fin de l'année à des licenciements massifs. Hypothèse d'autant moins à écarter que, depuis l'annonce du retrait américain, trois cent quarante personnes ont été recrutées à l'extérieur, alors que M. Blanchard, directeur général du BIT, avait, lui, comme première mesure d'urgence, arrêté toute embauche.

Une note « confidentielle » du directeur de cabinet de M. M'bow, M. Chikh Bekri, en date du 13 juin dernier (réf. CAB/1/85 mémo. 223) énumère les « ajustements » qui devront être apportés aux effectifs en raison de la situation budgétaire actuelle ; il en ressort qu'environ cinq cent soixante-dix postes vont être supprimés dans les mois qui viennent et que ces licenciements seront annoncés prochainement par les sous-directeurs généraux au « personnel de leur secteur », après quoi le directeur général s'adressera à l'ensemble du personnel. « Sans doute n'appartenait-il pas au conseil exécutif d'entrer dans le détail de ce dossier ; mais ces fortes réductions d'effectifs ne peuvent pas ne pas retentir sur la quantité et la qualité du service rendu à la communauté

internationale par l'UNESCO, du moins si les différents programmes ne sont pas sérieusement revus et concentrés. Or, pour l'essentiel, il n'en a rien été. Il est vrai que suggérer la suppression de certains de ces programmes serait revenu à ouvrir un débat idéologique de fond, un tel choix n'étant évidemment pas innocent politiquement. Au nom de la recherche du fameux consensus, on a préféré ne faire de peine à personne — ou risque de voir ensuite l'organisation affronter un état de cessation de paiements.

Un désintérêt occidental ?

Quant à l'examen du fameux rapport du GAO (General Accounting Office), Cour des comptes du Congrès américain, sur la gestion de l'Organisation, il a été balayé d'un revers de main, au motif principal que les États-Unis n'étaient plus membres de l'UNESCO. L'analyse des parlementaires de Washington et de leurs experts ne pouvait valablement être prise en considération, bien qu'elle portait sur une période où les Américains étaient les plus gros contributeurs budgétaires. Menue vexation supplémentaire pour le département d'État, mais qui conforte, chez les Américains, les « séparatistes » au détriment des partisans du retour.

Chez eux, mais ailleurs aussi, le membre britannique du conseil exécutif, M. William Dodd, s'est certes borné à quelques observations sur les « divergences » qui opposent à certains de ses collègues sur tel ou tel aspect du programme, mais dans l'entourage de la délégation anglaise, on ne voit guère, pour l'instant, ce qui, dans le bilan de la session, pourrait bien faire renoncer Londres à sa décision de se retirer de l'UNESCO le 31 décembre prochain.

Le Danemark et le Portugal ont également fait part, par écrit, de leur inquiétude. Beaucoup d'Occidentaux, d'une manière générale, ont l'impression que l'UNESCO demeure bien davantage le lieu d'une confrontation internationale que d'une coopération et semblent s'en désintéresser. Les Soviétiques ont bien marqué, de leur côté (le Monde date 23-24 juin), qu'ils ne renonçaient aucunement à leurs exigences en faveur du « nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » ou des actions de l'Organisation en faveur du désarmement. Deux options qui ne devraient pas, sur le papier, rencontrer autre chose que l'assentiment général, mais qui s'inscrivent dans leur combat global contre le concept occidental de liberté de l'information ou l'effort stratégique de l'Ouest. Or, si l'UNESCO doit faire des économies et retrouver son universalité, ce sont évidemment ces programmes de combat qui risquent de disparaître en tout premier lieu. Reste une interrogation qui avait commencé de poindre avec la rencontre des principaux pays de

l'OCDE, à Genève en mars dernier, et que la tonalité de la session du conseil exécutif n'a pas dissipée : quel est au juste le jeu de la France dans cette crise ? Deux choses restent claires : Paris croit en l'UNESCO, par-delà ses difficultés actuelles, et ne s'en retirera pas. Mais quel rôle le gouvernement français peut-il et veut-il jouer pour tenter de sauver l'Organisation ? A défaut d'une réponse claire, et surtout définitive, on ne peut que formuler des observations, d'ailleurs contradictoires.

La première est que M^{me} Halimi s'est manifestement attachée à sa tâche avec zèle. Ce qui ne signifie pas qu'elle ait toujours été en phase avec le Quai d'Orsay dans ce débat, comme en a témoigné un échange assez vif au moment d'un vote où la France s'est désolidarisée de ses partenaires occidentaux. Mais elle a présidé activement le comité dont les travaux ont abouti à la résolution finalement adoptée par consensus.

Elle a en outre obtenu de M. Roland Dumas qu'il adresse, le 29 mai dernier, sous la référence 0769 CM, une lettre à M. M'bow dans laquelle le ministre des relations extérieures sollicite pour la délégation française l'attribution « des locaux sis au 8^e étage, rue Miollis, en échange de ceux qu'elle occupe actuellement », pour « y trouver les conditions propices à l'action que la France entend mener pour l'avenir de l'Organisation ».

Détail qui explique l'émotivité chez les autres délégations occidentales par la démarche ministérielle : il s'agit des bureaux laissés vacants par la délégation américaine. On ne saurait mieux indiquer qu'on tient le départ de cette dernière pour définitif.

D'un autre côté, M. Dumas avait, devant les membres de la Commission nationale française pour l'UNESCO, indiqué que Paris partageait, « pour l'essentiel », les « inquiétudes de différents États ». Lors d'un déjeuner qu'il a récemment donné en l'honneur de M. M'bow au Quai d'Orsay, relativement en petit comité, le ministre s'est surtout fait remarquer par son silence. Et M. Mitterrand, lors de la réception offerte par M^{me} Halimi aux membres du conseil exécutif, il y a peu, s'est montré lui aussi laconique. A une personnalité qui lui assurait que l'on était désormais sur la bonne voie, le chef de l'État a simplement répondu, glacial : « Vraiment ? Tant mieux... Mais ce n'est pas ce que j'entends dire ».

Plus que jamais, la balle est dans le camp de la France, qui dispose d'influences exceptionnelles au sein de l'UNESCO — et qui a des intérêts, notamment linguistiques, non moins exceptionnels à défendre. Mais bon nombre de ses partenaires se demandent, avec des sentiments d'ailleurs contradictoires, si elle va s'en saisir, quand, et comment.

BERNARD BRIGOLEUX.

A TRAVERS LE MONDE

Sri-Lanka

● PROROGATION DE L'ÉTAT D'URGENCE. — Le gouvernement de Colombo a prolongé d'un mois supplémentaire l'état d'urgence, en dépit du désaccord de l'opposition qui a quitté le Parlement pendant le débat organisé, vendredi 21 juin, sur ce problème, a-t-on appris samedi dans la capitale sri-lankaise. C'est la vingt-troisième fois que l'état d'urgence est prorogé au Sri-Lanka depuis les affrontements ethniques de juillet 1983, au cours desquels quatre cents personnes, appartenant à la minorité tamoule, avaient été tuées par des Cinghalais, en représailles contre une attaque de séparatistes tamouls qui avait fait treize morts parmi les soldats cinghalais. — (AFP)

Thaïlande

● SIGNATURE DU CONTRAT D'ACHAT DE DOUZE F-16. — Bangkok a signé le jeudi 20 juin un contrat avec les États-Unis pour l'achat de douze avions de combat F-16 (le Monde du 15 mai), d'une valeur de 318 millions de dollars, a annoncé vendredi le commandant en chef de l'armée de l'air thaïlandaise, M. Praphand Dhanpataniya. Le contrat concerne huit F-16 monoplace et quatre F-16 biplaces, a-t-il précisé. Les avions seront livrés à partir de 1988. — (AFP)

Le bon profil pour faire face.



PLUS INTERIM

Secrétariat, Traitement de texte, Micro-informatique, Comptabilité, Informatique, Personnel bilingue et trilingue.

Agences Plus Interim : St Lazare, 522.01.79. Mairie, 524.04.99. Denfert, 527.47.22. Nation, 373.05.06. Convention, 533.01.34. Remy 2, 854.77.11. La Défense, 774.70.70. Rueil-Albert 1er, 732.02.86. Vélizy 2, 946.27.00. Belle-Epine, 686.30.48. Créteil-Soliel, 698.11.22. Evry 2, 079.04.99. Plus Informatique, 522.01.79. Plus Bureautique, 522.01.79. Plus Comptabilité, 527.47.22. Plus International, 522.01.79.

L'ÉVÉNEMENT du Jour

SAUVONS KAUFFMANN et tous les autres!



Tous avec nous à la Bastille le lundi 24 juin

Rendez-vous

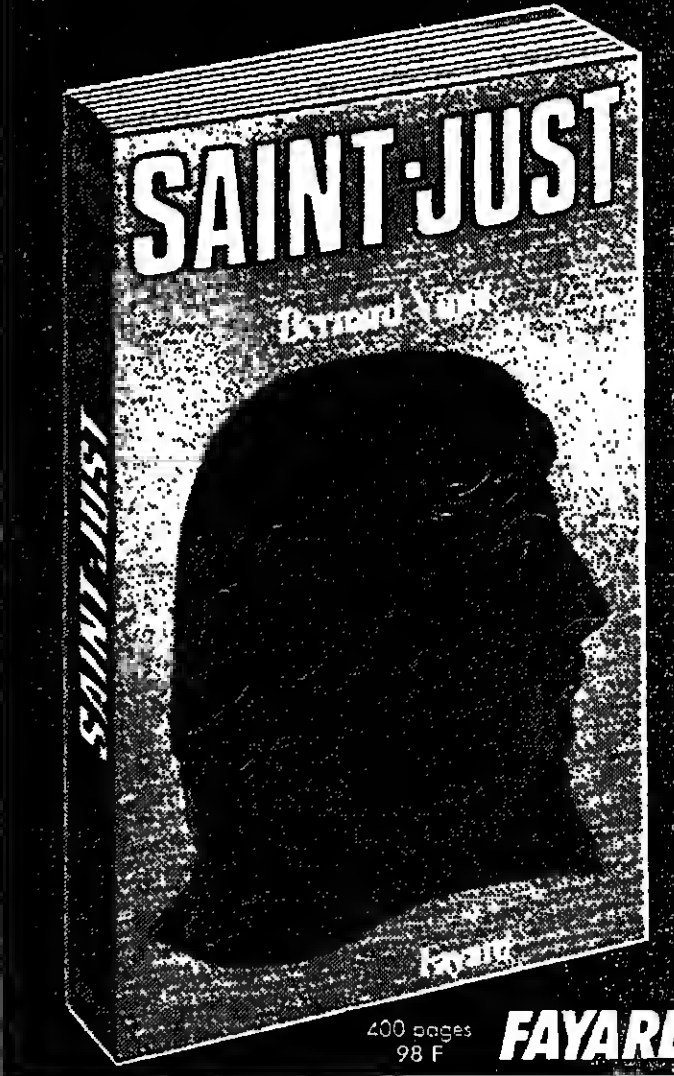
métro Saint-Paul - Paris 4^e à 18h30

SAINT-JUST,

dès longtemps, avait embrassé la mort et l'avenir, écrit Michelet. Il mourut digne, grave et simple. La France ne se consolera jamais d'une telle espérance : celui-ci était grand d'une grandeur qui lui était propre, ne devait rien à la fortune et seul il eût été assez fort pour faire trembler l'épée devant la loi.

Ce n'est pas l'avis de Marguerite Yourcenar : Tout homme mort jeune porte devant l'histoire sa jeunesse comme un masque ; nul ne peut savoir si l'homme d'État eût émergé en Saint-Just de l'adolescent infecté d'idéologies violentes et de rhétorique conventionnelle.

Ces deux regards opposés expriment bien les interrogations que pose la courte vie du plus contradictoire de tous les révolutionnaires.



SAINT-JUST

Bernard Lantier

FAYARD

400 pages 98 F

PARLER = CONQUAÎRE

COURS HUBERT LE FÉAL

EXPRESSION ORALE

MAÎTRISE DE SOI - COMMUNICATION

documentation sans engagement ☎ 387 25 00

DIPLOMATIE

UN LIVRE CONTROVERSÉ : « LES EMPIRES CONTRE L'EUROPE », DE RÉGIS DEBRAY

L'URSS est-elle ringarde ? Les Etats-Unis sont-ils les plus forts ? Régis Debray est-il le dernier gaulliste ? On se pose ces questions en lisant le livre de l'ancien conseiller de M. Mitterrand, devenu depuis peu conseiller d'Etat : les Empires contre l'Europe (1). Un ouvrage controversé, mais plein d'enseignements.

(1) Gallimard, 360 p., 110 F.



Dessin de CAGNAT.

Le dernier gaulliste ?

par ANDRÉ FONTAINE

« Le dernier empire du monde, écrit Régis Debray en 1967 dans *La révolution dans la révolution*, a commencé son agonie. Qui n'est pas concerné ? Qui n'aidra pas les tueurs ? (1) ». Dix-huit ans plus tard, il prend des choses une vue singulièrement différente. Non seulement son dernier livre s'appelle *Les Empires contre l'Europe*, ce qui suppose que l'Amérique n'est plus le seul empire, mais il y défend la thèse que jamais l'Amérique en question n'a été plus forte, face à une URSS dont la fantastique puissance militaire ne saurait dissimuler à ses yeux qu'elle a des pieds d'argile. Conclusion : ne commettons pas l'erreur, parce qu'il faut, certes, résister à l'empire soviétique, de ne pas résister à la logique d'absorption qui est, ne serait-ce que sous l'effet de la pesanteur, celle de l'empire américain. Régis Debray, on le voit, est de plus en plus gaulliste.

« La brouille de Marx et de Mahomet »

Est-ce là la raison de son départ du cabinet d'un président de la République à qui il est arrivé d'opposer un soc « moi par » à la formule célèbre de Malraux selon laquelle « tout Français a été, est, ou sera gaulliste » ? Le fait est que, comme le général François Mitterrand ne déteste pas avoir autour de lui des conseillers de tendances divergentes entre lesquels il arbitre. Rien n'autorise à penser que le mode de brouille entre lui et l'ancien gaullier de Bolivie devienne aujourd'hui, sans enthousiasme excessif, maître des requêtes au Conseil d'Etat. Mais il y a chez Debray une certaine satisfaction à son à priori à la logique du désert, du moins à prendre le contre-pied des idées reçues : ce qui explique que dans son nouveau ouvrage les critiques sévères se mêlent à l'occasion, concernant la diplomatie française, aux coups de chapeau.

Il faut donc prendre cet essai pour ce qu'il est : celui d'un homme finalement assez seul, mais qui, de quatre années passées à l'Elysée, a

acquis une rare connaissance des dossiers et des mentalités. Le théoricien engagé, qui a vécu sur place l'écroulement du rêve gaulliste et de ses propres illusions, est devenu un analyste qui confronte ses intuitions et ses partis pris avec les enseignements d'une riche expérience.

Il lui arrive encore, malheureusement, de vouloir trop prouver. Ainsi, notamment, lorsqu'il fait valoir que le pacte atlantique s'est étendu, puisque y sont entrées, depuis 1949, date de la signature, l'Allemagne, la Turquie, la Grèce et l'Espagne, alors que le pacte de Varsovie s'est étendu, puisqu'en sont sorties la Yougoslavie, l'Albanie et la Chine (laquelle, sauf erreur, n'y a jamais appartenu). Si l'on s'en tient au bilan des dix dernières années, on s'aperçoit tout de même que les Etats-Unis ont « perdu » l'Indochine, l'Ethiopie, les ex-colonies portugaises d'Afrique au profit de l'URSS, que celle-ci a également mis la main sur l'Afghanistan le Yémen du Sud, que le Nicaragua est désormais plus proche d'elle que de Washington, et que l'Iraq, de « gendarme du monde libre » au « gendarme du monde libre », au Moyen-Orient, est devenu le fer de lance d'une offensive tous azimuts contre ledit « monde libre ».

Le système soviétique a peut-être perdu sa dynamique offensive. Reste que, au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan, Brejnev avait réussi à faire partager à Charles Marchais sa conviction, dont l'hebdomadaire du Parti communiste français porte toujours la trace en première page, que l'on vivait désormais « l'ère des révolutions ». Il est, certes, tentant de prolonger les courbes, et il est bien vrai que, pour reprendre quelques fortes expressions de Régis Debray, le « bloc » paraît actuellement « bloqué », que « le seul rêve collectif en URSS est de type petit-bourgeois : se faire chaperer dans son coin une petite vie à soi », que « l'expansion communiste s'est brisée non sur l'acier des chars et des balonnettes », (encore qu'en Corée, à Berlin, lors de la crise des fusées de Cuba...), — mais sur

des livres de prières », puisque aussi bien « nous venons d'assister à la phénoménologie d'un mal perçu : la brouille de Marx et de Mahomet ». Et que le christianisme, le judaïsme, le confucianisme — Debray aurait pu citer aussi l'hindouisme — ne sont pas montrés en fin de compte moins résistants. Mais enfin le vent a l'habitude de changer et notre auteur n'aurait sans doute pas parié sur le kopéck, il y a seulement vingt ans, sur la résurgence de l'islam. L'Amérique, qu'il voit aujourd'hui à l'apogée de sa puissance, paraissait, sous Carter, vouée à un déclin irrémédiable et nul ne sait où elle en sera à la fin du siècle. Il n'est pas nécessaire d'être marxiste pour savoir que toute société porte en elle les germes de sa propre destruction.

Une immense force de séduction

Reste que les Etats-Unis ont pour eux toutes sortes d'avantages que Régis Debray met très bien en lumière : d'abord ils sont « l'efficacité même ». « L'Ouest explore l'âge impérial des réseaux, invisibles et omniprésents », alors que l'Est « en reste à l'âge archaïque des systèmes d'alliance coûteux et formels ». L'Amérique dispose d'une immense force de séduction. Celle de l'URSS, jadis si forte, est instantanée.

Sur le plan des masses, c'est évident. La fascination que le modèle culturel américain exerce sur beaucoup de Soviétiques saute aux yeux. Le modèle culturel soviétique s'en exerce plus au sein du Parti social-démocrate allemand et du Labour britannique.

Ces réserves nécessaires n'altèrent rien à l'intérêt du nouveau livre de Régis Debray, le meilleur sans doute qu'il ait jamais écrit, le plus nuancé aussi, dans la mesure où il fait la part des choses et réfute souvent lui-même les objections que

soulevaient ses thèses. Qui, par exemple, connaissent un peu les données du problème, ne souscrirait à la rigueur de sa profession de foi européenne : « La coopération à deux ou trois vitesses, ou toute autre configuration adaptée », puisque on ne peut faire l'Europe avec ceux qui n'en veulent pas, — s'offre à la France comme seul vecteur possible de sa modernisation, sans quoi la « grandeur » tournerait à la nostalgie aigrie ?

Manque cependant un élément à cette méditation sur les empires menés dans un esprit non de philo — ou d'anti — mais d'a-communisme et nourri, au passage, de bien utiles rappels de la manière dont beaucoup de grands esprits du siècle dernier voyaient l'impérialisme de la Russie précommuniste. Les Etats-Unis ont jusqu'à présent le seul pays à s'être bâti par adhésion volontaire de millions de gens venus des quatre coins du monde, et pour commencer de l'Europe, à une société dont l'ambition proclamée était de fondre leurs nationalités d'origine en une seule. Le succès n'a été possible que parce que les nouveaux adhérents dans cet immense phylanthropie, acceptent non seulement son idéologie, mais le système hégémonique culturel et économique qui le sous-tendait. Ce système, ce faisant, se qualifie pour être le noyau de cette civilisation de l'universel qu'appelle le fantastique développement, à notre époque, des moyens de communication de toutes sortes.

La vraie question qui alimente les polémiques permanentes : bibles à l'intérieur du monde atlantique s'est-elle pas de savoir si les Européens acceptent, comme leurs oncles ou cousins qui ont pris le pari de franchir l'Atlantique, de devenir eux aussi américains, tout en restant chez eux ? Ou si, refusant l'ennemi de l'uniformité et l'humiliation de la dépendance, ils entendent maintenir, face à la tentation du melting-pot, la diversité des cultures et la concurrence des ambitions ?

(1) Maspero, éditeur.

Sur la balançoire des mythes

par PIERRE HASSNER (*)

« Dix ans, ça suffit ! », pour une atmosphère parisienne, sinon pour la réalité internationale. Depuis 1975 environ, le totalitarisme soviétique avait remplacé l'impérialisme américain comme ennemi principal aux yeux de la classe intellectuelle française ; progressivement, la prise de conscience du Goulag par l'effet Soljenitsyne, le déplacement de l'équilibre militaire en faveur de l'Union soviétique, l'invasion de l'Afghanistan, l'état de guerre en Pologne, la crainte du glissement de l'Allemagne vers le pacifisme et le neutralisme, avaient produit un consensus, unique en Europe, entre intellectuels, médias, classe politique et opinion publique en faveur d'une politique de fermeté à l'égard de l'URSS ; ce qui, du moins en Europe et sur le plan Est-Ouest, amenait à un rapprochement avec les Etats-Unis.

Comme, cependant, l'Amérique proclamait sa confiance retrouvée, tandis que Moscou semblait empiétre dans la stagnation et la gerontocratie, comme aucun pays du tiers-monde n'était devenu communiste depuis cinq ans et qu'en Europe la vague pacifiste refluit, ces dénominations devenaient d'autant plus lassantes qu'elles semblaient moins crédibles. Le scepticisme à l'égard du nouveau climat qui, des gaullistes traditionnels aux communistes en passant par Raymond Barre et Jean-Pierre Chevènement, n'avait jamais disparu attendait une plume

pour passer du harnassement d'épées à la contre-attaque polémique. Avec ce livre de Régis Debray (1), la voici.

L'effet Debray succèdera-t-il donc à l'effet Soljenitsyne ? Le paléo-gaullisme va-t-il remplacer le paléo-libéralisme comme voie de sortie du gauchisme révolutionnaire ? Peut-être. En ce cas, l'alternance idéologique et ce que Debray appelle joliment la « balançoire des mythes » y gagneraient. Mais il n'est pas sûr que le manichéisme et le provincialisme parisiens auxquels il s'attaque avec tant de joyeuse férocité auraient fait plus que changer de signe.

Autant les développements du livre sont balancés et complexes, autant ses thèses et ses conclusions sont simples : les Etats-Unis sont branchés, sûr d'eux et dominants ; la Russie est ringarde, coincée et en retraite. Le danger pour l'Europe comme pour le tiers-monde vient de l'étrange sournoiserie de celle-ci. L'Ouest et l'Est n'existent pas, les idéologies ne comptent plus du tout et la force militaire de moins en moins ; ce qui est en hausse, c'est d'une part la technologie, de l'autre les religions et les cultures, les peuples et les nations, l'islam et la France.

Le point fort du livre est plus dans la polémique et la description psychologique que dans l'analyse politi-

que et stratégique. Quand l'auteur dénonce l'hypocrisie du vocabulaire atlantique, décrit les pièges de la convivialité (celle des sommets comme celle des colloques), critique l'intellectualisme du style soviétologique français, ses tours de passe-passe pour présenter toute faiblesse soviétique comme une force, ou le terrorisme intellectuel de certains pourfendeurs hétéroclites d'un pacifisme lointain, gâché pour les besoins de la cause, il fait mouche à tout coup. De même pour l'effluviaire chapitre sur le terme (le monde soviétique) et le vie (cet Occident dont par ailleurs il nie l'existence).

Le petit peloton des démocrates

Pour les faits, cela va déjà moins bien. Malgré un remarquable point d'information, il arrive en des sous-citapitules que la passion anti-américaniste d'une part, le souci de montrer une Union soviétique en position de faiblesse, de l'autre, l'emportent sur l'objectivité et sur la cohérence. C'est notamment le cas en matière stratégique. Systématiquement, les interprétations les plus hostiles aux Américains sont adoptées, même si elles se contredisent. Ici, l'engagement nucléaire pour l'Europe a « jamais été envisagé », la doctrine Rogers conduit à une riposte purement conventionnelle : « Pour que les Etats-Unis restent indomptés, il faut que la RFA se sacrifie ». Là, quand il s'agit d'exorciser le danger de la supériorité conventionnelle soviétique, armes atomiques tactiques et Pershing font leur réapparition. « Les Américains militarisent l'espace au mépris d'un traité et de la sécurité de leurs alliés » et « provoquent rapidement l'URSS à les imiter ». Jamais le peu que l'on sait ou que l'on peut supposer de la stratégie soviétique, du sens que peuvent avoir ses nouveaux missiles intercontinentaux ou son effort conventionnel en Europe, du rôle de l'initiative et de la surprise d'une part, de la défense anti-aérienne et anti-missiles de l'autre, dans sa doctrine et sa tradition, n'est envisagé.

Certes, on peut tout dire en stratégie ; mais ce que l'on peut le moins dire, et qui est le plus stupéfiant dans tout le livre, c'est que l'équilibre au point de vue de l'alignement politique des nations se soit modifié

au détriment de l'Est. Passe encore que, pour réagir à l'idée du petit peloton des démocrates encerclés, on dresse l'image d'un tiers-monde où triomphe la démocratie (en rendant un hommage inattendu aux progrès en ce domaine de la Corée du Sud et de l'Indonésie).

Mais quand on nous dit que les Etats-Unis souffriraient dix fois moins d'une intervention aux Philippines ou ailleurs que l'URSS de son intervention à Kaboul, on se demande si les premiers ont aussi moins souffert du Vietnam, si l'on a révisé qu'ils ont quitté ignominieusement celui-ci (ainsi que Beyrouth) et qu'ils ont trouvé d'adversaires militaires à leur taille qu'à la Grande, alors que l'URSS est toujours en Afghanistan et pèse de manière décisive sur le rapport des forces en Ethiopie ou en Angola. Quand on parle de la fantastique « décommunisation de l'Amérique latine », le lecteur se demande s'il s'agit de l'imaginaire révolutionnaire (encore que le Marxisme de la guérilla salvadorienne ou le totalitarisme de Salvador Llanusa n'ont rien à voir avec la grande époque guérilliste), ou si l'on a révisé qu'il y a vingt-cinq ans l'Amérique latine comptait un seul régime socialiste et aujourd'hui deux.

Notre étonnement monte encore quand on en arrive à l'idée, plusieurs fois répétée, que le système de l'Est se rétrécit, que l'Est se décompose plus vite que l'Ouest. Comment Debray fait-il pour oublier les sept pays non communistes devenus communistes (que ce soit par révolution intérieure, par intervention soviétique ou par un mélange des deux) entre 1975 et 1980. Surtout, où a-t-il vu l'inverse ? Où a-t-il vu un régime communiste devenir non communiste ? L'usage extraordinaire de termes comme « la Pologne a failli basculer », Cuba et le Vietnam sont « inconfortables » dans leur communisme, etc., illustre son embarras. Qui parierait que le Vietnam a plus de chances de changer de régime que les Philippines ou l'Ouzbékistan que l'Iraq ou le Pakistan ?

Que les Etats-Unis tendent à présenter leur intérêt comme celui de l'Occident ne signifie ni que la civilisation occidentale soit une invention fascisante ni que les nations et

l'Europe ne doivent défendre leurs intérêts propres, quelquefois opposés à ceux des Etats-Unis. Pour comprendre que l'Ouest existe, il suffit de le regarder avec les yeux de l'Est, ceux de la stratégie soviétique ou ceux des peuples qui, selon l'expression de Kundera, se perçoivent comme un « Occident kidnappé ».

Que les Etats-Unis et l'URSS soient deux empires, tous les deux animés par une volonté de puissance, certes. Debray ne dissimule pas que la différence de leurs régimes intérieurs donne à l'un la créativité sociale et scientifique, à l'autre la continuité, l'organisation et le secret. A négliger l'importance de ces derniers, la spécificité et la force, intérieure et extérieure, du modèle léniniste, à oublier que jeans et jazz, votre télévision et ordinateurs, n'étaient pas nécessairement et immédiatement le pouvoir et les ambitions de la Nomenklatura, l'auteur s'expose à retomber dans la série monotone d'erreurs contre laquelle, lui qui a tant appris et si peu changé, aurait dû être vacciné par l'expérience du siècle.

Le piteux embarras réaganien

Le nationalisme du tiers-monde comme troisième Grand, auquel l'Europe aurait vocation à se joindre ? Cette perspective apparaît bien plus plausible à la fin des années 50, à la grande époque où Bandung, la décolonisation et le non-alignement semblaient vover la bipolarité et le conflit Est-Ouest aux poubelles de l'histoire. Ni l'équilibre multipolaire ni la troisième voie politique et sociale n'ont suivi, même si, grâce aux centres nouveaux de mobilisation et de résistance, le contrôle des empires n'est plus ce qu'il était.

Aujourd'hui, Debray partage l'admiration générale pour l'Amérique de la Silicon Valley et de la reprise économique, mais il néglige le piteux embarras réaganien devant toutes les guerres et les révolutions de la planète. Bien des signes permettent d'imaginer que l'euphorie américaine pourrait elle-même s'essouffier une fois de plus, du moins pour ce qui concerne les finances du Pentagone, tandis qu'un Gorbatchev plein de vigueur et d'astuce permettrait à l'URSS de

changer sinon de régime, du moins de look.

Au-delà de cette foi égale dans le caractère définitif du dynamisme américain et de la sclérose soviétique, Debray partage avec certains de ses adversaires une autre caractéristique : l'ignorance ou le dédain de l'Europe. Son livre est consacré avant tout aux deux empires, un peu au tiers-monde et à la France sur le ton de l'exhortation ou de l'incantation. L'Europe, elle, est étrangement absente, à part dans quelques pages bien venues sur la nécessaire coopération et ses limites ou sur le réveil des cultures nationales à l'Est.

Aucune analyse n'est consacrée ni à la culture européenne comme telle, ni au problème allemand et à ce qu'attendent de nous nos voisins d'outre-Rhin, ni à l'opposition intraculturelle de la dépression, à la nature de l'espace propre qu'une Europe spirituellement occidentale et géopolitiquement continentale, à la fois moderne et traditionaliste, social-démocrate et intimidée par les empires, pourrait s'aménager. L'Europe de Debray est essentiellement franco-tricontinentale. C'est la preuve qu'on peut avoir beaucoup voyagé et rester Parisien.

L'exaltation abstraite des cultures nationales, au mépris des réalités stratégiques et des dépendances économiques, ne conduit pas seulement à des attitudes aimablement idéologiques ou impérialistes, comme l'idée de la francophonie érigée en nouvel acteur international transgéographique et transgéographique. Allée à la négation de toute influence des contraintes morales sur l'exercice de la puissance, elle conduit à un romantisme malsain et dangereux. Debray voudrait inspirer un Realpolitik de gauche : sa légèreté stratégique n'est pas réaliste, sa méfiance à l'égard de l'universel risque de lui faire oublier ses propres principes. Devant les empires, la France et l'Europe ne retrouveront leur identité qu'à condition de ne pas refuser de prendre au sérieux l'opposition entre totalitarisme et liberté.

(1) Encore qu'il arrive à l'auteur de verser soit dans le terrorisme intellectuel, soit dans l'injustice pure et simple : les pages consacrées à Raymond Aron, dans la mesure où elles portent sur ce dernier et non sur son apothéose tardive, sont une série de contre-vérités (par exemple sur son attitude envers le mouvement mégalite américain) et de contresens (comme sur son interprétation du vingtième siècle).

Plus vite, moins cher !

Avant la hausse importante de juillet

Commandez votre 205 (3 ou 5 portes) votre 205 GTI, votre 305, votre 505 à des conditions "spéciales NEUBAUER"

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole France ST-DENIS - Métro : Marie de St-Ouen

150 من الأمل

PE... DE RÉGIS DEBRAY
gaulliste ?

Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales. Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales.

Des hommes forts
de sélection

Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales. Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales.

lythes

Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales. Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales.

Le Tour de France

Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales. Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales.

Le Tour de France

Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales. Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales.

Le Tour de France

Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales. Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales.

Le Tour de France

Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales. Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales.

Le Tour de France

Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales. Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales.

Le Tour de France

Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales. Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales.

Le Tour de France

Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales. Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales.

Le Tour de France

Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales. Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales.

Le Tour de France

Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales. Le Tour de France est une épreuve cycliste qui se déroule chaque année en France. Elle est considérée comme l'une des plus grandes épreuves sportives mondiales.



Entré.
C'est bien parti
pour le Tour
de France.

Août 84. USA - CANADA - EUROPE. Entré connaît un succès considérable dans le conseil et la distribution de la micro-informatique professionnelle. La société s'installe en France. Objectif : couvrir, étape par étape, avec la plus grande rigueur sur le choix des franchisés, la France entière.

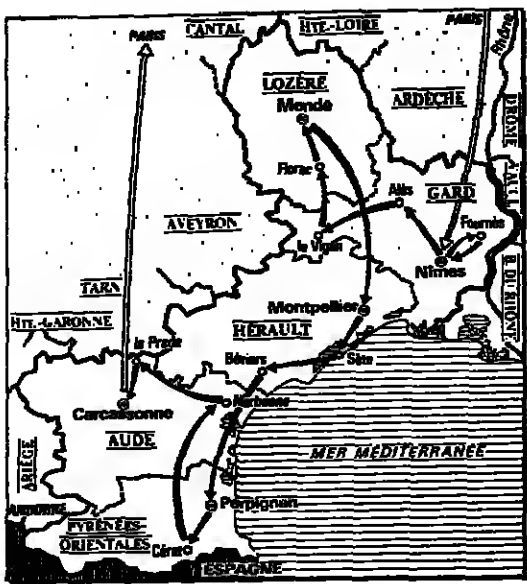
Juin 85. 20 franchises Entré ont déjà été accordées. Plus du tiers de l'objectif. C'est bien parti pour le Tour de France.

Vous avez un million de francs et vous voulez devenir franchisé Entré, prenez vous aussi le départ et téléphonez à Entré - France au (1) 574.97.77.

ENTRÉ COMPUTER CENTERS
Rejoignez ceux qui gagnent.

politique

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON



M. Mitterrand, arrivé lundi matin à Nîmes, devait traverser le département du Gard avant de se rendre en Languedoc-Roussillon. Mardi, il visitera les deux autres départements de la région, les Pyrénées-Orientales et l'Aude, d'où il regagnera Paris.

Accueil modéré de l'opposition et hostile de la CGT

(Suite de la première page.)

Un CRS a été blessé pendant que le maire communiste, M. Millet, dressait en son hôtel de ville un tableau de sa commune « sinistrée » à l'intention du chef de l'Etat. Discours modéré dans le ton, ferme sur le fond, toujours courtois, sur le thème du chômage, de la misère, et destiné à ceux qui prennent les communistes pour des « passésistes » et des « archaïques » sous prétexte qu'ils défendent des industries traditionnelles.

Au dehors, sur la place, la CGT s'époumonnait : « Mitterrand trahison ! ». « La trahison de mes engagements ? Quels engagements ? » a demandé M. Mitterrand. « A-t-il jamais dit que l'on verrait le renouveau de l'industrie française en dépit de la science et de la technologie ? (...) Nous sommes en retard, il ne sert à rien de faire de la démagogie. Seroit-on du parti de ceux qui boissent les bras ? Tel n'est pas mon cas ».

La CGT, malgré son discours retransmis par haut-parleur, n'en démordait pas : « Mitterrand trahison ! ». « Est-il juste de s'adresser à ceux qui, en peu d'années, tentent de renverser le courant de destruction d'un tissu économique dégradé ? La fuite à quel point ne peut-on pas davantage servir les causes nationales de redynamisme ? » a continué le chef de l'Etat.

La CGT décidément ne voulait rien entendre. Ses militants ont entonné un irrévocable : « Mitterrand, si tu continues, la classe ouvrière te bottera le cul ». Persévérant, le président de la République, après avoir affirmé sa volonté de

« pousser les mutations et les transformations », non pas « à prix d'hommes », mais « à coups de formation professionnelle », a conclu : « C'est la France qui souffre. Elle est malheureuse. Elle se tourne instinctivement vers le premier responsable du pays. C'est juste et normal qu'on me demande des comptes, mais on ne doit pas me demander des comptes qui ne sont pas les miens. Il n'y a pas de caisses, là dans un coin, d'où on puisse tirer des louis d'or pour compenser les pertes de ceux qui ont perdu le sens de la compétition ».

Anapavant, à Nîmes, M. Mitterrand avait commencé son voyage sur le ton de la modération et de la tranquillité.

A modération, modération et demie : répondant à l'allocution du maire de Nîmes, M. Jean Bousquet, membre de l'opposition mais sans étiquette précise, qui refusait la terminologie droite-gauche, le président de la République a fait remarquer que, pour sa part, il a « ses inclinations, ses préférences », mais qu'il est là pour « connaître mieux », « écouter les autres », dans un esprit de dialogue et non de polémique. En multipliant les précautions, il a ajouté : « Pas plus que l'emploi ne s'est créé en un jour, pas plus le chômage n'est venu en un jour ».

M. Mitterrand avait, avant son arrivée à Nîmes, accordé une interview à l'« Indépendant » de Perpignan, dans laquelle il récusait l'hypothèse d'une dissolution de l'Assemblée nationale avant le scrutin de 1986.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Nous avons accompli en quatre ans l'essentiel de ce qui était prévu pour sept ans affirme M. Mitterrand

A l'occasion de son voyage en Languedoc-Roussillon, M. Mitterrand a accordé un entretien à chacun des deux principaux quotidiens régionaux. Interrogé par Midi libre sur les divisions des Français, le président de la République estime qu'il n'y a évidemment pas de recettes pour atténuer les divisions des Français « mais qu'il convient de respecter trois règles fondamentales » : d'abord « étendre la liberté, toutes les libertés ; ensuite, ne pas étaler nos divisions en dehors de nos frontières » ; enfin, « ne pas mettre en face des personnes, respecter les autres (...) être tolérant. Jamais je n'ai été à la facilité de l'attaque personnelle, même quand j'en étais moi-même victime ».

Le chef de l'Etat, évoquant son action, ajoute, d'autre part : « Nous avons accompli en quatre ans l'essentiel de ce

qui était prévu pour sept ans ». Il regrette de « n'avoir pas pu réaliser certaines promesses. Mais il me reste du temps », indique-t-il, en citant comme exemple « le droit de vote des immigrés installés depuis cinq ans, pour les élections municipales » et « l'inversion catégorique de la courbe du chômage ».

Dans l'« Indépendant » de Perpignan, M. Mitterrand répond à une question sur l'éventualité de la dissolution de l'Assemblée nationale avant l'échéance de mars 1986 : « D'où une rumeur pouvait-elle partir ? C'est là un sujet que je n'ai jamais abordé. Pourquoi se défier d'une Assemblée nationale que j'ai toujours très fidèlement soutenu le gouvernement que j'ai nommé. J'ajoute, bien entendu, que je ne renonce pas à mon droit ».

bilan du gouvernement : « Bien, a-t-il dit, pour le redressement de la balance des paiements (...), pour avoir jugulé l'inflation. Oui, mais le chômage s'est aggravé (...). Nous n'avons pas été à la hauteur de notre tâche. Nous avons promis trop de choses que nous n'avons pas tenues ». M. Rocard a ajouté à l'intention de l'opposition : « Elle a tort de vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, et je me glisse dans cette peau d'ours ».

Nîmes. - « Electrochoc » : c'est le mot que l'on entend le plus souvent pour décrire ce qui s'est passé, à Nîmes, après l'élection comme maire, il y a vingt-sept mois, de M. Jean Bousquet, président-directeur général de la maison de couture Cacharel. Vainqueur, à la tête de l'opposition unie, d'une municipalité sortante communiste qui dirigeait la ville depuis dix-huit ans, M. Bousquet a fait surgir une image nouvelle de sa cité natale. Nîmes s'est découvert des monuments jamais visités, des musées méconnus, des arènes qui méritaient mieux que des courses routinières et l'annuel défilé de chars fleuris.

Tel a été le pari de M. Bousquet : exploiter les ressources de la ville et son sens personnel des relations publiques pour promouvoir en France et, même, à l'étranger la vocation touristique-culturelle de Nîmes. « Ça marche », observe le maire. Pas de doute : le développement de la ville, sous la direction de M. Simon Cassa, la reprise, dans les arènes, des grandes productions parisiennes du Palais de Bercy - « Aida l'an dernier, Turandot cette année ; des expositions prestigieuses ; le Mois de l'affiche, tout récemment, c'est coûteux, mais ça marche ».

« Ça déménage », même, jamais Nîmes n'avait reçu tant de visiteurs, jamais ceux qui y venaient n'y avaient passé tant de temps. Les commerçants, qui s'étaient mobilisés comme rarement pour l'élection de M. Bousquet, en ont pour leur peine.

On a transformé la vitrine. Le maire s'attaque maintenant aux infrastructures. « On maîtrise le foncier », explique-t-il, et, sur cette base, la ville négocie ses projets. Un centre national d'art contemporain, le « Beaubourg nîmois », qui a la

favor de M. Jack Lang, ministre de la culture, et dont le coût, évalué à 200 millions de francs, serait supporté à concurrence de 60 % par la ville, doit être construit en face de la Maison carrée, à la place du théâtre, qui avait brûlé en 1951. On en a beaucoup parlé. Les Nîmois sont ainsi : ils tiennent à la colonne de du vieux théâtre. M. Bousquet est ainsi : la province n'est pas son fort. Dans un premier projet, les colonnes néo-classiques étaient conservées, pour temporiser ; dans le second, le bon, elles ont disparu.

La politique de M. Bousquet est simple et claire : rendre Nîmes attractive pour les investisseurs. Ceux-ci se font attendre, et deux mille emplois ont été perdus, en deux ans, pour trente-cinq créés effectivement. Le maire place ses espoirs dans le commerce, l'artisanat, les petites et moyennes entreprises de services. Il prêche d'exemple et témoigne sa confiance à l'initiative privée en lui remettant six services municipaux : la voirie, l'égouttage, les cantines scolaires, les espaces verts, l'entretien des bâtiments et le garage, - ce qui doit permettre de dégager des ressources pour financer les grands projets (le Monde daté 9-10 juin).

Candidat pour 1986

Laboratoire d'un libéralisme qui s'efface sous le socialisme, qui doit recourir à la solidarité et à la redistribution pour garantir de 2.650 F par mois, - Nîmes est devenue, sous la direction de M. Bousquet, une ville dont on parle et vers laquelle on regarde. Que les ambitions de son maire ne

s'y bornent pas, c'est une évidence, qui en indique plus d'une, d'autant plus que M. Bousquet, tard venu à la politique, n'éprouve et ne professe qu'une estime modérée pour les partis. Il était passé par les deux grands mouvements du RPR et de l'UDF pour s'imposer comme candidat de l'opposition à la mairie. C'est, peut-être, contre ces mêmes deux mouvements qu'il devra mener la bataille des élections législatives.

Car M. Bousquet est candidat. Il se propose de conduire la liste de l'opposition unie, dans le Gard, en mars 1986. Le maire de Nîmes avait renoncé, il y a sept mois, à s'élire au conseil général de Languedoc-Roussillon. Manque de temps, certes, mais aussi constat d'une certaine impuissance face à la majorité dirigée par le PS et au poids de la métropole régionale, Montpellier : impossibilité, enfin, de s'imposer contre M. Jacques Blanc, député (UDF-PR) de la Lozère, comme chef de file de l'opposition régionale. Nîmes, selon son maire, doit se tourner vers l'espace rhodanien - Arles, Avignon, - et M. Bousquet se tourne vers Paris. Mais M. Bousquet risque de se retrouver seul, à la tête de sa propre liste. Chacun attend les décisions que prendra la commission des investitures du RPR, le 14 juillet, on, plutôt, chacun s'active, en attendant, et en s'interrogeant sur les intentions de l'autre anticommuniste du département, M. Gilbert Baunet, président du conseil général.

M. Baunet pourrait-il, lui aussi, former une liste ? Il affirme que la question de sa candidature ne se pose pas plus pour les élections législatives que pour les élections régionales, mais il laisse dire. Exclu du

Parti socialiste en décembre 1982, réélu président de l'Assemblée départementale à l'unanimité (moins un bulletin nul, le sien) en mars dernier, le maire de Pont-Saint-Esprit, qui se veut gaulliste-roussillonnais, et connaît son monde d'élus locaux, a un beau palmier de fauteur de scandale dans son camp. Après avoir fait élire, en mars dernier, dans le canton de Sommières, son candidat contre le représentant officiel du PS, M. Baunet a réservé une nouvelle surprise à la gauche. Les communistes, qui venaient de contribuer à la réélection comme président du conseil général, ont appris qu'ils devraient céder deux de leurs quatre vice-présidences à l'opposition. L'alliance majoritaire était ainsi rompue ; l'écueil départemental est aujourd'hui composé de sept socialistes et trois membres de l'opposition, les listes de la direction nationale du PS n'y ont rien changé.

Le Parti socialiste, dont le chef de file pour les élections législatives sera M. Georges Dufour, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, conseiller municipal de Nîmes, doit, dans les semaines qui viennent, régler le problème de la dissidence baunetiste. Quelles conditions M. Baunet mettra-t-il à une entente avec M. Dufour ? Le président du conseil général, qui a créé un « Cercle Tocqueville », « Nous avons pensé à l'appeler Raymond-Avon », dit-il, mais c'était un peu tôt - veut, avant tout, consolider son assise dans le département, avec un cri sur la région. L'option centriste est une tradition que si ancienne que cela dans le socialisme méditerranéen, aujourd'hui menacé d'asphyxie.

PATRICK JARREAU.

LE CONFLIT ENTRE M. FABIUS ET M. JOSPIN

Les dirigeants du PS recherchent un compromis, l'opposition ironise

Les déclarations des dirigeants socialistes, samedi 22 et dimanche 23 juin, comme les indications en provenance du siège du PS, rue de Solferino, montrent que, du côté du parti, le ton est à l'apaisement dans le différend Fabius-Jospin. Pour autant, il n'est pas question d'oublier la réalité des griefs du PS à l'encontre du premier ministre.

Quand M. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national du PS et proche de M. Lionel Jospin, souligne qu'une « campagne était alimentée depuis des mois » sur le rôle et la place du PS, il ne semble pas viser que la presse. Tout se passe comme si, au-delà de l'aspect psychologique de la querelle, certains dirigeants socialistes avaient eu la crainte

qu'un processus de marginalisation du PS, réduit au rang de collecteur d'affiches électorales, ne soit en cours au profit d'une stratégie d'image, celle du premier ministre. Ainsi M. Jospin n'aurait que peu apprécié la trame de plusieurs réunions consacrées aux questions stratégiques, associant M. Fabius et certains de ses ministres, à l'exclusion d'un représentant de haut niveau de la direction du PS. M. Jospin aurait donc voulu donner un coup d'arrêt à ce processus, quitte à utiliser une arme à double tranchant.

Il faut maintenant maîtriser le processus et recoller les morceaux. De ce point de vue, il semble moins difficile d'obtenir un vote de confiance du comité directeur du PS à M. Jos-

pin que d'arriver à un compromis acceptable par M. Laurent Fabius. M. Mitterrand a indiqué de son côté que cette affaire n'est « pas de son ressort ».

Le CERES, qui a tenu samedi à Paris une nouvelle réunion pour l'élaboration de sa propre stratégie (lire ci-dessous l'entretien avec M. Sarre), a fait savoir, par la voix de M. Nicole Briey et de M. Pierre Carassus et Jean Nattiez, que « le Parti socialiste ne saurait limiter son ambition et sa fonction à arbitrer en son sein les querelles secondaires qui agitent l'un de ses courants ».

Enfin, l'opposition s'est rapidement servie de cette querelle, qui lui permet à son tour d'ironiser sur la « guerre des chefs ».

Ce n'est pas au nom du seul socialisme que l'on mobilisera nous déclare M. Georges Sarre

M. Georges Sarre, député, conseiller de Paris, secrétaire national du PS, membre de la direction du CERES, estime que le PS ne doit pas mobiliser « au nom du seul socialisme ». Il donne d'abord son sentiment sur la querelle Fabius-Jospin :

« Pour le CERES Les choses sont claires. Il faut que le parti existe et nous sommes pour le rassemblement des socialistes sur un projet après un débat d'idées. Mais il n'est pas de différences d'idées entre Laurent Fabius et Lionel Jospin ? Ca n'est pas évident. Dans ces conditions, nous invitons nos amis à se montrer plus solidaires ».

« Un des objectifs essentiels du CERES est l'instauration du socialisme. Vous semblez aujourd'hui estimer que cette instauration ne pourra pas se réaliser avant un mois de décade. Pour quelles raisons cette échéance ne peut-elle pas être plus proche ? »

« Dès 1981, nous avions analysé la situation de cette manière, en précisant que « le socialisme n'était pas à l'ordre du jour ». Le socialisme n'est pas à l'ordre du jour dans les années qui viennent, parce que, au sein même de la « classe des salariés » au sens large du terme, ceux qui se posent la question du socialisme sont une minorité ».

« J'ajoute que les quatre années qui viennent de s'écouler ont conduit - à tort, et je le regrette, - à une sorte de dévalorisation des thèmes du socialisme. Ce n'est pas au nom du seul socialisme que l'on mobilisera dans la période présente. Il vaut mieux le savoir et adopter une pratique politique en rapport avec l'état de la société française ».

« Ce qui est décisif, c'est le contenu d'un projet permettant de développer aujourd'hui les valeurs nécessaires à toute avancée ultérieure : indépendance pour

l'Europe et pour la France, croissance et mobilisation des forces productives, démocratie, justice sociale. Il s'agit de mettre en avant un discours unifiant, privilégiant la dimension politique, voire institutionnelle ».

« C'est en restant fidèle aux intérêts et aux aspirations du monde du travail et par conséquent aux valeurs du projet socialiste que ses prédecesseurs au lendemain du Front populaire (1940) ou du Front républicain (1956) ».

« Qu'on se s'y trompe pas, il ne s'agit pas pour nous d'appeler à un vague rassemblement républicain sans âme et sans principe. Le contenu de la République est aujourd'hui la question essentielle. Pour réunir, le PS doit savoir anticiper hardiment sur la prochaine période historique. L'objectif de la prochaine période c'est de construire non pas encore le socialisme mais une République moderne, une République conquérante, tendue vers les idéaux et les valeurs du socialisme ».

Pas de débat narcissique

« Les socialistes doivent-ils reconnaître qu'ils ont changé ? Serait-ce profitable pour le PS ? »

« Plutôt que de se complaire dans un débat narcissique, de s'interroger gravement sur savoir si nous avons changé ou non, nous voulons surtout examiner ce qui a changé en France, dans la période récente, ce qui change sous nos yeux, afin que notre analyse et notre pratique politiques soient renouvelées, dans la fidélité aux valeurs du socialisme. Ce qui change, c'est la polarisation accentuée de l'Europe autour des Etats-Unis d'Amérique, les risques de dépendance accrue. Quelle décision autonome pourra être prise, en Europe et en France, dans les domaines économique, monétaire, militaire, si l'évolution actuelle se poursuivait ? »

« Il est urgent de placer cette interrogation au cœur de toute démarche politique. La seule ligne de clivage qui vaille, pour les années à venir, partagera ceux qui veulent construire un pôle de décision indépendant en Europe et en France, et ceux qui se résignent à la spirale du déclin, de la dépendance, de la vassalisation ».

« La société française est menacée d'éclatement. Cette fragmentation est liée à une division internationale du travail que nous maîtrisons mal, mais aussi aux

modifications du mode de production. Recours accru à la science, branchement direct de l'intelligence sur la production matérielle, tout cela a des conséquences directes sur le monde du travail. On retrouvera le sens d'une unité non pas par un discours idéologique, mais par un discours politique répondant aux vraies questions qui se posent au pays. Cela appelle à coup sûr un renouvellement de notre message ».

Propos recueillis par ANDRÉ PASSERON.

Propos et débats

M. Delanoë (PS) : quinze jours

M. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national du PS et proche du premier secrétaire du parti, s'est exprimé, dimanche 23 juin, lors de l'émission « Midi Presse » sur TF 1, à l'occasion d'un débat avec Lionel Jospin. Pour lui, « la solidarité avec le gouvernement et avec le chef du gouvernement n'est nullement en cause », mais il a souligné l'existence d'une campagne (...) alimentée depuis des mois, sur la stratégie du parti, sur sa place (...) qui méritait que, rapidement, le parti soit au clair et que le dispositif soit cohérent, efficace, avec l'ensemble des acteurs de ce dispositif ».

M. Delanoë a encore affirmé : « Un débat est utile s'il dure quinze jours et (...) cela vaut mieux que neuf mois de malentendu ».

M. Allouche (PS) : halte au feu !

M. Guy Allouche, sénateur et premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord, a déclaré, samedi 22 juin, à Fréquence-Nord : « Le PS ne peut pas se payer le luxe d'un tel affrontement, absolument suicidaire (...) Les socialistes du Nord pourraient dire : « Halte, au feu ! ». Il ne s'agit pas de prendre position pour ou contre, a continué M. Allouche. Il y a complémentarité entre Lionel Jospin et Laurent Fabius. M. Allouche a estimé que M. Fabius est « le chef de la majorité » et s'est prononcé pour le rassemblement le plus large autour du PS ».

M. Barre : western spaghetti

M. Raymond Barre, qui était, dimanche soir 23 juin, à La Baule, l'invité de M. Olivier Guichard, maire RPR de la ville, député et président du conseil régional, a évoqué les « turbulences » qui agitent le monde politique aujourd'hui. Il s'est amusé notamment de « talent exceptionnel » des socialistes à « mettre en œuvre l'effet boomerang ». « Ils ont parlé de la guerre des chefs de l'opposition, mais cela s'est retourné contre eux (...) Quand on y réfléchit bien, ils sont déjà cinq, et peut-être sept à prétendre vouloir être le chef... C'est un western spaghetti en Cinemascope (...) ».

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs
résident à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

AU GRAND

M. Jacq

Person pré

de la

de l'ag

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

Le royaume du libéralisme

Le royaume du libéralisme... (Text continues with a detailed report on the political and economic situation in Languedoc-Roussillon, mentioning various local figures and events.)

LE FAHUS ET M. JACQUES TOUBON

Le fahus et M. Jacques Toubon... (Text continues with a report on the political activities of M. Jacques Toubon and the 'fahus' movement.)

Le socialisme que l'on mobilise

Le socialisme que l'on mobilise... (Text continues with a report on the mobilization of socialist forces in the region.)

Propos et débats

Propos et débats... (Text continues with a series of interviews and discussions with local political figures.)

M. Deland

M. Deland... (Text continues with a report on the activities of M. Deland.)

M. Abouche

M. Abouche... (Text continues with a report on the activities of M. Abouche.)

M. Batta

M. Batta... (Text continues with a report on the activities of M. Batta.)

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. Jacques Toubon :

« l'élection présidentielle va nous stimuler »

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 23 juin, a précisé les étapes de la stratégie électorale de l'opposition à partir de l'accord pour gouverner, conclu le 10 avril entre le RPR et l'UDF : « Une plate-forme commune, comportant quinze à vingt engagements d'action pour les premiers mois ou les premières années de la nouvelle majorité, sera établie d'ici l'automne. Parallèlement nous allons étudier avec l'UDF, département par département, la tactique à adopter. Vers la mi-juillet, nous publierons dans les quatre-vingt départements, à peu près, où la situation sera claire nos chefs de file.

Il s'agit soit de la tête de listes RPR, lorsque nous aurons décidé de faire des listes séparées, soit des têtes de listes RPR pour des listes d'union, lorsque nous nous serons mis d'accord avec l'UDF pour constituer une liste d'union avec une tête RPR, soit le chef de file du RPR dans une liste d'union dont la tête de liste sera UDF. (...) Mon impression est qu'il y aura probablement une majorité de listes distinctes. Je suis tout à fait de l'avis de M. Barre qui a dit qu'il convenait d'appliquer le pluralisme organisé.

Tous ceux qui seront élus comme députés de l'opposition formeront une seule majorité pour soutenir le même gouvernement et pour faire le même politique. Interrogé sur les déclarations de M. d'Aubert, député UDF, au « Grand Jury » du 9 juin contre toute cohabitation, M. Toubon a demandé : « François d'Aubert votera-t-il une motion de censure avec les socialistes et les communistes contre un gouvernement soutenu par la nouvelle majorité ? » M. Toubon rappelle qu'une « première hâte » doit être franchie avec les élections législatives de 1986 et que la seconde, celle de l'élection présidentielle, « ne va pas nous paralyser, mais au contraire nous stimuler ». Le secrétaire général du RPR a précisé : « Notre idée est simple : au cours des deux premières années, au moins, il faudra se donner la priorité d'alléger les charges pour le redémarrage des entreprises plutôt que de résorber le déficit.

Il faut interrompre puis inverser une évolution qui, peu à peu, a conduit la société et l'économie françaises à une sorte de semi-socialisation. La deuxième phase consiste à conduire le redressement pendant de longues années car nous ne pourrions pas arriver à des résultats définitifs en quelques mois, comme certains le prétendent.

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF, a déclaré, à Lyon, que la « droite de zézanie qui se déroule actuellement ou sein du Parti socialiste a une odeur de présidentielle », et qu'il s'agit d'un « jeu politique pour créer l'illusion que le Parti socialiste de Lionel Jospin a celui du gouvernement Laurent Fabius, ce n'est pas la même chose ». M. Fiterman a dénoncé « les petites et grandes manœuvres du PS pour tenter d'amorcer quelques alliances avec la droite ».

De son côté, M. Félix Damette, l'un des trois minoritaires réélus au comité central lors du dernier congrès, a dénoncé, dimanche, à Firmy (Aveyron), l'échec « économique et social, mais surtout politique et idéologique » du gouvernement.

Le caractère ainsi presque bi-océphale de la tutelle régissant la Nouvelle-Calédonie oblige M. Wibaux à faire en sorte que toutes les demandes ou les comptes rendus importants soient entendus à l'Elysée — auquel M. Wibaux doit sa nomination — ainsi qu'au directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur. Ces acrobaties siéent bien à la personnalité du délégué du gouvernement. Ces précautions répondent aussi à ses inquiétudes : organisation, en septembre, des élections régionales et mise en place de nouvelles structures administratives décentralisées. Pour organiser la scrutin, il faut à M. Wibaux d'importants moyens. Le haut-commissaire ne semble guère persuadé qu'il les aura et la calendrier actuel, fixant les élections le 9 septembre, lui paraît un peu optimiste.

Quant à la réforme régionale, elle suscite des difficultés innombrables. M. Wibaux eura à les résoudre, alors que, à Paris, l'administration centrale sera aux prises avec la préparation de l'échéance législative, autrement plus cruciale pour le gouvernement. Or les fonctionnaires territoriaux auront disparu après la dissolution de l'exécutif local, ils dépendront de l'administration d'Etat, et rien n'assure qu'ils se soumettront de bonne grâce à son autorité.

Autant de soucis que M. Wibaux appréhende sereinement, « avec plus de recul que son prédécesseur », remarque un fonctionnaire, « et sans le côté diva de Pisan ». Cela n'empêche pas le nouveau haut-commissaire de rendre hommage au difficile travail accompli par M. Pisan.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

L'« insaisissable » M. Wibaux...

De notre correspondant

Nouméa. — Autant M. Edgard Pisan était grand et tonitruant, autant M. Fernand Wibaux, son remplaçant en Nouvelle-Calédonie depuis le 31 mai est discret et tout en rondeurs. Chacun son style et chacun sa mission. L'ancien ministre du général de Gaulle — outre sa première tâche, qui était de rétablir l'autorité de l'Etat — devait lancer le débat sur la fond de la question calédonienne en innovant, quitte à provoquer. L'ancien ambassadeur de France au Liban doit, au contraire, éviter de froisser les nombreuses susceptibilités locales afin de dénouer la climat dans lequel il va falloir assembler la difficile Meccano que sera la régionalisation.

La première image qu'on eue les Calédoniens de celui qui allait être leur nouveau haut-commissaire e consista en un reportage télévisé tourné à Beyrouth où l'on voyait l'ambassadeur circuler dans une limousine blindée au milieu des ruines et tenir aux journalistes qui le filmaient un discours franc et simple. Cette vision d'un diplomate courageux et modeste a incité les Calédoniens à laisser de côté les préjugés contre le nouveau représentant d'un gouvernement que, dans leur grande majorité, ils abhorrent. Dans les jours qui ont suivi, même les plus réticents en sont venus à considérer le nouveau délégué du gouvernement avec une certaine sympathie.

M. Wibaux a su conforter cette image en se rendant lui-même au siège du gouvernement territorial pour y rencontrer M. Dick Ukeiwé. Quelques jours plus tard, après avoir considérablement élargi l'impressionnant dispositif de sécurité qui entourait la résidence et les bureaux du haut-commissaire, il suspendait la couvre-feu instauré le 11 janvier, redonnant du même coup la sou-

rière aux Nouméens, indisposés par la présence trop voyante des forces de l'ordre et par l'interdiction de circuler entre 23 heures et 5 heures.

En outre, on fait remarquer que M. Wibaux a montré peu d'empressément à rencontrer les indépendantistes. « Ce n'est pas lui qui prendrait un hélicoptère pour faire 400 kilomètres afin de voir M. Tjibaou », note avec satisfaction un membre du RPCR, faisant allusion à l'entretien secret qu'eurent M. Pisan et le chef du FLNKS, au mois de mars, dans le nord du territoire.

Chez les indépendantistes, hormis un entretien téléphonique avec M. Tjibaou, M. Wibaux n'a rencontré à ce jour que le porte-parole du FLNKS, M. Yeiwené Yeiwené. Encore la rencontre fut-elle fortuite : le 8 juin, jour de la « mobilisation » annoncée par le FLNKS, alors que le secrétaire général de l'Union calédonienne s'entretenait avec le préfet, M. Christien Blanc, à propos d'incidents à Moindou (côte ouest) et dans l'île de Lifou, le haut-commissaire est entré dans le bureau où se trouvaient les deux hommes : « Je l'ai salué, raconte M. Yeiwené Yeiwené, et il m'a invité à monter dans ses appartements pour prendre un whisky. »

Soucieux de ne pas tenir un double langage, M. Wibaux a répété au dîner du FLNKS le discours qu'il avait tenu à Pucébo quelques jours plus tôt : application du gouvernement territorial à la Nouvelle-Calédonie, mais la manœuvre d'effectifs de ce ministère oblige à tenir informé le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, pour autant en principe de l'administration, de certaines décisions administratives. Ces liaisons avec la direction des affaires politiques de la Rue Oudinot, assurée par M. Michel Leveillé, ne simplifient guère

les relations entre Nouméa et Paris.

Le caractère ainsi presque bi-océphale de la tutelle régissant la Nouvelle-Calédonie oblige M. Wibaux à faire en sorte que toutes les demandes ou les comptes rendus importants soient entendus à l'Elysée — auquel M. Wibaux doit sa nomination — ainsi qu'au directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur. Ces acrobaties siéent bien à la personnalité du délégué du gouvernement. Ces précautions répondent aussi à ses inquiétudes : organisation, en septembre, des élections régionales et mise en place de nouvelles structures administratives décentralisées. Pour organiser la scrutin, il faut à M. Wibaux d'importants moyens. Le haut-commissaire ne semble guère persuadé qu'il les aura et la calendrier actuel, fixant les élections le 9 septembre, lui paraît un peu optimiste.

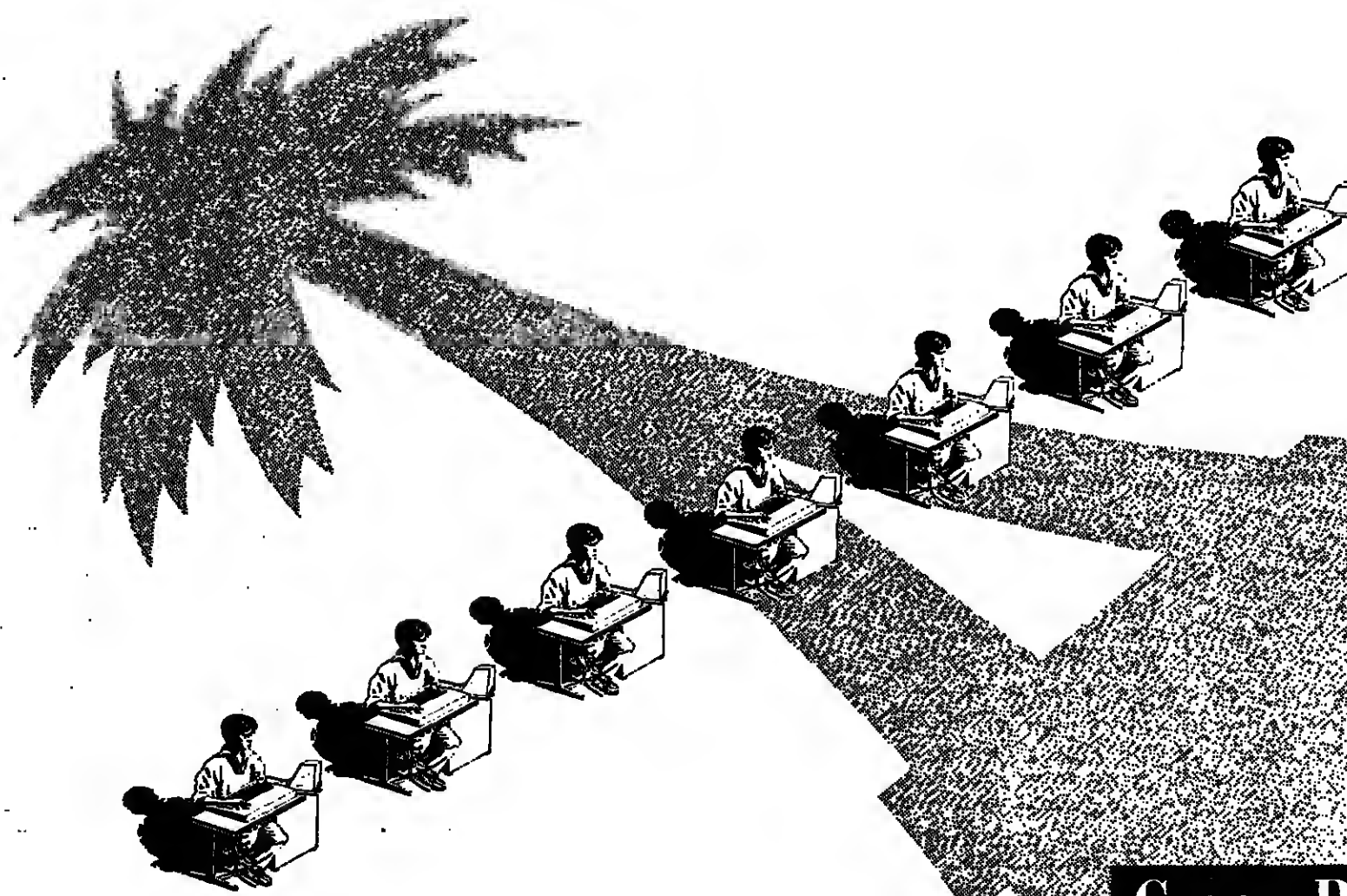
Voir et écouter

En attendant, fidèle à une méthode éprouvée au long de sa carrière diplomatique, at qui consiste à voir et à écouter, M. Wibaux consulte tous azimuts. Il sort peu en ville. « Il doit faire attention où il met les pieds, souligne son entourage, mais il n'est pas question qu'il s'enferme dans la haute-commissariat », sous-entendu « à l'instar de son prédécesseur », isolé dans son « bunker » par les services de sécurité.

Plusieurs fois par semaine, il s'enferme dans la cabine capitonnée attenante à son bureau pour conférer discrètement avec ses interlocuteurs parisiens. Au premier rang de ceux-ci, M. Pisan, bien sûr, le ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, qui suit attentivement l'évolution de la situation à Nouméa. Mais la manœuvre d'effectifs de ce ministère oblige à tenir informé le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, pour autant en principe de l'administration, de certaines décisions administratives. Ces liaisons avec la direction des affaires politiques de la Rue Oudinot, assurée par M. Michel Leveillé, ne simplifient guère

FRÉDÉRIC FILLOUX.

Pour vous, nos intérimaires passent l'été à Paris.



Bientôt les vacances. Pour vous, chef d'entreprise, l'éternel problème de l'intérim d'été va se poser. Comme d'habitude, en juillet et août, les bons intérimaires se feront rares. Alors, comme tous les ans, au Groupe Parisien de Services, nous avons demandé à nos meilleurs intérimaires de rester à Paris pour cette période. En tout, 2.500 personnes immédiatement opérationnelles. Pas n'importe lesquelles : elles travaillent toutes avec nous depuis plusieurs années. Nous les connaissons bien. Pour les avoir testés et évalués, nous sommes sûrs que pour vous, les employés sera non seulement un succès mais aussi un plaisir. Alors, dès maintenant, prévoyez votre planning d'été. Appelez-nous au **742.63.28**. Le travail temporaire remarquable vous attend.

GROUPE PARISIEN DE SERVICES
LE TRAVAIL TEMPORAIRE REMARQUABLE

10 rue des Mathurins, 75008 Paris



société

REMOUS A L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Deux membres du conseil d'administration démissionnent après la nomination de M. Jacques Attali et de M^{me} Badinter

Une certaine émotion règne à l'École polytechnique à la suite de la nomination à des postes de maître de conférences de M. Jacques Attali, conseiller du président de la République, et de M^{me} Elisabeth Badinter, épouse du ministre de la justice. M^{me} Laure Schwartz, mathématicienne, et Philippe Kourilsky, biologiste, ont démissionné du conseil d'administration de l'école, pour protester contre les conditions dans lesquelles s'étaient faites ces nominations.

La direction de l'école avait mis trois postes à la disposition du département « Huménités et sciences sociales ». Ils devaient correspondre aux quatre intitulés suivants : « droit et administration française » ; « histoire des sciences et des techniques » ; « économie

sociale, politique et internationale » ; « culture et comportement ». M. Jacques Attali, qui était déjà maître de conférences dans un autre département (celui d'économie), mais dont le contrat venait à expiration, se porte candidat au poste d'économie sociale, et il est élu par l'assemblée du personnel par 5 voix contre 4 et 2 abstentions, au troisième tour. Vacataire depuis 1977 dans ce même département, M^{me} Badinter, qui est agrégée de philosophie et auteur de plusieurs ouvrages sur le féminisme et l'histoire des mentalités, se présente au poste « culture et comportement ». Elle est élue par 6 voix contre 5, au troisième tour.

Ces élections doivent ensuite être confirmées par le conseil d'enseignement de l'école, puis par le conseil d'administration. Le conseil d'enseignement recommande de surcroît à ces nominations. Mais, en cas où le conseil d'administration

les confirmerait, il demande qu'elles soient limitées à une durée d'un an et que les conditions de recrutement des enseignants dans ce département soient revues, en faisant appel en particulier à l'avis de personnalités extérieures, comme cela se fait pour les disciplines scientifiques.

Toutefois, le conseil d'administration ne tient pas compte de ces recommandations et confirme les deux nominations pour deux ans. La proposition de geler les postes est repoussée par 9 voix contre 7 et un bulletin blanc.

Points de chute ?

Les opposants à ces nominations font observer que ces postes ont été ouverts sans consultation de l'école, dans l'unique but de trouver un « point de chute » à deux personnalités proches du pouvoir. Il semble d'ailleurs que le cas de M. Attali soit celui qui soulève le plus d'objections, à la fois en raison des

responsabilités particulières qu'il exerce à la présidence de la République et du fait que ses tâches actuelles lui laissent peu de temps pour exercer un enseignement suivi. M^{me} Badinter précise, pour sa part, que son poste lui a été attribué par le conseil d'administration par 11 voix contre 4 et 2 bulletins blancs et que la durée de deux ans pour sa fonction n'a été acquiescée par 12 voix contre 2 et 2 bulletins blancs.

À la direction de l'école, on indique que les procédures légales ont été respectées. Il n'y a pas eu de création de postes pour telle ou telle personne, mais une répartition des postes budgétaires disponibles entre l'ensemble des départements. Le conseil d'enseignement a présenté à la direction l'intitulé des postes qu'il souhaitait voir pourvus, comme cela se passe ordinairement.

F. G.

SOS-racisme à Auschwitz

La main dans la main

Varsovie. — « Pour que cela ne se reproduise plus », sur le livre d'or du Mémorial juif à Auschwitz, Rhida, Française d'origine algérienne, a écrit cette phrase, après avoir dessiné la petite main de « Touche pas à mon pote ». Rhida Homm est, avec Kaïssa Titous, l'un des deux jeunes Arabes, membres du bureau de SOS-racisme, qui ont accepté de participer, du 20 au 23 juin, à une délégation de l'association dans les camps de la mort de Majdanek et d'Auschwitz, en Pologne. Ils se sont joints à une dizaine de jeunes juifs français d'origine polonaise, parmi lesquels se trouvaient plusieurs enfants de rescapés de l'Holocauste, conduits par Eric Gheblat, président de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) et secrétaire général de SOS-racisme. Beurs et Juifs (1) ont tenté d'effacer ce qui les sépare pour tirer ensemble les leçons de l'histoire.

Des corbeaux planent, sinistres, au-dessus des murs de bois. À chaque pas, sur les cailloux crissant du camp de Majdanek, l'air se fait plus lourd, et plus pesant le silence qui saisit juifs et Arabes. Devant l'alignement des baraquements de bois, Rhida évoque la cité de transit où il a grandi, à Nanterre. Personne ne relève la comparaison.

De notre envoyé spécial

Camp de concentration et d'extermination, où périrent huit cent mille personnes, juifs d'Europe pour la plupart, Majdanek frappe ces jeunes visiteurs, silencieux devant l'alignement des fours crématoires, les amas de débris, les 130 mètres cubes de cendres humaines rassemblées sous une immense coupole de béton, monument érigé par les Polonais, où est inscrit en lettres éternelles : « Notre destin est un avertissement pour vous ».

Voir pour témoigner

Majdanek, Auschwitz, où la mort a pris une dimension industrielle. Rhida et Kaïssa savaient. Mais ils ont voulu voir pour mieux témoigner. Tous, juifs et Arabes, ils portent la petite main de SOS-racisme agraffée à la poitrine. Celui dont la mère fut déportée ici, celui qui vit le racisme antiarabe dans la France actuelle.

L'entreprise pourtant n'a pas été facile. Pour les juifs, la Pologne est un pays maudit. Pour les Arabes, il fallait accepter de dissocier Auschwitz de l'Etat d'Israël. Ils ont cepen-

dant mêlé leurs voix, leur émotion, devant les ruines du crématoire n° 3 à Auschwitz-Birkenau, où ils ont déposé une gerbe de roses, à l'emblème de leur association.

Dans une petite synagogue de l'ancien quartier juif de Cracovie, seuls quelques vieillards assistaient à l'office du vendredi soir. Là, Rhida a échangé son badge contre une calotte de prière offerte par un juif américain.

Ce recueillement commun devant des lieux de l'extermination n'a été possible, admettent les responsables de SOS-racisme, qu'au prix d'un silence sur le conflit du Proche-Orient. Le badge à la main tendue a réuni à Auschwitz des Arabes sympathisants de la cause palestinienne et des juifs attachés à Israël. Mais le geste de ces Beurs ne devrait pas être sans retour. SOS-racisme prévoit d'inviter à nouveau juifs et Arabes à se rassembler symboliquement cet automne, à l'occasion de l'anniversaire du 17 octobre 1961, jour où la haine raciste s'est abattue sur les juifs d'Algérie.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Par inversion des syllabes, en langage verlan, arabe donne « beur » et juif « jouj ».

LES DROITS D'INSCRIPTION DANS LES UNIVERSITÉS PASSENT DE 250 F A 330 F

Les droits d'inscription dans les universités passent de 250 F à 330 F. L'arrêté publié au Journal officiel du 21 juin instituant ce nouveau tarif prévoit qu'en cas d'inscriptions multiples, l'étudiant acquittera un droit de 219 F pour chaque diplôme préparé en plus du premier.

Dans sa contribution à la commission dite « bilan », M. Laurent Schwartz suggère de porter les droits d'inscription à « 1 000 F ou 2 000 F en un temps raisonnable ». Les ministères de l'éducation nationale ont, depuis 1981, procédé par petites touches pour augmenter des droits qui étaient restés fixes depuis 1969.

Même limitée, cette mesure va procurer une aide substantielle au budget des universités souvent difficile à boucler. La somme de 330 F demandée aux étudiants reste cependant éloignée des montants d'inscription dans les grandes écoles et même des simples droits requis pour passer les examens d'entrée dans ces écoles (de l'ordre de 650 F pour chacun des principaux concours des écoles de commerce).

EN BREF

Dans la Drôme et les Deux-Sèvres

DEUX ACCIDENTS DE LA CIRCULATION PROVOQUENT LA MORT DE HUIT PERSONNES

Deux accidents de la circulation ont provoqué la mort de huit personnes dans l'après-midi du samedi 22 juin : treize autres ont été blessés, dont trois grièvement.

Dans la Drôme, près de Saint-Rambert-d'Albon, le conducteur d'un poids lourd, M. Claude Thube, circulant dans le sens Marseille-Lyon sur l'autoroute A7, a, pour une raison indéterminée, quitté la chaussée, défoncé les glissières de sécurité et heurté de plein fouet trois automobiles arrivant en sens inverse, tuant sur le coup M. Xavier Latroix, trente-trois ans, médecin à Lyon, sa fille Laure, âgée de six ans, et sa femme, Michèle Gualte, soixante ans, et un jeune homme, Alain Kallier, vingt-cinq ans. Huit autres personnes ont été blessées. Le chauffeur du poids lourd a été placé en garde à vue.

Dans les Deux-Sèvres, quatre personnes ont été tuées lors d'une collision entre deux voitures à Echirolle, aux deux automobilistes morts sur le coup. M. André Bernard, cinquante ans, et M. Antoine Chevalier, vingt-neuf ans, se sont ajoutés à M. Raphaël Bernard, quatre-vingts ans, et sa femme, Marguerite, soixante et onze ans, décédés à l'hôpital de Niort. Cinq autres personnes ont été blessées.

(Publicité)

D.E.A. DE PSYCHOLOGIE DE L'ART, DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT
Ce diplôme s'adresse aux étudiants titulaires d'une maîtrise de Psychologie ou d'un diplôme admis en équivalence. Retrait des dossiers et inscription : Université Paris-X Nanterre, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex. Renseignements tél. : 725-92-34 poste 506.

Jeu de quilles

(De notre correspondant.)

Tunon. — Trois jeunes gens, Denis Labadie, dix-huit ans, et deux mineurs de dix-sept ans ont été inculpés, samedi 22 juin, de « blessures volontaires ». Ils ont été écroués à la prison Saint-Roch de Toulon, après avoir reconnu qu'ils avaient volontairement renversé avec leur voiture et blessé un ouvrier marocain qui circulait à bicyclette.

Le 13 juin, en fin de soirée, M. Mohamed Ouiss, ouvrier agricole de cinquante-neuf ans et père de neuf enfants, circule sur la route reliant Hyères à La Crau. Une voiture arrive à sa hauteur, l'oblige à se rabattre sur la droite jusqu'au moment où il perd l'équilibre et chute lourdement sur le bas-côté. Le véhicule ne s'arrête pas. M. Ouiss se secouru et hospitalisé, à sa sortie de l'hôpital, il porte plainte. Les enquêteurs ne tardent pas à appréhender le chauffeur et ses deux passagers, qui ne parviennent pas à justifier leur acte. Ils regrettent, semble-t-il.

Le trio avouera aux gendarmes qu'il s'est livré à ce « jeu » au moins trois fois, dans des circonstances à peu près analogues. Les cyclistes renversés n'ont pas été blessés et n'ont pas porté plainte. Exaction raciste ? « En montant cette affaire en épingle, on fait du tort à ces jeunes », estiment les gendarmes. Quant au village, il est tout prêt à pardonner : « C'est un jeu de fada. Ils ne savent pas ce qu'ils faisaient, et si ça tombe sur des Arabes, c'est parce que ce sont les seuls qui roulent à vélo », explique un retraité.

J. L.

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande

• Stage intensif d'été
• Stage annuel
• Stage parallèle

IPEC Enseignement sup. privé
46, bd St-Michel, Paris 6
Tél. : 633.51.23/23.03.71/354.45.87

Saïd Zamoun, beur, jardinier et candidat à la députation

Des immigrés de la seconde génération se présenteront aux élections législatives de 1986. Cette idée fait son chemin depuis plusieurs semaines parmi les jeunes organisés en associations. Samedi 22 juin, Saïd Zamoun, un jeune Français d'origine kabyle âgé de vingt et un ans, doit annoncer publiquement son intention de se présenter dans le Haut-de-Seine à la tête d'une liste autonome réunissant des jeunes d'origines diverses (antillaise, italienne, espagnole et française). « La France multiculturelle, une chance pour la jeunesse » sera le thème d'une campagne qu'il souhaite lancer dès à présent dans les cités et les établissements scolaires notamment.

Né à Nanterre (Haut-de-Seine), dans une famille qui compte dix enfants, Saïd Zamoun a connu les bidonvilles, les cités de transit, les HLM. Il réside à Suresne, travaille comme jardinier municipal à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise) et prépare une capacité en droit. Mais il juge dramatique la situation de ses camarades. Contre le chômage, la drogue et la délinquance, il prône l'insertion des jeunes car « le retour au pays n'est pas possible », en constatant que, « même avec la carte d'identité française, nous ne sommes pas embauchés, même par certaines institutions publiques ».

Gauche ? Droite ? Saïd Zamoun ne cache pas qu'il a quitté la Parti socialiste voici quelques jours « parce que cette formation n'a pas une position claire sur les jeunes immigrés », il penche néanmoins du côté du

pouvoir actuel, qui a donné aux étrangers le droit d'association et le carte de séjour de dix ans. Mais il estime que le désenchantement actuel de la seconde génération à l'égard de la gauche est à la mesure des espoirs que son arrivée avait soulevés. Sa liste ne cherchera donc à aucun contact avec les partis politiques du département. Elle tentera avant tout de rallier les jeunes électeurs issus de l'immigration (8 % dans les Hauts-de-Seine, selon M. Zamoun) et, au-delà, tous les jeunes sensibles à la défense de leurs conditions de vie.

Les rapports des jeunes avec la police, la justice et l'école lui paraissent prioritaires, tout comme l'égalité d'accès aux emplois et aux stages. Il revendiquera aussi le droit de vote des immigrés aux élections locales. Sa campagne, assure-t-il, sera financée par la souscription de bons de soutien et l'organisation de fêtes.

Mais à neuf mois des législatives, l'annonce d'une candidature « beur » vise surtout à inciter les jeunes Français d'origine étrangère à s'inscrire en masse sur les listes électorales (la majorité d'entre eux n'effectuent pas les formalités nécessaires). L'association de Solidarité des jeunes Maghrébins français (SJM), qu'a créée en mai dernier Saïd Zamoun et dont il est le président, veut agir dans ce sens. Elle est affiliée au Collectif des droits civiques. Une affiche est déjà prête, qui proclame : « Ne les laisse pas décider à ta place, va voter ! ».

Ph. B.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

LA FIN DU VOL DE DISCOVERY

Missions accomplies

La navette spatiale Discovery devait se poser ce lundi à 15 h 14 (heure française) sur la base californienne d'Edwards, après une mission de sept jours qui, sans incident de dernière minute, se soldera par un succès complet. Les sept membres d'équipage ont mené à bien les nombreuses tâches qui leur étaient confiées. Ils ont largué et propulsé vers l'orbite géostationnaire trois satellites de communications. Ils ont aussi déposé en orbite un satellite d'astronomie, Spartan-1, qu'ils ont récupéré samedi après quarante-huit heures de vol libre — opération qui a été un peu plus délicate que prévu, car lorsque la navette a rejoint le satellite, celui-ci n'avait pas l'orientation attendue, et Discovery a dû tourner autour de sa proie pour que son bras télescopique puisse la saisir. L'équipage a également mené à bien diverses expériences scientifiques, en particulier celles qui étaient d'origine française. Enfin le laser installé à Hawaï a pu « acquiescer » la navette et se réfléchir sur le miroir installé à cette fin derrière le hublot. Une expérience qui n'est qu'une vérification spectaculaire de techniques déjà connues, mais n'en provoque pas moins la colère de la Pravda, qui dénonce « cet état d'une composante du système d'armements spatiaux de première frappe ».

L'équipage peut donc revenir au sol satisfait, et laisser la place en orbite à sept autres astronautes, tous attendus cette fois-ci, qui du 12 au 19 juillet seront aux commandes de Challenger pour une importante mission scientifique, principalement astronomique. Challenger emportera dans sa soute la version non habitable du laboratoire construit par l'Europe, Spacelab.

Dimanche était le jour de la conférence de presse. Le roi Fahd d'Arabie a pu s'entretenir avec son neveu, le prince Sultan Al-Soud. Celui-ci a estimé que les chutes libérales leurs otages américains « s'ils pouvaient voir la Terre depuis l'espace et constater que toutes les frontières disparaissent ». L'astronaute français Patrick Baudry a indiqué qu'il rapportait une « excellente moisson » de données scientifiques et qu'il avait pu travailler dans de bonnes conditions, en dépit de peu de place dont il disposait. Facétieux — un peu trop au gré du responsable des expériences françaises, Michel Villeloup, qui déplore les « pitreries » de l'astronaute — Patrick Baudry a fait voler dans la navette une maquette du futur avion spatial européen Hermes, et réalisé une « expérience scientifique » non prévue en montrant comment, dans l'espace, on peut enfiler simultanément les deux jambes d'un pantalon.

L'OMS a recensé 940 cas de SIDA en Europe

Selon un communiqué de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le nombre des personnes atteintes de SIDA s'élève en Europe à 940, soit une augmentation de 23,3 % en trois mois. La moitié des cas observés ont été mortels au bout d'un an, et 86 % au bout de trois ans.

La France vient en tête avec 307 cas signalés (4 nouveaux cas par semaine), suivie par la RFA (162 cas), la Grande-Bretagne (140), la Belgique (81) et la Suisse. 70 % des malades sont homosexuels et 17 % ont contracté la maladie par une transfusion.

● **AUX ETATS-UNIS**, « plus de 1 million de personnes pourraient être porteurs du virus », a déclaré le docteur Harold Jaffe, du Centre national de contrôle des maladies d'Atlanta, « et nous aurons 20 000 malades avérés l'an prochain ».

● **EN AUSTRALIE**, le ministre de la santé prévoit une augmenta-

tion de 700 % du nombre des victimes en 1985. Il vient de prendre une mesure d'interdiction de toutes les pratiques impliquant une pénétration cutanée (acupuncture, perçement des oreilles, tatouage, implantation de pochettes sur le cuir chevelu) qui ne seraient pas conduites dans des locaux agréés avec un matériel parfaitement stérilisé.

● **LA BELGIQUE**, quant à elle, vient, après la France et les Pays-Bas, de rendre obligatoire le dépistage systématique du virus pour les donneurs de sang. Les autorités y ont déjà acquis des tests de dépistage de Pasteur. Ces tests viennent d'être obtenus des autorités sanitaires leur permis légal de commercialisation. Le Laboratoire national de la santé doit encore donner son autorisation à trois firmes qui l'ont également demandé pour les tests qu'elles ont mis au point : Abbott, Organon et Ortho.

A Lille DES HORLOGERS-BLOUTIERS CONTRE CARTIER

Le tribunal de Lille, saisi en référé par la chambre syndicale des horlogers-bijoutiers du Nord-Pas-de-Calais, a ordonné, samedi 22 juin, dans l'après-midi, l'arrêt de la vente organisée en ville par Cartier au profit de la Croix-Rouge, estimant que cette vente portait préjudice à la profession. L'avocat de la chambre syndicale, M. Patrick Doussot, a fait valoir que cette vente n'avait pas été autorisée, comme elle aurait dû l'être, par la mairie et que son bénéfice n'allait qu'indirectement à la Croix-Rouge.

Le président du tribunal de Lille, M. Roger Benoit, a aussitôt ordonné l'arrêt de la vente à 17 heures, sous peine d'une astreinte de 3 000 francs par heure. Cartier a préféré payer cette astreinte et la vente a continué jusqu'à 18 h 30. Cartier avait organisé, samedi, des ventes semblables à Paris et dans d'autres villes de province.

● **Un rédacteur en chef au Figaro-Magazine victime d'une agression**. — M. Gilles de Prévaux, rédacteur en chef au Figaro-Magazine, a déposé plainte après avoir été attaqué par un inconnu, mardi 18 juin, alors qu'il sortait de son domicile pour se rendre à son bureau, vers 8 h 30. L'inconnu a suivi M. Gilles de Prévaux en direction du garage où il allait chercher sa voiture et l'a frappé à mains nues. Deux passants se sont interposés, mettant l'agresseur en fuite. M. Gilles de Prévaux, qui souffre de plusieurs traumatismes crâniens, a été hospitalisé pendant trois jours. Un arrêt de travail de vingt-quatre jours lui a été prescrit. En portant plainte auprès du commissariat de son quartier, il a fait part aux policiers des « indices » dont il dispose. Après avoir passé une vingtaine d'années à France-Soir, M. de Prévaux était entré au Figaro-Magazine il y a quelques mois. Il n'avait fait l'objet d'aucune menace, pas plus que la direction du Figaro-Magazine. La direction du journal envisage elle aussi d'intenter une action en justice.

● **Le commandant du Roy et cinq hommes d'équipage écroués à Brest**. — Le commandant du Roy, cargo battant pavillon panaméen, chargé de 22 tonnes de cigarettes blanches de contrebande, arraisonné dans la soirée du jeudi 20 juin au large de l'île Ouessant (le Monde daté 23-24 juin), a été placé samedi sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt de Brest en compagnie de ses cinq hommes d'équipage. Il s'agit d'un marin grec, M. Dinnissos Lekkas, originaire du Pirée, qui, avec ses compagnons — un autre Grec, deux Chiliens, un Argentin et un Uruguayien, dont l'identité n'a pas encore été révélée, — a été présenté au parquet de Brest, et inculpé de transport et de trafic illicites.

● **Manifestation homosexuelle à la Bastille**. — Plusieurs milliers de « gay » et de lesbiennes ont participé, samedi 22 juin, à une marche entre la Bastille et la place du Palais-Royal à Paris pour « la défense des différences ». Musique, déguisements et lâcher de ballon ont marqué cette manifestation à laquelle participait M. Harlem Désir, président de SOS racisme.

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, rue Monceau, 75008 PARIS
Tél. : 663-28-86/37-14
HENRI LAURENS
60 œuvres
1916-1964
12 juin — 20 juillet
Tous les jours sauf dimanche et lundi

DROIT Sciences Eco.
Documentation sur demande
• Stage session septembre
• Stage de pré-rentree
• Soutien annuel
IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd St-Michel, Paris 6
Tél. : 633.51.23/23.03.71/354.45.87

RECOMMANDATION
Ne pas inc...
il n'y a de...

Les psych...
QUI...

VIVRE EN BANLIEUE

EUROPE - ETATS-UNIS

3^e CYCLE
Ingénieurs, ...
Programme intensif sur ...
Administration économique ...
française, spécialisée en ...

2^e CYCLE
Généralistes ou ...
Complet d'études ...
Administration économique ...
française

Programme universitaire
Personal Project ...
la gestion des affaires ...

EUROPE - ETATS-UNIS
Baccalauréat et ...
Baccalauréat ...
Baccalauréat ...

500000

Missions accomplies

UNE SUGGESTION DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

Ne pas incarcérer plus de détenus qu'il n'y a de places dans les prisons

Aux Pays-Bas, quand les prisons sont pleines, les condamnés ne sont pas incarcérés : l'administration pénitentiaire les inscrit sur une liste d'attente jusqu'à ce qu'une place se libère. Grâce à ce système, la surpopulation pénale n'est pas un problème. Pourquoi ne pas adopter ce système en France, demande le Syndicat de la magistrature, qui organisait, samedi 22 juin, au palais de justice de Paris un « forum » sur la prison et la politique pénale.

Comme d'autres organisations de gauche, le Syndicat de la magistrature estime que trente-deux mille cinq cents places en prison, « ça suffit ». Si l'on voulait satisfaire les besoins actuels, remarque son président, M^{me} Simone Gaboriau, il faudrait construire une nouvelle prison de quatre cent cinquante places par mois. Cette politique serait non seulement « coûteuse », mais « pas spécialement efficace », car

43 % des détenus récidivent et retournent derrière les barreaux.

Le Syndicat de la magistrature a imaginé toute une gamme de mesures qui permettraient de limiter le nombre de détenus : interdiction de placer en détention provisoire les délinquants qui encourrent moins de trois ans d'emprisonnement (contre deux ans aujourd'hui); élargissement de l'éventail des peines qui, comme le travail d'intérêt général, évitent l'emprisonnement, etc. Mais, sans l'avouer, il doute de l'efficacité de ces solutions. L'augmentation de la délinquance et le climat de répression qu'elle entraîne inéluctablement de mener sur une diminution sensible des incarcérations, même avec quelques coups de pouce législatifs.

C'est la raison pour laquelle il avance aujourd'hui l'idée d'un « numerus clausus ». Il n'y a pas qu'aux Pays-Bas que cela se pra-

tique, nota M^{me} Marie-Pierre de Liège, magistrate à la chancellerie. Au Québec, il est interdit d'incarcérer plus d'un détenu par cellule. Si ce nombre menace d'être dépassé, l'administration pénitentiaire peut libérer un chiffre correspondant de condamnés en fin de peine. Dans le Minnesota et dans d'autres États des États-Unis, quand le taux d'occupation des prisons atteint près de 100 %, les détenus les moins dangereux ou les plus sages peuvent aussi être libérés, à la discrétion des autorités.

Ainsi que le souligne M^{me} de Liège, une telle règle, par son caractère automatique et administratif, évite les remous politiques comme ceux auxquels s'attend le gouvernement français, qui prépare, pour le 14 juillet, une grâce présidentielle : celle-ci devrait rendre la liberté à plusieurs centaines de détenus.

B. L. G.

RÉUNIS A MARSEILLE

Les psychologues réclament le droit au secret professionnel

Le Syndicat national des psychologues (SNP) a réuni ses adhérents à Marseille du 21 au 23 juin. Un texte de loi, examiné par le Parlement (le Monde du 25 mai), doit donner un statut légal à cette profession, qui réclame, entre autres, le droit au secret professionnel.

Marseille. — Il est primordial que la loi reconnaisse le psychologue comme un professionnel », affirme M. Jean-Luc Vieux, secrétaire général du Syndicat national

De notre correspondant

des psychologues (SNP). « qu'elle garantisse la formation et protège l'exercice professionnel. Les psychologues, dans une société en crise, sont devenus des médiateurs, des catalyseurs, des aides à une communication qui devient difficile pour l'individu. »

Pour le secrétaire général du SNP, deux questions restent en suspens : celle de la publication des décrets d'application de la loi, et celle de l'éthique professionnelle.

25 % de chômeurs

« Nous demandons que les décrets d'application suivent rapidement la promulgation de la loi », a dit M. Vieux au ministre des affaires sociales, M^{me} Georgina Duflo, qui était présente. « Et surtout, nous aimerions qu'à la profession de psychologue soit reconnu le droit au secret professionnel, afin que soit mis fin à l'usage scandaleux qui en fait de certains tests et que rien ne puisse être retenu contre un psychologue qui refuserait de communiquer, par exemple à un employeur, des renseignements relevant du « secret psychique » d'une personne. »

« Il n'est pas naturel non plus, constate M. Vieux, que l'on ne puisse pas d'associer ou d'intégrer

des psychologues au Comité national d'éthique, au Comité de prévention de la délinquance, dans les observatoires régionaux de santé aussi bien qu'après des grandes directions ministérielles, des grandes administrations. Ce serait un moyen, d'une part, de réduire le chômage dans une profession qui est touchée à hauteur de 25 %, d'autre part, d'augmenter le nombre global de psychologues, qui sont 3 pour mille en France, quand ils sont 5 pour mille en Hollande ou en Espagne. »

« Quand je vous entends réclamer une présence à 25 % dans tel ou tel organisme, a répondu M^{me} Duflo, j'ai envie de vous renvoyer la balle. Si vous voulez que votre profession soit reconnue, si vous la voulez au centre de la société, il faut d'abord vous faire reconnaître par votre compétence. Ce n'est pas parce que la société vous reconnaît que la société vous adopte, c'est parce que vous répondez à un besoin, à une nécessité (...). C'est pour que la relation entre individus s'établisse mieux que j'ai voulu la reconnaissance de votre profession. Vous pouvez compter sur moi, mais je compte beaucoup sur vous », a conclu le ministre des affaires sociales.

JEAN CONTRUCCI.

Manifestation et affrontements à Bastia : huit arrestations

A Bastia, le samedi 22 juin, une manifestation a réuni environ 1 500 personnes, à l'appel d'A. Riscossa, le mouvement de soutien aux détenus nationalistes, du MCA (Mouvement corse pour l'autodétermination) et du STC (le Syndicat des travailleurs corses). A trois semaines du procès du commando de la prison d'Ajaccio — qui doit s'ouvrir le 16 juillet à Lyon — les manifestants ont revendiqué le statut politique pour les trente-deux détenus nationalistes. Ils ont aussi réclamé l'enseignement obligatoire de la langue corse et la « co-résidence » des emplois.

Commencée vers 18 heures, la manifestation s'est dirigée vers la préfecture de Haute-Corse, où de violents incidents ont opposé durant près de deux heures les manifestants, armés de boulets et de pierres, aux forces de l'ordre. Un policier a été légèrement blessé.

Au terme de ces affrontements, huit personnes ont été déférées au parquet puis écrouées à la maison d'arrêt de Bastia, sous l'inculpation de violences et voies de faits avec armes. Il s'agit de Jacques Baldini,

29 ans, Laurent Ferrari, 22 ans, Jean Casanova, 24 ans, Ange Salicetti, 35 ans, Gilles Giordani, 20 ans, Jean-Nicolas Antonietti, 20 ans et de deux mineurs.

L'ex-FNLC revendique quatre attentats à Aix-en-Provence

L'ex-FNLC a revendiqué quatre attentats à l'explosif commis à Aix-en-Provence pendant la nuit du samedi 22 au dimanche 23 juin. Les charges avaient été placées devant un commissariat annexe, le commissariat central (où un agent de police en faction a été atteint par de nombreux éclats de verre et, enfin, devant des bâtiments de la gendarmerie. Les dégâts matériels sont peu importants. Des tracts du mouvement dissous ont été retrouvés sur place. Un correspondant anonyme se réclamant de l'ex-FNLC a revendiqué les attentats auprès d'une brigade de gendarmerie d'Aix-en-Provence.

MANIFESTATION PACIFISTE A PARIS

Quelque soixante mille personnes selon les organisateurs, un peu plus de dix mille selon la préfecture de police, ont manifesté à Paris, le dimanche 23 juin, à l'initiative de l'Appel des cent, pour la paix et le désarmement. Deux rassemblements, l'un à la gare de l'Est, l'autre avenue des Gobelins, ont convergé, vers 16 heures, place du Châtelet.

Parmi les manifestants, on reconnaissait des responsables communistes, MM. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, Pierre Juquin, membre du comité central, chargé de l'action pour la paix, Henri Krasucki, membre du bureau politique, secrétaire général de la CGT, Georges Séguin, ancien secrétaire général de la CGT, membre du comité central du PCF, animateur de l'Appel des cent, ainsi que des personnalités du monde littéraire (l'écrivain Suzanne Prou), scientifique (le professeur Albert Jacquard) ou artistique (le comédien Claude Piéplu).

Les organisateurs ont donné lecture d'un « appel », qui affirme notamment : « Il est urgent de réduire à l'Est et à l'Ouest, dans l'équilibre, les arsenaux de destruction massive. »

Lisez Le Monde des PHILATÉLISTES

M. LE PEN A MOULINS : VIOLENTS INCIDENTS

Des affrontements, parfois violents, se sont produits, dimanche 23 juin, à Moulins (Allier) entre le service d'ordre du Front national et quelques dizaines de contre-manifestants, à l'occasion de la venue de M. Jean-Marie Le Pen dans cette ville. Les policiers ont fait usage de gaz lacrymogènes pour mettre fin à ces heurts dans le centre de Moulins. Devant quatre cents personnes environ, rassemblées à la salle des fêtes, le président du Front national a exposé son programme de lutte contre l'immigration : « Vivre et travailler au pays, a-t-il dit, c'est bon pour nous, mais aussi pour les autres. »

● **Attentat contre l'émetteur d'une radio locale parisienne.** — IDF 102.9, la radio de l'est parisien créée à l'initiative de M. Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France, maire du Perreux, qui diffusait depuis le 3 juin dernier, a vu son émetteur détruit à la suite d'un sabotage dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 juin. Les dégâts s'élevaient à plusieurs centaines de milliers de francs, selon M. Giraud, qui a porté plainte contre X. Le sabotage n'a pas été revendiqué.

IDF 102.9 devrait reprendre ses émissions dans une quinzaine de jours. « Nous réintégrons le plus rapidement possible. On ne nous l'a pas dit », a déclaré M. Giraud. — (Corresp.)

PRÈS DE SAINT-ÉTIENNE

Refus de danser : deux morts, un blessé

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — Deux frères sont morts dimanche 23 juin vers 4 h 15 du matin, à La Taubaudière, près de Saint-Etienne, tués par un homme furieux d'avoir été éconduit, quelques heures plus tôt, par l'une de leurs sœurs. Les victimes sont MM. Gilbert et Bernard Vachon, âgés respectivement de vingt-cinq et vingt-huit ans, tous deux très connus dans les milieux sportifs de la région.

Ils avaient rencontré, samedi, deux jeunes femmes à Saint-Etienne et prenaient un verre avec elles dans une boîte de nuit lorsque M. Jean-Luc Ville, préposé des FTT, demeurant à La Taubaudière, qui se trouvait là, reconnu ses voisins de palier et en invita une, M^{me} Anne-Marie Acangelioni, trente-quatre ans. Elle refusa de danser avec lui. M. Ville attendit alors les quatre personnes devant son domicile et, au moment où elles se séparaient, surgit, fusil de chasse en main et cartouchière à la ceinture, il tira six coups, dont deux furent mortels pour Gilbert et Bernard Vachon. M^{me} Acangelioni fut atteinte au visage, tandis que son amie, Annick Joly, réussit à s'enfuir, sans être blessée.

M. Ville devait ensuite menacer le personnel de garde de l'hôpital Bellevue à Saint-Etienne, où son épouse reportait actuellement des soins après avoir été récemment victime d'un accident de la circulation. Il voulait lui parler, ce qu'il fit brièvement ; il lui avoua son double meurtre et déclara qu'il abattrait les policiers qui l'arrêteraient. Vers 11 heures, M. Ville, qui depuis son passage à l'hôpital, avait disparu, téléphona à sa femme et lui annonça qu'il allait se rendre, ce qu'il fit peu après midi.

Selon plusieurs témoignages, M. Ville se trouvait en état d'ébriété au moment du drame.

GUY ROUGIER.

● **Une jeune fille violée et étranglée dans l'Aisne.** — Le corps d'une jeune fille âgée de seize ans et demi, Sophie Borca, disparue depuis le 31 mai, a été découvert samedi 23 juin dans un bois, à Homblières, près de Saint-Quentin (Aisne). Elle avait été violée et étranglée. L'adolescente, qui faisait ses études au lycée Henri-Martin de Saint-Quentin, était domiciliée à Guise.



EUROPEAN
UNIVERSITY
OF AMERICA

EUROPE - ÉTATS-UNIS

PARIS - SAN FRANCISCO

3^e CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrises, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P. Programme intensif sur 18 mois préparant au MBA - Master of Business Administration reconnu par l'état de Californie - à Paris et à San Francisco, spécialisé en management international

2^e CYCLE

Premier cycle universitaire ou préparation aux grandes écoles ou une année d'enseignement supérieur. Cycle complet d'études sur 3 ans préparant au MBA - Master of Business Administration reconnu par l'état de Californie - à Paris et à San Francisco.

Programme universitaire américain et expérience professionnelle : Personal Project intégré au MBA permettant une immersion réelle dans le milieu des affaires californien avec contacts directs dans les entreprises.

E.U.A. LONE MOUNTAIN CAMPUS • 2130 FULTON STREET • SAN FRANCISCO, CA 94117

Renseignements et inscriptions : EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
18, rue Marbeuf - (Sodec), Paris 75008 (FRANCE) - Tél. : (1) 723.55.47
Centre d'Information pour l'Europe, 31 Galerie Montpensier, 75001 Paris, tél. (1) 296.45.11

"NOUS SALUONS EN JEAN BOISSONNAT UN GUETTEUR ET UN ÉVEILLEUR"

(Pierre Mendès France)

Couronné par
l'Académie des Sciences
MORALES ET POLITIQUES

JEAN
BOISSONNAT
Journal de crise
1973-1984



Éditions Jean-Claude LATTES

sports

AUTOMOBILISME

LE GRAND PRIX DE DETROIT

La conduite urbaine de Rosberg

Le Finlandais Keke Rosberg (Williams-Honda) a remporté, dimanche 23 juin, le Grand Prix de formule 1 des Etats-Unis, disputé à Detroit, en prenant le commandement de la course dès le huitième tour et en couvrant les 253,440 km en 1 h 55 mn 39 s 851, soit à la moyenne de 131,458 km/h. L'Italien Michele Alboreto (Ferrari), troisième derrière son coéquipier suédois Stefan Johansson, a accru son avance en tête du championnat du monde : il compte désormais sept points d'avance sur son compatriote Elio de Angelis (Lotus-Renault), cinquième à Detroit, et neuf points sur le Fran-

çais Alain Prost, dont le McLaren-Porsche a connu de gros problèmes de freinage.

Rosberg, trente-six ans, champion du monde en 1982 grâce à une seule et unique victoire au Grand Prix de Suisse à Dijon-Francois, n'a guère connu de difficultés pour s'imposer sur la piste détreffée de Detroit. Spécialiste des courses en ville (il a déjà gagné à Monaco en 1983 et à Dallas en 1984), le Finlandais a profité d'un arrêt du Brésilien Ayrton Senna (Lotus-Renault), parti en pole position, pour prendre la tête jusqu'au bout.

Tandis que chaque tour ou presque faisait son lot de victimes sur une piste qui se dégra-

dait, Rosberg creusait l'écart sur Johansson et Alboreto, qui voyaient revenir sur eux Senna, auteur d'un nouveau record du tour en 1 mn 45 s 612. Mais le Brésilien touchait les balustrades en essayant de dépasser Alboreto.

En dépit d'un arrêt à son stand pour faire retirer des papiers ramassés sur la piste qui empêchaient le bon refroidissement de son moteur, Rosberg gagnait son quatrième Grand Prix avec près d'une minute d'avance sur Johansson, deuxième comme à Montréal le dimanche précédent. Le prochain Grand Prix, celui de France, aura lieu le 7 juillet sur le circuit Paul-Ricard du Castellet.

Prix de Belgique à Spa-Francorchamps, il y a trois semaines.

A Spa, le nouveau revêtement paraît en lambeaux. Mais pas beaucoup plus qu'à Detroit, où les pilotes durent, en outre, s'accommoder d'une certaine dégradation d'égout, de quelques caniveaux et de multiples bosses. La différence, essentielle, est que la moyenne du vainqueur, à Spa, est de l'ordre de 190 km/h (191,729 km/h pour Prost en 1983).

« Le circuit était vraiment très, très difficile pour tout le monde, et ce furent vraiment deux heures nécessitant un très haut niveau de concentration », a dit Keke Rosberg. Manque de visibilité, changements incessants de vitesse, talon-pointe continu entre les pédales d'accélérateur et de frein : la conduite en ville s'apparente finalement beaucoup au rallye. Il n'est pas très étonnant, dans ces conditions, que ce soit un Finlandais qui se montre le meilleur dans ce genre d'exercice : sur les quatre victoires qui jalonnent pour l'instant sa carrière, Rosberg a gagné trois fois sur des circuits urbains.

« La formule 1 doit venir en Amérique pour un tas de raisons, notamment pour les sponsors, qui y trouvent un fantastique marché. Tout le monde a intérêt à être là, sauf les pilotes, que l'on fait courir sur des pistes innommables, comme celle de Detroit » : Alain Prost, sorti de la piste au cours des essais et contrainct à l'abandon au vingtième tour du Grand Prix, dimanche, n'est pas dupe.

Aux Etats-Unis, la formule 1, qui ne représente pas grand-chose, ne fait pas venir le public. Elle doit donc aller à lui, pour se faire une place au soleil. Et donc investir les villes : Long Beach (Californie) dès 1976, puis Las Vegas (Nevada), sur le parking du fameux Caesars Palace, en 1981 et 1982, Dallas (Texas) en 1984, enfin Detroit depuis quatre ans. Un Grand Prix devait même être organisé à New-York en septembre : il a été annulé par la municipalité, en grande partie pour des raisons financières.

A Detroit, où cent mille spectateurs se sont agglutinés dimanche tout au long des 4 kilomètres du circuit, la formule 1 commence à prendre : le Grand Prix, d'un budget de 5 millions de dollars, en

aurait rapporté trois fois plus aux hôteliers et aux commerçants locaux. La capitale du Michigan envisage même maintenant d'avoir son circuit permanent, à Belle-Île, un parc sur la Detroit River. C'est un succès très étonnant dans un pays où les médias s'intéressent essentiellement à la formule « Indy » (courses sur des anneaux), qui offre, en une saison, plus de 11 millions de dollars de prix à ses pilotes.

Le circuit en ville est un excellent outil de promotion pour la formule 1 : Paris et Rome ont déjà bien failli avoir le leur, mais les défenseurs de l'environnement s'y sont opposés. Moscou et Budapest ont été sollicités, mais rien n'a pour l'instant abouti.

Petites moyennes

Cette irruption de la formule 1 dans les cités ne plaît cependant pas à tous les pilotes. La caractéristique de ces grands prix citadins est, en effet, que le nombre de voitures classées à l'arrivée est toujours nettement inférieur à celui des abandons et des accidents. Dimanche, quatorze des

vingt-cinq monoplaces n'ont pas terminé l'épreuve. L'an dernier, il n'y avait eu que cinq voitures classées, et un carambolage s'était même produit au départ.

Toutefois, les conséquences des accidents sont rarement graves. Dans la mesure où les commissaires de piste sont suffisamment attentifs et expérimentés pour renseigner à tous moments les pilotes sur les incidents de course et éviter ainsi, sur des circuits sans aucune visibilité, les chocs trop violents, les pilotes ne risquent pas leur vie. Entre vendredi et dimanche, Alain Prost, Ayrton Senna et Nigel Mansell, tous trois accidentés en raison d'une défaillance de leurs freins en carbone, n'ont été que légèrement blessés.

Cette absence de risques majeurs explique sans doute pourquoi les pilotes, même s'ils ne manquent pas de déplorer le mauvais état des pistes, n'ont jamais refusé de prendre le départ de ces courses, ni les moyennes, tant à Monaco qu'à Detroit ou Dallas, dépassent rarement les 130 km/h.

En revanche, ces mêmes pilotes avaient obtenu, pour la première fois dans l'histoire de la formule 1, l'annulation du Grand

CYCLISME

Leclercq, obscur champion

De notre envoyé spécial

Chailley. — Le championnat de France organisé selon la formule de l'épreuve unique désigne rarement le meilleur coureur de la saison. Pour un Laurent Fignon qui s'était attribué très logiquement le titre national en 1984, mais qui n'a pu le défendre cette année, étant on le sait indisponible pour plusieurs mois, la compétition officielle a consacré dans un passé récent des vainqueurs aussi inattendus que Marcel Tinazzi, Serge Beucher ou Régis Clère. Jamais cependant elle n'avait donné lieu à une telle surprise.

Le nouveau titulaire du maillot tricolore s'appelle Jean-Claude Leclercq. Ignoré du grand public et peu connu des initiés, il ne figurait pas même sur la liste des outsiders. Et pour cause. Ce Picard de vingt-trois ans, professionnel depuis dix-huit mois, n'avait réalisé à ce jour aucune performance susceptible de retenir l'attention. Son bon comportement dans une étape du Tour de Suisse ne constituait qu'un événement marginal, qui passa d'ailleurs presque inaperçu aux yeux des observateurs, et ce modeste résultat n'aurait pas suffi de toute façon à modifier les pronostics concernant une course de haut niveau. Pourtant, la victoire qu'il a obtenue dimanche 23 juin sur le circuit de Chailley, au nord-est de Joigny indique l'homme de qualité. En dépit de son inexpérience, Jean-Claude Leclercq a émergé seul au terme d'un championnat difficile et sans cesse animé. Après avoir distancé le Breton Penne, un autre outsider, au cours de l'avant-dernier tour, à quelque 20 kilomètres du but, il a résisté à la contre-attaque de Bérard — classé deuxième —, Gayant, Marc Madiot, Linard, Castaing, Pascal Simon, Vallet, Pélissier et Bazzo. Ce dernier, qui n'est pas un novice, déclarait ne rien comprendre à la tournure prise par les événements. En fait, le vainqueur a su saisir sa chance en exploitant la rivalité des principaux favoris, et il a d'autant mieux réussi qu'il était connu à lui totalement démarqué.

Réapparition de Pascal Simon

S'agit-il d'une révélation spontanée ? Son succès imprévu marque-t-il au contraire l'aboutissement d'une préparation méthodique ? Jean-Claude Leclercq s'entraîne, répète, du Tour de Suisse, un pays où il a effectué l'essentiel de sa jeune carrière, et il s'est astreint à la circonstance à un rodage efficace. On ajoutera qu'il est conseillé par l'habile Jean de Gribaldy, un directeur sportif expert dans l'art de découvrir des talents nouveaux et de

susciter des vocations. Bien entendu, le champion de France s'alignera vendredi prochain au départ du Tour. Ses facilités de grimpeur justifient sa sélection autant que son étonnante victoire.

Disputée sur un parcours bosselé en lisière de la forêt d'Othe, la course de Chailley nous a restitué un excellent Pascal Simon, qui fut de toutes les attaques, et la précision est intéressante à moins d'une semaine du Tour de France. L'ancien porteur du maillot jaune anima notamment une longue échappée en compagnie de Gomez, Jean-François Bernard, Bazzin, Forest et Thierry Marie. On sera plus étonné au sujet de Bernard Hinault, car le Breton, extrêmement soif durant la première partie de l'épreuve, rétrograda lorsque celle-ci entra dans sa phase décisive. Il reste néanmoins le candidat numéro un au maillot jaune en l'absence de Fignon.

Les féminines ont elles aussi leur championne : Jeannie Longo, qui s'est imposée samedi sur le même terrain. Avant de remporter son septième titre consécutif avec plus de 3 minutes d'avance, la Grenobloise avait battu les hommes dans une course réservée aux amateurs toutes catégories, réalisant à cette occasion un exploit sans précédent. Qui peut le plus peut le moins.

JACQUES AUGENORE.

Athlétisme

RECORD DE FRANCE DU JAVELOT

Pour la deuxième fois de la saison, Charles Berthoin a amélioré son record de France du lancer du javelot avec un jet de 88,32 m, le 22 juin à Créteil (Val-de-Marne). L'ancien record était de 86,20 m.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE MARATHON A ANNEXE

Hommes. — 1. Josselin, 2 h 16 mn 41 s ; 2. Léht, 2 h 17 mn 1 s ; 3. Gouzelez, 2 h 17 mn 19 s.

Femmes. — 1. Lévesque, 2 h 40 mn 26 s ; 2. Rapet, 2 h 45 mn 35 s ; 3. Langlois, 2 h 46 mn 14 s.

Automobilisme

GRAND PRIX DE FORMULE 1 DE DETROIT

1. Rosberg (Williams-Honda), 1 h 55 mn 39 s 851 (moyenne 131,458 km/h) ; 2. Johansson (Ferrari), à 57 s 54 ; 3. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 3 s 17 ; 4. Bellof (Tyrell-Cosworth), à 1 mn 6 s 22 ; 5. De Angelis (Lotus-Renault), à 1 mn 26 s 96 ; 6. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 7. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 8. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 9. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 10. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 11. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 12. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 13. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 14. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 15. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 16. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 17. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 18. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 19. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 20. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 21. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 22. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 23. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 24. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 25. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 26. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 27. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 28. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 29. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 30. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 31. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 32. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 33. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 34. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 35. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 36. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 37. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 38. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 39. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 40. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 41. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 42. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 43. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 44. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 45. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 46. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 47. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 48. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 49. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 50. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 51. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 52. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 53. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 54. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 55. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 56. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 57. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 58. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 59. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 60. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 61. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 62. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 63. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 64. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 65. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 66. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 67. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 68. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 69. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 70. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 71. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 72. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 73. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 74. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 75. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 76. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 77. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 78. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 79. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 80. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 81. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 82. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 83. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 84. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 85. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 86. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 87. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 88. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 89. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 90. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 91. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 92. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 93. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 94. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 95. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 96. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 97. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 98. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 99. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 100. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 101. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 102. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 103. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 104. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 105. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 106. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 107. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 108. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 109. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 110. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 111. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 112. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 113. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 114. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 115. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 116. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 117. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 118. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 119. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 120. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 121. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 122. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 123. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 124. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 125. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 126. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 127. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 128. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 129. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 130. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 131. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 132. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 133. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 134. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 135. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 136. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 137. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 138. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 139. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 140. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 141. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 142. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 143. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 144. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 145. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 146. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 147. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 148. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 149. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 150. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 151. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 152. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 153. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 154. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 155. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 156. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 157. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 158. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 159. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 160. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 161. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 162. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 163. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 164. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 165. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 166. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 167. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 168. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 169. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 170. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 171. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 172. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 173. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 174. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 175. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 176. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 177. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 178. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 179. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 180. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 181. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 182. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 183. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 184. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 185. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 186. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 187. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 188. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 189. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 190. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 191. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 192. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 193. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 194. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 195. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 196. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 197. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 198. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 199. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 200. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 201. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 202. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 203. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 204. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 205. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 206. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 207. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 208. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 209. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 210. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 211. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 212. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 213. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 214. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 215. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 216. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 217. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 218. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 219. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 220. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 221. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 222. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 223. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 224. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 225. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 226. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 227. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 228. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 229. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 230. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 231. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 232. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 233. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 234. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 235. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 236. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 237. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 238. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 239. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 240. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 241. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 242. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 243. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 244. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 245. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 246. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 247. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 248. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 249. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 250. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 251. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 252. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 253. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 254. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 255. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 256. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 257. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 258. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 259. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 260. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 261. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 262. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 263. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 264. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 265. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 266. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 267. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 268. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 269. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 270. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 271. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 272. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 273. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 274. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 275. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 276. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 277. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 278. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 279. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 280. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 281. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 282. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 283. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 284. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 285. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 286. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 287. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 288. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 289. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 290. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 291. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 292. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 293. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 294. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 295. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 296. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 297. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 298. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 299. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 300. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 301. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 302. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 303. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 304. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 305. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 306. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 307. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 308. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 309. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 310. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 311. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 312. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 313. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 314. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 315. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 316. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 317. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 318. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 319. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 320. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 321. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 322. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 323. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 324. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn 27 s 10 ; 325. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 27 s 10 ; 326. Piquet (Brabham-BMW), à 1 mn 27 s 10 ; 327. Prost (Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 328. Senna (Lotus-Renault), à 1 mn 27 s 10 ; 329. Mansell (Williams-Honda), à 1 mn

culture

PATRIMOINE

LA SITUATION DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Un appel au président de la République

Une quarantaine de personnalités viennent de signer une lettre ouverte au président de la République pour attirer son attention sur l'état de la Bibliothèque nationale. Cette lettre, due à l'initiative de l'Association pour la défense des lecteurs de la Bibliothèque nationale, a été remise à M. François Mitterrand la veille d'une visite qu'il a rendue, mardi 11 juin, à la plus ancienne - sans doute - institution culturelle française.

La liste, non close, des signataires comporte des noms qui n'ont guère l'habitude de s'associer à de telles pétitions. Elle manifeste en cela la profonde inquiétude des intellectuels, universitaires ou artistes français, devant le risque de « dégradation irréversible de ce patrimoine culturel ».

Malgré les efforts entrepris depuis 1981, la situation continue en effet d'empirer d'année en année. Un rapport, resté confidentiel, de M. Alain Gourdon, le précédent administrateur, en faisait une description éloquentes et obligeante. M. André Miquel, qui lui a succédé,

n'a pu que dresser le même constat, ainsi que les lecteurs français et étrangers de la « BN », comme en témoigne le courrier que nous recevons régulièrement à ce propos.

La démarche de l'association intervient après une mesure assez symbolique : cinquante-quatre postes attribués à la Bibliothèque, mais qui restaient « gelés », ont en effet été attribués en mai 1985 à M. Mitterrand, le 11 juin, manifestant son intérêt. Mais la lettre, dont nous donnons ici des extraits significatifs, sera-t-elle écoutée ?

FRÉDÉRIC EDELMANN.

Les principaux passages

« (...) L'accroissement annuel des collections nécessitant dans le même temps la création de trois kilomètres de rayonnages supplémentaires, la saturation est atteinte à Paris et en banlieue. Les conservateurs en sont les premières victimes : ils occupent des sous-solages vétustes, elles-mêmes tapissées de livres, leur protection contre l'eau et le feu n'ayant été prévue que récemment, et, faute de moyens, par un système archaïque. (...) »

« Il est exact que, de 1981 à 1982, le budget général de fonctionnement a plus que doublé, mais, compte tenu des retards accumulés et du fait que l'établissement couvre dix départements différents (imprimés, périodiques, arsenal, musique, opéra...), les sommes allouées sont, en valeur relative, dérisoires : la British Library, moins chargée que la Nationale, croit devoir consacrer, pour les seules reliures et restaurations, les mêmes sommes que cette dernière pour la totalité du fonctionnement de ses divers services. (...) »

« Sachant que nombre d'ouvrages envoyés à la reliure y demeurent actuellement deux ans, on n'y dirige que 20 % de ceux qui en auraient besoin : d'un côté, détérioration grave des 80 % restants, qui sont alors immobilisés pour une durée indéterminée : 700 000 volumes environ, « hors d'usage », sont, pour l'instant, retirés des communications. (...) »

« Celles-ci se restreignent encore pour une autre raison, en rapport avec l'écoulement des crédits : l'insuffisance du personnel. Des ouvrages n'apparaissent dans les fichiers que deux ans après leur publication. Quant aux données et aux textes, c'est plusieurs années qu'il faut compter pour leur traitement. (...) »

Enfin, les communications du samedi, seul jour où les chercheurs salariés ou éloignés peuvent venir travailler, ont été supprimées. (...) »

« Un fait résume la situation de l'établissement en manque de

personnel : alors que, de 1982 à 1983, le nombre d'imprimés et de périodiques s'est accru de cinq millions d'exemplaires, l'effectif est resté stable : 1 243 personnes. (...) »

« En conclusion, sur dix millions de livres imprimés, près d'un dixième - et de plus précieux - est en péril. Sur les trente-deux millions de titres et pièces conservés, près de cent millions de pages, photographies et estampes vont mourir, faute de moyens en matériel et en personnel, en employant ceux d'aujourd'hui, il faudrait plusieurs siècles pour les restaurer entièrement : ils n'attendront pas. (...) »

« Cette situation est non seulement consternante en soi, mais profondément humiliante. Les chercheurs étrangers demeurent souvent incrédules lorsqu'ils se voient refuser les ouvrages qu'ils sont venus consulter de fort loin et à grands frais dans un établissement qu'ils vénéraient à juste titre, et dont le fonctionnement les surprend d'aujourd'hui, il faudrait plusieurs siècles pour les restaurer entièrement : ils n'attendront pas. (...) »

Les premiers signataires

Hervé Bazin; Hubert Benoit-Mary; Pierre Boulez; Bernard Bréchet; François Châtelet; Georges-Emmanuel Clancier; Bernard Clavel; Frédéric Delfino; Georges Duby; Henri Duval; Jean Fauriol; Maître René de Gaudemar; de la Fradelle; Roger Grenier; Professeur Oscar Haas; Eugène Ionesco; Marc Julia; Marcel Landon; Jean-Marie Le Clezio; Emmanuel Le Roy Ladurie; Bernard-Henri Lévy; Claude Lévi-Strauss; Docteur Claude Ollivier; Jean Monod; Professeur Paul Milner; Roland Mousnier; Etienne Piste; Francis Ponge; Georges Roudot; Jacqueline de Romilly; Philippe de Rothschild; Laurent Schmitt; Henri Troyat; Henri Vasson; Marguerite Yourcenar; Roger Zuber; Association pour la défense des intérêts des lecteurs de la Bibliothèque nationale.

UNE LETTRE DE M^{me} SPITZ-JANKÉLEVITCH

Misérable polémique

Mme Sophie Spitz-Jankélévitch, fille du philosophe Vladimir Jankélévitch, nous a adressé la lettre suivante, au sujet de la polémique qui a suivi la publication, dans Libération, d'un entretien avec son père, paru après la mort de celui-ci (le Monde du 11 et 13 juin) :

Les mots me manquent pour dire la tristesse et le dégoût que m'inspire la misérable polémique suscitée par le journal Libération et dont il se fait complaisamment l'écho depuis une semaine. Cette polémique sera en au moins l'intérêt de faire vendre le journal.

Je n'ai pas à me prononcer sur le contenu même de l'entretien. Mon père a dit ce qu'il a dit. Discuter sur la teneur de ses propos, c'est à mon sens poser un faux problème.

Cependant, après avoir entendu l'enregistrement lui-même, dans sa totalité, je tiens à faire savoir la chose suivante : rien, dans cet enregistrement, ne prouve qu'il s'agissait d'une interview destinée à la publication, même posthume.

Tout indique qu'il s'agissait d'une conversation amicale. Mon père dit du reste, à un moment de l'entretien, qu'il parle ainsi parce qu'il s'adresse à des amis. Interrogé sur Merleau-Ponty, il répond : « Ne mobilisez pas à parler de Merleau-Ponty. Interrogé sur Sartre, il répond : « Je

vous fais remarquer que c'est vous qui avez prononcé son nom. Bien entendu, nous ne le retiendrons pas. Je ne veux pas dire un mot contre lui. » Ailleurs encore : « J'ai même entendu dire « sale juif » dans les maquis. Mais je n'aurais pas l'écriture. » Non seulement Libération ose imprimer cette phrase, mais encore, comme si cela se suffisait pas, la met en acroche ! On peut en conclure que les propos tenus au cours de cet entretien étaient strictement privés et ne devaient pas être publiés, fût-ce après la mort de leur auteur.

Le texte publié par Libération reproduit tels quels, quasiment mot pour mot, les propos de mon père. Seuls ont été rayés par R. Maggiori et J.-P. Baron les noms des personnes encore vivantes. Il n'y a aucune modification, en dehors de celles qui servent simplement à rendre le texte lisible (ponctuation, suppression des répétitions). On peut en conclure, sauf à produire les preuves du contraire, que le texte n'a été ni corrigé ni même seulement revu par mon père.

A aucun moment de l'entretien mon père n'exprime le vœu d'une publication après sa mort. Dire le contraire est un mensonge. On peut en conclure qu'il s'agit là d'un abus de confiance.

MUSIQUE

« LE BARBIER DE SÉVILLE », à l'Opéra-Comique

Pour l'amour de Rosine

Il n'est plus rare aujourd'hui que des salles parisiennes accueillent des spectacles - c'est-à-dire les décors, les costumes et la mise en scène - qui ont fait les beaux soirs de la province quelques années auparavant. Ainsi, pour remplacer le *Don Quichotte* de Massenet dont on avait annoncé une nouvelle production, la Salle Favart présente celle du *Barbier de Séville* qu'on avait vu à Metz en 1976 puis à Lille en 1978.

Comme à Metz, c'est la partition revue par Alberto Zedda, expurgée des apports successifs du XIX^e siècle, qui a été utilisée. Ainsi remarque-t-on, dès l'ouverture, l'absence des trois trombones et de la grosse caisse. Pour pallier cet inconvénient, on a eu recours à un projecteur de diapositives dont la ventilation bruyante remplacé d'aise les spectateurs un peu étouffés. Si l'on voulait aller plus loin, on remplacerait le clavier, qui n'était plus guère en usage en 1816, par un piano, mais cela ferait sans doute moins authentique.

L'authenticité ne préoccupe d'ailleurs qu'assez médiocrement le public, car si quelques personnes sentent encore spontanément qu'il faut applaudir lorsque le plaisir est à son comble, donc souvent sans attendre les cadences purement formelles de l'orchestre, elles sont vite réduites au silence par les « euh » des admirateurs inconditionnels de l'accord parfait. C'est là une tradition de bon sens qu'on mettra longtemps à retrouver.

Espace scénique et climat

Avec ses hauts murs de pierre grise, quelques fenêtres étroites dont le pilotis ont été bouchées, Giovanni Agostinacci a réalisé un espace scénique, à mi-chemin entre la cour d'une prison et celle d'une demeure patricienne, qui contribue largement au climat général de la représentation. À ce point que la cage d'orchestre, plantée au milieu, dans laquelle Rosine conle des jours malheureux lorsqu'elle n'est pas tenue en laisse par Berta ou Bartolo semble surfer : on avait compris. Les beaux costumes de Gabriella Pescucci situent l'action au début du dix-neuvième siècle sans qu'il y ait un enseignement particulier à tirer de cette actualisation relative.

La mise en scène de Jean-Marie Simon ne vise pas non plus, heureusement, au didactisme ; elle est vive sans vaine agitation, amusante sans complaisance, pleines d'idées dont la moindre n'est pas de laisser voir que l'orage qui relie les deux tableaux du second acte se passe peut-être moins dans le ciel que dans le cœur de Rosine qui se croit trompée par son amant. Il semble par ailleurs que les sympathies de Jean-Marie Simon vont davantage à Bartolo qu'à ceux qui le bernent : ce n'est pas un mauvais choix.

La distribution réunit des artistes consacrés et d'autres qui font, selon la formule, leurs débuts à l'Opéra de Paris. Ruggero Raimondi en Basile et Gabriel Bacquier en Bartolo montrent tout le parti qu'on peut tirer de ces rôles secondaires dont les difficultés exigent des interprètes de premier plan. Comme ni l'un ni l'autre ne se soucie de tirer la couverture à soi, on ne sent aucune disparité dans la distribution.

Il est vrai aussi que Suzanne Meotzer (*Rosine*) possède une aisance remarquable doublée d'un timbre chaleureux ; le Figaro de Patrick Ruffery est irréprochable lui aussi, et l'Almaviva de Dano Raffanti ne manque ni de couleur ni de vaillance ; il est seulement un peu gêné par les vocalises, peut-être parce qu'il reste plus préoccupé de faire entendre qu'il a de la voix, que de montrer qu'il sait s'en servir. Le rôle est écrit pour un ténor léger (ou « de grâce ») qui doit exécuter avant tout dans les « passages ».

On a l'impression que le chef, Hans Graf, exerce parfois son autorité au détriment des chanteurs qui, dans certains traits, doivent pouvoir prendre leur temps, mais son action sur l'Orchestre de l'Opéra semble positive si l'on en juge par l'exactitude assez remarquable de l'interprétation.

GÉRARD CONDÉ.

★ Prochaines représentations à la Salle Favart les 24, 27, 29 juin et 1^{er}, 3, 6, 8, 11 et 13 juillet à 19 h 30.

★ AU THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS - La cantatrice Liane Ryback, qui nous assure les concerts des 24 et 25 juin au Théâtre musical de Paris. Elle sera remplacée par Gwladys Jones, qui chante actuellement le rôle-titre de *Turandot*, à Bercy.

NOTES

Noureev-Béjart à l'Opéra

Deux créations signées Noureev et Béjart, avec Sylvie Guillem. *Washington Square*, de Rudolf Noureev, inspiré d'une nouvelle de Henry James oppose l'espace ouvert, bruyant, de la ville et le monde fermé de Cathy, jeune fille de la haute société séquestrée par un père abusif.

Noureev a recherché un climat psychologique, freudien, avec un découpage très cinématographique et un bellement entre le passé et le présent, de la ville et de la haute société séquestrée par un père abusif.

Noureev est plus à l'aise avec les scènes intimistes traitées dans un langage original. L'épisode où Charles Jude danse sa scène de séduction cigarette aux lèvres sur les variations de *God Save the King* est le meilleur moment du ballet. Mais pourquoi ce décor mobile - d'Antoine Taulé - qui coupe le scène en deux, privant alternativement une moitié de la salle de l'action ?

Changement complet d'atmosphère avec *Mouvement Rythme-Etude*, dansé par Sylvie Guillem et Eric Vu An. Maurice Béjart a conçu un exercice de style

à mi-chemin entre le jeu et la répétition, où le danseur et son partenaire assurent une série de pas, déterminés par des structures sonores de Pierre Henry fleurant bon les années 70.

Souplesse et force de Vu An, beauté légendaire de Sylvie Guillem. Française comme une glace à la fraise dans son collier chair, elle donne une texture aux déhanchements excessifs, aux cambrures inesthétiques, que Béjart réserve au corps féminin.

MARCELLE MICHEL.
★ Prochaines spectacles : 25-26 juin, 4-10-14 juillet.

Jacques Higelin avant Bercy

Jacques Higelin et son producteur Albert Kosk ont fait le pari de remplir le palais omnisports de Bercy pendant un mois à partir du 12 septembre prochain sur une scène construite au centre même de la salle. Jacques qui crie, qui pleure et qui rit y reprendra sa course en roue libre, avec sa folie reconnue. 50 000 personnes ont déjà réservé leur place.

A Calvi, à laquelle il a consacré une chanson, la *Ballade de Tao*, Higelin a présenté en guise d'événement première des extraits de son dernier double album, qu'il a, comme toujours, bâti soigneusement, minutieusement. Avec quelques-unes des plus belles chansons (*Mamy*, *Slim Black Boogie*, *Broadway*), on y rencontre sa

VARIÉTÉS

JACQUES BENSE AU NOUVEAU CARRÉ

Cinquante ans de « tap-dance »

Jacques Bense a créé en France, dans les années 30, la danse à claquettes. Au Nouveau Carré Silvia Monfort, il remonte sur scène pour fêter, en fanfare, ses cinquante ans de « tap-dance ».

Une plaque à la porte d'un immeuble du fubourg Poissonnière : « Ecole de danse Jacques Bense : toutes les danses en vogue ; danses à claquettes. » Depuis 1941, l'école est au fond de la cour : un trois pièces aménagé, avec de grands miroirs et des parquets marqués par les emboûts métalliques. Les murs sont des cimaises, qui racontent de photographies style Harcourt en diplômés calligraphiques, l'histoire du maître des lieux.

1935. Une affiche : cheveux gominés et veste blanche à la Georgius, voici Jacques Bense, champion du monde de claquettes. Cinquante ans plus tard, il le moins de cheveux, mais il refuse de tirer un trait sur son passé glorieux. Sans se faire prier, il raconte ses débuts de star : « Les claquettes m'ont d'abord semblé un bon moyen de danser sans subir les mauvaises parodies. Mes premiers professeurs, les demoiselles Leibavitch, ne connaissaient que trois pas, à partir desquels j'ai élaboré ma propre méthode. » Il montre, au-dessus d'une glace, un panneau couvert de effigies : des figures et des pas, cotés, « Vous voyez, c'est le 11-5-5. » Il se lève et, tout en comptant, tire de ses semelles et de ses talons des notes, des croches, les rythmes des syncopes.

« Dans les années 30, je faisais partie de l'équipe de France de gymnastique. J'ai même représenté la France en Belgique, en 1929, à la Fête du cinquantenaire. » Sa souplesse, sa robustesse de sportif, il en a besoin aussi sur les parquets de l'Albamo, du Geumoot-Palace. Plusieurs fois champion du monde, il s'effrayait les « Américains », - il publiait les records, notamment ceux de vitesse : « Mille deux cent vingt battements à la minute, et six sur un seul pied ! »

Après avoir initié les maîtres américains, Bill Robinson (le professeur de Shirley Temple), Fred Astaire (qu'il n'a jamais rencontré), Jacques Bense crée une centaine de numéros, dont beaucoup deviennent des classiques. Sur les murs, on le reconnaît, très kitsch, vêtu de noir, avec loup et cape, pour la *Danse macabre*, de Saint-Saëns, on encore sous un masque de singe pour sa *Danse simiesque*.

Il se souvient, bien sûr, de sa première apparition à la télévision : « C'était en 1938. La télé était encore au stade expérimental. J'étais le premier danseur à s'y produire. On m'avait maquillé la figure en jaune pâle, peint les lèvres en noir. Le plateau était large de 2 mètres et la caméra fixe. On émettait au ministère des PTT, rue de l'Université, relié par câble à la mairie voisine. »

Fred Astaire - quelque-vingt-quatre ans - élève aujourd'hui des chevaux de course. « Récemment, raconte Jacques Bense, il a refusé d'aller à l'anniversaire de Ginger Rogers - quatre-vingt-trois ans - de peur d'avoir à danser. Gene Kelly, né la même année que moi (1912), a aussi arrêté. Moi, j'ai quitté la scène dans les années 60 pour me consacrer, avec ma femme, à mes cours et à la Fédération internationale de danse à claquettes (1), que je préside. »

Cet infatigable pédagogue e eu comme élève, il y a quelques années, Silvia Monfort, qui organise maintenant sous son chapiteau un hommage à ces cinquante années de « tap-dance » (2). A soixante-trois ans, le maître ouvre le spectacle avec quelques bons vieux classiques : le train, le dactylo... et des danses en vogue.

S. DURAND-SOUFFLAND.

(1) FIDAC, 177, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 (878-02-56).

(2) Nouveau Carré Silvia Monfort, 106, rue Breton, 75015 Paris. Locations : 531-28-34. Jusqu'au 30 juin.

jouissance de la vie, son désespoir rigoureux et héroïque, sa tendresse universelle, son humour noir, son goût de l'équipée sauvage.

C. F.
★ Double album Pathé Marconi 1729573.

Toiles blanches

Madeleine Grenier nous a quittés, il y a près de trente mois, on lui laisse une œuvre assurée de lui survivre : voici sa première exposition posthume. Sa vision s'enfonçait dans la blancheur : le blanc de l'aube, promesse de vie. Cette lumière neuve exalta une peinture toute en transparence, dont la fluidité voile une facture solide, trisée de toutes les nuances du prisme, elle reflète les turbulences émeraude des flaque d'eau, elle roit et bleuit le *Renouveau* du ciel et parfois contraste de masses sombres l'éclat d'un champ de neige.

J.-M. D.
★ Galerie Bellint, 28, rue de Sébastopol, jusqu'au 12 juillet.

Enfants sculpteurs

L'Orangerie de Sceaux présente une exposition de sculptures réalisées par mille deux cents enfants âgés de trois à seize ans, élèves des écoles et lycées des Hauts-de-Seine : « Soleils en ré-édition ».

Un totem pour une moyenne section de maternelle, un Apollon

pour une classe de primaire, mais aussi un théâtre inca, la chaise à porteur du Roi-Soleil.

Les dimensions des sculptures, les matériaux utilisés et la qualité de la réalisation, rien ne ressemble à ce qu'on propose d'habitude dans ces expositions scolaires destinées à plaire d'abord aux parents et aux instituteurs. La réalisation de ces créations originales desonées à des visiteurs adultes a donné lieu à un travail d'équipe, dont les seules vedettes sont vraiment les enfants.

★ Orangerie du château de Sceaux, RER ligne B, station Parc de Sceaux ou Bourg-la-Reine. Entrée gratuite pour les scolaires. Jusqu'au 30 juin.

Restauration d'art

Le Centre culturel de Boulogne-Billancourt accueille une exposition consacrée aux masters de la restauration d'art. Des automatismes aux vitraux, des affiches Belle Époque aux éventaill Louis XV - dignes des cousins Pons - les pièces exposées contribuent à l'illustration du métier d'artiste-restaureur.

La présentation générale, avant tout didactique, détaille, pour chaque cas, tous les stades du travail : les photographies, prises avant restauration, attestent de l'ampleur du travail accompli.

★ Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille : méro de Marcel-Sambat. Jusqu'au 30 juin.

337 42 14
Théâtre de la Bastille
PARIS - DANSE - MONTRÉAL
120 F
PARENT/BLACKBURN
GINETTE LAURIN - MONTANARO
19 au 29 juin 1985

AMERICAN CENTER
281, boulevard Raspail
75014 PARIS
AMERICAN IN V.O.
AMERICAN LANGUAGE PROGRAM
JULY SUMMER SESSIONS
(1) 335.21.50

100

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24.06.85 A 0 h G.M.T.



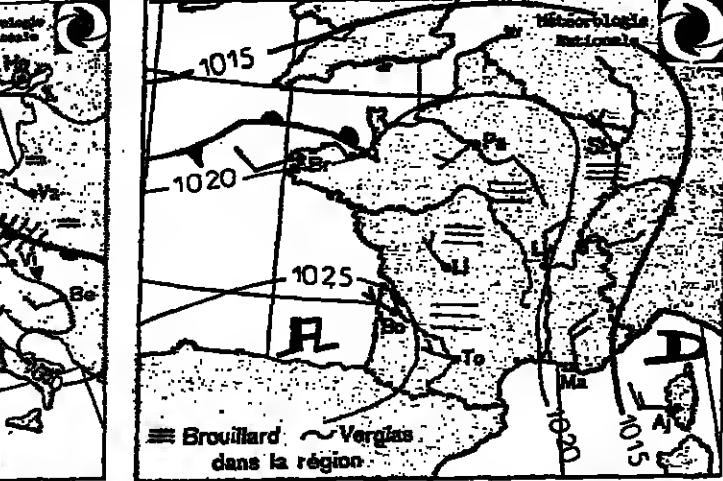
Evolution probable du temps en France entre le lundi 24 juin à 0 heure et le mardi 25 juin 1985 à minuit.

Le champ de pression est en hausse sur la France : une perturbation atlantique, peu active, circulera mardi sur les régions du Nord.

Mardi matin, un temps frais, peu nuageux et brumeux prédominera sur une grande partie de la France ; quelques bancs de brouillard pourront être observés de l'Aquitaine au Centre, mais ils se dissipent rapidement, et le temps deviendra bien ensoleillé.

Les nuages seront plus abondants des côtes de la Manche aux Flandres, et pourront être accompagnés de faibles pluies ; le soleil fera tout de même quel-

PRÉVISIONS POUR LE 25-06-85 DÉBUT DE MATINÉE



ques apparitions au cours de l'après-midi sur ces régions.

Les températures, voisines le matin de 8 à 13 degrés (15 degrés près de la Méditerranée), atteindront l'après-midi 20 à 26 degrés du nord au sud.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 juin, le second, le minimum dans la nuit du 23 au 24 juin) : Ajaccio, 25 et 14 degrés ; Biarritz, 22 et 16 ; Bordeaux, 19 et 15 ; Brétat, 18 et 12 ; Brest, 16 et 12 ; Cannes, 19 et 14 ; Cherbourg, 16 et 12 ; Clermont-Ferrand, 16 et 13 ; Dijon, 18 et 12 ; Disard, 16 et 13 ; Embury, 19 et 6 ; Grenoble-St-M.-H., 21 et 13 ; Grenoble-St-Geoirs, 21 et 12 ;

La Rochelle, 16 et 14 ; Lille, 19 et 13 ; Limoges, 13 et 12 ; Lorient, 16 et 13 ; Lyon, 20 et 12 ; Marseille-Marignane, 23 et 12 ; Menton, 19 et 15 ; Nancy, 17 et 12 ; Nantes, 17 et 14 ; Nice Côte d'Azur, 23 et 15 ; Paris-Montsouris, 16 et 14 ; Paris-Orly, 17 et 13 ; Pau, 20 et 15 ; Perpignan, 22 et 14 ; Rennes, 18 et 13 ; Rouen, 17 et 12 ; Saint-Etienne, 18 et 12 ; Strasbourg, 20 et 13 ; Tours, 16 et 13 ; Toulouse, 20 et 13.

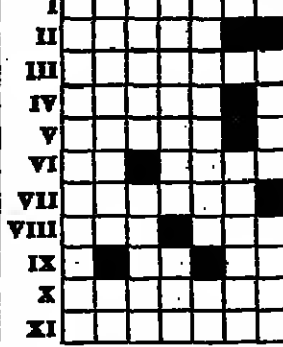
Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 17 ; Genève, 19 et 11 ; Lisbonne, 23 et 18 ; Londres, 19 et 13 ; Madrid, 32 et 16 ; Rome, 25 et 15 ; Stockholm 27 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3994

1 2 3 4 5 6 7 8 9



HORIZONTALEMENT

I. De quoi se lécher éventuellement les doigts. - II. Espèce de blaireau. Indéfini. - III. Réduit en quelque sorte la consommation d'essence. - IV. Doivent avoir une direction souple et des cadres solides. On y faisait de mauvaises rencontres. - V. Fait des choux gras. - VI. Note. Bien relevé. - VII. Le texte ou le titre. Pratiques. - VIII. Egarait nos pères. Couché donc bien à plat. - IX. Abréviation. Figure mythologique. - X. Pour les amateurs d'émotions fortes. - XI. Qui ont donc un peu de frais.

VERTICALEMENT

1. Une tendance pour certaines à vouloir porter la culotte. - 2. Satisfait celui qui a la dent comme celui qui en est dépourvu. Code épistolaire. - 3. Se passe après l'aube ou avant la soirée. La tour infernale. - 4. Peut se commander à la carte pour pouvoir « conter » par le menu. Manière de parler. - 5. Un spécialiste de l'accordéon. Dans la détresse. - 6. Tourner en bourrique. - 7. Elle donc avec l'intention de piquer. Avec eux, il ne faut jamais être pressé. - 8. Une révolution ou une évolution. Nettoyage ou lessive. - 9. Ont donc été couchés après avoir été relevés.

Solution du problème n° 3993

Horizontalement

I. Mycologue. Bourg. - II. Ob. Mission. Ur. - III. Couloir. Cou. - IV. Rôd. Solr. Mout. - V. Egas. Dom. Chal. - VI. Cale. Ipéca. Ru. - VII. Ellébore. Utopie. - VIII. Pie. Anis. Virage. - IX. Héron. Mic. Nô. - X. Anisisme. Edenté. - XI. Lie. Appétitive. - XII. Es. Ani. GMT. Etal. - XIII. Droper. Osa. - XIV. Redore. Tosa. Net. - XV. Everest. Basse.

Verticalement

1. Microcéphale. Ri. - 2. On. Aléiste. - 3. Coutellerie. Dé. - 4. Obligé. On. Azov. - 5. Banian. Ré. - 6. Omission. Spider. - 7. Giro. Prisme. - 8. Us. Idées. Ergots. - 9. Escroc. Impôt. - 10. lo. Manivettes. - 11. Bonm. Tiédi. Rab. - 12. On. Oc. Or. Eve. - 13. Euh! Panetons. - 14. Ru. Larigot. Ases. - 15. Gratioée. Eclate.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 26 JUIN

« Vieux logis de la rue Montorgueil », 14 h 30, métro Étienne-Marcel.
« La sculpture romaine au Louvre », 14 h 30, devant la Victoire de Samothrace (Clio-Les amis de l'histoire).
« Le Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul, ou 15 heures, place de l'Hôtel-de-Ville, 21 heures, métro Pont-Neuf (Illuminations).
« Le palais de Soubise », 15 heures, 60, rue des Archives.
« Le vieux village Charonne restauré », 18 h 15, sortie métro Alexandre-Dumas (Arenes).
« Le Marais sous Louis XIV », 14 h 30, 99, rue Saint-Antoine (M^{le} Leblanc).

CONFÉRENCES

66, rue de la Folle-Méricourt, 20 h 30, conférence-débat « Les juifs, le judaïsme et la sexualité » avec Masarav-SOS Bouche juive et Yacov Blum, auteur d'émissions, et Joseph Maréchal, psychologue, et une scénologue.
60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 30, « La manie dépressive. Problème de l'enfant ».
6, place des Vosges, 14 h 30, « Maison Victor-Hugo » (M. Brumfield).
26, rue Bergère, 20 heures, « Les grands courants d'évolution de la socioculture française : incidences sur le vécu des temps de travail et des temps libres ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du dimanche 23 juin :

DES DÉCRETS

● Relatif à l'émission de l'emprunt d'Etat Juin 1985 et autorisant l'émission d'obligations assimilables du Trésor.

● Révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au décret du 31 décembre 1946 pris pour l'application du livre IV du code de la sécurité sociale relatif à la prévention et à la réparation des accidents

du travail et des maladies professionnelles.

UNE CIRCULAIRE

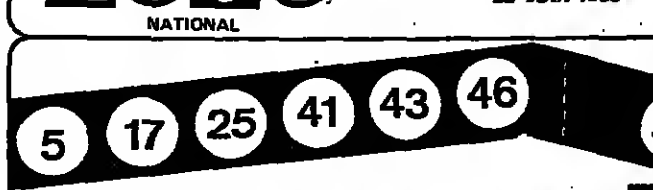
● Relative aux mesures de déconcentration des autorisations de concours des services techniques de l'Etat (services de l'équipement et de l'agriculture).

UNE LISTE

● D'admissibilité au concours d'admission de l'Ecole de l'air en 1985.

LOTTO N° 25

TIRAGE DU SAMEDI 22 JUIN 1985



PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 26 JUIN 1985 ET SAMEDI 29 JUIN 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)

5 BONS N°	6	1 519 200,00 F
5 BONS N° + complémentaires	58	61 115,00 F
5 BONS N°	1 379	8 075,00 F
4 BONS N°	73 903	150,00 F
3 BONS N°	1 421 146	11,00 F

BONUS DU SAMEDI 149 501

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE: 11 F x 2 = 22,00 F

CARNET DU Monde

Naissances

— Christian et Stéphane GOMPERTZ

ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandra,

le 12 juin 1985.

— Catherine, Francis et Maïa

ont ajouté un enfant pour

Sara,

le 15 juin 1985,

pour la plus grande joie de ses grands-

parents, Rosette et Georges FIAZZA.

17, rue de la Rampe, 17.

94120 Fontenay-sous-Bois.

Décès

— M^{re} Gabriel Desroches,

Docteur Alain Desroches,

Docteur Danielle Desroches,

Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Gabriel DESROCHES,

ingénieur civil de l'aéronautique,

ancien élève

de l'Ecole nationale supérieure

de l'aéronautique,

survenu le 15 juin 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{re} Jacqueline Bizeray,

M^{re} Catherine Goddet

et ses enfants,

M. Bernard Ricciardi

et M^{re}, née Anne Goddet,

ont la douleur de faire part du décès de

Laurent GODDET,

survenu le 15 juin 1985, dans sa trente-

neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le

26 juin, à 14 heures, en l'Eglise Saint-

Antoine des Quinze-Vingts, 66, avenue

Leclerc-Rollin à Paris-12.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Delaborde,

92200 Nanterre.

— Ses amis,

Les membres de l'association Jazz-

Action Paris-12 de France,

Et toute l'équipe du Centre national

d'action musicale,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Laurent GODDET,

survenu brutalement le 15 juin 1985.

Tous ceux qui l'aimaient pourront lui

rendre un dernier hommage à l'Eglise

Saint-Antoine des Quinze-Vingts, le

mercredi 26 juin, à 14 heures.

(Le Monde du 22 juin.)

— M. Roger Poullot

et M^{re}, née Geneviève Carré,

Leurs enfants et les belles-filles,

Leurs trois filles et trois gendres,

Et leurs vingt petits-enfants,

font part du décès de leur ami

fidèle et dévoué,

M^{re} Gabrielle HÉRY,

décédée le 18 juin 1985, manie des

sacraments de l'Eglise.

La messe d'enterrement et l'inhuma-

tion ont eu lieu en Bretagne au sein de

sa famille.

Une messe pour le repos de son âme

sera célébrée ultérieurement à

Fontenay-sous-Bois.

Prêtres et messes : telles furent ses

dernières volontés.

20 bis, avenue de la Dame-Blanche,

94120 Fontenay-sous-Bois.

— M. Alexis Kerivel,

Gilles et Hervé Kerivel,

ses enfants,

Anne et Jean,

ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Henriette KERIVEL,

née Davy,

survenue dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques auront lieu le mardi

25 juin, à 15 h 45, en l'Eglise Saint-

Louis à Garches.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15 et 23, rue du Levant,

92380 Garches.

Obituaires

— M^{re} veuve Lazzarotto,

ses enfants et petits-enfants,

Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Antoine LAZZAROTTO,

survenu le 19 juin 1985, dans sa

soixante-quatorzième année, à Toulon.

— On a pu s'annoncer que les

obituaires du

colonel marquis

POIMPUS de BELLEVAL,

rappelé à Dieu dans sa quatre-

vingt-troisième année, mari des sacre-

ments de l'Eglise, auront lieu à Paris en

l'Eglise Saint-Nicolas du Chardonnet, le

mercredi 26 juin 1985, à 10 h 30.

De la part des familles

De Saint-Savin, Plamha Ledonna,

d'Anchard, Bertrand, Ergand, Costa

de Brestogard,

Ses enfants, petits-enfants et arri-

petits-enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Champ-Dolent,

27190 Conches.

— M^{re} Jean-Louis Talbot,

M^{re} Noëlle Talbot,

M. et M^{re} Jean-François Talbot,

David et Jean-Sébastien Talbot,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis TALBOT,

chevalier de la Légion d'honneur,

officier

de l'Ordre national du Mérite,

conservateur

des hypothèques honoraire,

décédé le 21 juin 1985, dans sa soixante-

quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mercredi 26 juin, à 10 h 30, en l'Eglise

Sainte-Jeanne-de-Chantal, place de la

Porte-de-Saint-Cloud, Paris-16, où l'on

se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

35, avenue Ferdinand-Buisson,

75016 Paris.

— Saint-Etienne, Lyon, Limoges,

Grenoble.

Gabriel Varenne

et ses enfants,

Les familles Varenne, Manoeuvre,

Fumet, Gondard,

font part du décès, survenu le 23 mai

1985, de

Yvette VARENNE,

née Manoeuvre.

Donc pour la recherche sur le cancer,

contre Léon-Béard, CCP 213-

1710 Lyon.

37, rue Léopold,

42100 Saint-Etienne.

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre

individuellement à l'émotion, à la genti-

lesse et aux amonnes de sympathie qui

ont entouré le décès de

Tristram DUSSOTIER,

décédé à Paris, à l'âge de quinze ans, le

11 février 1985.

M. et M^{re} Jacques Dussotier adressent

à tous ceux qui l'ont connu et accom-

agné à sa dernière demeure leurs re-

merciements les plus émus.

33, rue du Bois-Montmartre,

77600 Roissy-en-France.

— M^{re} Ray-Gros,

Ses enfants et petits-enfants,

remercient toutes les personnes qui, par

Le Monde ECONOMIE

L'Europe face au projet Eurêka

Le sommet de Milan, qui réunira les 28 et 29 juin les chefs d'Etat et de gouvernement des dix pays de la Communauté européenne (auxquels seront associés Portugais et Espagnols), devrait permettre d'entériner le principe de l'édification d'une Europe technolo-

gique. Les Européens ont d'autant plus facilement accepté le projet français Eurêka que Paris a répété à l'envi que son ambition était compatible avec la participation à l'Initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan. Toutefois, l'organisation à mettre en

place reste un sujet à débattre. A la volonté française de pragmatisme et au refus de mêler de trop près la bureaucratie européenne répondent un projet de la Commission et la crainte des petits pays de n'être que les sous-traitants des grands. Toute proportion

gardée, la crainte que peut avoir l'Europe à l'égard du projet américain. Pour éviter un conflit latent, Paris proposerait donc que soit formé un groupe d'orientation générale, chaque projet spécifique autour d'un responsable industriel ayant son organisation propre.

EURÊKA, c'est d'abord une idée : une réponse intuitive du président de la République à l'Initiative de défense stratégique américaine (IDS), autrement appelée « guerre des étoiles ». « Le projet américain comporte beaucoup de faiblesses militaires, mais constitue pour l'industrie des Etats-Unis le prétexte à dépenser beaucoup d'argent dans six secteurs de pointe qui seront la base du processus industriel des vingt prochaines années », disait-on dans l'entourage de M. Mitterrand, lors de la présentation de l'initiative française, le 18 avril. Le budget de l'IDS n'est-il pas de 26 milliards de dollars ?

Là où les Américains se développent grâce aux efforts militaires et les Japonais grâce à une planification à long terme sous l'égide du MITI (ministère du commerce international et de l'industrie), les Européens sont quelque peu démunis. Le rôle essentiel de l'Allemagne et l'absence de structure de défense commune interdisent tout programme militaire, tandis que la planification n'est pas dans l'air du temps sur un Vieux Continent où souffle le vent du libéralisme.

D'où l'idée d'un programme civil de coopération européenne dans six secteurs avancés : l'optique (contraction des mots optique et électronique pour une science qui va de l'étude des miroirs à celle des prismes, en passant par celle d'ordinateurs entièrement optiques utilisant non plus des composants électroniques, mais des faisceaux de lumière) ; les matériaux nouveaux ; les grands ordinateurs ; les lasers de puissance ; l'intelligence artificielle et la microélectronique très rapide (le Monde du 19 avril).

Une manière d'être présent dans l'espace dont le président de

la République est persuadé, dit-on, que c'est le grand enjeu de l'avenir, « la nouvelle frontière ». En être absent, c'est non seulement s'exposer à des difficultés futures dans le domaine militaire, mais aussi risquer de devenir un pays de deuxième catégorie.

Toutefois, pour transformer une idée en actes, il faut plus de deux ans. Le premier discours du président Reagan sur la « guerre des étoiles » ne date-t-il pas du 23 mars 1983 ? Or, aujourd'hui encore, le programme IDS n'est toujours pas voté par le Congrès, et nombre d'industriels le trouvent « vague ». On ne saurait donc s'étonner que les entreprises européennes interrogées sur Eurêka — le cri d'Archimède, mais surtout les initiales de « European Research Coordination Agency » — se demandent encore ce dont il s'agit.

La tournée du général Abrahamson

S'il n'y a guère de certitudes, on peut néanmoins affirmer qu'Eurêka n'est pas exclusif d'IDS. Pour au moins deux raisons. Tout d'abord, que cela leur fasse plaisir ou non, les pays européens sont incapables d'interdire à leurs entreprises de participer au projet américain. Lorsque le général James Abrahamson, le patron de l'IDS, parcourt l'Europe en expliquant que « les technologies de l'informatique, des communications, de la propulsion et du laser » bénéficient des retombées du programme, on imagine l'interdit des grands groupes européens.

« On n'a jamais vu des fournisseurs refuser un client, surtout lorsqu'il est aussi solvable que le département de la défense » (DOD), reconnaît-on à Paris, où,

La France propose un programme civil de coopération technologique où l'Allemagne jouera un rôle essentiel en réponse aux initiatives des Etats-Unis et du Japon

désormais, la doctrine est claire, après quelques flottements. Le gouvernement français ne mettra pas un centime dans la recherche liée à l'IDS, mais les entreprises françaises peuvent, comme elles le veulent, répondre favorablement à Washington. Il est vrai que REOSC, une division de la Société française des instruments

de mesure (SFIM), avait déjà obtenu un contrat de 900 000 dollars pour la livraison d'un miroir de 1,85 mètre destiné à concentrer les rayons laser. Et que des sociétés, comme la SEP (propulsion) ou Matra, ne cachent pas leur intérêt.

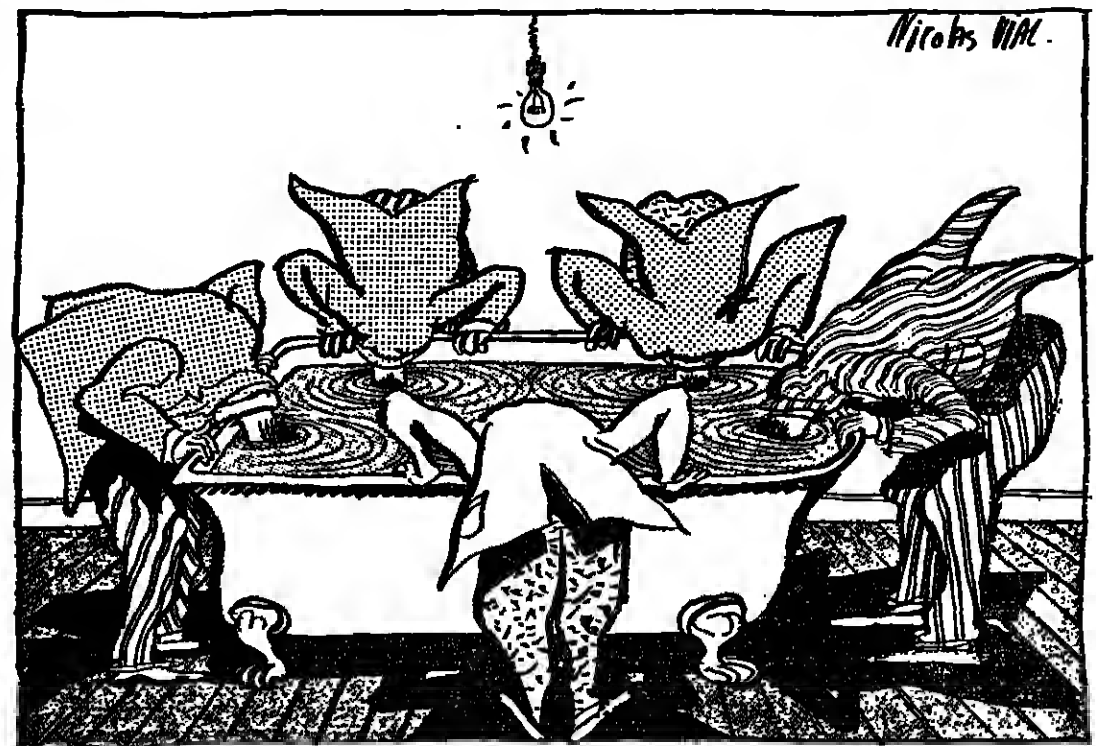
Quant aux autres pays euro-

péens, c'est encore plus net : Mes-

erschmitt en Allemagne fédérale, Selenia en Italie, British Aerospace en Grande-Bretagne, négocient déjà, tandis qu'à Edimbourg un chercheur spécialisé dans les ordinateurs optiques, M. Desmond Smith, s'est vu proposer par les envoyés du général Abrahamson 150 000 dollars en 1985 et 850 000 dollars pour les trois années suivantes pour rejoindre un groupe de scientifiques américains.

Il est une autre raison pour laquelle l'IDS et Eurêka ne sa-

raient être concurrents : leur philosophie. Le premier est essentiellement un programme de recherche, tandis que le second vise plutôt une phase de dévelop-



Ariane comme modèle

Et M. Hubert Curien, ministre français de la recherche, d'ajouter publiquement, au Salon du Bourget : « Le style Eurêka, c'est un peu celui de l'accord signé entre le CNES, l'Aérospatiale, Rhône-Poulenc, Roussel-Uclaf et Sanofi pour l'étude des biotechnologies en apesanteur : les industriels mettent en commun leurs laboratoires, leur savoir-faire, sans même savoir quel budget ils vont investir ». « Ces initiatives des industriels européens constitueront, en fait, des locomotives qui les obligeront à être en pointe », ajoutait le ministre, en précisant : « Nous avons réussi l'Europe de l'espace, nous pourrions également faire celle de la technologie ».

Ariane est donc bien le modèle. Avant ou après le sommet européen de Milan, les grands ordinateurs devraient faire l'objet d'un programme bien défini, autour, sans doute du centre de recherche de Bull, Siemens et ICL.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 22.)

Il faut rapidement préciser le contour du programme

« La nécessité d'intensifier l'effort commun de recherche et la coopération industrielle et technologique devient soudainement un des thèmes à la mode. A quel est-ce dû ?

Les gouvernements européens, ou du moins certains d'entre eux, ont enfin admis que c'était là un domaine prioritaire. Contrairement à ce qui se passe sur le terrain économique, monétaire, les erreurs risquent ici d'être irréversibles. L'accélération du développement technologique est telle que, si l'on est dépassé, on risque de l'être tout à fait. Le train ne repasse pas.

C'est l'IDS (Initiative de défense stratégique) qui a précipité cette prise de conscience, et c'est une évolution positive. Le phénomène s'est produit au bon moment : l'opinion publique européenne, tout de même sensibilisée depuis des années à ces problèmes, a nettement ressenti le choc et accepterait mal que les gouvernements restent les bras croisés.

« L'IDS avait donc joué comme un révélateur. Certains, croyant précisément que c'est le bon moyen de ne pas

A Milan, les Dix doivent prendre une décision politique et accepter les conséquences financières de leur choix nous déclare M. Etienne Davignon

manquer le train, sont avides d'y participer ; d'autres sont plus réticents. Qu'en pensez-vous ?

Laissons de côté l'aspect purement stratégique de la controverse. L'IDS, pour les industriels, pour les scientifiques comme pour les gouvernements, c'est la confirmation que, sous couvert de défense, des mutations technologiques d'importance vont avoir lieu. Mais il ne faut pas se leurrer : la maîtrise du programme, parce que ses objectifs sont militaires, restera parfaitement américaine. Croyez-vous que les Etats-Unis soient disposés à ce que la réussite de leur plan soit subordonnée au savoir-faire d'industriels européens ?

Si la participation des Européens à l'IDS fait l'objet d'une négociation transatlantique, celle-ci ne visera pas à mettre sur pied un programme de coopération multilatérale du type de celui que l'on trouve dans l'accord conclu entre l'Agence spatiale européenne et la NASA. C'est vrai que la sous-traitance devient ici une des caractéristiques de la coopération, non pas par le fait du prince, par un quelconque souci de dominer, mais à cause de la nature militaire de l'IDS. Du point de vue européen, cela trace les limites de ce programme.

« Les industriels paraissent cependant intéressés par les

offres américaines. En quoi consistent-elles ? Compte tenu de ce qu'est le savoir-faire de l'Europe, peuvent-elles intéresser un nombre important d'entreprises ?

Le caractère résolument américain de l'IDS n'exclut pas que des contrats soient confiés aux Européens, pour autant que les clauses du traité ABM (1) le permettent. Les services du général Abrahamson ont répertorié un certain nombre de secteurs où la difficulté ABM n'est pas présente et où il existe une capacité industrielle en Europe. Ils ont procédé alors à une double démarche.

On nous a dit, à nous industriels européens : « Lisez le document que nous avons déposé au Congrès, et qui indique nos préoccupations en matière de recherche et de développement. Si vous vous sentez dans le coup, faites des propositions, on les regardera. » Et puis, avec un certain nombre d'entreprises considérées comme particulièrement douées, ils sont allés plus loin : ils se sont montrés plus spécifiques, plus précis.

« Combien d'entreprises peuvent-elles être concernées ? On dit en France que, dans les créneaux de l'IDS, les Européens sont le plus souvent moins performants que les Américains et que, par conséquent, le nombre d'entreprises susceptibles de coopérer efficacement est limité.

C'est une erreur, car la photographie de ce qui existe n'est pas la photographie de nos réalisations potentielles. A partir du moment où il y a de l'argent, des perspectives, on peut, avec de la matière grise, dépasser les réalisations présentes. Aux Etats-Unis, les contrats attribués au titre de l'IDS sont très éclatés. L'administration américaine mobilise pour la fertilisation de la recherche.

L'injection d'argent joue un rôle important, mais sans doute pas aussi décisif qu'on le dit : les crédits sont très inférieurs à ceux dont avait bénéficié le programme Apollo de John Kennedy. Le succès de l'exercice actuel, et c'est à méditer par les Européens, révèle à quel point l'existence d'un vrai programme, conceptuellement satisfaisant, permet de mobiliser, de concrétiser des potentialités.

« Voulez-vous dire que c'est une démarche que les Européens ignorent ?

Les Européens doivent réfléchir globalement, faire le choix entre l'IDS et Eurêka. Il y a des types de projets que les Américains entreprendront, mais les Européens jamais. Les Américains les feront pour la seule raison qu'ils ne veulent pas risquer d'être concurrents ou dépassés, dans un domaine de la défense, par l'URSS.

Propos recueillis par PHILIPPE LEMAITRE (Lire la suite page 22.)

(1) ABM : initiales de Anti-Ballistic Missile, traité par lequel les Etats-Unis et l'URSS se sont engagés, en 1972, à ne pas développer un système de défense contre les missiles. Ce fut une condition de SALT II, les Russes étant, sur ce terrain, en avance.

Destiné à encourager la recherche universitaire* LE PRIX DU CRÉDIT NATIONAL (20 000 F)

sera décerné, comme chaque année, au cours du 4^e trimestre.

Il récompensera les résultats d'une étude originale, présentée sous forme d'article et portant sur les entreprises.

Un règlement du prix peut être demandé à l'adresse suivante :

Crédit National

Secrétariat du Prix
Département des études, 45, rue Saint-Dominique
75700 Paris.

Date limite de dépôt des candidatures : 1^{er} octobre 1985.

* Les étudiants de 3^e cycle d'une Université française peuvent se porter candidats. Les titulaires d'une thèse d'Etat ou de 3^e cycle qui ne sont plus étudiants sont également admis à concourir si leur thèse a été soutenue entre le 1^{er} octobre 1983 et le 30 septembre 1985.

**SOLDES
BERTEIL**

Le projet Eurêka

GRANDE-BRETAGNE : « ... à condition que la recherche soit appliquée »

POUR promouvoir le développement des technologies nouvelles, afin de relever les défis américains ou japonais, M^{re} Thatcher a multiplié les déclarations en faveur d'un effort conjoint des pays du Vieux Continent. Le projet Eurêka ne pouvait donc que lui convenir. Aussi, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, n'a-t-il pas manqué tout récemment d'annoncer à son homologue français, M. Roland Dumas, que la Grande-Bretagne était tout à fait prête à s'engager « pleinement » dans cet ambitieux programme (le Monde du 4 juin).

Toutefois, avant d'adresser à Paris sa réponse, le gouvernement avait accueilli l'idée avec beau-

coup de scepticisme, et celui-ci, de toute évidence, est loin d'être dissipé. « Eurêka ? De quoi s'agit-il ? » Cette répartie entendue au service d'information du ministère de la défense est révélatrice, quand bien même elle aurait été faite avec une nuance d'humour et même si ce ministère n'est pas censé s'intéresser directement à un programme qui se veut essentiellement civil.

En dehors du Foreign Office et du 10 Downing Street, seul le ministère du commerce et de l'industrie, à la tête duquel se trouve M. Norman Tebbit, paraît devoir prêter une attention particulière au projet européen. Là encore, on se garde avec une extrême prudence de moindre empresser-

Malgré son engagement Londres est davantage attiré par l'initiative de défense américaine

ment ou de tout ce qui pourrait y ressembler. A des demandes répétées, on répond poliment qu'« il est encore trop tôt pour en parler » et on se contente d'indiquer qu'actuellement quelques études et contacts préliminaires sont en cours dans les « secteurs de l'informatique et des technologies industrielles de pointe ».

Premier reproche à l'égard d'Eurêka. De nouveau, les Britanniques ont tendance à soupçonner l'Europe de prendre les problèmes à l'envers, de manquer de prag-

matisme (« Recherche, oui, à condition qu'elle soit appliquée », « Qu'on ne perde pas de vue les perspectives commerciales », « Définir rigoureusement les objectifs en fonction des besoins et des possibilités ») et enfin d'envisager de trop vastes constructions, lourdes ou contraignantes.

C'est à dessein que le gouvernement de M^{re} Thatcher a déjà suggéré qu'Eurêka soit ouvert à d'autres pays que ceux qui sont membres de la CEE. Bref, en

Grande-Bretagne, on continue de prôner la souplesse, le « coup par coup », les opérations ad hoc du type ESPRIT (techniques de l'information), JET (fusions nucléaires), Airbus ou Ariane.

Reste la discussion sur les moyens de financement, et là, bien sûr, le gouvernement de M^{re} Thatcher reste fidèle à ses principes, en souhaitant investir le moins possible d'argent public et laisser faire au maximum les industriels. Or l'attrait que pourrait avoir Eurêka auprès de ceux-ci semble jusqu'à présent extrêmement réduit. A la Confédération de l'industrie britannique (CBI), on souligne le « flow » du projet dans son état actuel, on juge que des manifestations d'intérêt pratique seraient prématurées.

Le général James Abrahamson, qui en est le directeur, était encore, le 7 juin, à Londres pour s'entretenir avec le ministre de la défense, M. Michel Heseltine. Assurance supplémentaire, car, comme le font remarquer mécaniquement des Européens en poste à Londres, le Pentagone possède depuis longtemps des « conseillers » à demeure dans les différentes institutions de la défense britannique et dans d'autres secteurs « sensibles ».

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Le groupe universitaire Heriot-Watt d'Edimbourg, spécialisé dans la recherche sur les calculateurs optiques, devrait signer un contrat très bientôt. Les Américains s'intéressent aussi à un centre d'études, dépendant du ministère de la défense, qui mène des travaux sur la mise au point de « canons » électroniques lançant des projectiles à très grande vitesse et susceptibles d'être utilisés dans l'espace contre des missiles.

Le professeur Desmond Smith, qui anime le groupe Heriot-Watt, estime que « la participation à des projets tels que IDS ou Eurêka est un moyen indispensable de garder les chercheurs en Europe ». D'une certaine façon, l'exemple d'Heriot-Watt montre qu'il existe, qu'on le veuille ou non, une relative concurrence entre les deux programmes, mais que les Britanniques ne considèrent pas ce fait comme un obstacle.

Toutefois il ne faut pas ignorer le poids des échanges de secrets scientifiques, industriels ou militaires entre les États-Unis et la Grande-Bretagne depuis la deuxième guerre mondiale : les accords entre Londres et Washington pourraient interdire à certains laboratoires britanniques de s'engager avec d'autres sur le continent.

FRANCIS CORNU.

Le « turbo » américain

Le département de la défense (DOD) américain achètera en 1985 pour 84 milliards de dollars de matériels militaires, presque autant que l'ensemble des dépenses budgétaires françaises. Le DOD consacrera 27 milliards de dollars supplémentaires à la recherche et au développement, trois fois ce que dépensent l'Etat français et l'ensemble des entreprises hexagonales.

Les « retombées » dans le secteur de l'électronique de cette pluie d'or sont estimées par la société d'études de marché californienne Gnostic Concept pour 1985 à 26 milliards pour les acquisitions de matériels et à 14,8 milliards de dollars pour la recherche. L'ensemble des aides gouvernementales françaises pour la « filière électronique » pour cette année se montent à environ 12 milliards... de francs !

Affaire d'échelle. Si le projet européen Eurêka a un mérite, c'est de souligner qu'avec de telles différences financières la France ne peut longtemps rester dans la course technologique. Le progrès coûte cher, de plus en plus cher. Hors de portée des nations pauvres, il devient aujourd'hui inaccessible aux Etats moyens, comme la France, s'ils ne s'al-

Grâce à de fortes
dépenses
les Etats-Unis
ont creusé l'écart

lient à d'autres. Eurêka part de cette évidence.

Toutefois, si la constat est justifiée, et l'ambition indispensable, les deux sont bien tardifs. L'idée d'Eurêka est venue à l'Elysée comme concurrence de l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, programme non voté et encore plus flou, qui représenterait des crédits de recherche de 26 milliards de dollars sur cinq ans. C'est cette somme qui a fait prendre conscience aux dirigeants français que les Américains allaient demain mettre en quelque sorte le « turbo » sur les technologies avancées. Or la réalité est que le « turbo » a déjà été enclenché, IDS avec 5 milliards de dollars par an doit être comparée au niveau actuel qui est déjà de 27 milliards. Le budget américain de recherche militaire a en effet augmenté de

135 % depuis 1981. L'écart technologique est en conséquence déjà creusé.

Les succès d'Airbus ou la bonne tenue dans les télécommunications ne doivent pas cacher que la part des Européens dans l'industrie mondiale des circuits intégrés a déjà été réduite de 15 % en 1979 à 10 % en 1984 et qu'elle devrait être ramenée à 8 % en 1989 selon la société d'études américaine Montgomery Securities. A observer les investissements actuels et leur tendance, la part des Américains serait en 1989 de 45 %, celle des Japonais de 45 % et celle de la seule Corée du Sud de 2 %... laquelle, grâce à des investissements de 10 milliards de francs, gagne donc ses points sur l'Europe.

Le déficit des Dix dans l'ensemble de l'électronique, des télévisions à l'informatique, a atteint 9 milliards de dollars l'an passé. Il sera de 26 milliards de dollars dans dix ans. Le « réveil » américain ne date pas d'IDS, mais de l'administration Carter et de la lutte acharnée menée par l'industrie d'outre-Atlantique contre le Japon depuis cinq ans. L'Europe n'a pas su voir que l'affaire se jouait entre la vallée du silicium de San-Francisco et Tokyo, et non entre Washington et Moscou. IDS ou pas, son retard est considérable.

ERIC LE BOUCHER.

Avec Washington

Ainsi que le reconnaît un chercheur d'un laboratoire de biotechnologie, « aux arguments fondés s'ajoutent les vieux préjugés : Eurêka a le tort d'être une idée européenne et française... ». Alors comment, dans ces conditions, ne pas considérer toute l'attention — quasi immédiate — manifestée par les Britanniques pour le projet américain, l'IDS, comme un appel à « guerre des étoiles », qui fait appel dans plusieurs secteurs aux mêmes spécialistes ?

Quelle université ou quelle grande entreprise britannique ne possède pas diverses antennes aux Etats-Unis pour y détecter les riches occasions de coopération qui aideront à vivre ici ou à se préparer un exil doré là-bas. Pas besoin d'un gouvernement qui s'appuie, pour sa part, à dire « oui » officiellement. Les contacts ont été vite établis. De plus, les Américains, qui, en raison d'échanges constants, possèdent également leurs antennes permanentes en Grande-Bretagne, ont envoyé des émissaires pour faire une tournée particulière à propos de l'IDS.

Etre présent dans l'espace

Les industriels
européens
de l'aéronautique
espèrent obtenir
davantage de crédits

que lors des grands projets lancés en coopération européenne.

Il n'en demeure pas moins que le projet Eurêka présente des inconvénients dans le domaine de l'aéronautique : celui, en particulier, d'aboutir à un partage du travail de recherche entre les différents partenaires sollicités de collaborer entre eux sur tel ou tel thème. Dans cette hypothèse, chacun doit renoncer à la capacité de mener, seul, une recherche qui peut avoir des « retombées » inattendues. Les plus critiques assimilent cette formule à des abandons de souveraineté préjudiciables à la sécurité.

Voir, écouter
communiquer

A cet inconvénient, qui n'est pas insurmontable, il faut en ajouter un autre : Eurêka, même si ses ambitions sont officiellement civiles, a des liens de parenté avec le projet américain de défense spatiale antimissiles, ce qu'on appelle l'initiative de défense stratégique, ou IDS, chère au président Ronald Reagan. Il existe, en effet, en la matière, dans le domaine de la recherche fondamentale, voire appliquée, un tronc commun de la technologie entre Eurêka et l'IDS. Certaines entreprises européennes seront invitées à participer à l'un et à l'autre de ces deux grands programmes de recherche technologique d'ici à la fin du siècle.

Celles des entreprises européennes — et même françaises, puisqu'il n'est pas question de leur interdire, — qui auront accepté de travailler sur l'IDS seront-elles autorisées à transmettre la technologie acquise avec les Etats-Unis ? Ou ne seront-elles pas, plutôt, tenues au secret par des accords d'habilitation qui les empêcheront d'être aussi pré-

sentes sur Eurêka qu'elles l'auraient souhaité ? En d'autres termes, s'il existe bien des « passerelles » entre l'IDS et Eurêka, le programme de défense américain peut porter ombrage, indirectement, au projet européen, dans un secteur, comme l'aéronautique, à très forte valeur ajoutée.

Les industriels français de l'aéronautique le savent, qui se montrent partagés sur le sujet. L'IDS en attire d'autant plus certains que le programme américain leur paraît déjà doté de larges crédits publics attractifs. Le projet Eurêka leur semble, pour l'instant, davantage un pointillat et délicat à organiser sur la base de coopérations à « géométrie variable ». En revanche, le gouvernement français voit dans Eurêka le moyen de sensibiliser ses partenaires européens à l'intérêt des nouvelles technologies dans l'appropriation pacifique de l'espace.

Voir, écouter, communiquer (VBC) devient une nécessité politique pour l'Europe et l'espace est le milieu où s'épanouissent les véhicules d'observation, d'écoute et de transmissions. Laisser aux deux Grands et, bientôt, au Japon le monopole spatial serait une lourde erreur à terme. Par les recherches qu'il sous-tend, Eurêka peut aussi garantir cette présence européenne dans l'espace, une présence stratégique non agressive de l'Europe.

JACQUES ISNARD.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord en vente à la LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
288-73-99 et 288-88-08
- Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.
- Si il n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande après d'un délai de correspondance : vous recevrez une proposition écrite et précise de ce que nous pouvons vous proposer.
AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

DES IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES AU BORD DE L'EAU

300 installations portuaires, zones d'accueil, de stockage et de distribution sur 700 hectares en Ile-de-France. Voilà ce que le Port Autonome de Paris offre à l'économie régionale. Ces installations sont au service de toutes les entreprises locales, nationales, internationales qui fabriquent, transportent et commercialisent dans le bassin parisien. Le Port Autonome de Paris s'adapte et se renouvelle.

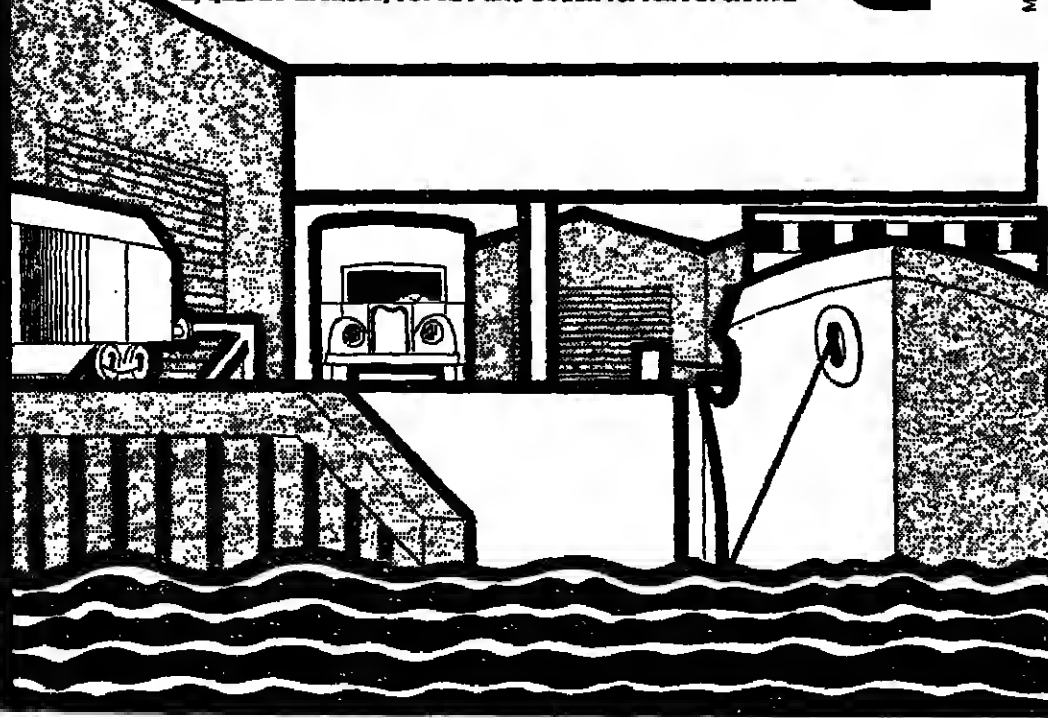
Pour répondre aux mutations de l'économie et élargir sa clientèle, le Port Autonome de Paris vous propose un ensemble de services : la location traditionnelle de terrains industriels nus ou équipés s'ajoute aujourd'hui celle de terre-pleins aménagés et d'entrepôts livrés clés en main.

Cette orientation du Port Autonome de Paris répond à une demande diversifiée des entreprises et satisfait leur souci d'une gestion rigoureuse.

Cette nouvelle politique traduit la volonté constante du Port Autonome de Paris de contribuer au développement économique des communes de la Région.

LE PORT AUTONOME DE PARIS
UN OUTIL AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE
DE L'ILE-DE-FRANCE

2, quai de Grenelle, 75732 Paris Cedex 15. Tél. : 578.61.92



SCAND

Toutefois, il ne faut pas ignorer le poids des échanges de secrets scientifiques, industriels ou militaires entre les États-Unis et la Grande-Bretagne depuis la deuxième guerre mondiale : les accords entre Londres et Washington pourraient interdire à certains laboratoires britanniques de s'engager avec d'autres sur le continent.

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Le groupe universitaire Heriot-Watt d'Edimbourg, spécialisé dans la recherche sur les calculateurs optiques, devrait signer un contrat très bientôt. Les Américains s'intéressent aussi à un centre d'études, dépendant du ministère de la défense, qui mène des travaux sur la mise au point de « canons » électroniques lançant des projectiles à très grande vitesse et susceptibles d'être utilisés dans l'espace contre des missiles.

Le professeur Desmond Smith, qui anime le groupe Heriot-Watt, estime que « la participation à des projets tels que IDS ou Eurêka est un moyen indispensable de garder les chercheurs en Europe ». D'une certaine façon, l'exemple d'Heriot-Watt montre qu'il existe, qu'on le veuille ou non, une relative concurrence entre les deux programmes, mais que les Britanniques ne considèrent pas ce fait comme un obstacle.

Toutefois il ne faut pas ignorer le poids des échanges de secrets scientifiques, industriels ou militaires entre les États-Unis et la Grande-Bretagne depuis la deuxième guerre mondiale : les accords entre Londres et Washington pourraient interdire à certains laboratoires britanniques de s'engager avec d'autres sur le continent.

FRANCIS CORNU.

Vos af

Renault 5 C Scénario
31750 F HT
37655,50 F TTC

Renault 5 C Scénario
31750 F HT
37655,50 F TTC

Renault 5 C Scénario
31750 F HT
37655,50 F TTC

Renault 5 C Scénario
31750 F HT
37655,50 F TTC

Renault 5 C Scénario
31750 F HT
37655,50 F TTC

Renault 5 C Scénario
31750 F HT
37655,50 F TTC

Renault 5 C Scénario
31750 F HT
37655,50 F TTC

Renault 5 C Scénario
31750 F HT
37655,50 F TTC

مكتبة من الأصيل

1501

recherche soit appliquée

Le projet Euréka

SCANDINAVIE : « On n'investit pas pour l'honneur »

« **T**OUT projet ambitieux de coopération scientifique et technique européenne est le bienvenu. Je suis un ardent défenseur de la recherche sur le Vieux Continent. Après avoir travaillé plusieurs années aux États-Unis, j'ai la conviction que nous sommes aussi compétents qu'eux, mais voilà, nous n'avons pas les mêmes ressources que les ingénieurs américains. Mon impression est que nombre d'inventions sont faites en Europe et commercialisées ensuite par les États-Unis ».

M. Ivan Österholm, de SAAB Space à Göteborg, est l'un de ces responsables techniques suédois résolument favorables à l'Europe dans un pays tourné traditionnellement vers l'Amérique du Nord. Mais il nous confie : « Les membres de mon conseil d'administration m'ont demandé des renseignements sur Euréka et j'étais bien embarrassé pour répondre car le projet ne paraît encore diffus et je manque d'informations... ».

De nombreux industriels suédois sont dans le même cas. Les idées de coopération, en soi, les intéressent, mais c'est sur des dossiers « concrets » qu'ils se prononcent et prennent une décision. « On n'investit pas pour l'honneur », dit l'un d'eux. Il faut qu'il y ait un marché pour les produits ! Nous ne pouvons pas faire d'idéalisme... ».

SUÈDE :

Euréka paraît plus accessible, mais...

Le projet Euréka a été évoqué le 11 juin, à Stockholm, lors d'entretiens à haut niveau entre la Suède et la Communauté européenne. Un nouvel accord cadre a été signé pour la recherche et le développement dans les secteurs de l'énergie, de la sidérurgie, de la santé publique et de l'environnement. Euréka ? « Nous sommes un petit pays qui, dans certains

domaines, peut apporter quelque chose à l'Europe. La haute technologie nous intéresse. On en discutera à Bruxelles et avec le gouvernement français », déclarait le ministre du commerce extérieur, M. Mats Hellström.

En Suède, ce sont les entreprises, les grandes transnationales privées (SAAB, Ericsson, Volvo, SKF, Sandvik, etc.) qui détermineront dans une large mesure l'attitude du gouvernement. Si elles décident de s'engager, les pouvoirs publics emboîteront le pas. Industriförbundet, la Fédération des industries, vient juste de mettre en place un petit groupe de travail, chargé de suivre le projet Euréka, sous la direction de M. Braunerhielm, ce qui donne à penser que, a priori, un intérêt réel existe.

Dans plusieurs secteurs, en effet, les Suédois sont « présents » et directement concernés : l'industrie aéronautique et spatiale avec SAAB-Aérospatiale, Ericsson, Rymdbolaget qui coopèrent déjà étroitement avec la France (cette dernière firme avec l'Aérospatiale et Matra) et l'Europe dans le cadre de l'Agence spatiale européenne (ASEA) ; la robotique (ASEA), les télécommunications, la microélectronique, les fibres optiques, la recherche sur les nouveaux médicaments et aussi les nouveaux matériaux (céramiques techniques et composites). Un colloque organisé récemment à Göteborg par l'Association franco-suédoise pour la recherche (AFSR) a particulièrement intéressé les sidérurgistes (Sandvik) et les constructeurs d'automobiles (Volvo et SAAB) et de moteurs d'avion (Volvo Flygmotor) scandinaves. Autre domaine d'intérêt : l'informatique.

M. Pehr G. Gyllenhammar, le président du groupe Volvo, est un homme toujours plein d'idées et prêt à relever les défis. Il vient encore de proposer, avec d'autres collègues industriels du « conti-

Oslo s'intéresse davantage que Stockholm à la coopération avec la CEE

ment », la création de « centres de technologie européens », cofinancés par les entreprises et les pouvoirs publics, pour concurrencer les institutions similaires au Japon et aux États-Unis.

Pour ce qui est des perspectives de l'IDS (Initiative de défense stratégique), il estime que la concurrence sera énorme et que les canaux d'accès aux marchés proposés seront difficiles à trouver car « bien des créneaux sont sans doute déjà occupés ». L'industrie suédoise aura extrêmement de mal à s'y insérer, à moins d'avoir des contacts privilégiés ou d'être très tôt sur le marché. « Il serait malheureux, indiquait-il le 16 juin, au quotidien « Svenska Dagbladet », que l'IDS absorbe des ressources européennes et que la CEE ou les pays d'Europe membres de l'OTAN n'aient pas défini préalablement une position commune face à l'initiative américaine ». Selon M. Gyllenhammar, « Euréka paraît plus accessible pour les industriels suédois ; mais on ne connaît pas exactement le contenu du projet... ».

Pour des raisons politiques, Euréka est sans doute aussi plus intéressant pour la Suède. La neutralité interdite de participer à des projets franchement militaires, ou induits politiquement par les États-Unis, ainsi qu'à des programmes scientifiques et techniques susceptibles d'avoir des retombées et applications militaires. A intervalles réguliers, la presse suédoise fait valoir que la neutralité de la Suède est « douteuse », étant donné que l'industrie scandinave coopère de plus en plus avec des pays de l'alliance atlantique, par exemple pour la mise au point de ses avions de combat.

Reste à savoir, en outre, si un gouvernement suédois, avec les problèmes économiques (dette extérieure et déficit budgétaire) auxquels il doit faire face, serait prêt à dégager les crédits nécessaires au financement de ces opérations. « Nous savons, par expérience », dit M. Fredrik Engström de Rymdbolaget, qu'aucune décision n'est prise en période électorale ». Or les Suédois vont voter le 15 septembre.

NORVÈGE :

avec de l'imagination et beaucoup de travail

Les Norvégiens se rendront aux urnes une semaine plus tôt, mais les choses semblent avancer plus vite dans ce pays. Pour une série de raisons. Grâce au pétrole de la mer du Nord, la Norvège est riche et ne manque pas de capitaux qu'elle veut utiliser pour développer son industrie dans les secteurs de pointe. Quatre branches prioritaires ont été définies au mois d'avril par le gouvernement : informatique, technologie des matériaux nouveaux, technologies offshore, aquaculture et océanoculture.

Les Norvégiens sont membres de l'OTAN, mais le vote du Parlement d'Oslo, début juin, implique que le pays ne participera pas « activement » à la partie militaire de l'IDS et qu'il contribuera « activement » ainsi à enrayer la course aux armements dans l'espace. Le rapport du comité des affaires étrangères mentionne « positivement » une éventuelle participation de la Norvège à un projet technologique européen « civil ».

Par ailleurs, la visite du ministre des relations extérieures,

M. Roland Dumas, puis celle du ministre de la recherche, M. Henri Curien, ont permis d'aborder les dossiers plus concrètement. Une commission d'étude a été nommée par le gouvernement de centre droit de M. Kaare Willoch, dont l'ambition déclarée est d'« internationaliser » l'industrie pour trouver des marchés et des produits nouveaux, de former des cadres techniques et commerciaux à l'étranger.

En dépit du vote du Parlement sur l'IDS, il est clair que certaines entreprises, habituées à travailler avec les Américains, entendent bien continuer à le faire. Ainsi, au début du mois de juin, une délégation industrielle et les responsables des firmes Kongsberg et Rausfoss (matériel militaire et électronique) étaient à Washington pour assurer la poursuite de la coopération, recueillir des informations sur l'IDS et voir dans quelle mesure l'industrie norvégienne pourrait y participer et décrocher quelques contrats.

Selon les porte-parole de ces deux sociétés nationalisées, « un bon travail de la Norvège à l'IDS et à la recherche peut bloquer notre développement et celui de l'industrie norvégienne ». Ils font remarquer également que l'IDS est un programme « en grande partie civil » et qu'il n'y a donc aucune raison de lui tourner le dos.

Cela dit, Euréka est « a priori » séduisant pour plusieurs secteurs en rapide expansion ces quatre à cinq dernières années : optique, ordinateurs, microélectronique, robotique dans les milieux extrêmes, intelligence artificielle, aquaculture et océanoculture, off-shore. L'industrie électronique - qui est appelée à croître de 10 % par an selon les prévisions - a lancé le programme STRAPIT (plan stratégique pour les technologies de l'information), qui souligne les difficultés des entreprises à trouver les spécialistes dont elles ont besoin et l'adaptation ou le man-

que de moyens des instituts de recherche actuels. Pour résoudre ces problèmes, la branche suggère la création de centres technologiques modernes et l'acquisition de sociétés étrangères.

Une coopération scientifique et technique européenne est, de ce point de vue, jugée intéressante, de même que dans les domaines des matériaux nouveaux (Elkem), des procédés de fabrication (les firmes Karmøy Fabrikker, contrôlée par Narsk Hydro, Aardal et Sundalverk accroissent sensiblement leur capacité de production d'aluminium) et de l'océanographie. L'aquaculture connaît ici un développement spectaculaire : la production de poissons d'élevage a atteint 22 000 tonnes l'année passée et, selon le professeur Arne Jensen, de l'École polytechnique de Norvège (NTNF), elle sera de l'ordre de 200 000 tonnes à la fin du siècle. Des stations expérimentales de polyculture (plantes et environnement marins) sont déjà en service.

Enfin, l'exploitation des gisements de gaz et de pétrole de la mer du Nord ont développé une industrie offshore de haut niveau. Dans le secteur de l'informatique, Norsk Data est, en moins de quinze ans, devenue l'un des tout premiers en Europe. Son directeur actuel, qui est aussi l'un des trois fondateurs de l'entreprise, M. Rolf Skaar, est un Scandinave qui entend défendre l'Europe, même s'il importe la plupart des composants de ses produits des États-Unis et du Japon.

« Je crois qu'en Europe nous sommes plus doués pour la qualité que les Américains. C'est une tradition. Outre-Atlantique, on est meilleur pour la quantité. Nous ne devons pas changer d'orientation. Avec de l'imagination et beaucoup de travail, les Européens peuvent faire bien concurrence les Américains chez eux », nous disait-il récemment.

ALAIN DEBOVE.

récent dans l'espace

Vos affaires, je m'en charge.

Super Utilitaire : Volume utile 1,10m³

Moi, les affaires, j'ai ça dans le coffre ! Ma conception de suspension arrière à amortisseurs horizontaux permet une utilisation totale et rationnelle du volume utile (1,10m³), pour une largeur de chargement maxi de 1,26m et une charge utile de 400kg !

Super Économique : 31 750 F HT (37 655,50 F TTC)

Mon secret pour réussir, c'est l'économie ! À l'achat, un prix super compétitif et la TVA 18,6% récupérable pour les assujettis. À l'usage, des coûts d'exploitation réduits au minimum : consommations et entretien sont optimisés.

Super Agréable : Conception Supercinç

En affaires, j'aime être à l'aise. Mon poste de conduite fait tout pour ça : confort postural des sièges, équipement complet et insonorisation poussée. Mon train arrière à barres de torsion permet une tenue de route irréprochable, sans roulis, à vide comme en charge.

Modèle présenté Renault 5 C Société 956 cm³. Prix clés en main Mars 85. Millésime 85. 2 versions : 956 cm³ (5 CV) et 1108 cm³ (6 CV).

RENAULT présente elf

Renault Supercinç Société.

Renault 5 C Société
31 750 F HT
37 655,50 F TTC



Longueur totale 3,59m.

Longueur de chargement 1,30m.

Hauteur intérieure
0,84 m mini, 0,94 m maxi.

Le projet Euréka

La chronique de Paul Fabra

Les bonnes idées servent plusieurs fois

Au sommet de Versailles, au début du mois de juin 1982, le président de la République française avait proposé en fanfare aux autres chefs d'Etat et de gouvernement (Etats-Unis, RFA, Grande-Bretagne, Italie, Canada, Japon) « un immense effort concerté d'investissement et de formation » visant à promouvoir les technologies nouvelles. De cette initiative accueillie avec beaucoup de scepticisme devait résulter la nomination d'un groupe de travail à sept présidé par Jacques Attali. Ce groupe « technologie, croissance, emploi » a présenté dix-huit « propositions de coopération » portant sur des « domaines où la collaboration internationale est le mieux à même de faire progresser les connaissances et d'améliorer les conditions économiques et sociales non seulement pour nos populations, mais pour l'ensemble du monde ». Ces projets de recherche, attribués à des groupements différents de pays (Etats-Unis-France, Italie-Japon, France-Allemagne, etc.) ou parfois à un seul, ont été adoptés au sommet suivant, qui s'est tenu à Williamsburg en mai 1983.

Plusieurs des thèmes formant le contenu de ces projets sont à nouveau cités aujourd'hui à propos du programme Euréka. Tel est le cas notamment pour la « robotique avancée », dont l'étude avait, il y a deux ans, été confiée au couple France-Japon, les trame à grande vitesse pour lesquelles on avait demandé une « étude de faisabilité » à la France et à l'Allemagne.

Certes, les esprits les plus fériles n'ont pas nécessairement de bonnes idées chaque jour. Pourquoi, donc, si on en a trouvée une, ne pas s'en servir plusieurs fois ? En l'occurrence, la question se pose en termes différents. Les gouvernements, et notamment le gouvernement français, ne disposent que de ressources très limitées. Il s'agit donc de ne pas les disperser, et de les consacrer à des opérations à grande échelle, c'est-à-dire à des opérations qui ne nécessitent pas de façon évidente des responsabilités incombant directement à la puissance publique. Le rapport « technologie, croissance, emploi » ne reconnaissait-il pas que « l'introduction des nouvelles technologies sur les marchés est essentielle-

ment l'affaire des secteurs industriel et commercial » ?

Si le gouvernement français estime, malgré tout, utile d'encourager par des subsides — ce qui lui reste à dégaier — des recherches allant dans ce sens, il semblerait naturel qu'il définisse clairement le cadre dans lequel il entend agir. Retenir successivement ou même simultanément — car la mécanique déclenchée à Versailles, pour insignifiante qu'elle soit, est toujours en marche — le cadre d'une coopération élargie à l'échelle du monde industrialisé et le cadre plus restreint de l'Europe n'apparaît pas la meilleure méthode possible. On ne peut se défendre de l'impression qu'on est, en 1985, en présence d'une improvisation, comme on l'était déjà en 1982, l'initiative la plus récente étant probablement appelée à effacer sa devancière, qui est du reste déjà passablement oubliée.

« Ce qu'il faut », me disait un des participants industriels aux réunions qui ont eu lieu jeudi dernier à l'Elysée, c'est « montrer la plus grande possibilité qu'Euréka a un contenu réel ». La grande difficulté de l'exercice tient à la finalité qui lui a été assignée. L'objectif est de promouvoir, entre entreprises européennes, la recherche, mais encore plus le développement de projets d'intérêt commun. Comme il est entendu au départ que, sans exclure a priori les retombées militaires, le programme, contrairement à l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, est de nature « civile », les études à accomplir visent des produits destinés au marché.

Où, dans ce domaine, il n'existe que des intérêts particuliers dont on peut espérer — ce que l'expérience prouve du reste assez largement — que, guidés par une « main invisible », ils concourent tous ensemble au bien commun. Pas question cependant, en règle générale, de demander à des concurrents de partager leurs secrets. « Qu'on étudie ensemble les phénomènes de la friction, pourquoi pas,

remarque un chef d'entreprise du secteur public, mais cela devient de plus en plus difficile au fur et à mesure qu'on se rapproche de l'application pratique, qui est le type de train qu'on offrira à ses clients. »

C'est du reste un fait que les entreprises européennes qu'on aimerait voir se rapprocher se livrent, notamment sur les marchés extérieurs, une lutte au couteau. Qu'on songe à la rivalité qui oppose actuellement en Chine Fraternité à KWC (filiale de Siemens) pour décrocher les commandes de centrales nucléaires. Le phénomène n'est pas propre aux Européens. Les grands fabricants japonais se disputent féroce les débouchés. Ce sont des firmes américaines qui se montrent les plus déterminées à saper le quasi-monopole d'IBM.

De quel et/ou supplémentaire disposent donc, si la supériorité qu'on leur prête est réelle, les Japonais et les Américains par rapport aux Européens ? Il semble bien que la réponse se trouve dans un autre projet dont on discute beaucoup actuellement, celui du président de la Commission européenne, Jacques Delors, vaut que l'espace géographique de la Communauté soit transformé en véritable marché unique d'ici à 1992. Or on est encore loin du compte, bien que le traité de Rome instituant le Marché commun soit en application depuis 1959. Si le Japon forme un marché homogène de 110 millions d'habitants et les Etats-Unis un de 230 millions (sur un territoire infiniment plus vaste et plus riche), l'Europe dite communautaire est encore comparativement, car il ne suffit pas de supprimer les droits de douane pour faire disparaître toutes les barrières et pour abolir tous les contrôles aux frontières.

Si les entreprises européennes pouvaient, comme leurs concurrents d'Amérique et d'Asie, s'appuyer sur un vaste marché intérieur, il est probable que les accords que telle ou telle d'entre elles pourraient passer avec une société japonaise ou américaine n'apparaîtraient plus, comme c'est assez

souvent (mais pas toujours) le cas aujourd'hui, comme le mariage du pot de fer et du pot de terre. Encore convient-il de ne pas donner à l'argument une valeur absolue. Sous les coups de la concurrence japonaise, maints fabricants américains ont en vain de mordre la poussière : l'affaire prend l'allure d'une déroute de pans entiers de l'industrie de la « high tech ».

EUREKA sera-t-il une illustration de plus d'une démarche d'aspiration dont il existe beaucoup d'autres exemples dans ce pays réputé cartésien ? On identifie, ou on croit identifier, un problème : par exemple, le retard, réel ou supposé, de l'industrie française ou européenne, selon le cas, par rapport aux éprouvantes américaines et japonaises. Au lieu de penser que la seule solution durable consiste à créer les conditions propres à un développement spontané des activités qu'on veut favoriser — en rendant possible par exemple sur une grande échelle la mobilisation de capitaux à risques comme l'on fait les Anglais —, on pense que le plus court chemin pour atteindre le but recherché est une impulsion directement donnée par la puissance publique. La méthode a beaucoup d'inconvénients, dont celui-ci : tout ce que l'Etat dans sa sagesse a jugé bon de réaliser, et qui n'est pas suivi d'effet, est systématiquement comptabilisé comme un échec, alors qu'il existe beaucoup de projets qui, à l'expérience, se révèlent des impasses, et qu'il faut surtout ne pas s'obstiner à exécuter jusqu'au bout.

Cette façon de penser et d'agir explique certainement quelques erreurs d'appréciation. Il n'y a pas encore très longtemps, par exemple, que dans les cercles dirigeants parisiens on était convaincu que l'Allemagne avait raté la troisième révolution industrielle : à elle les industries traditionnelles, à nous les secteurs « porteurs d'avenir ». La raison profonde de cette illusion était sans doute que personne n'avait jamais entendu parler d'un « plan composants »

ou d'une filière électronique allemande. En l'absence de programmes contraignants de ce type, à paraître, pour des esprits fanatisés par l'ENA, difficile d'imaginer que nos voisins se mettent eux aussi à l'heure de la technique la plus avancée. Le temps n'est pas éloigné — c'était en 1982 — où « la France, troisième puissance technologique du monde », était plus qu'un thème de discours officiel, une obsession devenue profession de foi.

Aujourd'hui, Siemens construit en association avec Philips deux usines, l'une à Fribourg, l'autre à Villach, en Autriche, où seront fabriqués d'ici à 1988 des circuits intégrés d'une capacité de mémoire de 4 mégabits (millions de bits), alors que les Japonais, qui commercialisent actuellement des matériels beaucoup moins performants, de 256 K bits (256 000), envisagent de passer à une capacité de 1 mégabit. Les fabricants germaniques de machines-outils sont désormais au niveau de leurs concurrents nippons en ce qui concerne la production des matériels à commande numérique.

A l'aune de ces réalisations industrielles, et de celles qui sont comprises dans d'autres pays (en France, dans les domaines des télécommunications, de l'aérospatiale, de la pharmacie, etc.), les programmes de coopération, due à l'initiative des gouvernements, déjà existants, qui tous partent de l'idée qu'il faut rattraper un retard européen, sont « peu de chose ». Ainsi des programmes ESPRIT (électronique), RACE (télécommunications), patronnés par la Communauté. Euréka sera-t-il l'occasion d'aller plus loin, comme cela est souhaitable ? Ce qui incite à en douter c'est le caractère hybride du projet, issu de la combinaison de deux éléments pas compatibles entre eux : d'un côté l'initiative de des activités qui relèvent des besoins des entreprises, et le retard de l'Europe n'est pas celui qu'on dit, et tout progrès ne passe pas nécessairement par des accords intra-européens, comme en témoigne le nombre des accords passés avec des Japonais et des Américains, me dit un industriel, qui applique pourtant le projet : « Cela ne peut pas faire de mal ».

Un programme civil de coopération technologique

(Suite de la page 19.)

Et Matra affirme que l'accord qu'il vient de signer avec le norvégien Norsk Data pour la fabrication d'ordinateurs vectoriels entre dans le cadre d'Euréka. D'autres développements concrets suivront. On parle déjà de plusieurs dizaines de programmes.

Reste la question — délicate dans une Europe où, partout, règne la rigueur — du financement des projets. D'autant que l'unité financière de chaque projet sera, pense-t-on — l'expérience européenne d'ESPRIT aidant, — de l'ordre de 1 milliard d'ECU (6,5 milliards de francs).

Actuellement, il n'est pas question d'aller hieo au-delà d'une mise en commun des moyens européens. Mais, dit-on, « l'effet d'alliance permettrait une démultiplication, et il y aura une réorientation des crédits de recherche-développement vers les projets

liés à Euréka ». Enfin, malgré les restrictions budgétaires pour 1986, la France entend maintenir son effort de recherche pour se rapprocher des 3 % du produit national brut consacrés à cet effet. On n'exclut pas quelques financements spécifiques. Mais, sans incitations financières particulières et fortes, peut-on espérer intéresser les grands groupes industriels du Vieux Continent ?

L'Europe a une chance. L'extrême maudresse américaine — l'ultimatum du secrétaire à la défense, M. Weinberger, donnant, dans un premier temps, deux mois à l'IDS — lui a permis de prendre conscience plus rapidement qu'à l'accoutumée des enjeux de la guerre des étoiles et de réagir devant les accords qui se multiplient entre Américains et Japonais. Comme l'avait fait la France pour le nucléaire après guerre,

Preuve que cette réaction était bonne, le Japon et la Chine affirment aujourd'hui s'intéresser à Euréka. Il reste à espérer que l'initiative française ne s'enclenche pas dans les méandres de toute coopération internationale, mais qu'elle se transformera en véritable défi industriel.

BRUNO DETHOMAS.

Préciser le contour du programme

(Suite de la page 19.)

Dans ce cas, on peut tranquillement collaborer à l'IDS.

Il y a, au contraire, d'autres domaines où la nécessité de maîtriser la technologie en Europe s'impose. Alors là, il faut fonder nous-mêmes, en sachant que les ressources financières et humaines sont limitées, qu'on ne peut pas s'éparpiller, que ce doit

être Euréka plutôt que l'IDS. Je parle d'Euréka parce que, pour l'instant, de notre côté, c'est la seule idée.

« Dans ce contexte, Euréka est-il, selon vous, bien parti ? »

Les Français ont eu raison de s'en tenir à une démarche pragmatique, d'éviter les querelles théologiques. Cependant, il faut être attentif à ne pas tomber dans le défaut inverse. Sous prétexte d'éviter les lourdeurs bureaucratiques ou politiques — je pense à celles de la Communauté —, il ne faut pas se contenter de boucler quelques projets, sinon nous allons échouer et nous trouver bien vite à court de connaissances scientifiques. Sur la durée, les projets ne seront viables que si nous continuons à disposer de l'assise scientifique nécessaire.

Il faut continuer à avoir une stratégie, un objectif général. Ce qui saute aux yeux, c'est que les industriels, dont il faut évidemment s'assurer le concours, en sont convaincus. La crédibilité réclame l'existence d'un programme central. Ce n'est pas pour rien que M. Lagardère, au Bourget, a préconisé l'idée de constituer un club d'industriels européens pour discuter avec les Américains de la participation à l'IDS. Il se situe ainsi par rapport au seul programme qui existe. Il nous faut donc rapidement préciser le contour de notre programme.

« Comment le faire ? »

Quel que soit le souci de pragmatisme, de souplesse, on ne peut échapper à la nécessité de mettre en place une méthode pour définir les domaines où nous allons intervenir et une structure d'accueil pour la concrétiser. C'est un passage obligé, si, on ne veut pas se faire taxer d'amateurisme.

La structure la plus appropriée est sans doute la Communauté, à cause du lien avec le marché, mais aussi parce que le cadre communautaire constitue une assurance pour les petits pays, qui doivent être mobilisés comme les autres mais qui ne veulent pas se confier dans un rôle de sous-traitants de leurs « grands » partenaires européens. Si telle était la place qu'on leur faisait, quel avantage trouveraient-ils en effet dans la solution européenne, par rapport à la coopération avec les Etats-Unis et le Japon ?

« Suggérez-vous qu'il faut tout faire à la fois ? »

Absolument pas. Fixer les priorités et en surveiller l'application est une responsabilité de l'Europe. L'organisation de la mise en œuvre doit regrouper ceux que cela intéresse et qui en acceptent les conséquences, à savoir la mise en commun des technologies et l'effort financier. Dans ce cadre général se matérialisera le concept de la géométrie variable. Mais, pour commencer, il faut tracer le contour de notre programme et le faire de manière professionnelle, par exemple en se souvenant de la méthodologie qui fut utilisée pour ESPRIT, en impliquant les trois catégories de participants, c'est-à-dire les scientifiques, les industriels et les pouvoirs publics.

« Les pouvoirs publics seront-ils là pour payer ? »

Evidemment, même s'ils ne sont pas les seuls à le faire. Une vraie coopération européenne exige une véritable intervention des pouvoirs publics. Il ne s'agit pas d'illustrer une nouvelle fois la querelle entre libéralisme et interventionnisme. Mais comment imaginer que les Européens se lancent d'une telle manière dans la compétition, alors qu'ils sont isolés et au Japon, sur le même type de programme, l'effort public est toujours significatif et souvent déterminant.

Il ne peut s'agir uniquement de gratter les fonds de tiroirs, nationaux ou communautaires. Il faut de l'argent et plus, un apport net substantiel. On ne mobilise pas les gens avec des cacahouètes. Aucun industriel n'accorde de crédibilité à l'affaire s'il ne peut anticiper quelque chose de concret.

« Une telle organisation exige-t-elle une préparation longue ? »

Il faut commencer cette année, et pas dans le flot. Donc vite et bien, sinon on provoquera la désertion. A Milan doit intervenir la décision politique : décider qu'on va de l'avant et accepter les conséquences financières du choix qui est ainsi fait. Il faudrait y décider aussi, c'est l'essentiel, d'une procédure de sélection des thèmes, qui y soit à ce point convaincante pour les industriels qu'ils se montrent prêts à développer les projets.

Propos recueillis par PHILIPPE LEMAITRE.

Les miroirs français

LES experts du Centre d'analyse et de prévision du ministère des relations extérieures ont récemment défini les industries françaises dont le niveau technologique rend concevable une coopération avec les Etats-Unis. Dans la plupart des cas les mêmes entreprises pourraient être associées à Euréka :

- La propulsion : la France, surtout grâce à la SEP, se trouve en pointe de la recherche européenne ;
- Les nouveaux matériaux : les recherches sur les nouveaux matériaux intéressent l'IDS du point de vue de la protection des missiles et des systèmes déployés dans l'espace contre les explosions nucléaires, les lasers et les armes à énergie cinétique. L'industrie française est en position de force par rapport à ses concurrents européens (les Britanniques ont complètement sous-traité ce domaine aux Américains) et son niveau est tout à fait honorable vis-à-vis des Etats-Unis ;
- Les optiques de grande dimension : l'IDS exigera la fabrication industrielle de grands miroirs qui seront utilisés pour certains dispositifs de détection et pour former les faisceaux des lasers de puissance. Il s'agit d'une sorte

d'artisanat de luxe où la France occupe une position très forte grâce aux polisseurs de la REOSC. La division optique de Matra a mis au point des techniques de dépôt sous vide qui donnent d'excellents résultats, mais pour de petites séries. Cette méthode revient plus cher que de recourir aux polisseurs de la REOSC. Matra a été contacté par les Américains ;
- La micro-électronique : les besoins de l'IDS nécessitent le développement sur le plan industriel de composants extrêmement rapides et miniaturisés. C'est ainsi que Thomson a été approché par les Américains en raison de ses capacités sur un créneau précis, sans doute appelé à prendre beaucoup d'importance, celui des circuits en arseniure de gallium ;
- Les logiciels et les langages : le niveau des chercheurs français, notamment en matière d'intelligence artificielle, est comparable à celui des Américains. A la pointe des recherches en France, à l'INRIA et en multiples SSCI (sociétés de services et de conseils en informatique) ;
- La conception en matière de missiles et de systèmes d'armes : c'est le domaine de prédilection de Matra, de Thomson et de l'Aérospatiale.

MAITRISE de l'ENERGIE

OMBRES et LUMIERES SUR LE SOLAIRE

L'activité industrielle, liée à l'équipement solaire, a progressé en 1984. Un effort à poursuivre.

HAUTE MONTAGNE

Le solaire à portée de la main

MARDI 25 JUIN
DANS « LE MONDE »
DATE 26

LA ROUTE BLEUE

Des millions d'automobilistes sur les routes entre juillet et septembre...

- Moins attention aux bouchons
- Un entretien avec Jean-Pierre Beltoise
- Le point de vue de Christian Gérardou

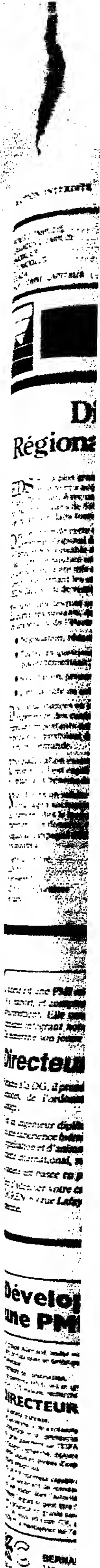
INVESTIR DANS LE TEMPS DE TRAVAIL

3 guide sur le temps de travail réalisé par l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail
Prix : 100 F TTC Franco de port

- réduction
- aménagement
- organisation

Editions de l'ANACT

7, Bd Renoir-Rolland, 92128 MONTROUGE CEDEX. Tél. : (1) 657-13-30.



OFFRES D'EMPLOIS	Le ligne*	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	104,00	123,34
IMMOBILIER	31,00	36,78
AUTOMOBILES	68,00	81,83
AGENDA	68,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/cap*	La mm/TTC
OFFRES D'EMPLOI	68,00	68,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur Régional de Contrats

EDS est la plus grande société de services informatiques du monde et a acquis une réputation mondiale au cours de ses 22 ans d'histoire. Avec un taux de croissance annuel de plus de 20% et un chiffre d'affaires de 695 millions de Livres Sterling, EDS poursuit son expansion dans toute l'Europe.

Dans le cadre de cette expansion, nous recrutons actuellement un Directeur Régional de Contrats, qui sera basé dans notre bureau de Paris, et responsable du développement d'un Service des Contrats pour fournir le soutien nécessaire à notre Région Europe Méridionale. Ce service, qui a été mis sur pied récemment, est chargé de tous les aspects concernant les engagements contractuels internationaux d'EDS d'achat ou de vente de biens et de services.

Les candidats devront avoir acquis une certaine expérience des domaines suivants, de préférence dans le secteur du traitement des données ou de l'électronique:

- Négociation, rédaction (ébauche) et gestion des contrats;
- Toutes les questions de contrats, à la fois commerciaux et gouvernementaux;
- Sollicitation, préparation et révision des offres/soumissions;
- Comptabilité ou autres aptitudes financières.

Des connaissances en matière de lois des contrats et une certaine expérience des contrats de sous-traitance ou d'autres contrats de fourniture importants seraient également souhaitées. La langue principale du postulant devra être le Français et un bon Anglais parlé et écrit est demandé.

Une qualification essentielle pour ce poste-clé est que le candidat ait prouvé qu'il est capable de trouver des solutions créatives répondant aux besoins des clients.

Nous offrons un salaire intéressant, ainsi qu'un large éventail d'avantages sociaux non négligeables. Si vous êtes intéressé par une carrière chez le leader reconnu de l'industrie des services de traitement des données, envoyez votre lettre de candidature en Anglais accompagné d'un historique complet de votre carrière et de vos salaires à:

Valerie Crombie
EDL by
Boyleweg 2
3208 KA Spijkensse
Holland

EDS
Electronic Data Systems

Biens d'équipements industriels: une mission de direction générale ... pour un directeur commercial HF

Pour prendre en charge l'une de nos filiales (CA : 150 MF) notre Groupe, l'un des premiers en France, vous confiera tout d'abord les missions suivantes : dynamiser le service commercial, analyser les couples produits/marché et en tirer des conséquences opérationnelles, développer un chiffre d'affaires profitable en France et à l'export.

Entrepreneur, réalisateur et positif, vous avez une expérience confirmée de ce type de missions, si possible dans la distribution d'équipements auprès des chauffagistes, industriels, électroménagistes, installateurs... Nous sommes pragmatiques à partir d'une base technique, l'âge et la formation ne sont pas déterminants, et notre conseil est prêt à écouter vos conditions. Nous en discutons. Merci de faire parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et saleté soignée), sous la référence CDL/DIC/XX à notre Conseil, Didier LESUEUR, qui vous garantira route discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

INFORMATIQUE. "Le Ique plus ultrA" PRODUCTIQUE

Le Ique plus ultrA.....

Sous la responsabilité de la DIRECTION GENERALE de cet ETABLISSEMENT PUBLIC à vocation économique, il s'agit de créer, développer et animer la première entité en France de ce type. C'est dire que le

DIRECTEUR DE DEPARTEMENT - 260 000 F +

que nous recherchons devra mettre à profit une expérience INDUSTRIELLE diversifiée, à dominante informatique et productive, pour conseiller les CHEFS D'ENTREPRISES d'une REGION sur l'intégration progressive des technologies avancées dans leur stratégie de développement. Se situer donc au niveau global de l'ENTREPRISE, aider à la MODERNISATION, créer des produits et des services concurrentiels à l'objectif précité, en ayant toujours à l'esprit la CHAÎNAGE ultérieur interrégional des actions élaborées.

Cette fonction de haut niveau ne peut convenir qu'à un Ingénieur de Grande Ecole, possédant une expérience de Conseil Interne ou Extérieur aux Entreprises.

Posta basé dans le Nord.

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, sous la réf. C/DDV/M, pour entamer le dialogue.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

directeur centre de profit

TISSUS D'AMEUBLEMENT

Nous éditeurs et commercialisons des tissus d'ameublement haut de gamme, sous une marque à forte notoriété. Nous avons besoin d'un patron pour diriger ce département, à la fois homme produit, gestionnaire et commerçant : celui-ci définira la politique produit et encadrera une équipe de création. Il anime trois forces de vente (trois circuits de distribution), il assure les relations avec la production, et supervise un service gestion et comptabilité (il est assisté par un contrôleur de gestion). Ce poste convient à un homme de 35 ans environ, Directeur Commercial ou Directeur de Département d'une activité textile (tissus d'ameublement ou d'habillement de préférence), ayant la pratique des marchés export et parlant anglais (50% de notre C.A. est réalisé hors de France). Le poste est basé à Paris.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 488/85 M, à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTIC

La société est une PMI en forte expansion, réalisant l'essentiel de son CA à l'export, et comptant parmi les leaders sur son marché en plein développement. Elle conçoit et fabrique à l'unité, des équipements complexes intégrant notamment électromécanique et électronique. Elle recherche son jeune

Directeur de production

Rattaché à la DG, il prendra la responsabilité du B.E. d'exécution, des méthodes, de l'ordonnancement et des ateliers (fabrication et montage).

C'est un ingénieur diplômé (AM, INSA...), dans la trentaine, ayant déjà une expérience hiérarchique en production et de bonnes capacités d'organisation et d'animation. Le développement des activités dans un contexte international, suppose une bonne pratique de l'anglais.

La société est basée en proche banlieue de Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 5061 M à notre Conseil CINOREN, 69 rue Lafayette - 75009 Paris, qui nous assiste dans cette recherche.

cinoren

Développer une PME

Un groupe Allemand, leader mondial sur son marché, spécialiste dans la fabrication d'équipements préfabriqués en béton-polyester.

• Concrètement :

• Équipements de construction,

• Équipements industriels et agricoles, etc.,

• CA : 270 millions, recherche le

DIRECTEUR GENERAL

de sa société française.

Tres autonome, il sera totalement responsable de la gestion de l'entreprise. Il supervisera la production et la commercialisation des produits sur le marché français et à l'exportation (principalement vers l'ESPAGNE et l'AFRIQUE).

Le manager recherché, diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou de gestion, possède plusieurs années d'expérience de direction marketing et commerciale pour des produits industriels.

C'est un entrepreneur capable d'assurer le développement de l'entreprise par la conception et le lancement de nouveaux produits.

C'est un leader dont l'autorité et le charisme sont incontestables. Bien sûr, il parle couramment l'anglais et peut être l'Allemand.

Posez à pourvoir en grande banlieue parisienne ouest.

Merci de nous adresser CV, plus récente et rémunération actuelle sous référence 506206 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac - 75007 Paris

PARIS-NEW YORK

Directeur d'agence

Homme de développement, vous valoriserez un fond de commerce à dominante industrielle. Homme d'animation, vous stimulerez à par votre dynamisme l'activité commerciale et votre goût du management une équipe de 12 collaborateurs. Homme d'expérience, vous posséderez une parfaite maîtrise de la gestion des engagements et une pratique éprouvée du risque bancaire. Vous assumerez la responsabilité d'une agence depuis 3 à 5 ans.

Poste situé dans une localité du département de l'Ain au tissu industriel dynamique.

Merci d'adresser CV, manuscrit, photo et prêt à :

Banque Populaire - Relations Humaines - 105, rue du Km 400 - 71009 MACON Cedex.

DE SAONE-ET-LOIRE ET DE L'AIN

L'IRCAM

recherche son

DIRECTEUR TECHNIQUE

HF

Maître-d'œuvre et coordinateur du secteur scientifique. Il assurera la gestion : des chercheurs et des projets de recherche et du budget et du matériel.

Agé de 35 ans minimum, il possèdera le sens de l'autorité.

Formation requise : niveau INGENIEUR.

Sérieuses connaissances informatiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à L'IRCAM - Bertrand PERISSON - 31, rue Saint Merri - 75004 PARIS



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

directeur commercial

GRAND HOTEL PARISIEN

250.000 F +

Un GRAND HOTEL PARISIEN appartenant à une chaîne internationale, recherche son DIRECTEUR COMMERCIAL.

Faisant partie du COMITÉ DE DIRECTION de l'HÔTEL, il sera chargé d'un rôle très complet: élaboration de la stratégie et du plan d'action commerciale, animation d'une équipe d'Attachés Commerciaux dont l'action est fortement internationale, politique de communication et gestion d'un budget de publicité. Son rôle de promotion générale de l'Hôtel implique des relations étroites avec la Direction Commerciale de la chaîne et les Départements Hébergement et Restauration.

Le titulaire du poste possèdera une formation COMMERCIALE SUPÉRIEURE et une expérience Marketing et Vente de 5 à 10 ans acquise dans l'INDUSTRIE du TOURISME (grandes chaînes Hôtels internationales, compagnies aériennes, T.O., importantes agences de voyages...). Actif, créatif, bon animateur, il sera très disponible. Il parlera ANGLAIS parfaitement et si possible une autre langue.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3080 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Prestigieuse société de notoriété internationale fabriquant et commercialisant des produits de grand luxe. PARIS

Directeur administratif et financier

Rattaché à la Direction Générale, il aura l'entière responsabilité: de la comptabilité générale, analytique et des finances, de la fonction de contrôle (gestion, budget, tableaux de bord, etc.), de la planification de nouveaux projets à l'exportation, de l'information, de l'administration du personnel. Expérience réussie de 3 ans minimum dans un poste à responsabilité financière exigée, de préférence dans une PME d'un C.A. d'environ 150 Millions.

Une très bonne connaissance des techniques de contrôle et du fonctionnement des sociétés possédant leurs magasins en propre, serait un élément très apprécié. Formation supérieure finance/gestion et parfaite maîtrise de l'anglais impératives. Adaptable, rigoureux, organisé, le candidat devra faire preuve de qualités de communication et d'animation. Quelques voyages à l'étranger sont à prévoir. La rémunération sera en rapport avec l'acquis professionnel du candidat.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions, téléphone privé et éventuellement adresse de vacances (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 25015-M.

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michélin, 92522 Neuilly.

Prestigieux Groupe Français de notoriété internationale. Prêt à Porter de Luxe. C.A. 300 millions. PARIS

400.000 F

Directeur financier

Rattaché au Président, son rôle consistera à consolider les systèmes en place de façon très opérationnelle compte tenu de la croissance exceptionnelle du Groupe. Sa responsabilité portera sur: les comptabilités générale et analytique des Sociétés, les fonctions de contrôle (contrôle de gestion, budget, tableaux de bord, etc.), la trésorerie, l'informatique.

Expérience réussie de 5 ans minimum dans une fonction financière et dans une société à forte notoriété pour sa gestion. Une première expérience dans un Cabinet d'Audit serait un plus.

Bonnes connaissances du secteur de la PME et de ses impératifs ainsi que du fonctionnement des filiales à l'étranger exigés.

Formation supérieure + DECS et parfaite maîtrise de l'anglais indispensables.

Précis, rigoureux, le candidat doit avoir un grand sens de la communication et de l'animation.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 25014-M.

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michélin, 92522 Neuilly.

DIRECTEUR recherche son "BRAS DROIT" 200 000 +

Nous sommes la tête (500 personnes), d'un important groupe de Transport Routiers (2100 personnes), d'ouverture nationale, située en proche banlieue parisienne Nord. Le développement de notre structure nous amène à recruter notre

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DES AFFAIRES SOCIALES

Ce cadre confirmé, diplômé ou autodidacte de bon niveau, assés d'un chef comptable sera chargé de l'ensemble des questions administratives (comptabilité, assurance, recrutement, contentieux) et sociales (relations avec les syndicats, gestion administrative du personnel, pays). En liaison fonctionnelle avec les services du groupe, il participera au développement économique et à la mise à jour des questions relatives à l'administration générale.

Une expérience de plusieurs années dans une fonction similaire sera nécessaire.

Envoyez votre dossier de candidature sous référence 1532 RA à HAVAS, 136 avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY cedex qui transmettra.

(Nous garantissons une discrétion absolue).

RÉGION D'ANNECY

Filiale de l'U.L.N. (Union Laitière Normande), notre marque MEULE D'OR connaît un développement important sur le marché de l'emmental conditionné. Nous cherchons

un directeur d'usine

pour un établissement de conditionnement (125 p. en 2 x 8) que nous modernisons profondément.

A 35 ans environ, vous bénéficiez d'une expérience solide en conduite d'équipes de fabrication, en milieu agro-alimentaire de préférence. Vous vous sentez maintenant de taille à prendre la direction d'un établissement, au sein d'un groupe organisé, avec les responsabilités techniques, humaines, sociales et budgétaires que cette position implique.

Notre consultant, J.P. DOURY vous remercie de lui écrire (réf. 4677 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL leader dans sa spécialité

recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL pour sa filiale française

Il est demandé:

- diplôme Ingénieur grande école (centrale A et M);
- expérience de la gestion d'un grand département ou d'une entreprise moyenne de secteur mécanique, fabrication grandes séries;
- anglais courant.

Le titulaire sera entouré d'un staff-majeur solide, constitué d'hommes dont il devra savoir attirer la confiance et sur lesquels il devra s'appuyer pour structurer et améliorer les performances de l'entreprise.

Lieu de travail: ville universitaire, centre Loire.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions ORLET, n° 203648, 138, av. Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.



CRÉDIT & MUTUEL DE NORMANDIE

Nos résultats, nos investissements, nos effectifs sont en progression constante.

Notre Groupe s'est fixé des objectifs de développement ambitieux: il les atteint.

Pour réaliser pleinement, nous recherchons des

PROFESIONNELS expérimentés (M-F):

- justifiant d'une expérience réussie de plusieurs années,

- prêts à participer, activement, à l'élaboration de la

BANQUE DE DEMAIN.

Rejoignez-nous:

Des postes de:

RESPONSABLE FINANCES, RESPONSABLE COMPTABILITÉ, évoluant en cas de réussite vers une

mission globale et mult.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à: CRÉDIT & MUTUEL DE NORMANDIE, DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES (P. VILLENEUVE), 27, rue de la

Médecine B.P. 44 - 14010 CAEN CEDEX - Discrétion assurée.

Directeur d'usine

300.000 F. +

Nous sommes l'un des Grands du Ciment et des Engrais (C.A. consolidé du Groupe 2 milliards). Leader sur notre marché et en constant développement, nous consacrons chaque année de très importants investissements à la Recherche et à l'Équipement de nos usines. Nous affectons à l'une d'entre elles, située dans l'Est (120 personnes C.A. 200 MF) un budget élevé d'investissement.

Nous recherchons un Directeur d'usine pour prendre en main cette phase capitale de son évolution. Pour un ingénieur Grande École expérimenté (35 ans environ), passionné de techniques nouvelles et confirmé dans le management des hommes, cette mission permet d'accéder d'emblée à de fortes responsabilités. Un très haut potentiel est nécessaire à ce poste car nous voulons lui offrir une évolution rapide et d'envergure dans notre Groupe.

Nous déléguons à Monsieur KOEHLER le soin de vous apporter toutes informations sur cette mission. Adressez-lui votre dossier sous réf. 45M211. Il vous répondra sous 8 jours, car vos congés approchent! CPA 3, rue de Liège 75009 Paris.



Société de Services - C.A. 60 millions par an

recherche

Directeur Financier et Comptable

comportant la responsabilité de Contrôleur de Gestion.

Assistant de la Direction Générale, assurant:

- la Comptabilité de la Société,

- la Trésorerie,

- la préparation et le suivi des Budgets,

- l'analyse des résultats et Tableaux de bord;

- l'utilisation de l'informatique,

- la connaissance de la Législation fiscale, du Droit des Affaires et du Droit Social.

Ce poste de haut niveau sera confié à un candidat diplômé de Grande École, H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.A.E.

35 ans minimum, ayant déjà une solide expérience de la fonction.

Adresser votre candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions à:

S.A.F.I.M.

BP 2 - 13266 Marseille Cedex 8

emploi internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emploi internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emploi internationaux

(et départements d'Outre Mer)

DEPT. OF MODERN LANGUAGES SCHOOL OF LANGUAGES AND AREA STUDIES

LECTURER II/SENIOR LECTURER in FRENCH

Ref. ML26. A lecturer is required to contribute primarily to the teaching of the B.A. in Modern Languages with International Studies, the B.A. Business Studies and the HND Diploma in Business Studies. Candidates should be native or near-native speakers of French with a higher degree and/or industrial experience, and have a commitment to language teaching. Preference may be given to candidates with qualifications, research or industrial experience in the fields of Economics/Business.

Salary: Lecturer II £8,856 - £13,137 pa
Senior Lecturer £12,213 - £15,099 pa
inclusive of London Allowance

Further details and application forms from the Personnel Department, South Bank Polytechnic, Borough Road, London SE1 0AA, England. Telephone 15-441 928 89 89

Closing date: July 15th 1985

An Equal Opportunity Employer

South Bank Polytechnic

Teaching for tomorrow in the heart of London

Equipe de direction recherche, pour un important groupe français leader mondial dans sa branche, et exemple pour son développement tant en France qu'à l'étranger, un

Patron profil commercial

pour diriger une filiale dans un pays européen. Cette offre s'adresse à un manager «top niveau» multilingue (allemand ou italien).

Adressez votre candidature sous double enveloppe (sans mentionner les sociétés auxquelles elle ne doit pas être transmise, sous réf. 258 à Média-System, 93 rue Edouard Belin, 69002 Lyon qui transmettra. Discrétion absolue et réponse garantie.

Les Antilles vous attirent.

Notre réseau commercial recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL CONFIRME

Vous voulez mettre en valeur votre expérience de technico-commercial ou d'ingénieur informaticien. Vous connaissez les produits DPS6, DPS7 et les réseaux.

Vous aurez la responsabilité de l'élaboration de propositions techniques, de réalisation de projets, de formation et du suivi technique des clients. Le poste est basé à Pointe à Pitre.

Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 234 M à

Gilbert Passekaraile

Cti Honeywell Bull

Recrutement

78/80, avenue Gallieni

93270 BAGNOLET

Bull

155 من الزملي



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

INTERNATIONAL CROPS RESEARCH INSTITUTE
FOR THE SEMI-ARID TROPICS
(ICRISAT)

recherche pour son centre sahélien à Niamey, au Niger

ICRISAT AGENT PRINCIPAL DE FORMATION

FONCTIONS : le candidat sera appelé à organiser et à assurer la formation en Afrique de l'Ouest des chercheurs et du personnel technique d'appoint travaillant dans des Systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) ou des agences diverses de vulgarisation correspondantes dans cette région. Il s'agit d'une formation à divers niveaux dans des matières relatives à l'agriculture. L'agent principal de formation sera également chargé de : 1. - Estimer, périodiquement, les besoins des SNRA de l'Afrique de l'Ouest en formation et en éducation relative à l'agriculture ; 2. - Aider à l'identification d'étudiants et de stagiaires qui seraient admis aux programmes de formation prévus en Afrique de l'Ouest et au siège de l'ICRISAT en Inde ; 3. - Faciliter le déroulement des activités associées à la désignation, à l'affectation et aux voyages de tous les étudiants et stagiaires originaires de l'Afrique de l'Ouest ; 4. - Avoir la responsabilité du logement, du bien-être personnel et des dispositions financières pour tous les stagiaires et étudiants attribués à l'ICRISAT en Afrique de l'Ouest ; 5. - Elaborer un inventaire des ressources humaines pouvant être valorisées au profit de la recherche agricole dans cette région, et effectuer un suivi post-formation du personnel formé afin de pouvoir apprécier l'impact du programme de formation. En outre, le candidat organisera des ateliers, conférences et colloques, et aidera les chercheurs dans la bonne conduite de ceux-ci.

QUALIFICATIONS : le candidat doit être hautement qualifié (de préférence titulaire d'un doctorat) dans un domaine agricole, avec une formation formelle en matière d'enseignement. Il doit aussi avoir cinq ans d'expérience dans l'enseignement des matières de l'agriculture à divers niveaux d'apprentissage, ainsi que quelques réalisations de recherche. La connaissance du français et de l'anglais sont essentielles. Une partie majeure de la documentation et du matériel d'enseignement sera en langue française. Le candidat doit pouvoir voyager fréquemment dans la région. Dans un premier temps, une période d'orientation d'environ quatre mois sera nécessaire au siège de l'ICRISAT en Inde. Il s'agit d'un poste contractuel de trois ans avec possibilité de prolongation. La rémunération et les avantages, de niveau international, seront en fonction de la formation et de l'expérience.

L'agent principal de formation travaillera au centre sahélien de l'ICRISAT, situé près de Niamey (Niger), siège régional de l'ICRISAT pour ses programmes en Afrique de l'Ouest. Les conditions de vie à Niamey, la capitale, sont bonnes ; les installations éducatives (en français et en anglais) pour enfants sont adéquates. Il est facile d'y établir des correspondances avec les vols internationaux.

Les curriculum vitæ, accompagnés des noms et adresses de trois personnes pouvant fournir des références, doivent parvenir à l'adresse suivante dans un délai de trente jours à partir de la date de l'annonce : Directeur général, ICRISAT, Patancheru P.O., Andhra Pradesh 502324, Inde.

Au Cameroun
une direction marketing et commerciale

Il s'agit de créer dans une société à vocations commerciale et immobilière une structure destinée à développer la diffusion ou le marketing et dans les pays voisins UDEAC des productions d'une société métallurgique importante à trois départements, celui demandant le plus d'appui étant celui de matériels divers pour l'agriculture et les travaux publics : voilà le challenge proposé par un groupe international solidement implanté en Afrique Centrale.

Vous êtes prêt à saisir cette opportunité : diplômé d'une grande école de commerce, fluent en anglais, vos premières années d'expérience vous ont permis de maîtriser sur le terrain les techniques modernes de marketing et de vente appliquées aux biens d'équipement. Vous apprécierez dans ce poste l'exercice d'une fonction de direction globale totale avec une large délégation de la part du groupe, tant sur les aspects de gestion, d'animation des hommes que de diversification.

Vous connaissez déjà l'Afrique. Vous et votre épouse, vous l'aimez ainsi que le style de vie que l'on y mène. Les facilités matérielles dont on bénéficie compensent largement pour vous et les vôtres les difficultés rencontrées dans un environnement parfois hostile. Et vous n'êtes pas indifférent au fait de disposer, grâce à une rémunération motivante, d'une capacité d'épargne élevée. Aussi écrivez rapidement sous référence 8531 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTec

Société française d'ingénierie opérant dans un contexte international recherche

INGENIEUR CONFIRME

qui sera responsable du suivi des projets dans les secteurs : développement industriel et économie d'énergie.

INGENIEUR BATIMENT

qui supervisera la construction d'un centre de formation en Afrique francophone.

Ecrire sous la réf. 1917/3625 à

MEDIA BA
9, rue des Minimes, 75002 Paris
qui transmettra

ECONOMISTES

spécialisés dans l'analyse des transports et le choix des investissements d'infrastructures.

CADRE PERSONNEL

appelé à s'intégrer dans une équipe chargée de la gestion et de la paie du personnel en France et à l'étranger.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES

555-91-82



Chambre d'agriculture

CHARGE(E)
de FORMATION

Formation en vue de l'Éducation des jeunes agriculteurs.
Ecrire avec C.V. et photo à :
Chambre d'Agriculture de l'Eure
B.P. 882 - 27008 EVREUX.

Recherche pour 1 an,
éventuellement renouvelableENSEIGNANTS
CHERCHEURS

EN INFORMATIQUE
ET ÉLECTRONIQUE
Ingénieurs/DEA moins de 26
ans/déposés des obligations
militaires

Adressez C.V. à l'U.T.
Service du personnel
3, rue du Maréchal-Joffre
44041 NANTES Cedex.

Pour service technique
d'urgence d'art, recherche
1 SURVEILLANT TRAVAUX
Compétent génie civil, travaux
publiques, bâtiment, topographie,
connaissances électriques,
comptabilité, exploitation et
maintenance des installations
industrielles.
Résidence obligatoire sur le site
(dans logement de service).
Ecrire n° 4.704
HAVAS S.P. 7818 - 78085
LE HAVRE CEDEX.

IMPORTANT SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
DU LITTORAL MÉDITERRANÉEN
FABRIQUANT DES BIENS D'ÉQUIPEMENT
RECHERCHE
SON

JURISTE RISQUES INDUSTRIELS

disposant d'une large autonomie pour :
- La gestion des polices d'assurances ;
- Le suivi des litiges, sinistres et contentieux ;
- Des études juridiques postales.

Il participe également à l'élaboration des contrats commerciaux.
De formation supérieure, le candidat maîtrise le double aspect juridique et technique de sa fonction et le justifie par cinq années minimum d'expérience en milieu industriel (si possible Ingénierie et Génie Civil).

Homme de terrain, ses qualités de contact et sa souplesse d'esprit en font aussi un conseiller apprécié.
- Connaissance de l'anglais souhaitée ;
- Rémunération attractive pour candidat de valeur ;
- Une disponibilité rapide serait un atout.

ADRESSER LETTRE MANUSCRITE

AVEC CURRICULUM VITAE, PHOTO ET PRÉTENDANTIONS HAVAS TOULON 114418.

GROUPE FIDUCIAIRE A IMPLANTATION NATIONALE
RECRUTE SON

DIRECTEUR RÉGIONAL PARIS-EST

MISSION : animation des bureaux secondaires de l'Ouest parisien.

PROFIL : expérience réussie de Chef de bureau ou d'Inspecteur de fiduciaire.

EXPÉRIENCE : formation anglo-saxonne appréciée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
RÉGIE PRESSE sous n° 307.750 M
7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

FIXED ASSETS CONTROLLER

Gérer notre Parc d'immobilisations et évoluer dans le contexte de REUTER, la première agence de Presse internationale d'information générale économique et financière :

- Auditer le système de gestion des équipements techniques (Data centre, terminaux, micro-informatique) ;
- Assurer les transferts nécessaires au niveau international ;
- Mettre en place les procédures comptables et financières d'investissement (états mensuels, prévisions, budgets...).

Telles seront les premières missions qui vous seront confiées.

Jeune Auditeur dans un cabinet anglo-saxon depuis 2 ou 3 ans, vous avez une formation Sup. de Co. + DECS éventuellement. Des perspectives de carrière très intéressantes existent en sein du Groupe pour un candidat de valeur. Dans un tel contexte, vous êtes nécessairement bilingue français-anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M/41006 à Isabelle BOYER - TEG - 113, rue de l'Université - 75007 PARIS.

REUTER

IMPORTANT EDITIONNEUR

RESPONSABLE DE ZONE
EUROPE DU NORD

(Pays germanophones, Pays-Bas, Grande-Bretagne, etc.).

Allemand et anglais courants.

RESPONSABLE DE ZONE
PROCHE ET MOYEN ORIENT

Arabe et anglais courants.

FONCTIONS : vente aux librairies et autres points de vente, promotion du fonds auprès des prescripteurs, contribution à la recherche de produits nouveaux.

PROFIL : formation supérieure : Ecole de Commerce, IEP, expérience professionnelle de 3 ans minimum, esprit créatif et goût de la vente, grande disponibilité pour de fréquents déplacements (total de 150 à 180 jours par an).
Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 11988 à CONTESSÉ PUBLICITE, 80, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois régionaux

emplois régionaux

Ce groupe industriel de réputation internationale, fabricant et commercialisant des biens d'équipement lourd, a d'ambitieux projets de développement de ses systèmes d'information. Son service informatique travaille sur IBM 3083 (200 terminaux) et emploie près de 40 personnes. Dans le cadre de son développement, il recherche :

● Un ingénieur système pour compléter une équipe de 3 personnes et participer à la conception et à l'installation des systèmes d'exploitation ; rationaliser les procédures d'utilisation des moyens mis en place ; conseiller les autres services de la direction informatique. Une formation supérieure (diplôme d'ingénieur ou Maîtrise d'Informatique) et cinq ans d'expérience sont indispensables pour ce poste ainsi que la connaissance des grands systèmes d'exploitation (VM, DOS, MVS, VTAM, NCP). Réf. A/6318M

● Un responsable des études pour assurer sous l'autorité du directeur informatique, la réalisation et la maintenance des applications prévues au plan informatique en respectant les délais, le coût et la cohésion des systèmes d'information, avec l'aide d'une équipe d'une douzaine de personnes, dont 3 chefs de projets. Ce poste nécessite une formation de type MILAGE, une expérience d'une dizaine d'années en milieu industriel et d'excellentes capacités relationnelles avec les utilisateurs et les professionnels. Une participation préalable à un projet de GPOA serait appréciée. Réf. A/6319M

Ces deux postes sont basés en Alsace. Ecrire à D. HATT en précisant la référence choisie

PA

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable
administratif
et comptable

METZ - CLERMONT-FERRAND

Diplômé ESC ou équivalent complété d'un DECS, enrichi d'une expérience en cabinet ou en entreprise de 2 à 5 ans, nous pouvons apporter une réponse à votre évolution de carrière.

Vous voulez être responsable au sein d'un centre de profit autonome (50 à 60 MF de CA) de l'animation d'une équipe de 10 personnes, de la prise en charge de la globalité d'une fonction administrative, comptable avec un outil informatique et de la gestion de la trésorerie, en assurant les relations avec les banques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant le lieu géographique retenu et la référence M 246, à : FNAC, Monique Simon, 101, rue du Cherche Midi 75006 Paris.

fnac

La fnac. L'oxygène de la tête.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

NOUS CREONS EN PICARDIE UN ETABLISSEMENT FINANCIER
de première importance, échelon régional d'un grand réseau national. Situé à AMIENS*, il couvrira la Somme, l'Aisne et l'Oise, une région comportant plus de 200 agences et sièges et employant un millier de personnes. Nous recherchons des hommes et des femmes motivés et compétents qui constitueront ce nouvel établissement autour du Directeur.

Directeur financier DE HAUT NIVEAU

En liaison étroite avec le Président, vous serez le garant de l'équilibre financier des ressources et des emplois, en élaborant une politique de crédit et de collecte d'épargne appropriée. Responsable de l'ensemble des services financiers, comptables et de gestion, vous superviserez en particulier l'activité crédit, la gestion de trésorerie et les études financières. Une formation Grande Ecole de Commerce, option Finances, ou une formation bancaire supérieure, ainsi qu'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans le secteur bancaire sont nécessaires. Le niveau du poste implique en particulier une bonne connaissance de l'activité crédit et de la gestion de trésorerie. (réf. 6890 DF)

Responsable de la comptabilité et du contrôle de gestion

Vous aurez la responsabilité des services comptables et de contrôle de gestion de l'établissement financier. Vous coordonnerez les différents services et établissements de la région dans l'élaboration des budgets et dans la mise en œuvre d'un contrôle de gestion. Vous serez également chargé de la consolidation des comptes des établissements, de l'application des règles internes et de celles qui s'imposent à la profession. Vous participerez par ailleurs à l'évolution des systèmes informatiques. Une formation supérieure et une expérience confirmée dans le domaine financier, incluant une pratique de la mise en place d'un contrôle de gestion et de systèmes informatiques, sont nécessaires. (réf. 6890 RCG)

Responsable de la programmation financière

Vous concevrez les différentes stratégies financières, et veillerez à leur application. Vous en mesurerez les conséquences sur l'évolution de l'équilibre Ressources/Emploi. Vous déterminerez les conditions et les structures des enveloppes de prêts. Vous aurez à vous doter des outils d'analyse et de prévision appropriés. ESC ou Maîtrise de Gestion Finances, vous avez environ 4 ans d'expérience similaire. Vous connaissez l'informatique d'aide à la décision. (réf. 6890 RPF)

Responsable de la gestion administrative des produits

Vous coordonnerez l'ensemble des services assurant la gestion administrative des produits (bons, titres, prêts...). Homme de contact, votre souci permanent sera l'animation des hommes, la recherche de la qualité du service et l'optimisation des coûts. Vos études supérieures sont complétées par une formation en organisation scientifique du travail. 10 ans minimum d'expérience professionnelle vous ont apporté la connaissance de la gestion administrative des produits bancaires, en particulier les titres, dans un environnement informatique. Vous êtes à la fois méthodique et animé. (réf. 6890 RCA)

*Amiens est la capitale économique et culturelle de la Picardie. Ville universitaire, elle offre tous les avantages d'une grande métropole avec la campagne à ses portes, la mer à 70 km et Paris à 130 km.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et lettres de recommandation) à Monsieur ANTOINE - THOMSON TELECOMMUNICATION - 110, avenue Maréchal-Leclerc - BP 945 - 49309 CHOLET.

(Organisation et Publicité)

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

NOUS CREONS EN PICARDIE UN ETABLISSEMENT FINANCIER
de première importance, échelon régional d'un grand réseau national. Situé à AMIENS*, il couvrira la Somme, l'Aisne et l'Oise, une région comportant plus de 200 agences et sièges et employant un millier de personnes. Nous recherchons des hommes et des femmes motivés et compétents qui constitueront ce nouvel établissement autour du Directeur.

Assistant(e) du président du directoire

Outre la centralisation des informations et des procédures nécessaires à la prise de décisions et à leur suivi, vous avez un rôle d'assistance juridique auprès de la Direction. Vous êtes également responsable de la documentation et des services généraux. Vous maîtrisez le droit des affaires, et en particulier le droit des obligations. Vous avez acquis une solide expérience, soit dans un secrétariat général, soit dans un service juridique d'entreprise, qui vous permettra de mener à bien cette fonction.

*Amiens est la capitale économique et culturelle de la Picardie. Ville universitaire, elle offre tous les avantages d'une grande métropole avec la campagne à ses portes, la mer à 70 km et Paris à 130 km.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et lettres de recommandation) à Monsieur ANTOINE - THOMSON TELECOMMUNICATION - 110, avenue Maréchal-Leclerc - BP 945 - 49309 CHOLET.

(Organisation et Publicité)

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Contrôleur de gestion

Prendre en charge l'ensemble du système de contrôle de gestion sur une entité industrielle homogène, établir tous les indicateurs économiques et financiers, participer au développement de l'exploitation des données. Participer au développement du système (mise en place de nouvelles méthodes et procédures) dans le contexte d'une informatique en évolution. Diriger une équipe composée de quatre assistants de gestion. C'est la mission très complète que vous propose cette importante société internationale (2700 personnes, 2 milliards de francs de CA) qui développe une gamme complète de produits destinés à des applications technologiques de pointe.

Ce poste est très évolutif dans le contexte de la fonction contrôle, au sein de la Direction Financière, mais il peut évoluer aussi vers la gestion industrielle d'une gamme de produits. Professionnel confirmé de la fonction (5 à 8 années d'expérience environ), diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce ou ingénieur), volontaire, insatiable, vous saurez imposer votre crédibilité aux hiérarchies concernées. Les conditions offertes sont attractives et le poste est basé dans une ville moyenne très agréable à 200 km au Sud de Paris.

OC conseil
Ressources humaines

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 475-J, à Arnaud de Menditte, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

ANDREX 88

La DIVISION TELECOMMUNICATION conçoit et réalise des Systèmes et matériels de radio-communication. Nous recherchons un

CADRE APPROVISIONNEMENT
diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce

Vous êtes âgé de 30 ans environ. Votre formation et/ou votre expérience vous permettra d'obtenir la double approche COMMERCIALE (achat, vente, Chef de Produit) et TECHNIQUE (électronique) dans une Industrie de Biens de consommation.

Pour notre Service Achat, basé à CHOLET (CA. 200 MF - 8000 commandes/an, 30 personnes), nous recherchons un CADRE D'APPROVISIONNEMENT.

Vous serez chargé :
- d'animer l'équipe d'acheteurs mécaniciens et électromécaniciens (11 personnes),
- de les assister pour des négociations importantes,
- de conseiller les Services Techniques dans le domaine des Composants, grâce à votre connaissance du marché mondial.

Pour ce poste, une forte personnalité naturelle et une grande capacité relationnelle sont indispensables.

La rémunération dépendra de votre expérience (de l'ordre de 210 Kf). La maîtrise de la langue anglaise est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à Monsieur ANTOINE - THOMSON TELECOMMUNICATION - 110, avenue Maréchal-Leclerc - BP 945 - 49309 CHOLET.

THOMSON-CSF
DIVISION TELECOMMUNICATION

Nous sommes l'un des premiers Groupes Semenciers Mondiaux et nous recherchons pour notre Branche Maïs un

INGÉNIEUR RÉGIONAL

à qui nous confierons rapidement des responsabilités diversifiées dans les domaines de :
- la promotion auprès des agriculteurs et prescripteurs,
- l'expérimentation de nos variétés,
- les relations avec la Distribution.

Cette fonction, très largement autonome, se situe dans un environnement commercial et conviendrait à un candidat de formation supérieure agronomique, justifiant d'une première expérience de terrain et souhaitant mettre ses compétences techniques au service du développement de nos marchés.

Ce poste pourrait, selon les compétences du candidat, évoluer rapidement vers des fonctions plus commerciales. Basé dans la partie Est de la Région Parisienne, il implique une présence importante sur le terrain.

Nous vous demandons d'adresser un dossier détaillé, sous référence 341 M, à PUBLI-PANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Etablissement industriel 1200 personnes

Assistant Au Responsable Affaires Sociales

Vous avez entre 30 et 35 ans, après une formation supérieure, vous vous êtes orienté vers les affaires sociales. Aujourd'hui, votre expérience vous permet d'accéder à un poste de généraliste.

En assistance directe du Responsable des Affaires Sociales, vous participerez à l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique sociale active que vous appliquerez personnellement et complètement sur certaines unités de l'établissement.

Aux aspects opérationnels, s'ajouteront des missions d'études juridiques, d'organisation, de relations avec les partenaires sociaux.

Le poste est situé à Chalon-sur-Saône.

L'appartenance de l'établissement à un groupe industriel diversifié, garantit les possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 81599/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS, qui transmettra.

le Crédit Mutuel DE LOIRE-ATLANTIQUE ET DU CENTRE-OUEST
recherche
UN JURISTE DE HAUT NIVEAU (H-F)

Au sein du Secrétariat Général, rattaché au responsable des Affaires juridiques, fiscales et immobilières, il assurera les tâches liées à la vie juridique de l'entreprise et réalisera des missions de conseil et d'assistance, notamment en matière de droit privé général, droit des affaires, droit bancaire.

Cette fonction nécessite :
- une très solide formation juridique : doctorat, maîtrise + DESS de droit des affaires ou niveau équivalent,
- un savoir-faire acquis par l'expérience professionnelle,
- des qualités de rigueur, de contact et d'esprit d'équipe.

Poste à Nantes.
Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae et références actuelles) à la Direction des Relations Humaines de la FEDERATION DU CREDIT MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE ET DU CENTRE-OUEST, 46 rue du Port-Boyer, B.P. 963, 44076 NANTES CEDEX.

Beherrschen Sie die Sprache der Automobiltechnik?

De formation ENI, ESTACA..., bilingue allemand, vous débutez ou possédez une première expérience en mécanique ou carrosserie.

Mettez à profit la maîtrise de vos connaissances techniques et vos capacités relationnelles et devenez notre :

Conseiller technique après-vente véhicules utilitaires légers

Interface privilégiée entre les concessionnaires et l'usine, vous contrôlez la qualité et le coût des réparations et apportez des solutions techniques. En relation avec les carrossiers, vous aidez à l'adaptation et l'optimisation de leurs études relatives à nos véhicules.

Poste basé à Villers-Cotterêts.
Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. 45659/M, à VAG France, Division du Personnel et des Relations Sociales - BP 62 - 02600 Villers-Cotterêts.

* Parlez-vous la langue de la technique automobile ?



VAG Audi VW
VAG France



Notre entreprise c'est : 850 personnes, 5 établissements. Notre nom est synonyme de performances et de dynamisme : nous sommes l'un des grands du PRET A PORTER FEMININ DE LUXE.

Aujourd'hui, notre Directeur Financier recherche son adjoint.

responsable de la comptabilité générale

chargé de la comptabilité des différentes unités, de l'élaboration des documents financiers et fiscaux. Nous vous demandons : le DECS (ou équivalent), une expérience de 3 à 5 années et de bonnes connaissances de base juridiques et fiscales. Vos qualités : de la rigueur, de la méthode, le sens de la communication, de l'autonomie. Nous souhaitons que vous ayez un bon potentiel car votre fonction peut s'ouvrir à de plus larges responsabilités. Nous offrons une rémunération motivante. Votre lieu de travail : CHOLET.

Merci d'adresser C.V., lettre man. photo et prétentions à M. Nicolas HENRI-ROUSSEAU qui traitera les dossiers confidentiellement. GASTON JAUNET - Rue Grangeard - B.P. 965 - 49309 CHOLET

ORGANISME DE FORMATION intervenant sur les régions Bourgogne et Franche-Comté recrute

FORMATEURS VACATAIRES

- Relations humaines et droit du travail :
- Gestion.

Envoyer votre manuscrit, c.v., diplôme, photo et prétentions sous réf. n° 307.770 à REGIE PRESSE 7, rue de Montmoyne, 75007 Paris.

Société de Machines outils région STRASBOURG

Dans le cadre de ses objectifs de développement de systèmes automatisés flexibles d'usinage recherche pour étoffer son équipe

SYSTEMES et PRODUCTIQUE

des ingénieurs polyvalents disposant d'une bonne expérience (5 ans environ) dans l'une (ou plusieurs) des disciplines :
- Informatique industrielle (micro, P.C.,...)
- Mécatronique (machines-outils, maintenance,...)
- Communication (réseaux locaux, protocoles, ...)
- Automatique (CN, API, ROBOTS, ...)
- CFAO, GFAO, ...

Le goût pour le travail en équipe, la motivation pour l'innovation, l'esprit pionnier sont nécessaires pour aborder les techniques permettant la révolution productique qui caractérise cette fin de siècle.

La rémunération sera fonction de l'expérience.
Adressez C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 4688 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

50 من الراحل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Laboratoire Pharmaceutique,
filiale d'un groupe international
et disposant
d'une unité de recherche en France,
recherche un(e)

pharmacologue clinicien(ne)

Il (elle) dirigera initialement le département de pharmacologie composé de 10 personnes, la recherche clinique.

Ce poste peut évoluer rapidement vers la coordination du centre. Il s'adresse à un médecin ayant une expérience d'au moins trois ans en pharmacologie ou en recherche clinique et parlant anglais.

Localisation du poste dans une ville universitaire du Centre.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 8377 à SELEPHAR, 77, rue du Château, 92103 BOULOGNE.

MEMBRE
DE LA CHAMBRE SYNDICALE
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

selephar

Ingénieur électronicien

Développement de produits

Alsace - Une entreprise industrielle de 650 personnes, spécialisée dans la conception et la fabrication d'appareils électroniques, et réputée à l'échelle internationale, recherche un jeune ingénieur en électronique pour prendre en charge le développement de nouveaux produits et l'introduction de l'électronique dans ses produits traditionnels. Au sein de la direction technique, il participera ou conduira les études correspondantes, assurera la mise au point des maquettes et participera à l'industrialisation de ces produits, en s'intéressant aux coûts et à la qualité. Homme de relation, il aura des contacts suivis avec l'ensemble des services de l'entreprise (bureaux d'études et laboratoire), ainsi qu'avec de nombreux partenaires ou fournisseurs à l'extérieur. Nous recherchons un homme de plus de 30 ans, avec un diplôme d'ingénieur de niveau ENSI et une compétence d'au moins 5 ans soit dans un poste comparable soit en laboratoire ou en service développement. L'anglais est vivement souhaité. De bonnes perspectives d'évolution et un salaire motivant sont prévus pour ce poste. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/6320M.

PA

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune informaticien

Lyon - Cette société, filiale française d'un groupe international très important, recherche pour faire face au développement de ses activités, un jeune informaticien. Sous l'autorité du directeur administratif et financier, il aura pour mission de parfaire l'installation d'un nouveau système informatique (HP 3000 + terminaux) et de ses applications, ainsi que de mener les analyses concernant les applications à venir, notamment dans le cadre de l'activité industrielle de la société. Il devra en outre sensibiliser et former les différents services à l'utilisation de cet outil informatique. Enfin, compte tenu du contexte international au sein duquel la société évolue, il participera aux réunions organisées par le groupe en France ou à l'étranger, et entretiendra des relations fréquentes avec ses homologues étrangers. Nous souhaitons rencontrer un candidat justifiant d'une première expérience significative et connaissant si possible le matériel utilisé. Il aura participé à la mise en place d'applications comptables et industrielles. La connaissance de l'anglais est indispensable. La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience professionnelle du candidat retenu. Ecrire à PH. BONNEFOY en précisant la référence A/3892M.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

responsable délégation régionale

ORGANISME FINANCIER

CENTRE

Un organisme de financement des entreprises recherche un Cadre de valeur pour prendre en charge une de ses délégations régionales. Il développera les contacts avec les Entreprises (PMI - PME de la Région, afin de les soutenir dans leurs projets de développement et de modernisation. Il sera également en relations avec les Autorités Régionales et Locales. Ce poste intéresse un Cadre, 35 ans environ, de formation supérieure, ayant acquis, notamment par l'expérience de l'analyse financière, l'aptitude à saisir la situation et les potentialités des entreprises clientes.

Homme de terrain de Siège le décharge des contraintes administratives, autonome, imaginatif, il pourra donner la pleine mesure de son intérêt pour la vie économique d'une Région.

Une réussite dans la fonction peut ouvrir des perspectives de carrière.

Adresser au Cabinet R.C.C. lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la réf. 531-M.

REI

Recherche / Conseil / Cadres
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

RHONE-ALPES

Cette Société, filiale d'un groupe international très connu, doit faire face à sa forte et constante progression. A ce titre, elle recherche pour l'une de ses entités industrielles, située dans une ville très agréable de la Région Rhône-Alpes, un

Responsable de Recrutement

250 000 F +

Directement rattaché au Directeur du Personnel de la Société, ce professionnel devra jouer un rôle de conseil auprès des managers en tant que consultant interne.

Il analysera les besoins (50 ingénieurs ou techniciens en moyenne par an), ciblera les médias et recherchera les candidats.

Il aura évidemment des missions privilégiées auprès des Grandes Ecoles pour accroître l'image de marque de la Société.

De formation ingénieur ou sciences économiques ou sciences humaines, vous avez quelques années d'expérience dans la Fonction Personnel et nécessairement une bonne maîtrise du Recrutement acquis, soit en milieu industriel, soit en Cabinet. Vous acceptez de perfectionner rapidement votre anglais.

Ce poste, après quelques années, devrait vous permettre d'accéder à des responsabilités encore plus importantes, soit dans la Fonction Personnel, soit ailleurs.



Merci d'adresser votre CV complet + photo, en prenant soin de préciser votre rémunération actuelle et un numéro de téléphone sous la réf. : 350 à GUY POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La Colle sur Loup.

Votre premier entretien aura lieu à Paris et votre dossier sera traité avec le maximum de discrétion.

Guy Postel



Dowell Schlumberger

Compagnie internationale spécialisée dans les services pétroliers
Nous recrutons pour notre centre de recherche de Saint-Etienne un

Ingénieur système VAX/VMS

au sein du département informatique, vous renforcerez la section Système dans un environnement VAX/VMS (VAX 11/785, 11/750, 11/730, micro VAX, VAX Station, cluster, 150 terminaux).

Dans ce cadre, vous aurez la responsabilité de l'installation, du suivi et de l'optimisation de différents logiciels. Vous participerez à l'implémentation de nouvelles technologies informatiques. L'équipe est constituée de 4 personnes de haut niveau.

Le cadre de travail est agréable. Le développement de la société permet de larges possibilités d'évolution au sein du département à un candidat de valeur.

Ce poste conviendrait à un candidat :
• De formation supérieure (Grandes Ecoles ou Université).
• Possédant une expérience professionnelle du système d'exploitation VAX/VMS.
• Ayant une bonne connaissance de langages évolués (Fortran).
• Parlant couramment l'anglais.
• Ayant une bonne aptitude au dialogue (relations avec services de Recherche & Développement).

Merci d'adresser votre candidature au Service du Personnel, EFDS, BP 90, 42003 Saint-Etienne Cedex 01.

Cabinet expertise comptable

Avignon

Coupe pour nos seniors, notre Cabinet possède une clientèle d'entreprises régionales importantes. Nous recherchons un

Collaborateur

capable de prendre en charge une partie de la clientèle et de se comporter en véritable Conseil.
Profil : une trentaine d'années, titulaire du DECS et, si possible, d'un diplôme d'Enseignement Supérieur (grande Ecole de Gestion) + une expérience obligatoire de 2 à 3 ans en Cabinet. Réelles possibilités d'évolution.

Envoyez votre manuscrite + C.V. + présent à J.-Y. MIRALLES - CAPFOR - 11, rue Terral - 34000 MONTPELLIER.

CAPFOR

PARIS - LYON - NANTES - STRASBOURG - TOULOUSE - BORDEAUX - ANGERS - NIMES - MONTPELLIER - MONTAUDO - NORD - OUEST - RENNES

BIOSTATISTICIEN^{HF} AMBOISE

DEBUTANT
ou
MAÎTRISE

Pfizer, filiale d'un des premiers groupes pharmaceutiques internationaux, recherche pour son Centre de Recherche d'AMBOISE un Biostatisticien.

Vous serez responsable de l'analyse statistique, de la planification du rapport final, des expériences relatives à l'évaluation de la sécurité de futurs médicaments. Vous assurerez également un rôle conseil auprès des chercheurs et techniciens.

Pour mener à bien votre mission, vous bénéficiez :
• de moyens informatiques performants (VAX 780, plusieurs logiciels statistiques).
• d'une aide permanente qui vous permettra de prendre progressivement toutes vos responsabilités.

Nous vous demandons :
• d'avoir la compétence nécessaire (Maîtrise DEA) pour assurer les fonctions de statisticien dans un milieu expérimental.
• d'avoir une aptitude au dialogue avec les Toxicologues, Médecins, Biologistes, Biochimistes.
• de porter un intérêt à l'informatique (la connaissance du Fortran serait appréciée).
• de connaître l'anglais (indispensable).

Merci d'envoyer votre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo sous pli confidentiel au Service du Personnel - PFIZER - B.P. 109 - 37401 AMBOISE Cedex.

Pfizer

Le Crédit d'équipement des PME

recherche pour sa délégation
de ROUEN,

dans le cadre d'un renforcement de
son activité commerciale :

Diplômés de l'enseignement supérieur

HF

ayant le goût des contacts et possédant des
connaissances en analyse financière.

Après une formation de longue durée, il leur sera confiée une mission d'information, de conseil et de montage de dossiers de crédit auprès de chefs d'entreprise et de banquiers.

Les candidats sélectionnés seront convoqués sur
ROUEN la 2^{ème} semaine de JUILLET.

Ecrire rapidement avec C.V., photo s/réf. BA,
au Service Recrutement du CEPME
14, rue du 4 Septembre - 75002 PARIS.

Important Groupe Français - 16 000 personnes
croissance de 20% en moyenne par an - 50 Filiales et Participations
en France et à l'Etranger,
recherche

pour ses Filiales du Sud de la France et du Nord-Ouest, un

CHEF DU PERSONNEL

Nous attendons de vous :

• un professionnalisme confirmé dans la gestion des ressources humaines,
• un dynamisme incontesté pour conseiller et aider la hiérarchie à donner
toute sa dimension à une politique de motivation et de gestion prévisionnelle du personnel.

Vous avez 30 ans au moins et une formation supérieure :
• vous avez réussi une première expérience industrielle de 5 ans soit dans
une PME comme Chef du Personnel, soit dans une plus grande entreprise,
en tant qu'adjoint du Directeur du Personnel.

• vous connaissez les diverses facettes de la fonction (de l'administration du
personnel à la gestion prévisionnelle en passant par les relations sociales, le
recrutement et la formation),
• vous serez rattaché au Directeur de la Filiale (plus de 500 personnes).

Si vous êtes tenté par ce challenge envoyez-nous votre C.V. et prétentions
que nous traiterons en toute confidentialité.

La dimension de notre groupe permet toutes évolutions à des candidats de
valeur.

Adresser votre C.V. avec photo et prétentions sous référence 12518 à
CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01
qui transmettra.

Bull, un des leaders européens de la réalisation
de circuits imprimés multicouches complexes
recherche
pour son établissement d'Angers (3300 pers.) un

INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN

AM, ENSM, INPG... vous êtes débutant(e) ou possédez
2 ou 3 années d'expérience industrielle.

Vous serez responsable, au sein de notre direction
technique, de la recherche, de la mise au point et du
suivi des procédés d'usinage et de pressage des
circuits imprimés.

A terme des possibilités d'évolution vous sont offertes
au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature à :

Cit Honeywell Bull
Service Emploi
331, Avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX

Bull



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

2 ingénieurs technico-commerciaux
DIRECTIONS REGIONALES DE NANCY ET DE BORDEAUX

Animateur de l'équipe technico-commerciale, il assiste la Direction Régionale pour tous les problèmes techniques (interventions, réalisations d'études technico-économiques) et collabore aux démarches et négociations commerciales.

Nous souhaitons rencontrer pour ces postes des Ingénieurs diplômés E.N.S.I., A.M., I.N.S.A., I.D.N. et justifiant d'une expérience de terrain dans le domaine thermique de 2 à 3 ans.

Nous offrons une rémunération intéressante, des perspectives d'évolution pour candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 12579 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra (confidentialité assurée).

CREDIT AGRICOLE
CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DU LOT-ET-GARONNE
AGENCE
recherche pour son DEPARTEMENT COMMERCIAL

UN JEUNE RESPONSABLE MARKETING

Dans le cadre du plan marketing il sera responsable des études, des opérations de promotion et du développement de nouvelles méthodes de vente.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé ESSEC, SUP DE CO ou EQUIVALENT apportant une première expérience de la fonction. Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions et C.V. sous référence 434 M à Corinne VAN LOEY.

degré Conseil 11, rue La Boétie 75008 PARIS

Société française de fabrication et de commercialisation de Matériels Agricoles couvrant le territoire national (chiffre d'affaires 100 millions de francs - 110 personnes)
Filiale d'un Grand Groupe Européen, recherche un

Responsable administratif

Sa fonction consistera à : Organiser et superviser les procédures administratives et informatiques, ainsi que la gestion, relatives aux approvisionnements et à l'Administration des Ventes.

Les candidats devront avoir une formation supérieure (Ecole de Commerce - AES) et quelques années d'expérience professionnelle.

La connaissance de l'Anglais est impérative.

Adresser C.V., photo et prétentions à : Société Juridique et Fiscale de France 8 Place Albert 1er - 45000 ORLEANS

Bull - Etablissement d'Angers - (3300 Personnes) recherche
INGENIEUR METHODES MONTAGE VLSI

AM, ENSM, INSA... option mécanique automatismes ou génie physique, vous possédez de 3 à 5 ans d'expérience dans les techniques de fabrication électronique. Vous connaissez les méthodes et l'organisation du travail, les outils informatiques. Vous parlez couramment l'anglais.

Nous vous proposons de participer à travers l'animation d'un groupe de techniciens, à la définition, la mise en place, puis au soutien technique d'un atelier d'assemblage de composants VLSI.

A terme des perspectives d'évolution vous sont ouvertes au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature à : Cii Honeywell Bull Service Emploi 331, Avenue Patton 49005 ANGERS CEDEX

Bull

Région Lyonnaise
RESPONSABLE INFORMATIQUE
Jeune, décideur et très très évolutif...

Informaticien, de formation Ingénieur, vous avez déjà à votre palmarès deux expériences réussies en entreprise industrielle qui vous ont hissé au niveau de Chef de Projet confirmé ou de Jeune Responsable Informatique de préférence dans un environnement I.P.P.

Nous avons un nouveau challenge à vous proposer au sein d'une unité de fabrication (C.A. : 350 M.F.) intégrée dans un important groupe industriel français : diviser le budget informatique par deux tout en améliorant considérablement la performance de l'outil.

Vous aurez deux ans pour auditer le système d'information actuel, proposer et mettre en place de nouveaux moyens Hard et Soft, redynamiser une équipe, en fait réussir.

Ensuite, car c'est comme cela que nous concevons le management des cadres brillants au sein du groupe, vous ferez ailleurs vos preuves, par exemple, dans une direction opérationnelle ou l'informatique ne sera plus votre préoccupation majeure.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, à Jacques SCARINOFF, sous réf. M 32/668 R à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

HONDA INDUSTRIES

Dans le cadre de sa politique dynamique de développement, recherche le jeune

Chef du service administratif et du personnel

de sa nouvelle implantation, proche d'Orléans

Ses missions :

- créer une structure, bâtir avec nous les plans d'investissement humain, être notre élément moteur auprès de l'environnement régional.
- Etablir :
- 30 à 35 ans max., de formation supérieure (mais les qualités personnelles seront déterminantes), des talents de valoriser une première expérience dans la fonction et d'assumer ses responsabilités.
- Ambitieux et à fort potentiel. Esprit ouvert au monde extérieur. Capable d'une bonne adhésion à la politique de la Société.
- Outre les connaissances liées au poste, il sera choisi sur ses facultés et ses capacités à juger les hommes et les situations, à faire preuve de « leadership » et d'initiative.
- Il a une bonne pratique de l'anglais.
- La connaissance du milieu orléanais serait un plus.

Nous lui offrons :

- Une réelle autonomie d'action et de très intéressantes perspectives au sein d'un groupe international, dans un contexte passionnant.
- Une voiture de fonction.

Lieu de travail : proche banlieue d'Orléans. Disponibilité impérative : 1^{er} septembre 1985.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à réf. 1134/LM, A.G. Le Marché - CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

CAPFOR
PARIS - LYON - ANGERS - NANTES - CAEN - RENNES - BREST - NIMES - MONTPELLIER - NORD - Orléans - ROUEN

Pfaudler
La Succursale Française d'un fabricant allemand de matériel d'investissement lourd destiné aux Industries Chimiques et Pharmaceutiques cherche un :

INGÉNIEUR DE VENTE
pour le quart Sud-Est français

Basé à Lyon, il dépendra du bureau parisien et sera responsable, dans son secteur, de suivi et du développement des affaires. Il aura à se déplacer fréquemment en France et en RFA.

Agé d'une trentaine d'années environ, il devra très bien connaître la langue allemande et posséder de bonnes notions d'anglais.

Il aura quelques années d'expérience dans la vente d'un matériel sérieux aux Industries Chimiques et avoir une formation axée sur le Génie Chimique essentiellement.

Sa formation spécifique sera appréciée en même (RFA) puis en France.

Rémunération motivante + voiture de fonction.

Adr. lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à : M. H. DEVELLE PFAUDLER SUCCURSALE FRANÇAISE DE PFAUDLER WERKE A.G. 53, rue de Montesson, 91260 Juvisy-sur-Orge.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRESSE ET D'ÉDITION
C.A. : 300 millions / 270 personnes
recherche

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, ses MISSIONS seront les suivantes :

- SUPERVISION de l'établissement de la paie informatisée et des déclarations sociales.
- CONSEIL de la Direction pour toutes les questions relatives aux Droits du travail.
- NÉGOCIATION avec les Partenaires Sociaux.
- GESTION du Budget Formation.
- PRISE en CHARGE des recrutements.
- ADMINISTRATION des rémunérations.
- RÉALISATION d'études ponctuelles (bilan social, tableaux de bord...)

Diplômé d'Études Supérieures, il aura une expérience d'au moins 5 ANS, acquise de préférence dans un secteur similaire.

La connaissance de l'outil informatique est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle) à PUBLIART - 27, rue Gamier - 92200 NEUILLY - Référence 75.85.

STRAFOR
groupe Steelcase Strafor

Nous sommes le leader européen de l'aménagement de bureau. Dans le cadre du développement de notre centre informatique implanté à STRASBOURG (18M 4381, VM/VSE, CICS, DLI, 100 terminaux, migration MVS planifiée en 86), nous recherchons pour renforcer notre Support Technique :

UN JEUNE INGÉNIEUR SYSTÈME

Profil :

- formation supérieure (Ingénieur, DEA, MIAGE...);
- méthode et esprit d'analyse;
- qualités pédagogiques.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : STRAFOR S.A. Direction des Systèmes d'Information 56, rue Jean-Girardoux BP. 6 K 67035 STRASBOURG CEDEX.

Groupe Mutualiste d'Assurances
implanté en région Rhône-Alpes, recherche pour son siège social à LYON

responsable marketing

Sa mission : avec une petite équipe, il aura la responsabilité du marketing : étude des marchés, recherche produits, stratégies de développement... et du marketing aval : élaboration du mix et des plans d'action correspondants... Il participera à la recherche et à la conception des moyens de communication et de promotion.

Son profil : formation supérieure type E.S.C., une réelle compétence validée par au moins une première expérience significative dans une entreprise importante, si possible du secteur tertiaire, une vraie capacité de communication, un sens aigu de l'analyse, un esprit objectif et créatif.

Pour un recrutement rapide, adresser lettre manuscrite, Curric-Vita, photo, rémunération actuelle et prétentions, sous la référence MU.MO.01, à notre Conseil (discretion assurée, aucun dossier ne sera transmis sans accord préalable du candidat).

ceforpe - marc forget et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

VALLEE DU RHÔNE
PMI à taille humaine, spécialisée dans une technologie de pointe produisant des équipements industriels alliant la mécanique, l'électronique et l'informatique, filiale d'un groupe français à rayonnement international, recherche un

Chef B.E. Mécanique

Il aura en charge la conception de la partie mécanique de nos produits spéciaux jusqu'au contrôle de l'ensemble du prototype final en atelier. Ces équipements importants s'adressent à l'industrie nucléaire, pétrolière et agro-alimentaire. Il animera les équipes pluridisciplinaires (méthodes, assurance qualité, analyse de la valeur) avec hiérarchie sur 2 ingénieurs et 10 techniciens. Ce poste convient à un INGÉNIEUR GENERALISTE confirmé apportant une connaissance souhaitée en automatismes ou CAO.

Les entretiens auront lieu à LYON ou à PARIS.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 790/M.

Cabinet Gatier

IMPORTANT PRODUCTEUR EUROPÉEN
DEMI-PRODUITS EN MÉTAUX NON FERREUX
recherche pour son agence de LYON

RESPONSABLE DES VENTES
BILINGUE ALLEMAND

- Commercial dynamique, avec bonnes notions techniques.
- Expérience de la vente des produits métallurgiques à une clientèle industrielle spécialisée.
- Excellent négociateur, capable de gérer avec une large autonomie le marché qui lui est confié.
- Contract aisé à tous niveaux.
- Statut cadre, voiture de fonction.
- Age : 30 ans environ.

Envoyer C.V., photo et prétentions à M.P.A. n° 5 105, B.P. 2 355-6216 Lyon Cedex 02.

Montage d'opérations immobilières.
Ingénieur, choisissez la polyvalence

Nous sommes un très important groupe immobilier français. Notre impact dépasse largement les frontières et nous sommes en outre présents sur de nombreux marchés.

Les fonctions que nous vous confierons recouvrent des responsabilités importantes dans les opérations de logement en accession à la propriété : recherches de terrains, mise au point des modèles, montage et suivi des opérations sur le triple plan technique, financier et commercial.

A 30/35 ans environ, diplômé Ingénieur, vos quelques années d'expérience vous ont permis de développer d'assez près le montage de grandes opérations immobilières. Elles ont confirmé vos qualités d'ouverture d'esprit et de rigueur. Vous avez eu l'occasion de prouver votre efficacité dans vos relations avec les partenaires commerciaux.

Vous avez maintenant la trempe du jeune manager et vous saurez faire preuve d'autorité pour diriger votre équipe.

200 000 F par an poste basé à Tours. Si vous savez vous motiver rapidement, nous le ferons vite évoluer vers des responsabilités plus larges encore.

Adresser votre dossier de candidature sous réf. 85/51/252 à Brigitte FORET.

RR
Dans le cadre de leur expansion les RAFFINERIES DE SOUFRE REUNIES, société phytopharmaceutique (fongicides, insecticides et herbicides) souhaitent adjoindre à leur équipe du Laboratoire de Recherche Appliquée, un

INGENIEUR CHIMISTE ANALYSTE

Agé d'environ 27 ans, diplômé d'une école d'Ingénieurs Chimistes ou possédant une maîtrise de chimie, vous êtes intéressé par la mise au point de méthodes de dosage de matières premières dans des formulations complexes et justifiées d'une expérience de 2 à 5 ans en phytopharmacie, agrochimie, lubrifiants ou cosmétologie.

La pratique de l'anglais est indispensable et celle de l'allemand souhaitée. Le poste est basé à Marseille.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 85/56-4 RE COMTEL - 34, avenue Gaudin 13200 MARSEILLE Cedex 6.

IS CONSEIL - PARIS - LYON - MARSEILLE

sonofi
CHIEF INFO

aprodi
Camor

CHERC

Ingénieur Sup de Co ou équivalent

NOTRE "PATR"

RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT

ALCOOL

150 من المال



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

sonofi
Branche aromatique
recherche

INGENIEUR CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Jeune Ingénieur diplômé Grandes Ecoles (X, MINES, CENTRALE).
Connaissances du matériel DPS 7 (GCOS, TDS, IDS2) fortement appréciées.
Lieu de travail : GRASSE (Alpes-Maritimes).
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt à BERNARD ET HONNORAT
Direction Informatique - 53, bd Victor Hugo - BP 67 - 06332 Grasse Cedex.

La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Angers
recherche
pour son Service Industrie

un Conseiller auprès des Entreprises

Il s'intégrera à une équipe jeune et pluridisciplinaire. Il aura à réaliser des interventions de conseil en PMI et à prendre en charge des opérations concernant plusieurs industriels.
Ce poste implique une formation de type ESC, des qualités d'analyse, de synthèse et le goût des contacts.
Une première expérience serait un atout mais un débutant motivé et dynamique sera le bienvenu.
Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) le plus rapidement possible sous référence 742 M à

APRODI 87-89 avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16



Ecole Nationale Supérieure
des Mines de Paris
Centre de Mise en Forme
des Matériaux (Alpes-Maritimes)

CHERCHEURS DEBUTANTS

Formation Grandes Ecoles, Agrégation, DEA.
Pour prendre en charge la responsabilité d'une étude en liaison étroite avec l'industrie sur les procédés de transformation des métaux et des polymères.
Les travaux de recherche comprendront des aspects physiques, mécaniques et numériques (méthode des éléments finis).
Ce travail conduira à la soutenance d'une thèse de Doctorat.
Rémunération nette annuelle supérieure à 85.000 F.
Envoyer CV détaillé à P. NAVARD - Ecole des Mines - Sophia-Antipolis
06560 VALBONNE CEDEX - Tél. (93) 33.05.58



Nous sommes une filiale fabriquant à LAVAL des condensateurs électrolytiques à l'aluminium. Nous recherchons un :

Ingénieur ENSEEG, Sup de Chimie ou équivalence Universitaire

Pour créer notre laboratoire recherche et développement de produits nouveaux.
Une expérience industrielle analogue serait appréciée pour cette mission particulièrement motivante.
Merci d'adresser confidentiellement votre C.V. s/réf. SL/RD - ALBERT AUPEIT - CETAGEP
Acte - 74, avenue du Général de Gaulle - 72000 LE MANS
qui se mettra en relation avec vous dans les meilleurs délais.

Important organisme bancaire mutualiste régional
affilié à un puissant groupe national
nous recherchons

NOTRE "PATRON COMMERCIAL"

Dijon 350.000 F +
RESPONSABLE DU DEPARTEMENT COMMERCIAL, directement rattaché à la Direction Générale et faisant partie du Comité de Direction, vous animerez une équipe de 280 personnes.

Maître des stratégies commerciales de l'activité bancaire, vous déterminerez les objectifs concrets de développement et vous mettrez en œuvre les moyens nécessaires pour les réaliser.
De formation supérieure, vous avez une solide expérience bancaire et justifiez d'une expérience commerciale réussie.
Motivé pour animer, coordonner et donner l'impulsion commerciale et humaine nécessaire à un développement bien construit, vous saurez entretenir un climat de confiance.

Nous vous remercions d'envoyer sous référence 453 M à A.L. CONSEIL 102, Bd Malesherbes 75017 Paris que nous avons chargé de cette mission et qui vous garantira discrétion et réponse.

AL conseil

BULL
Etablissement d'Angers (3300 personnes)
recherche

INGENIEUR GENIE THERMIQUE ET CLIMATIQUE

AM, INSA... Génie Énergétique, débutant(e) ou ayant 2 ou 3 années d'expérience vous avez des connaissances en thermique et électrotechnique.
Dans le cadre de la gestion et de l'optimisation de l'emploi de l'énergie et en lien avec les organismes extérieurs officiels : vous étudierez les modifications et installations nouvelles, préparerez les cahiers des charges, négociez la sous-traitance des travaux. Vous proposerez des solutions d'économie d'énergie et contribuerez à l'élaboration des budgets.
A terme des possibilités d'évolution vous sont offertes au sein du groupe.
Merci d'adresser votre candidature à :

Cti Honeywell Bull
Service Emploi
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX



QUAKER FRANCE

Filiale française du groupe agro-alimentaire Quaker Oats, Quaker France continue son expansion sur des marchés porteurs.
Elle fabrique et distribue des aliments pour chiens et chats sous les marques FIDO et FIDEL et commercialise des céréales pour petits déjeuners sous les marques QUAKER, CROUSTY MIEL, CRUESLI, etc.
Pour son siège social à Marseille, elle recherche un

Acheteur

Matières premières agro-alimentaires

Rejoignez une équipe dynamique dans une société qui offre des possibilités d'évolution grâce à une politique active des ressources humaines.
25 ans et plus, diplômé d'une école de commerce ou équivalent, vous avez eu une expérience réussie de 2 ans minimum dans la pratique des achats de matières premières en industrie agro-alimentaire.
Vous pratiquez l'anglais.
Venez développer votre potentiel au soleil !
Le poste à pourvoir consiste à négocier, établir et gérer les contrats, déterminer les niveaux de stocks et assurer les programmes d'approvisionnement de matières premières, en liaison avec les usines et en respectant les impératifs de qualité.
Merci d'envoyer votre dossier à :
QUAKER FRANCE, Directions des Ressources Humaines, Service Recrutement,
40 Bd de Dunkerque, 13002 Marseille.

QUAKER FRANCE

Ville 130 000 habitants
recherche pour assurer la Direction de son
bureau municipal d'hygiène

UN MEDECIN

titulaire du Certificat d'études spéciales - Médecine préventive, santé publique, hygiène.
Adresser candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé sous réf. 7.451 le Monde Pub
service annonces classées
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

LE CENTRE
DE RECHERCHES
PHARMACEUTIQUES

SEARLE

simé à SOPHIA-ANTIPOLIS
(06), recherche pour son
LABORATOIRE
D'HISTOPATHOLOGIE

SUPERVISEUR D'HISTOLOGIE H/F.

Il sera sous la responsabilité d'un pathologiste, aura un bon niveau de connaissances anatomiques générales et une parfaite maîtrise des techniques histologiques. Il devra également être familiarisé avec l'organisation d'un laboratoire : animation des techniciens sous sa responsabilité, classement et archivage des prélèvements et données, respect des procédures en conformité avec les réglementations, participation à la gestion du budget.
Adresser lettre, CV et souhaits à SEARLE, Sophia-Antipolis BP 23, 06561 VALBONNE Cedex, (sans référence M).

RÉCHARD - F.S.A.
Cabinet d'expertise comptable
RECRUTE COLLABORATEURS
MORT 170028, 26, rue Baugier.

UNIGEP DISTRIBUTION PIÈCES DÉTACHÉES POUR AUTOMOBILE

recherche

UN CONTROLEUR DE CRÉDIT

Création de poste basé à ROUEN pour la filiale française d'un groupe multinational C.A. 450 millions de francs, 680 employés. Précieuse expérience dans un poste comparable, indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, prétentions et C.V. détaillé, à WILLIAMS - GKN AUTOPARTS
CAP 18-73, rue de l'Évangile, 75018 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF DIVISION TUBES ÉLECTRONIQUES

Nous sommes parmi les premiers mondiaux dans les domaines des Tubes Électroniques Professionnels, utilisés dans les radars, les télécommunications terrestres et spatiales ainsi que dans l'imagerie électronique.
Notre force de vente riche de plus de cinquante Ingénieurs et Cadres, s'exerce sur les 5 continents.
Pour améliorer encore notre position mondiale, nous voulons partir à la conquête de nouveaux marchés, tant en France qu'à l'Export. Dans ce but, notre Directeur Commercial cherche à s'adjointre le concours de plusieurs

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS GRANDES ÉCOLES (SUPÉLEC, ENSERG, ENSEEIHT, ISEP...)

ayant de bonnes connaissances en électronique. Une première expérience professionnelle de quelques années est souhaitée mais non indispensable.

La dimension internationale de nos activités nécessite, suivant les postes, de fréquents déplacements à l'étranger, ainsi que la maîtrise de l'Anglais courant.

Vous êtes diplômé d'une Grande École, vous avez un fort potentiel. Vous voulez prouver votre performance dans un secteur d'activité de haute technologie et vous offrir d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière dans une division à la pointe du progrès.

Nous vous invitons à envoyer vos C.V. photo et prétentions sous réf. IE/M, à notre Responsable des Affaires Sociales : M. SURBIER, THOMSON-CSF - D.T.E. 38, rue Vauvillier, 92100 BOULOGNE.



D'ABORD LES DISTRIBUTEURS PRODUITS PERI-INFORMATIQUES ET SI TOUT MARCHE BIEN, D'IMPORTANTES RESPONSABILITES AU SEIN DES FORCES DE VENTE

Nous sommes la filiale d'un grand groupe industriel français, spécialisée sur les marchés de l'informatique (+40% par an) et leader

Nous recherchons aujourd'hui le responsable de notre réseau de Distributeurs et Grossistes sur l'Ouest de la France et une moitié de Paris. Nos produits, mémoires magnétiques pour l'informatique prennent une part de marché croissante et sont bien accueillis chez nos concessionnaires.
Nous vous offrons :
- la gestion du réseau actuel, son élargissement, sa consolidation
- la gestion des hommes, leur formation
- la mise en œuvre locale des opérations promotionnelles
- la négociation des prix et le suivi financier des opérations.
Appliquer la politique commerciale définie au niveau national, animer, contrôler, conseiller vos interlocuteurs, voilà votre mission. De bonnes performances vous conduiront au bout de 6 mois, à la responsabilité de l'ensemble des forces de ventes directes et indirectes sur le territoire français (hors Région Parisienne).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 727 M à ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE



ALPHA-CDI

OFFRES D'EMPLOIS

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature sous référence 78857/M à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

Merci d'adresser votre candidature avec CV sous N° 80714 à
CONTESSE PUBLICITE 5 Place du Corbeau 67000 STRASBOURG.

De formation ETS ou DUT, ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine de l'informatique de gestion.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à SERGECIM, Direction du Personnel, 63, rue la Boétie, 75008 PARIS.

Z.I. de la Petite Montagne Sud, 91020 EVRY.

STRUCTUREN

مركزنا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ENSAE, ISUP, DEA mathématiques, pour des études financières.

En douze ans, nous sommes devenus l'une des premières sociétés privées d'Assurance-Vie et de Capitalisation. En deux ans, nous avons doublé nos effectifs (200 personnes aujourd'hui) et nous appartenons au Groupe de la Compagnie Bancaire.

Cadre débutant de formation scientifique, statistique ou économique, rejoignez-nous. Au sein d'une petite équipe de haute technicité, vous prendrez en charge les études financières et actuarielles des produits d'épargne et de retraite destinés aux entreprises. Vous participerez également aux mêmes types d'études pour la mise au point de nos nouveaux produits en vous appuyant sur des moyens informatiques très performants.

Par son ouverture sur l'ensemble de la société, ce poste offre des possibilités d'évolution très diversifiées.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV et photo) sous référence 757 M à Jocelyne Le JONCOUR

Compagnie Bancaire - Service orientation-recrutement
5 avenue Kléber - 75116 Paris



CARDIF

groupe de la compagnie bancaire

Réfléchir pour mieux agir

CERIGE, Société du groupe SEMA-METRA, spécialisée dans les systèmes IBM, connaît une forte croissance. Elle vous propose de renforcer son équipe de 250 professionnels et de participer à son développement.

Ingénieur (option informatique) ou Universitaire (type MIAGE) dans l'environnement technique IBM, vous maîtrisez parfaitement l'un de ces outils :

- MVS, VM/CMS, DOS/VSE
- IMS DB, DB2, DL1
- IDMS, TOTAL, NOMAD...
- IMS DC, CICS

et souhaitez aujourd'hui évoluer vers le métier de consultant.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et votre C.V. à Pascale Lapeyrière

CERIGE - 93, rue du Château 92100 Boulogne.



Groupe SEMA-METRA

Potentiel + motivation = réussite

Crée il y a 2 ans, notre SSII compte aujourd'hui les plus grandes sociétés nationales parmi ses clients. En 85, nous aurons doublé nos effectifs et recherchons

Ingénieurs consultants X, Centrale, Télécom, Supélec...

Les hommes que nous souhaitons rencontrer prendront pleinement en charge l'analyse, la conception et l'encadrement de la réalisation d'Applications Informatiques de Gestion. Les développements se feront à l'aide d'un Atelier de Génie Logiciel et d'un système de gestion de bases de données sur minis ordinateurs. Si vous aimez prendre des responsabilités si vous êtes dynamique, vous retirerez le bénéfice de la croissance explosive à laquelle vous aurez contribué.



Merci d'adresser lettre manuscrite + CV détaillé à
Systèmes Décision Productivité
12 Allée de l'Ancien Pont 92150 Suresnes.

AUDIT

Cabinet associé de M.S.A., implantation européenne
SALUSTRO, VINCENT, GAYET & ASSOCIES
recrute pour PARIS

MANAGERS

expérience 5 à 10 ans

RESPONSABLES DE MISSION

expérience 2 à 5 ans

Une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, IEP) et une expérience en cabinet d'audit seront exigées. La pratique de l'audit informatique sera appréciée.

Vous avez la volonté de réussir : participez au développement de notre Cabinet en rejoignant une équipe dynamique.

Vos perspectives :

- une activité diversifiée (audit et conseil, évaluation et prévisions financières, consolidation, organisation et informatique), auprès d'entreprises de dimension nationale et internationale,
- une rémunération motivante, tenant compte de vos performances,
- une promotion rapide et des possibilités réelles d'association.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à
SALUSTRO, VINCENT, GAYET & ASSOCIES
7 bis, rue de Monceau - 75008 PARIS
Discretion assurée

INGENIEURS CONSULTANTS

Une opportunité d'ouverture pour des informaticiens de haut niveau.

L'une des premières SSII françaises, 600 personnes (génie logiciel, télématique, centre serveur, bureautique, progiciel) souhaite étoffer le staff d'un département appelé à être finalisé.

Les ingénieurs de cette équipe, parfaitement autonomes, bénéficieront à la fois d'une structure légère et de l'appui d'un groupe solidement implanté. Ils interviendront dans de grandes entreprises, notamment du secteur financier, pour des missions d'étude et de conception.

Cette offre s'adresse à des ingénieurs de formation grande école (type Centrale), techniquement polyvalents et ayant une expérience de 3 à 5 ans dans la conduite de projets informatiques.

Monsieur Peramin vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. C1685 à 518 38 rue des Jeûneurs 75002 Paris.



GENIE INFORMATIQUE

Imaginons votre avenir ensemble

Hewlett-Packard France, 56 % de croissance en 1984, 3000 personnes, 3ème exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à Lyon - L'Isle d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines.

FINANCE - ADMINISTRATION COMMERCIALE

Responsable Crédit Clients

Rattaché au Directeur Administratif de la région Nord-Est, votre rôle est essentiel dans l'atteinte de nos objectifs prioritaires : profit et autofinancement.

Animateur d'une équipe de 6 personnes, vous avez la responsabilité de la réalisation des prévisions de trésorerie (facturation et encaissements), de la préparation et de la négociation des contrats de vente (CA de 1 Milliard de F).

Votre goût pour la gestion et les négociations financières, votre sens de l'organisation et du management, vos capacités de contact avec les clients sont des atouts nécessaires à l'accomplissement de votre mission.

Pour ce poste, une formation Grande Ecole de Commerce et une première expérience similaire d'environ 3 ans, ont nécessairement confirmé vos qualités commerciales et votre ouverture à la gestion.

INFORMATIQUE - ORGANISATION

Responsable Organisation Informatique

Dans le cadre du plan informatique d'HP, vous êtes responsable des processus de développement des systèmes de l'Assistance Technique et de leur optimisation.

A partir de l'analyse des besoins spécifiques des utilisateurs, vous savez identifier et préciser les améliorations nécessaires, gérer et administrer les processus de modification et de maintenance des systèmes et de leur base de données.

Ingénieur de formation, une expérience de 4 à 5 ans dans un environnement similaire vous a familiarisé avec les communications de haut niveau dans l'entreprise.

Des qualités d'organisateur, un potentiel de créativité et de management, des connaissances en gestion et systèmes de gestion sont vos atouts pour réussir dans cette mission.

Homme de contact et de terrain, vos compétences et votre dynamisme faciliteront votre intégration dans l'équipe au sein du contexte motivant d'HP.

En rejoignant HP France, vous intégrez une entreprise qui favorise le choix des carrières dans un environnement international où sens du défi, mobilité et autonomie sont des critères d'évolution et de réussite. Pour tous ces postes, une bonne connaissance de l'anglais est bien sûr nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, -CV, photo et prétentions- en précisant le poste et la référence choisie, à Hervé GALLON, Service Recrutement, Hewlett-Packard France, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac - 91040 Evry Cédex.

Hewlett-Packard France :
le partenaire de vos ambitions.



HEWLETT
PACKARD

LE DEFI TECHNIQUE



Nous recherchons

INGENIEURS LOGICIELS

ayant une première expérience industrielle.

Ils participeront aux spécifications, à l'étude et à la réalisation de logiciels pour systèmes temps réel à base de microprocesseurs.

REF 196/85

INGENIEUR BUREAU D'ETUDES

ayant une première expérience de l'industrie électronique.

Le candidat devra assurer le choix et le démarrage d'un système de DAO

REF 82/85

Merci d'adresser sous référence lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à SNECMA - 2 boulevard Victor 75724 PARIS CEDEX 15.

GROUPE
SNECMA

CONTRETELEPHONIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTEL (0 800 10 05)

MOTOROLA

JEUNES COMMERCIAUX

chef comptable

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

BF La Banque de France

recrute
LE PERSONNEL DE DIRECTION
de ses services centraux et de ses comptoirs par la voie du

concours d'adjoint de direction

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

2ème cycle d'études supérieures ou du diplôme d'une grande école

de niveau équivalent.

Date des épreuves écrites : Samedi 28 et Dimanche 29 Septembre 1985.
Inscriptions reçues du 27 Juin au 7 Août 1985.

Aucun dossier d'inscription ne sera adressé par voie postale après le 2 Août 1985.

Ce concours s'adresse aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) de nationalité française, âgés de moins de 27 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er Janvier 1985.

Documentation et renseignements à la Banque de France
Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01 - Tél. : 292.40.17

La chambre de commerce et d'industrie de Paris

recherche
POUR SON ÉCOLE D'INGÉNIEURS (ESIEE)

4 ENSEIGNANTS

- RÉF. 1) - Domaine : robotique et informatique temps réel.
- Expérience en commande de robot par vision souhaitée.
- Diplôme de 3^e cycle ou docteur-ingénieur.
- Fonction : enseignant-chercheur.
- RÉF. 2) - Domaine : sciences humaines.
- Expérience de l'enseignement.
- Diplôme de l'enseignement supérieur.
- Fonction : professeur de culture générale auprès d'élèves ingénieurs.
- RÉF. 3) - Domaine : traitement du signal.
- Expérience en architecture des machines de traitement du signal, de la parole, transmission de données...
- Diplôme : ingénieur « grande école » ou universitaire niveau équivalent.
- Fonction : enseignant-chercheur.
- RÉF. 4) - Domaine : informatique.
- Expérience : 3 ans minimum dans le hardware de mini et micro-ordinateurs.
- Diplôme : ingénieur « grande école ».
- Fonction : enseignant-chercheur.

POUR L'INSTITUT TECHNIQUE DE SINGAPOUR

2 INGÉNIEURS

- 01) - Chargé des systèmes informatiques et de l'enseignement de l'informatique de base (exp. industrielle s/mini 6 Bull).
02) - Chargé d'enseignement spécialisé en électronique de puissance.
- Formation : ingénieur « grande école » ou universitaire ayant au moins 3 années d'expérience dans l'industrie et/ou l'enseignement.
- Anglais : écrit, parlé.

Statuts et avantages liés à l'expatriation.

Envoyer C.V. au Directeur du personnel, groupe ESIEE, en indiquant n° de référence sur l'enveloppe.
89, rue Falguère, 75015 PARIS.

Deux jeunes chefs de programme pour un grand promoteur immobilier PARIS ET SUD DE LA FRANCE

Nous aurons pu dire un très grand de la profession, très diversifié. Notre structure, largement décentralisée, repose sur des équipes de qualité, homogènes et responsables. Notre dimension nous amène à rechercher en permanence des professionnels. Ainsi nous souhaitons rencontrer deux chefs de programme ayant une première expérience.

Votre mission consiste à prendre en charge progressivement la fonction complète de chef de programme (de la recherche foncière à l'achèvement de la commercialisation). Vous serez donc responsable de la rentabilité des opérations qui vous seront confiées. Vous serez basé, soit à Paris, soit dans une grande ville du sud de la France, selon la région que vous choisirez.

Agé de 24 à 28 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Droit-I.E.P. - Sciences Eco - Ecoles de Commerce...) avec de solides connaissances juridiques et financières. Votre sens des contacts à tous niveaux, votre souci d'une étroite gestion quotidienne, votre personnalité ouverte sont autant de qualités qui trouveront dans notre Groupe les conditions d'un épanouissement personnel durable.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, prétentions), réponse et discrétion. Merci d'envoyer sous référence 8005 M pour Paris et 8004 M pour le Sud, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Ingénieur commercial, électronicien ou mécanicien

PARIS

220.000 F ou +

Votre mission :

Réaliser, en régime de croisière, un C.A. de 30 MF/an dans des produits électroniques, essentiellement sur les marchés de la robotique et de l'informatique, en France et dans le monde entier. Il vous appartiendra de prospecter ces marchés, d'analyser les besoins spécifiques des clients, de conseiller les industries auxquelles vous proposerez notre savoir-faire technologique, et de mener à leur terme les négociations.

Vos atouts :

La trentaine ambitieuse, ingénieur électronicien, ou mécanicien, et plusieurs années d'expérience de la négociation à très haut niveau dans l'industrie, de préférence dans une fonction vente ou achat, vous avez une très bonne pratique de l'anglais ou de l'allemand, un goût du challenge et un fort tonus commercial.

Nous vous proposons :

de rejoindre une structure légère et une équipe qui « force », au sein d'un très important groupe industriel français spécialisé dans l'électronique professionnelle ; en participant à notre développement, vous vous forgerez de très belles perspectives d'évolution. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en précisant rémunération actuelle et souhaitée, sous réf. 85473 M à :



Telecom 226, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

FONDÉ DE POUVOIR classe Vou VI

PARIS

Banque de dépôts privés

Une des premières banques privées françaises (240 personnes - 15 agences), recherche un FONDÉ DE POUVOIR pour son agence centrale implantée à Paris. Il aura à prendre en charge la prospection et le suivi d'une clientèle industrielle et commerciale pour laquelle il évaluerait la mise en place des moyens de financements adaptés à ses besoins et dont il gèrerait les disponibilités. Il aura un rôle de conseil en matière fiscale, de commerce international, etc... Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure type ESC, Sciences Eco, EDC, ou ITS, CESS, possédant plusieurs années d'une expérience professionnelle acquise dans une fonction semblable au sein d'une banque de dépôts.

Ecrire sous référence 782/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

CHEF DE GROUPE PRODUITS TECHNIQUES

PARIS

EQUIPEMENT AUTOMOBILE

BOSCH

La Société ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A. (C.A. 2 milliards de Francs - Effectif 2 200 personnes) qui occupe une place prépondérante sur le marché français, en particulier dans le domaine de l'équipement automobile, recherche UN CHEF DE GROUPE PRODUITS TECHNIQUES pour son Département Vente Pièces de Rechange Automobile. Sous l'autorité du Directeur de Département et assisté de deux chefs de produits, il sera responsable pour plusieurs lignes de produits :
- de la détermination de la stratégie en fonction des données du marché,
- du plan marketing,
- de la mise au point des prix de vente,
- de la marge dégagée.
Il proposera des mesures susceptibles d'améliorer le positionnement et la part de marché des produits. Il se tiendra au courant de l'évolution du marché et de la concurrence et gardera un contact constant avec tous les canaux de distribution. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 30 ans, de formation Ingénieur ou grande école de commerce, parfaitement bilingue français/allemand, et possédant plusieurs années d'une expérience professionnelle acquise dans le marketing des produits techniques.

Ecrire sous référence 780/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.



PIERRE ET VACANCES leader de l'immobilier de loisirs

implanté sur 31 sites prestigieux à la mer et à la montagne (30.000 lits en exploitation), constitue un Groupe en forte expansion, et recherche un « challenger » pour occuper la fonction de

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Il sera chargé de la gestion d'opérations immobilières dans leur ensemble : mise au point et obtention des permis de construire, lancement des appels d'offres, suivi des chantiers, des plannings et des livraisons. Il élaborera les bilans. Il suivra la trésorerie et il mettra au point les documents de vente. Il entretiendra des relations avec tous les intervenants (architectes, entreprises...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (ESC...), possédant une expérience analogue. Homme d'action et ambitieux, il sera prêt à s'investir totalement au sein d'une équipe jeune et motivée. Ce poste basé à Paris, implique des déplacements sur les sites touristiques.

Ecrire sous référence 781/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL

PARIS 86

recherche

animateur de formation

Jeune diplômé(e) d'enseignement supérieur, sensibilisé aux problèmes d'organisation, vous avez valorisé votre formation par 2 ou 3 années d'expérience professionnelle.

Vous serez responsable de la conception, la gestion et l'animation d'actions de formation portant sur :
- les technologies nouvelles (informatique, bureautique, micro-informatique),
- et leur mise en œuvre dans l'entreprise.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions sous référence 6897 à :
Organisation et Publicité - 2, rue Maréchal - 75001 PARIS, qui transmettra.

Cadre d'Exploitation expérimenté

Important établissement bancaire recherche un Cadre d'Exploitation expérimenté (MF) Classification V/VI.

Exigences minimales :

● Formation Grandes Ecoles Commerciales ou équivalent,

● Expérience dans la fonction (Cadre Exploitant) : 5 ans

● Connaissances approfondies des Crédits PME/PMI.

Motivation commerciale (Entreprises et particuliers).

Perspectives d'emploi suivant potentiel reconnu : Direction ou sous-direction d'agence en région parisienne.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions s/réf. 4838 à :

l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

OFFRES

Votre dossier

Financ

recherche pour ses agences
des cadres expérimentés
pour la gestion des opérations
de crédit et de placement
dans le secteur des entreprises
et des particuliers.
Le candidat devra posséder
une formation supérieure
et une expérience professionnelle
de plusieurs années.
Ecrire sous référence 783/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

ACCORÈM 88

recherche pour ses agences
des cadres expérimentés
pour la gestion des opérations
de crédit et de placement
dans le secteur des entreprises
et des particuliers.
Le candidat devra posséder
une formation supérieure
et une expérience professionnelle
de plusieurs années.
Ecrire sous référence 783/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

ACCORÈM 88

recherche pour ses agences
des cadres expérimentés
pour la gestion des opérations
de crédit et de placement
dans le secteur des entreprises
et des particuliers.
Le candidat devra posséder
une formation supérieure
et une expérience professionnelle
de plusieurs années.
Ecrire sous référence 783/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

ACCORÈM 88

recherche pour ses agences
des cadres expérimentés
pour la gestion des opérations
de crédit et de placement
dans le secteur des entreprises
et des particuliers.
Le candidat devra posséder
une formation supérieure
et une expérience professionnelle
de plusieurs années.
Ecrire sous référence 783/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

ACCORÈM 88

recherche pour ses agences
des cadres expérimentés
pour la gestion des opérations
de crédit et de placement
dans le secteur des entreprises
et des particuliers.
Le candidat devra posséder
une formation supérieure
et une expérience professionnelle
de plusieurs années.
Ecrire sous référence 783/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

ACCORÈM 88

recherche pour ses agences
des cadres expérimentés
pour la gestion des opérations
de crédit et de placement
dans le secteur des entreprises
et des particuliers.
Le candidat devra posséder
une formation supérieure
et une expérience professionnelle
de plusieurs années.
Ecrire sous référence 783/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

ACCORÈM 88

recherche pour ses agences
des cadres expérimentés
pour la gestion des opérations
de crédit et de placement
dans le secteur des entreprises
et des particuliers.
Le candidat devra posséder
une formation supérieure
et une expérience professionnelle
de plusieurs années.
Ecrire sous référence 783/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

ACCORÈM 88

recherche pour ses agences
des cadres expérimentés
pour la gestion des opérations
de crédit et de placement
dans le secteur des entreprises
et des particuliers.
Le candidat devra posséder
une formation supérieure
et une expérience professionnelle
de plusieurs années.
Ecrire sous référence 783/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

ACCORÈM 88

recherche pour ses agences
des cadres expérimentés
pour la gestion des opérations
de crédit et de placement
dans le secteur des entreprises
et des particuliers.
Le candidat devra posséder
une formation supérieure
et une expérience professionnelle
de plusieurs années.
Ecrire sous référence 783/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

ACCORÈM 88

recherche pour ses agences
des cadres expérimentés
pour la gestion des opérations
de crédit et de placement
dans le secteur des entreprises
et des particuliers.
Le candidat devra posséder
une formation supérieure
et une expérience professionnelle
de plusieurs années.
Ecrire sous référence 783/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

ACCORÈM 88

recherche pour ses agences
des cadres expérimentés
pour la gestion des opérations
de crédit et de placement
dans le secteur des entreprises
et des particuliers.
Le candidat devra posséder
une formation supérieure
et une expérience professionnelle
de plusieurs années.
Ecrire sous référence 783/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

ACCORÈM 88

recherche pour ses agences
des cadres expérimentés
pour la gestion des opérations
de crédit et de placement
dans le secteur des entreprises
et des particuliers.
Le candidat devra posséder
une formation supérieure
et une expérience professionnelle
de plusieurs années.
Ecrire sous référence 783/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

ACCORÈM 88

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Votre domaine d'intervention : Sud Europe

L'un des leaders internationaux dans le domaine de la mini-informatique, connaissant un rapide développement de ses activités, recherche pour la région Sud Europe (France, Belgique, Italie) un

Jeune

Financial Controller

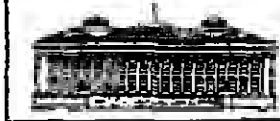
Rapportant au H.Q. international (U.K.), il a des responsabilités très opérationnelles : établir les résultats comptables, fiscaux, financiers des filiales, s'assurer de leur conformité avec les exigences locales et les normes du groupe, préparer les budgets et les forecasts et suivre la réalisation, gérer la trésorerie et les opérations avec les banques, analyser et développer les équipes comptables, fournir à la Direction Internationale les éléments d'analyse et de contrôle nécessaires à la bonne marche financière de la région.

Parfaitement bilingue français/anglais, diplômé d'une Ecole de Commerce + DECS, le candidat aura une solide expérience de 3/4 ans des techniques comptables et financières anglo-saxonnes.

Le poste, évolutif, est basé au Sud de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence R 40906 M à TEG - 113 rue de l'Université - 75007 Paris.

The Executive Group
(France)
Management



La Compagnie des Agents de Change assure le fonctionnement de la BOURSE et gère les services des charges. La Chambre Syndicale a pour vocation d'en promouvoir le développement et d'être un des éléments moteurs du marché financier. Elle recherche un bon professionnel (femme ou homme) comme responsable des

RELATIONS PUBLIQUES

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur Sc. Po - Eco. Fi. ou équivalent et vous avez orienté votre carrière vers les relations publiques. Vous êtes, après au moins six ans d'expérience des R.P., reconnu comme un professionnel de la fonction ; vous y avez développé votre aisance et vos qualités relationnelles, et acquis une forte capacité rédactionnelle vous permettant de concevoir et de produire des supports d'information ; vous êtes déjà aussi l'animateur d'une équipe de travail. Dépendant directement du directeur des relations extérieures et du développement, vous prendrez en charge, mais il vous faudra faire vos preuves, notre équipe "relations publiques" : information et relations avec la presse, contacts avec le public, édition, manifestations. Votre mission consistera à assurer par vous-même la vie quotidienne de cet ensemble, et à mettre en œuvre votre compétence et votre technicité de spécialiste de relations publiques pour appuyer les actions entreprises par notre organisation. Votre réussite dans cette fonction et votre capacité à prendre en compte et à valoriser notre spécificité vous permettront d'évoluer parmi nous à moyen terme vers d'autres responsabilités.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux sous réf. 5891 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO MANAGEMENT
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11
MEMBRE DE SYNTHEC

Débutez à l'exportation

... RIYADH... LIMA... PEKIN... CASABLANCA... COTONOU...

Jeunes Ingénieurs,
Centrale, Supélec, Mines,
ENSAM, ENSI...

Nous sommes le leader européen de l'entreprise électrique. Nos Services des Travaux Extérieurs sont présents sur 150 chantiers dans 40 pays. Ils poursuivront le développement de leurs activités à l'exportation grâce à vous.

Après quelques mois d'intégration et de préparation, passés sur nos chantiers France et dans nos centres de formation, nous vous confierons différentes missions successives à l'étranger où vous coordonnerez puis progressivement dirigerez les travaux de montage, d'essais et de mise en service sur nos chantiers de centrales électriques, postes HT, aéroports... Au delà de vos compétences techniques, vous aurez à mobiliser et à investir vos qualités humaines et votre énergie pour réussir votre chantier. L'importance des réalisations dont vous serez chargé et l'autonomie qui vous sera laissée, vous feront accéder rapidement à un niveau élevé de délégation et de décision. Nous saurons vous offrir les perspectives de carrière d'un groupe international dont la dimension et la diversité des activités vous permettront d'évoluer en fonction de vos compétences et de vos souhaits vers de nouvelles responsabilités. Si vous êtes mobile, homme de terrain et d'action, si vous maîtrisez une ou plusieurs langues étrangères, prenez contact avec CGEE ALSTHOM, Services des Travaux Extérieurs, Courcelleur 1, 1, rue Arthur Ladwig, 92300 Levallois-Perret.

CGEE ALSTHOM

VOTRE CARRIERE ET
LA BANQUE CREDIT DU NORD

La compétition de l'économie moderne exige des hommes et des femmes décidés et un professionnalisme rigoureux.

Soyons clairs.

Pour réussir, il faut en prendre les moyens



humains

Dans un contexte très concurrentiel, notre force commerciale doit être de tout premier plan.

Elle doit se montrer capable d'analyser les besoins de la clientèle et de trouver les formules de réponse adaptées.

Interlocuteurs des particuliers ou des entreprises, nos collaborateurs sont en prise directe avec les mouvements de l'économie.

technologiques

En 1986, 3000 micro-ordinateurs répartis en 600 réseaux locaux fourniront les supports de gestion de la banque, soit une moyenne d'un ordinateur pour 3 personnes.

L'architecture informatique originale mise au point à cette occasion constitue une importante innovation.

Nous recrutons:

cadres confirmés (ées) souhaitant valoriser leur expérience vers des postes à responsabilité, (confidentialité des candidatures assurée),
débutants (es) grandes écoles d'ingénieur ou de commerce. L'exploitation bancaire ou informatique sont deux entrées possibles mais ne constituent qu'un premier poste. Les candidats (es) devront être capables d'évoluer vers l'ensemble des activités de la banque.

Ecrire: DIRECTION DU PERSONNEL
6/8, boulevard Haussmann 75009 Paris

Crédit du Nord

BATEG

Implantés en région parisienne,
nous sommes la filiale régionale de
CAMPENON BERNARD
CONSTRUCTION
l'un des tous premiers groupes
français du bâtiment.

Notre société créée en 1983 recherche dans le cadre de son fort développement (activité multipliée par trois en trois ans) :

INGENIEURS DEBUTANTS

Travaux réf. 200

Commerciaux réf. 201

Etudes de Prix réf. 202

Gestion réf. 203

De nombreux postes sont offerts aux candidats désireux de participer à la réalisation des objectifs très ambitieux que l'entreprise s'est fixée.

Nous leur offrons la possibilité de débiter leur carrière dans une entreprise jeune (moyenne d'âge 30 ans), moderne (micro - informatique, bureautique), performante et en pleine expansion, éléments déterminants au moment de choisir un premier emploi.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à l'attention de Monsieur DAPILLY, BATEG 31, avenue de l'Europe - BP 300 78143 VELIZY CEDEX.

baill'équipement

Groupe BAIL EQUIPEMENT
- Place Vendôme -
CREDIT BAIL MOBILIER,
CREDIT et LOCATION DE BIENS
D'EQUIPEMENT PROFESSIONNEL

recherche pour succéder son chef de service juridique

CADRE JURIDIQUE (H F)
débutant

Titulaire d'une maîtrise du droit des affaires (dont droit des sociétés), ayant :
- des capacités d'adaptation rapide à la diversité des sujets juridiques à traiter,
- une aptitude à travailler avec des interlocuteurs de niveaux divers, pour participer à l'étude de problèmes juridiques liés à l'activité du groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V., détaillé et prétentions au Département du Personnel - 22, place Vendôme - 75021 PARIS CEDEX 01

BOURSE DE POUVOIR
classe V ou VI

GRH conseils

CHIEF DE GROUPE
PRODUITS TECHNIQUES

BOSCH

GRH conseils

PIERRE &
VIANCES

RESPONSABLE DE PROGRAMME

GRH conseils

animateur
de formation

Code
d'Exploitation
expérimenté

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



La Banque de France

recrute
LE PERSONNEL D'ENCADREMENT
de ses comptoirs par la voie du

concours de rédacteur

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

1er cycle d'études supérieures

ou du diplôme d'une école de niveau au moins équivalent.

Date des épreuves écrites : Samedi 30 Novembre et Dimanche 1er Décembre 1985.

Inscriptions reçues du 9 Septembre au 9 Octobre 1985.

Aucun dossier ne sera adressé par voie postale après le 4 Octobre 1985.

Ce concours s'adresse aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) de nationalité française, âgés de moins de 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er Janvier 1985.

Documentation et renseignements à la Banque de France - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01 - Téléphone 292.40.17

La fonction "Qualité" ça existe aussi à Paris

± 250.000 Frs

Bien sûr, vous avez entendu parler de ce qui se fait au Japon... mais il y a plus près de vous une entreprise française, de renommée internationale, qui entend donner à cette fonction une place prépondérante.

Cette entreprise produit des matériels mettant en jeu quasiment toutes les technologies liées à la mécanique, à l'hydraulique et à l'électricité. Nous proposons à deux ingénieurs de venir nous rejoindre. Nous avons besoin de deux professionnels.

Un Ingénieur Electronicien

Il prendra en charge toute la fonction Qualité à l'interface entre l'intérieur qui conçoit, achète et monte, et les sous-traitants qui fabriquent.

Il aura donc à anticiper les problèmes le plus en amont possible - à la conception et aux méthodes - à agréer les fournisseurs et bien entendu à résoudre le quotidien.

Nous demandons une formation d'ingénieur de très bon niveau au fait des technologies classiques et nouvelles. Une expérience similaire acquise en Production et/ou en Qualité est un gage de réussite.

Réf. VS/1

Un Ingénieur Qualité de la Production

"Pièce maîtresse" de cette fonction auprès des équipes internes dans la réalisation de nos produits, c'est un décideur qui connaît bien les problèmes de montage, sait analyser une situation sur le champ, mobiliser les équipes et bien entendu travailler sur les procédures, les systèmes de contrôle et de suivi.

Cette fonction convient à un ingénieur de terrain, type Arts et Métiers.

Réf. VS/2

Dans ces deux postes, il faut être concret, pratique, ponctuel et tenace, débrouillard et aussi avoir une stratégie d'ensemble. Parce que vous avez une mentalité de manager, vous saurez intégrer les finalités de l'entreprise.

Votre challenge c'est le "zéro défaut". Votre opportunité : une société en croissance.

Merci d'adresser votre dossier, en précisant la référence, à notre Conseil INFRAPLAN, 83 boulevard Raspail - 75006 Paris. Les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion.

INFRAPLAN INFRAPLAN
83, Boulevard Raspail
75006 Paris

MEMBRE DE SYNTec

Crédits aux Entreprises

Vous êtes jeune; votre intérêt pour la matière financière s'est déjà traduit par des stages ou une expérience professionnelle dans ce domaine. Vous souhaitez vous orienter vers une fonction permettant d'exprimer largement votre goût des contacts, votre sens des responsabilités et votre dynamisme.

Organisme privé de premier plan, nous vous proposons de prendre la responsabilité de l'appréciation d'un tissu régional d'entreprises, après formation à nos techniques.

La fonction implique de mener avec une

grande autonomie la recherche et l'analyse d'informations permettant une décision de crédit.

Plusieurs postes sont à pourvoir rapidement dans nos services régionaux.

Ils offrent de réelles perspectives d'évolution en Province ou à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 3654 M à RSCG CARRIERES - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

Emploi et formation deux juristes

Un organisme professionnel, traitant en particulier des questions d'emploi dans un secteur attractif relevant du domaine des services, est amené, du fait de son expansion, à restructurer son département juridique.

Deux juristes, chacun dans son domaine tout proche collaborateur du Directeur Général, agiront en tant que conseil non seulement de la Direction, mais aussi des Instances Paritaires et des adhérents.

• Un senior traitera les problèmes de Droit du Travail, de la formation professionnelle continue, de Droit Commercial, de contentieux du F.A.F. Dans ce poste, il aura donc un véritable rôle de conseil juridique impliquant de nombreux contacts à tous niveaux.

• Un junior, chargé de suivre l'évolution du Droit Social, organisera concrètement les nombreuses réunions professionnelles et paritaires, en rendra compte et assurera la mise en œuvre des décisions, se déplaçant en province plusieurs fois par mois. Des études ponctuelles lui seront également confiées. Une grande attention sera portée à son sens des contacts et à ses capacités rédactionnelles.

Ces postes sont à pourvoir à Paris (8) au 2 septembre 85. Si vous avez une maîtrise en Droit Privé complétée par une bonne connaissance en Droit Commercial, un DESS de Droit du Travail ou une spécialisation dans la F.P.C., une première expérience professionnelle réussie, écrivez rapidement sous référence 8554 LM aux consultants du cabinet CLEAS.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTec

CONTROLE BANCAIRE et AUDIT INTERNE: UNE IMPLANTATION STRATEGIQUE A CREER.

Rattaché à la présidence de la CASDEN BANQUE POPULAIRE et de ses filiales, membre à part entière de l'Etat-Major de la banque, le **CONTROLEUR GENERAL**, que nous souhaitons associer à notre développement se révélera fin stratège des techniques et circuits bancaires.

Créer la fonction, c'est de toute évidence maîtriser depuis plusieurs années l'audit sous toutes ses formes, en assurer les responsabilités inhérentes à l'analyse et à l'organisation nécessaire. Sécurité des procédures, audit comptable et informatique sont les clés du système à implémenter défini par les axes prioritaires suivants :

- Surveillance du respect des instructions et de la réglementation,
- Procédure de toute enquête tendant à préserver les intérêts de la banque ou de ses clients,
- Proposition à la Direction Générale de toutes modifications ou révisions de procédures pouvant régler les difficultés ou les risques constatés dans tous les domaines d'activité.

Véritable précurseur de l'audit interne de la CASDEN BANQUE POPULAIRE, le titulaire trouvera une organisation de gestion sophistiquée répondant aux critères modernes d'efficacité. Homme de contact motivé, des appointements à l'image de son expérience lui seront proposés.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service du Personnel
CASDEN BP - 77424 Mennecy-la-Vallée Cedex 2

Casden - Banque Populaire



Filiale française d'un puissant groupe multinational, nous engageons une véritable mutation de notre outil informatique et de notre manière de travailler, devant conduire chacun, de la secrétaire à l'ingénieur, à devenir utilisateur direct, tant au siège de l'usine (100 personnes) que dans nos usines (300 personnes).

ingénieur informaticien exploitation et développement

- Votre première mission consistera à acquiescer la formation nécessaire à l'exploitation de notre système central relié à nos unités centrales IBM aux USA,
- puis à poursuivre la mise en œuvre d'une configuration informatique décentralisée (un VS 45 et 30 périphériques: PC, WANG et imprimantes) en cours d'installation,
- en vue de développer progressivement plusieurs applications: bureautique, organisation, décision, pour le siège et les usines.

Conscient des problèmes de sécurité (clés d'accès, plans de secours...) vous ferez aussi des aspects humains (formation, communications...), vous serez transformé en un besoin en programme ou en demande de programme.

Jeune ingénieur analytique, vous avez une première expérience vous ayant familiarisée avec l'exploitation et les télécommunications, possédez couramment anglais et avez le désir et le potentiel d'assumer des responsabilités évolutives dans une entreprise en développement.

Adresser votre dossier (lettre, CV, rémunération, photo) sous réf. 922 M à Mme Benoit, Résonance 80, rue Talibout 75009 Paris

futur contrôleur de gestion

Notre Société, 1400 personnes, 600 MF, filiale d'un Groupe très puissant, développe depuis longtemps et avec succès ses techniques dans l'électronique de pointe et diffuse des Equipements sophistiqués en France et à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer un Candidat susceptible de prendre à terme la succession du Contrôleur de Gestion en poste.

D'abord en Assistance du Contrôleur, il se familiarisera avec les structures de la Société et s'initiera, pour s'en imprégner rapidement, à nos techniques et nos méthodes.

Dans un deuxième temps, si la collaboration s'est révélée fructueuse, le poste de Contrôleur de Gestion pourrait lui être confié avec le contenu classique de la fonction qu'il aura à faire vivre et à développer: Budgets, Tableaux de bord, P.M.T., Contrôle: Analyses, Synthèses, Diagnostics à présenter à la Direction afin de l'éclairer dans les décisions à prendre.

Ce poste ne peut convenir qu'à quelqu'un de la fonction, diplômé d'une Grande Ecole de Gestion, dont la carrière se développe positivement depuis 5 ans au moins dans une Entreprise Industrielle importante.

Les personnes intéressées, de nationalité française, voudront bien faire parvenir leur dossier sous référence 3430-M à I.C.A., 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Implantation à la limite de Paris

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

Un challenge pour un Chef de produits senior

L'un des grands de la chimie se lance dans l'agro-alimentaire. Ingénieur agro (ENSAIA - ENSBANA...) ou chimiste, vous avez une expérience d'environ 5 ans acquise comme chef de produits dans l'alimentaire. Vous aimez les challenges et vous savez relever les défis; le lancement d'une nouvelle activité au sein d'un grand groupe pourrait vous passionner.

Quelles seront vos missions ?

- Etudier des marchés et faire des propositions pour la stratégie produits;
- créer des liens étroits avec les services marketing clients;
- constitution de dossiers marketing pointus pour la vente de nouveaux concepts et produits;
- assurer la mise en œuvre et la coordination des moyens de communication dans le cadre des lancements;
- concevoir et suivre la réalisation des moyens promotionnels et des campagnes publicitaires.

Vous avez un tempérament de battant ? Vous êtes fin stratège ? Vous vous adaptez facilement ? Alors à vous de jouer !

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V. + rémunération actuelle) sous référence 68 M à CURRICULUM 4, rue Tronchet 75008 PARIS.

OFFRE

ORGANISME DE
dans le secteur

LE RESPONSABLE

MISSION
... du marché
... du matériel
... des méthodes
... des services
... des fonctions
... des parties

FORMATION
... à l'usage
... de la
... de la

EXPERIENCES
... dans un
... de la

RESP
EMPLOI

EGOR

le personnel
se trouve un poste

futur chef
agénieur d'

★ ★ ★ ★ ★

★ ★ ★ ★ ★

★ ★ ★ ★ ★

★ ★ ★ ★ ★

★ ★ ★ ★ ★

★ ★ ★ ★ ★

★ ★ ★ ★ ★

★ ★ ★ ★ ★

★ ★ ★ ★ ★

★ ★ ★ ★ ★

★ ★ ★ ★ ★

★ ★ ★ ★ ★

150

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ORGANISME DE FORMATION ET DE CONSEIL
dans le secteur Agro-Alimentaire recherche

LE RESPONSABLE DU SERVICE CONSEIL

MISSION :

- Développer le Service
 - par analyse du marché
 - dans le cadre d'objectifs négociés
- Elaborer les méthodologies, les outils
- Négocier avec les entreprises des plans d'interventions dans différentes fonctions (commercial, finances, marketing, etc.)
- Manager des petites équipes pluridisciplinaires d'experts

FORMATION :

- Agro ou ENSIA + formation à la gestion (JCG, CPA, IHI, INM, etc.)
- Ecole supérieure de commerce
- Expert comptable

EXPERIENCES :

- Plus de 5 ans dans un Cabinet de Conseil ou d'expérience en entreprise de préférence en agro-alimentaire

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions s/réf. 401, à SWEETS Publicité, 9 rue du Delta, 75009 PARIS qui transmettra.

Complexité croissante des équipements...

polyvalence accrue des équipes...

Ce sont les données majeures du contexte dans lequel vous évoluerez, en prenant la responsabilité de notre service.

Investissements - Maintenance - Travaux neufs

260 000 F +

En effet, sous la responsabilité de notre Directeur d'Etablissement et dans le cadre d'un Groupe français important (10 000 personnes), vous poursuivrez la mutation technologique de cette unité (250 KF - 500 personnes), pour laquelle ont été consacrés 300 MF d'investissements en 3 ans (début de rénovation du parc machines, en particulier, et développement des méthodologies propres à accentuer le caractère préventif de la maintenance de nos installations. Bien sûr, dans une industrie à délais réduits, vous devrez aussi pouvoir « déployer » vos équipes (50 personnes), très rapidement, pour minimiser les arrêts en production. En fait, prévenir le plus souvent, guérir s'il le faut.

Cette fonction majeure ne peut convenir qu'à un jeune ingénieur (Mines, AM, ICAM...) à très fort potentiel, d'au moins 28 ans, ou bien à un professionnel de la maintenance ayant dirigé des équipes importantes. La maîtrise de l'électro-mécanique est essentielle, la possession d'une solide culture et/ou pratique de l'électronique et des automatismes, très souhaitable.

Poste basé en banlieue Sud de Paris.

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière sous la réf. CRD/MIT/AM.

RAYMOND POULAIN CONSULTANTS 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

INGENIEUR CONSULTANT

SPECIALISTE SYSTEME IBM

Nous sommes la filiale française d'un grand groupe international. Notre société est une des rares au niveau mondial capable de mettre en place des systèmes informatiques intégrés internationaux et multilingues (Herd, Soft et Télécom). Compte tenu du développement du marché des secteurs sur lesquels nous intervenons, nous renforçons nos équipes et recherchons un ingénieur système IBM.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur connaissant bien l'environnement IBM plus qu'un spécialiste d'un operating system précis : notre centre technique prendra le relais.

La mission que nous offrons est plus vaste car il s'agit véritablement d'un poste d'ingénieur consultant.

Diplômé de préférence de l'enseignement supérieur et/ou pouvant justifier d'une expérience significative au sein d'une SSSI ou chez un utilisateur. Autonome, il assurera avec aisance les contacts chez les clients et sera responsable du développement des applications et des projets. Véritable support technique, il analysera les problèmes survenant en cours d'implantation et coordonnera tous les éléments nécessaires pour les résoudre. Homme ou Femme de Conseil avant tout, il effectuera la liaison avec la Direction Européenne et le Responsable du Groupe Applications, mais aussi assistera nos clients pour optimiser le développement des systèmes et leur assurer une formation efficace.

L'anglais écrit et parlé est nécessaire. Il sera exigé une expérience de 2 ans minimum dans l'environnement IBM.

Adressez votre dossier de candidature sous référence 735 M à notre Conseil

ALPHA C&I, 181 avenue Chéris de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE

RESPONSABLE EMPLOI-FORMATION HF

Paris

Filiale d'un des plus importants groupes industriels européens, cette société emploie plus de 2000 personnes.

Le titulaire du poste assiste le Directeur des Relations Humaines dans le domaine de l'emploi et de la formation. Il intervient opérationnellement auprès du siège et agit en tant que conseil auprès des responsables des unités de production.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur. Il exercera depuis 2 ou 3 ans des responsabilités dans un service emploi-formation. Il connaît la formation comme un investissement obligatoire permettant à l'entreprise d'être compétitive.

La taille du groupe, son dynamisme, sa politique en matière de gestion des ressources humaines permettront d'offrir à ceux qui réussissent de multiples évolutions de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M29/1270 N.

EGOR PROMOTION

63, rue de Ponthieu 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor

MONTREAL

Pour renforcer le potentiel technique de notre cellule développement, nous créons un poste de

futur chef de projet ingénieur d'études électroniques

Il se verra confier la conception de l'industrialisation des produits, de la préétude jusqu'au lancement en production, et collaborera étroitement avec les divers services de l'usine.

Sa fonction comprendra également la proposition de modifications ou d'améliorations afin d'optimiser nos produits.

Une expérience d'une à deux années dans le secteur électronique grand public constituerait un atout supplémentaire. La maîtrise de l'allemand, à défaut celle de l'anglais est impérative.

Filiale d'un groupe international, implantée à Caen, nous pouvons offrir des opportunités de carrière à un candidat de valeur.

Si ce poste vous intéresse, adressez lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence EEM au

egor

Poissonniers Commercial Building

11, Fg Poissonnière 75009 PARIS

Discretion assurée

THOMSON-CSF

DIVISION SIMULATEURS

INGENIEURS HAUTES PERFORMANCES

Votre entreprise vous considère comme un INGENIEUR LOGICIEL performant et vous a confié l'étude et la réalisation d'ensembles complexes utilisant l'Electronique, le Temps Réel, l'Optique...

Aujourd'hui, vous avez réussi votre premier pas professionnel, mais vous souhaitez allonger votre foulée!

Vous allez gagner avec nous, car vous êtes capable de maîtriser les techniques de pointe utilisées dans un Simulateur. Pour cela...

IL FAUDRA VOUS BATTRE

... car le combat que nous menons au plan mondial pour développer notre position dans le cadre d'une vive compétition internationale (marché des Simulateurs d'avions, de centrales nucléaires et de systèmes d'armes) est difficile.

Vos atouts pour réussir :

- 3 à 5 ans d'ingénierie en logiciel temps réel appliqué à l'Aéronautique ou l'Aéronautique.
- Langue anglaise bien maîtrisée.
- Goût et pratique des techniques de pointe.
- Enthousiasme et goût de la coordination.

A. de Bejarry - THOMSON-CSF - Division Simulateurs - B.P. 226 - 95523 CERGY-PONTOISE - est prêt à vous recevoir. Réf. IC.85.13.M.

THOMSON-CSF

DIVISION SIMULATEURS

Marketing pharmaceutique

2 Postes sont proposés à des PROFESSIONNELS CONFIRMES, diplômés d'études commerciales supérieures :

chef de groupe de produits cardio-vasculaire, antidiabétiques

chargé d'études maîtrisant bien les outils statistiques actuels (formation complémentaire d'analyses de marchés appréciée).

Pour des cadres expérimentés, capables de se fixer et d'atteindre des objectifs ambitieux, ces niveaux de responsabilité devraient représenter une étape vers un développement de carrière favorisé par les projets du Groupe.

SK&F

Laboratoire SMITH KLINE & FRENCH

12, place de la Défense, 92090 PARIS-14-DEFENSE Cedex 26. Ecrire avec dossier complet, C.V., désiderata sous réf. M2 à Direction du Personnel. Discretion et réponse assurées.

CONTACTER TELEPHONIQUEMENT : UTILISER VOTRE MINUTE (1) 01.14.14.14

Ingénieur mécanicien

France — USA

Vous avez environ 30 ans et vous voulez devenir votre propre maître par la valeur de vos idées.

Inventer et matérialiser de nouvelles formes reste pour vous la motivation essentielle d'un ingénieur.

Vous n'avez pas brûlé vos livres de cours ; vous êtes toujours capable d'établir et de calculer le modèle mathématique d'un système physique.

Vous avez vous-même travaillé en atelier ou sur banc d'essai (et pas seulement dirigé vos adjoints).

Vous êtes capable de défendre - en anglais - vos idées et vos résultats devant un auditoire d'ingénieurs spécialisés et compétents.

PUBLIVAL, 27 Route des Gardes 92190 MEUDON qui transmettra

Nous sommes une petite équipe de réputation mondiale. Nos machines brevetées sont fabriquées par de grands groupes industriels sur plusieurs continents.

Au sein de notre principal laboratoire situé dans le Connecticut près de New York, vous assurerez la relève des générations et deviendrez membre d'un triumvirat franco-américain qui doit prendre progressivement le contrôle technique, commercial et financier.

Ecrivez-nous avec C.V., photo et lettre manuscrite sous référence 6106 pour préparer notre rencontre dans notre laboratoire parisien début juillet à

Partenaire de nos Managers : un challenge pour un Pro du recrutement !

Important Groupe Français de taille internationale (16.000 personnes) dont le siège est situé à Paris 8^{ème}, cherche le

RESPONSABLE EN RECRUTEMENT ET RESSOURCES HUMAINES GROUPE HF

De formation psycho (ou équivalent) vous avez une expérience de la fonction en milieu industriel ou en cabinet. Outre une parfaite maîtrise des techniques de recrutement, vous avez une vision plus large de la fonction, cela inclut pour nous : Définition de poste, Promotion interne, Sélection, Accueil, Intégration et Formation des nouveaux Embarqués. Rattaché au Directeur des Ressources Humaines du Groupe, autonome dans votre approche, vous serez chargé de l'ensemble du recrutement du Groupe et serez aussi le Conseil en Ressources Humaines de l'encadrement.

Notre Groupe offre de réelles opportunités de carrière au sein de cette Direction ou dans des Divisions Opérationnelles. De bonnes notions d'anglais sont nécessaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 4575 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris.

Champs-Élysées

Institut français de la mode

Assistante du D.G.

Nous sommes un établissement de formation supérieure récemment créé par les grands couturiers et professionnels de la mode pour développer un enseignement spécifique aux métiers du textile, de l'habillement et de la haute couture.

Nous vous proposons de participer à notre naissance et notre développement. Vous seconderez le Directeur Général dans tous les domaines de son action : relations extérieures, administration générale et pédagogique. Ce poste vivant et varié comporte de nombreux contacts de haut niveau. Agé de 30 ans minimum, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et avez acquis une expérience de plusieurs années dans le secrétariat de direction. Anglaise courant indispensable. Nous vous offrons une possibilité d'évolution parallèle à notre développement et une rémunération compétitive. Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 2049IM à Annie HELLEGOUARCH, S&F-CEGOS, Tour Chénouet, 92116 BOULOGNE CEDEX.

sélé

CEGOS

Membre de SYNTHEC

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

POUR PARIS - 8^e ARRONDISSEMENT

BANQUE

RECHERCHE

UN CONSEILLER EN GESTION DE PATRIMOINE ANIMATEUR D'ÉQUIPE

Pour l'une de nos plus importantes agences, nous recherchons l'animateur d'une équipe de conseillers chargés de gérer et développer une clientèle importante de particuliers : cadres, chefs d'entreprises et professions libérales.

Le candidat aura lui-même simultanément une action de fond en matière de conseil en gestion de patrimoine sur un portefeuille de clientèle de haut niveau qu'il devra étoffer.

Il inscra son action de développement et d'animation dans l'axe des stratégies de la banque (gestion globale requérant la maîtrise technique intégrale d'opérations financières, boursières et immobilières) et devra à ce titre avoir le souci de situer son action dans une perspective de rentabilisation optimale.

Une solide expérience évolutive ayant fait suite à une formation supérieure est indispensable. Les dispositions commerciales sont essentielles. Il dépendra directement de la direction de cette importante unité.

La réussite confirmée dans la fonction ouvrira de larges possibilités au sein de notre réseau ou de notre siège.

Écrire sous numéro 7.473 le Monde Pnb.
service Annonces classées, 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS, une des premières Sociétés de Services et d'Ingénierie Informatique (2000 pers., 730 Millions de CA, en progression de 28%) recherche pour sa **DIVISION MOYENS DE PAIEMENT**, un

CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous prendrez en charge, très rapidement, la responsabilité du contrôle de gestion de la Division (processus budgétaire et de planification, tableaux de bord, développement des procédures, analyse économique...).

Vous assurerez la liaison entre les différents départements et la direction administrative et financière du groupe.

Ancien HEC, ESSEC, ESCP : option finances et gestion, vous possédez une expérience de 4 à 5 ans dans une fonction similaire, avec une parfaite maîtrise de la technique.

Vos qualités relationnelles, votre esprit de rigueur et imaginatif seront vos atouts pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et salaire souhaité) sous réf. NC/MR/104 à notre conseil Michel ROSENBERG, 53, rue N-D-de-Nazareth, 75003 PARIS.

GRUPE DES FROMAGERIES BEL

PARIS

(6300 personnes, 18 usines)
Recrute pour son Département Organisation et Informatique - basé dans le quartier St-Lazare - doté d'un réseau de matériel IBM articulé autour d'un centre serveur 4341 (VM, VSE, CICS, SGBD) et de nombreux IBM 36.

JEUNE ANALYSTE H/F

Titulaire d'une maîtrise en informatique, débutant ou ayant une première expérience. À l'issue d'une période de formation, le candidat retenu se verra confier des analyses d'applications de gestion. Il dirigera le travail en équipe et aura à cœur d'atteindre un bon niveau de professionnalisme notamment en matière de méthodologie.



Merci d'adresser CV et prétentions à
Fromageries Bel - Richard FOLLIOU
4 rue d'Anjou 75008 Paris

CABINET RÉPUTÉ DE CONSEILS EN BREVETS D'INVENTION - PARIS

recherche pour :

- Analyses et rédactions techniques, consultations technico-juridiques, pour l'obtention et la défense de brevets, France et Étranger.
- Au sein d'une équipe dynamique en contact à haut niveau avec entreprises innovatrices.

INGÉNIEURS

DIPLOMÉS OU FORMATION ÉQUIVALENTE

- Électricité (électronique et/ou électro-technique) ou
- Mécanique et/ou physique.
- Très bon anglais - Allemand souhaité.
- Expérience juridique ou propriété industrielle appréciée.

Poste évolutif en fonction des capacités et résultats.

Envoyer C.V. en précisant références et prétentions sous N° 09813 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

BANQUE PRIVÉE FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL, nous créons un DÉPARTEMENT CORPORATE FINANCE

au service de notre clientèle PME Pour secondar Le Responsable de ce Département nous recherchons un

CADRE

ayant une expérience confirmée acquise auprès d'une banque d'affaires et d'un cabinet d'Audit. Le poste est basé à Paris avec déplacements fréquents à prévoir dans le réseau. Connaissance indispensable de l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 5400 / M à OCBF, 66 rue de la Chaussée d'Antin 75009 Paris

BANQUE PARISIENNE recherche

CHEF D'AGENCE Classe V à VIII

Votre expérience en exploitation de plusieurs années, votre connaissance de la clientèle des PME et des particuliers, votre sens du contact doivent vous permettre de prendre en charge la responsabilité d'une de nos Agences.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la réf. 54728 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui fera suivre en toute discrétion.

Très importante banque privée recherche dans le cadre de son développement sur les régions :

PARIS - NORD - SUD-EST - PAYS DE LOIRE

3 directeurs d'agences

1 sous-directeur administratif

2 fondés de pouvoir administratif

2 fondés de pouvoir clientèle entreprise

Nous attendons des hommes et des femmes diplômés qui prendront le risque d'entreprendre au sein d'une structure dynamique.

A votre réelle compétence et à votre solide expérience bancaire correspondra une rémunération motivante.

Prenez contact avec nous dès aujourd'hui en écrivant sa réf. D.E. à CONTEXTE PUBLICITE sous N° 12722 - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui nous transmettra.

volvic oasis

Pour renforcer notre service de développement nous recherchons

Ingénieur AGRO ou similaire

Pour lui confier le suivi et l'évolution de notre gamme de BOISSONS AUX FRUITS en étroite relation avec la Production, les Achats et le Marketing.

Le candidat retenu aura acquis une première expérience technique (éventuellement au cours d'un stage de longue durée) si possible dans le domaine des jus de fruits.

Il devra avoir une bonne connaissance de l'ANGLAIS et être disponible pour de courts déplacements en Usine (en FRANCE ou même à l'ÉTRANGER). Poste à pourvoir banlieue Sud de Paris.

Merci de nous envoyer votre dossier complet (CV + photo + prétentions) sous réf. 1386 M ou transmettez-le à CV PLUS en composant le (1) 828.40.25 sur votre Minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.

377 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

Gestion de clientèle classe VI

Une BANQUE renommée pour la qualité du service rendu et l'efficacité des rapports personnalisés avec une clientèle exigeante et sélectionnée, recherche un

RESPONSABLE CLIENTELE ENTREPRISES.

Il assurera la gestion d'un ensemble de comptes, assurera les relations avec sa clientèle. Véritable banquier de chacun de ses clients, il sera leur conseil pour toutes les opérations bancaires et financières, leur apportant le service le plus complet.

Pour ce poste de responsabilité et à forte autonomie, nous recherchons un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC...) possédant de quatre à cinq années d'expérience dont deux dans la gestion de clientèle d'entreprise.

La structure de la banque offre des opportunités réelles de progression.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 506202 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac - 75007 Paris



Société Française leader mondial dans la fabrication et la pose de conduites flexibles sous-marines de haute performance (1000 personnes), recherche :

un(e) assistant(e) analyste en financement

Il/Elle participera en particulier :

- à l'Analyse des Appels d'Offre,
- à la Recherche des différents moyens de financement et de garanties, Proposera les solutions les plus adaptées.

Au sein de la Direction Financière, il/elle sera rattaché(e) au TRESORIER et sera amené(e) à travailler en étroite collaboration avec les Responsables de Projets (commercial - juridique).

Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) bilingue anglais, possédant un BTS de Commerce International, de bonnes notions de comptabilité et si possible des connaissances en Informatique.

Poste Agent de Maîtrise, évolutif.

Une expérience de 2 à 3 ans serait appréciée.

Envoyez C.V. + photo à Mme WATTEAU, COFLEXIP, 23, avenue de Neuilly, 75116 Paris.

Institut Français du Pétrole
recherche pour son Service ACHATS :

INGENIEUR Grande Ecole
TRES BONNE PRATIQUE DES TECHNIQUES MODERNES D'ACHATS
Age minimum 38 ans.
Pour encadrer et animer un service de 20 personnes, en cours d'informatisation, 160 millions de chiffre d'achats par an, dans des domaines très divers (2/3 matériel de laboratoire, 1/3 matériel de bureau).
• très bonne maîtrise de la langue anglaise,
• très bon sens du contact,
• sens de l'organisation et du commandement.
Lieu de travail : Ruell-Malmaison (92).
Envoyer CV, photo et prétentions à :
n° 51033 YOUNG & RUBICAM CONTACT - BP 73 - 92105 BOULOGNE CEDEX.

Important groupe industriel français 4500 personnes - 1,5 milliard de CA.
recherche pour son siège social situé dans la banlieue Nord-Ouest de la région parisienne, un

JURISTE (H/F)

Placé sous l'autorité du Responsable du Département Juridique, ce spécialiste se verra confier des tâches polyvalentes dans les domaines suivants :
- contrats internationaux
- recouvrements - mise en place de garanties
- tenue à jour des informations relatives à ces domaines
- relais assurances.
Il aura de nombreuses relations, tant à l'intérieur du groupe (services financiers, comptables, chefs d'établissement et de production, directeurs des filiales françaises et étrangères), qu'à l'extérieur (clients, hommes de loi, assureurs, etc.).
Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure juridique de base (maîtrise ou DESS de droit) ayant entre 5 et 10 ans d'expérience dans une grande entreprise industrielle ou commerciale. Une bonne pratique de la langue anglaise dans le domaine juridique est indispensable.
Age minimum souhaité : 30 ans.
De réelles possibilités d'évolution sont offertes au sein du groupe.
Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 1114 à Lévi tourmay Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra Discretion assurée.

services vous assiste dans le recrutement bancaire

BANQUE PARISIENNE recherche

CHEF D'AGENCE Classe V à VIII

Votre expérience en exploitation de plusieurs années, votre connaissance de la clientèle des PME et des particuliers, votre sens du contact doivent vous permettre de prendre en charge la responsabilité d'une de nos Agences.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la réf. 54728 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui fera suivre en toute discrétion.

COFLEXIP

Société Française leader mondial dans la fabrication et la pose de conduites flexibles sous-marines de haute performance (1000 personnes), recherche :

un(e) assistant(e) analyste en financement

Il/Elle participera en particulier :

- à l'Analyse des Appels d'Offre,
- à la Recherche des différents moyens de financement et de garanties, Proposera les solutions les plus adaptées.

Au sein de la Direction Financière, il/elle sera rattaché(e) au TRESORIER et sera amené(e) à travailler en étroite collaboration avec les Responsables de Projets (commercial - juridique).

Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) bilingue anglais, possédant un BTS de Commerce International, de bonnes notions de comptabilité et si possible des connaissances en Informatique.

Poste Agent de Maîtrise, évolutif.

Une expérience de 2 à 3 ans serait appréciée.

Envoyez C.V. + photo à Mme WATTEAU, COFLEXIP, 23, avenue de Neuilly, 75116 Paris.

Ingénieur

recherche pour son service de développement

Directeur de Distribution

recherche pour son service de développement

L'Organisation Logistique

recherche pour son service de développement

Un Ingénieur Technico-Com

recherche pour son service de développement

Auditeur

recherche pour son service de développement

150 من المال

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Importante société industrielle située en banlieue Nord de Paris recherche :

Un Ingénieur Système nouveaux projets

Sa mission consistera à assurer le suivi technique et la réalisation d'un important et intéressant projet. Il adaptera un logiciel généralisé à l'environnement technique de l'entreprise (IBM 4381, bases de données, TP...) et à un contexte centre serveur. Agé de 28/40 ans environ, de formation école d'ingénieurs ou IUT d'informatique, le candidat portera couramment l'anglais. Il aura déjà une expérience de quelques années dans un environnement technique comparable et sera familier des problèmes liés aux transmissions de données. La rémunération est motivante. Veuillez adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 637 à



18, Avenue Matignon, 75008 PARIS.

DESSEN

Une importante société spécialisée dans le stockage et la distribution de biens de consommation, recherche :

Le Directeur Logistique Distribution

Sa mission sera d'animer une grande équipe (environ 250 pers.) et d'optimiser la gestion des stocks et expéditions. Il devra en outre réduire les délais actuels de réapprovisionnement. Agé d'au moins 35 ans, le candidat est un professionnel de la distribution et a de préférence une formation supérieure. Familier du dialogue avec l'informatique, il a acquis une expérience réussie de la gestion physique d'un stock important et de l'animation du personnel. Le poste est à prendre en grande banlieue parisienne. (réf. 638)

L'Organisateur Logistique

Sa mission sera de réorganiser la logistique (stockage, distribution) et de mettre en place un système de distribution permettant de tirer parti des développements les plus récents de l'informatique. A plus long terme, il étudiera différents projets et proposera des mesures d'amélioration de la productivité. Le candidat est un ingénieur grande école, âgé de 30 ans environ. Il aura acquis une expérience d'au moins trois ans dans le conseil en organisation, de préférence dans le secteur de la logistique/distribution ou fabrication. Une bonne culture informatique de base est indispensable. Le poste est basé en grande banlieue parisienne. (réf. 639) Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence correspondante à



18, Avenue Matignon, 75008 PARIS.

DESSEN

Grand groupe international recherche, pour développer sa force de vente en France :

Un Ingénieur Technico-Commercial semi-conducteur

Sa mission couvre l'ensemble de la fonction commerciale. Il devra développer le marché existant, identifier et approcher de nouveaux clients, promouvoir la gamme de produits avec l'aide de spécialistes techniques, et assurer le suivi de la logistique commerciale. Agé de 28/35 ans environ, de formation Ingénieur électronique ou équivalent, il portera couramment l'anglais. Il aura déjà une expérience de quelques années de la vente de matériel électronique ou de semi-conducteurs. Ce poste implique des déplacements. La rémunération est motivante. Veuillez adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous la référence 622 à



18, Avenue Matignon, 75008 PARIS.

DESSEN

Important Groupe de Distribution recherche pour son service Audit Interne

Auditeur Adjoint H/F

De formation DECS ou équivalent + 2 à 3 ans d'expérience audit acquise de préférence en cabinet comptable. Pour ce poste les missions seront les suivantes : - contrôle et suivi des procédures administratives et comptables - révision des comptes des filiales du groupement. Ce poste nécessitant autonomie, esprit d'initiative, disponibilité sera basé à Paris avec de nombreux déplacements en province. Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 1107 à Lévi Tezary/Ascom 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra



ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche un

INGENIEUR ELECTRONICIEN CONFIRME (Position III)

Diplômé Grande Ecole et passionné par la technique

CADRE :

Une importante équipe projet assurant l'étude, la réalisation, la mise au point d'ensembles complexes, faisant appel à tous les aspects de la technique : logiciel, hyperfréquence, circuits analogiques et logiques, etc. et mettant en œuvre des technologies de pointe.

RESPONSABILITE :

Animer et encadrer une équipe d'ingénieurs hautement qualifiés assurant : - la définition et l'intégration de sous-systèmes, - la définition, la mise au point, la réalisation d'essais en sol et en vol.

Si ce poste vous intéresse et que vous éprouvez l'envie de participer au développement d'une Société dynamique et entreprenante.

Ecrivez, en joignant photo et CV à :

Administration du Personnel ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT 55 Quai Carnot 92214 SAINT CLOUD.

CONFESSE



SNECMA : LE DEFI TECHNIQUE

recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES ECP - SUP'AERO - MINES - ENSAM...

souhaitant travailler dans un environnement de technologies de pointe et intéressés par les domaines de la mécanique thermodynamique, combustion, automatisme, électronique...

Merci d'adresser, sous référence PER, lettre manuscrite, CV et prétentions à SNECMA Département Encadrement - 2 boulevard Victor - 75724 PARIS CEDEX 15.

SOCIÉTÉ NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateur, notre GROUPE (28.000 personnes, dont 3.200 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

GROUPE SNECMA

CONFESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (1) 256.10.15

Futur Chef de Division Maintenance

Nous sommes une entreprise industrielle performante du secteur métallurgique (1000 pers., CA 2 Milliards, croissance 20 % par an), filiale d'un important groupe français.

Nous souhaitons préparer la relève en vue du départ en retraite de notre Chef de Division Maintenance. Nous recherchons un ingénieur Grande Ecole de 35 ans minimum possédant si possible une formation d'ingénieur et ayant acquis une première expérience en gestion et maintenance d'ensembles électro-mécaniques complexes. Dans un premier temps il secondera le Chef de Division Maintenance dans la gestion de son budget (40 millions), la recherche des coûts les plus compétitifs et l'amélioration des techniques. Il assistera dans l'animation du personnel de la Division (100 personnes) et dans le pilotage d'une importante sous-traitance. Par la suite il prendra la responsabilité globale de la Division.

L'usine fonctionne à deux shifts. Elle est installée dans une région agréable, en grande banlieue Nord de Paris. Logement de fonction ou indemnité compensatrice.

Ecrivez à notre Conseil. Maryse PERCHE vous remercie de lui adresser votre curriculum vitae avec photo et rémunération actuelle sous réf. 3093M



65 avenue Kléber, 75116 PARIS.

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

DESSEN

ORGANISATEURS CONSEILS HF

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Pour vendre des équipements de haute technicité dans l'industrie, nous recherchons :

2 ingénieurs commerciaux très performants

Filiale d'un important groupe français, notre Société (C.A. : 780 MF) a acquis une forte notoriété dans le domaine des équipements industriels où nous intervenons comme concepteurs, constructeurs, assembleurs.

Nous confierons la responsabilité et le développement commercial (gestion de marchés) à des ingénieurs de plus de 30 ans ayant une expérience réussie dans la négociation de contrats à composants multiples (quelques MF) et nécessitant la connaissance maîtrisée des procédés de fabrication dans au moins un des secteurs suivants : agro-industrie, alimentaire, chimie, énergie hors

pétrole, métallurgie. Nous leur assurerons une formation complémentaire pour ce qui concerne nos techniques spécifiques.

L'autonomie et la capacité à proposer des solutions devront faire partie des qualités dominantes des candidats recherchés qui, basés à Paris, auront à intervenir tant sur les marchés français qu'à l'exportation et pour lesquels la pratique courante de l'anglais est nécessaire.

Adresser votre dossier de candidature complet, sous la référence 4122/LM à notre Conseil Jacques GUYON.

HAY Manager 13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS



FRANCE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Saxby Manutention
Chariots élévateurs et tracteurs aéroportuaires

Important constructeur de chariots élévateurs, nous recherchons pour notre usine de 350 personnes située près de CREIL (à 40 minutes de Paris) :

Chef du Service Ordonnancement

Rattaché au Responsable de Production de l'usine, le candidat retenu doit en premier lieu assurer la relève du titulaire actuel qui part en retraite.

Dès son entrée dans la société, il prendra en charge cette fonction et sera associé à la mise en place progressive d'un nouveau système de gestion informatisée.

Mécanicien de préférence, âgé au moins de 30 ans, il a acquis une expérience de l'ordonnancement et du lancement, en petites et moyennes séries, avec gestion de la production par ordinateurs. Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 403 LM à notre Conseil :

Fulbert COLUMELLI
SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.

Soderhu
MEMBRE DE SYNTIC

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

La filiale CREDIT BAIL MOBILIER du CREDIT AGRICOLE recherche pour son service "Etudes des Risques"

un chargé d'études financières

qui aura pour tâche :

- l'étude des dossiers du Crédit Bail
- la prise de décision dans le cadre de sa délégation, ou la présentation des dossiers à l'autorité compétente (supérieur hiérarchique ou comité),
- le suivi des relations avec les Délégations Régionales, les Caisses Régionales et les correspondants extérieurs,
- le calcul des barèmes,
- élaboration et suivi des statistiques d'activité.

Une formation supérieure à caractère financier ou économique est exigée ainsi qu'une expérience de 2 à 3 ans dans l'étude des dossiers de financement d'entreprises.

Ce poste est basé dans la banlieue Ouest de Paris et comporte des déplacements occasionnels en province.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence LAM 0435
ONCA - Direction du Personnel - Gestion des Personnes - 75710 PARIS BRUNY

volvic Gestion oasis de production

Pour améliorer nos performances et accroître notre efficacité, nous recherchons notre RESPONSABLE du SERVICE DES EXPLOITATIONS.

En position fonctionnelle au sein de la Direction Industrielle en Région Parisienne, il sera chargé de veiller à l'utilisation optimale de l'appareil de production (3 Usines et sous-traitances) en fonction des besoins commerciaux.

Il devra coordonner les services concernés, établir les procédures, superviser les plannings, contribuer à améliorer la productivité dans le respect de nos critères de qualité. Il s'appuiera sur nos moyens informatiques.

Le candidat retenu, âgé au minimum de 35 ans, devra avoir une expérience réussie en Production et/ou en Organisation Industrielle ainsi que des qualités de communication nécessaires à son action. Fréquents et courts déplacements dans nos Usines.

Merci de nous envoyer votre dossier complet (CV + Photo + prétentions) sous réf. 1397M ou transmettez-le à CV PLUS en composant le (1) 828.40.25 sur votre Minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Voiehard - 75015 PARIS



SMA btp

recherche

le Responsable de la Branche Technique Incendie - Bris de Machine de la Société

Apte à prendre rapidement en charge l'équipe existante, il sera d'ores et déjà chargé de :

- veiller au développement du portefeuille
- procéder à l'élaboration des polices ou à la modification des contrats existants
- représenter notre Société dans les commissions de Règlements de Sinistres et les réunions de l'Assemblée Plénière
- apporter une assistance technique efficace aux Responsables d'Unité de gestion.

Adresser dossier de candidature, photo et prétentions sous réf. RBL à Mme VIARD
Société Mutuelle d'Assurance du Bâtiment et des Travaux Publics
114 avenue Emile Zola 75739 Paris Cedex 13

SIEMENS

Siemens Data un constructeur européen accepte le combat

Notre société, 1er constructeur européen de matériels électroniques et informatiques dont la compétence s'exerce essentiellement dans les secteurs des moyens et grands systèmes vous propose de rejoindre ses équipes.

Pour assurer notre expansion et augmenter notre part de marché, nous recherchons :

Ingénieurs Commerciaux confirmés

Vous assurerez la responsabilité de vos résultats commerciaux en regard des objectifs assignés. Une expérience réussie dans la vente de produits informatiques est indispensable.

Postes basés à PARIS ou PROVINCE. Des déplacements sont à prévoir sur toute la France.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur dossier sous référence 1111/M à :

Siemens S.A.
Département du Personnel
BP 122 - 93204 ST DENIS Cedex 01

Siemens Data l'avenir informatique est aussi européen

RACAL-REDAC
Linking Concept to Product

Leader en IAO - CAO - CFAO ELECTRONIQUE (83/84 : + 40 %) recherche :

INGENIEURS D'APPLICATION HF

Diplômé d'une école d'ingénieur électronicien, vous avez acquis en labo, depuis 3 ans au moins, une bonne expérience dans la conception des circuits électroniques et si possible, des simulateurs.

Nous vous offrons un job ouvert et vivant, démontrer notre matériel, l'adapter aux besoins de notre clientèle, former et conseiller les utilisateurs.

Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais. Mobile et disponible, vous voulez être de l'avant d'une équipe dynamique.

Ecrivez avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre nom, s/réf. RA/MOI, à :

michel jouhannaud conseils
40 bis, avenue de Saxe - 75007 PARIS

TERMINAUX POINTS DE VENTE VIDÉOTEX PAIEMENT ELECTRONIQUE

ELECTRONIQUE C.K.D.

recherche POUR SON - SERVICE ETUDES - PLUSIEURS

INGENIEURS ELECTRONICIENS

DÉBUTANTS ou 1 à 3 ANS D'EXPERIENCE BONNE CONNAISSANCE en Microprocesseurs, Matériel et Logiciel.

Perspectives d'évolution de carrière intéressantes au sein d'une société dynamique à taille humaine. Restaurant d'entreprise, 13^e mois.

Envoyer c.v. à : ELECTRONIQUE C.K.D.
5, rue du Lionnet, Z.I. des BETHUNES,
93110 SAINT-OUEN-LAUMONIE.

LE CABINET PANISSOD-SUNNER
Conseil - Diagnostic
Outils de communication
Formation - Recrutement

recherche pour renforcer son équipe

UN JEUNE CONSULTANT

qui sera chargé de la Formation au management et aux Relations Humaines et de la mise en place des systèmes de communication auprès de nos clients (sociétés de services).

Il devra rapidement fidéliser et développer la clientèle dont il sera responsable par la qualité de ses prestations.

Il a au moins 25 ans, un niveau d'études Supérieures et une expérience de 2 à 3 ans dans une structure opérationnelle qui lui a permis de développer son sens de l'Analyse et de la Synthèse.

Autonome, mais avec l'esprit d'équipe, ses qualités relationnelles seront avant tout appréciées. Amené à se déplacer fréquemment, il doit être mobile.

Merci d'adresser votre candidature s/réf. LM 2406 (lettre man. + CV + photo + prêt) à Mme LABILLE
CABINET PANISSOD-SUNNER
109, rue de Turenne 75003 PARIS

Seila

Société Nationale employant 8500 personnes réparties en 40 établissements sur toute la France, nous recherchons pour structurer notre développement un :

Jeune contrôleur de gestion

PARIS

Vous aurez pour mission d'établir les budgets, de suivre et contrôler les réalisations, d'analyser les écarts et d'améliorer les outils. Vous travaillerez à la Division chargée des approvisionnements des tabacs en feuille située à notre siège. De formation supérieure de gestion (ESC, maîtrise), vous serez amenés à prendre des responsabilités faisant appel à votre esprit d'analyse et de synthèse, à votre sens des initiatives, à votre savoir-faire relationnel et à votre goût pour le travail en équipe. Une première expérience dans une fonction similaire serait appréciée.

Merci d'envoyer sous référence 695/1M, (CV + photo + prétentions) à Bernard Julhiet Psycom 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

L'une des principales Sociétés Françaises d'Éclairage recherche dans le cadre du développement de son Service Export



RESPONSABLE DE ZONE EXPORT

chargé du développement des ventes à l'exportation. De formation supérieure Ingénieur ou Ecole de Commerce, il aura une expérience réussie de 5 ans dans l'exportation. Bilingue anglais exigé, une 3^e langue serait appréciée.

ASSISTANT(E) EXPORT

Il(elle) sera chargé(e) de l'administration commerciale - expositions, suivi des contrats, commandes, dossiers... Pratique de l'anglais courant indispensable. Les 2 postes sont basés à PARIS.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo, prétentions (en précisant le poste souhaité) à EUROPHONE, Nicole RABIER, 156, bd Haussmann 75008 PARIS.

L'une des premières sociétés françaises d'assurances I.A.R.D. recherche pour son siège en proche banlieue parisienne, un

contrôleur budgétaire

Sa mission : Rattaché directement au responsable du contrôle budgétaire et de gestion, il sera chargé de la mise au point et de la mise en place d'un système de suivi budgétaire.

Peu ailleurs, il participera activement à la conception d'une comptabilité analytique par produit et par fonction.

Pour mener à bien sa mission, il sera en liaison permanente avec les services chargés de la comptabilité et des relations avec les établissements régionaux. Il utilisera des outils de bureautique.

Ses profits : De formation supérieure type Ecole de Commerce ou option finance, formation universitaire - D.E.C.S. - il justifiera d'une expérience professionnelle réussie en matière de contrôle budgétaire et de gestion. Il sera tout à la fois, un homme de rigueur et de communication pour assurer un dialogue de qualité entre le contrôle budgétaire et de gestion et les autres services de la Société.

Pour un recrutement rapide, adressez votre lettre manuscrite de candidature, Curriculum-Vitae, photo et prétentions, à : notre Conseil (Confidentialité garantie pour les candidats en poste. Aucun dossier ne sera transmis sans leur accord).

ceforpe - marc forget et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

UN GRAND CABINET D'AUDIT FRANCAIS
MEMBRE D'UN DES PRINCIPAUX RESEAUX INTERNATIONAUX

Nous vous proposons de rejoindre nos

Chefs de mission

pour contribuer à l'encadrement de nos équipes basées à Paris.

VOUS RECHERCHER :

- la référence d'une organisation réputée sur le plan technique
- l'accès à de réelles possibilités de carrière et à une rémunération évolutive ;

NOUS RECHERCHONS :

- votre expérience de 3 ou 4 ans en audit, cela au sein d'un cabinet français ou anglo-saxon ;
- votre profonde motivation à participer à notre développement, avec une conviction professionnelle affirmée ;
- votre intérêt pour la diversité des interventions, dans des entreprises de toutes tailles et de tous secteurs, françaises ou internationales (anglais courant souhaité).

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 2106M à :

ID IMPACT DEVELOPPEMENT
Monceau Commercial Building
38 rue de Lisbonne 75008 PARIS

GROUPE BANCAIRE

recherche pour son siège

UN CHARGE D'ETUDES DE CREDIT HF

Le candidat retenu, diplômé d'études supérieures (Maîtrise de Sciences Eco ou Ecole de Commerce), aura 5 ans d'expérience professionnelle acquise en milieu bancaire.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions N. 4656
PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

50 من الأول

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

REJOIGNEZ

UNE IMPORTANTE
BANQUE PRIVEE !

Dans le cadre du développement important de notre Département Financier, nous recherchons des collaborateurs pour renforcer nos équipes dans les domaines :

GESTION ADMINISTRATIVE
ET COMPTABLE DE SICOMI

Les nouveaux collaborateurs participeront à la mise en place de ce nouveau produit et devront posséder une expérience approfondie de cette activité.

Pour ces deux postes, le lieu de travail se situe à Paris-2^e.
Nous vous remercions d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3620/LM à

GESTION ADMINISTRATIVE
ET COMPTABLE DESICAV, FCP, SCPI

Pour faire face à l'expansion rapide de nos opérations dans ce domaine, nous recherchons des collaborateurs, niveau BTS ou BAC G2 ayant, si possible, une expérience de la fonction.

Pour ces deux postes, le lieu de travail se situe à Paris-2^e.
Nous vous remercions d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3620/LM à

MEDIA BA
9, 14 de la rue - 75002 Paris
qui transmettra

Crédit National

recherche
pour son SERVICE DES ETUDES JURIDIQUES

JURISTE
à DOMINANTE FISCALE

Il sera chargé principalement d'étudier les problèmes juridiques et fiscaux relatifs à l'activité de l'entreprise (opérations de prêts) et à celle de ses filiales (crédit bail, prises de participations, garanties...).

Il assurera aussi à l'intérieur de l'entreprise un rôle de Conseil et s'efforcera de résoudre concrètement les problèmes posés.

Il devra posséder :

- une maîtrise de droit minimum,
- de bonnes connaissances du droit des affaires et du droit fiscal appliqué aux entreprises,
- cinq années d'expériences acquises dans un cabinet spécialisé, ou dans un service juridique de banque ou d'entreprise.

Rémunération attractive et perspectives de carrière pour un candidat performant.

Prérez d'adresser une lettre manuscrite avec Curriculum-Vitae, salaire souhaité et photo (retournée) au CREDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales, 45, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Pour son centre de recherche situé en banlieue Sud-Est de Paris important groupe agro-alimentaire engage un

Jeune ingénieur
spécialisé en G.L.A.

Ses connaissances et l'expérience acquise doivent lui permettre d'intervenir rapidement dans les secteurs suivants : séparation par membrane, techniques de manipulation stérile et de conditionnement aseptique des produits alimentaires, et toute activité dans le domaine du génie alimentaire.

Sa tâche consistera, au niveau de notre atelier pilote, à mettre au point des procédés nouveaux dans les domaines considérés. Il devra, en particulier, avoir un esprit suffisamment rigoureux pour concevoir et exécuter les protocoles expérimentaux indispensables.

Adressez candidature, en précisant sur l'enveloppe la réf. 4590 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.



2 OSCARS A L'EXPORTATION
Prix de la performance
1er CONSTRUCTEUR MONDIAL DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
1er CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TEXTE A ECRAN
Dans le cadre de sa mission Assurance Qualité Fiabilité, recherche pour ses Centres d'Etudes et de Développement de la Région Parisienne et pour son Centre de Fabrication de Fontenay

Ingénieurs Qualité

Ces postes s'adressent à des ingénieurs ayant plusieurs années d'expérience dans cette fonction

- Bon niveau technique général (électro-mécanique, électronique, logiciel, statistique)
- Expert d'initiative, rigueur
- Facilité de dialogue
- La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Adressez dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 980 à

SAGEM

Direction du Personnel et des Relations Sociales 6, avenue d'Alma 75783 PARIS CEDEX 16.

RESPONSABLE
du SYSTEME de REPORTING

ALLEMAND SOUHAITE

Groupe International recherche pour sa filiale française (1500 personnes) le responsable du système de reporting.
Bonnes connaissances de la langue allemande souhaitées.

Adressez C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 51030 à Y. R. CONTACT - B.P. 73 - 92105 BOULOGNE CEDEX qui transmettra.

Audit Operationnel

LE GROUPE BSN - 1^{er} groupe alimentaire français, 28 Mds de Fd C.A. dont 30% réalisés à l'étranger, plus de 80 sociétés - recherche un auditeur confirmé pour son SERVICE CENTRAL D'AUDIT.

Il sera responsable de missions d'audit opérationnel dans les différentes sociétés du groupe tant en France qu'à l'étranger. Interlocuteur des Directions de filiales, il contribuera à l'amélioration de leur gestion et de leur organisation. Il aura un rôle d'animation et de formation de jeunes auditeurs.

En abordant toutes les fonctions de l'entreprise dans des sociétés différentes par leur taille, leur structure, leur marché, il diversifiera ses compétences et acquerra une connaissance approfondie du groupe et de ses hommes. Cette expérience privilégiée lui permettra d'accéder à terme à des responsabilités opérationnelles de haut niveau.

Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures possédant une expérience de 2 à 4 ans d'audit, et souhaitant faire évoluer sa carrière au sein d'un des tout premiers groupes français. Des connaissances en allemand et/ou en espagnol seront appréciées.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 25 M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Tolérance - 75381 Paris Cedex 08.

L'une des premières sociétés françaises d'assurances I.A.R.D.
recherche pour son siège en proche banlieue parisienne, un

cadre technicien
des produits d'assurances I.A.R.D.

Sa mission : Au sein d'un service chargé de la création des produits et de la conception des éléments qui permettent aux établissements régionaux de gérer et de diffuser ces produits, il participera : à la définition des normes d'acceptation des risques et à l'élaboration des tarifs et des documents de gestion ; à l'étude des adaptations régionales de produits et de tarifs ; à la conception des procédures de gestion des contrats en liaison avec le département informatique.

Il sera rattaché directement au responsable du service.
Son profil : De formation supérieure juridique, Sciences Economiques... il aura déjà une connaissance pratique du monde de l'assurance I.A.R.D. acquise lors d'un stage ou d'une première expérience significative. Il devra allier rigueur, sens de l'analyse et de la synthèse avec une grande capacité d'expression écrite et orale.

Pour un recrutement rapide, adressez votre lettre manuscrite de candidature, C.V., photo et prétentions à : SCTM01, à notre Conseil (confidentialité garantie pour les candidats en poste. Aucun dossier ne sera transmis sans leur accord).



ceforpe - marc forget et associés
10, rue de la Victoire, 75009 Paris.

CREDIT CHIMIQUE

BANQUE NATIONALE
recherche

organisateur

Mission :

- définir les procédures administratives, en assurer la mise en place et le suivi,
- suivre l'évolution de la réglementation professionnelle et ses incidences sur l'organisation interne,
- mener les études visant à l'amélioration des outils de gestion notamment en matière de micro-informatique,
- assister les services utilisateurs et l'informatique lors de la conception et de la mise en place des systèmes de gestion.

Profil :

- formation supérieure,
- expérience de 2 à 4 ans au sein d'un service d'organisation, d'inspection ou d'études,
- connaissance des opérations bancaires absolument indispensable,
- maturité dans les contacts,
- connaissances en informatique appréciées.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence 211-M à MAMREGES, 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE

La Caisse Nationale de Crédit Agricole recherche dans le cadre de son développement pour sa Direction Internationale :

Un(e) responsable
de zone géographique
Europe du Nord

(Grande-Bretagne, Irlande, Pays Scandinaves)

Il (elle) aura pour mission de :

- proposer une politique de développement pour la zone,
- analyser les risques pays, banques et entreprises,
- développer et entretenir le réseau de correspondants,
- apporter un soutien à la clientèle française pour ses besoins financiers et commerciaux sur l'étranger.

Il est demandé :

- un diplôme d'études supérieures économiques,
- une expérience de 8 à 10 ans en exploitation bancaire,
- anglais courant.

Envoyer lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. SD 0634 CNA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brunet.

Afin de renforcer nos équipes systèmes,
nous recherchons un



INGENIEUR SYSTEME

pour participer au support technique du réseau de télétraitement ou à la mise en œuvre d'un traitement de textes intégré.

De formation Ingénieur en informatique ou équivalent, vous avez le goût des problèmes techniques et vous voulez valoriser vos connaissances au sein d'une équipe motivée.

Nous sommes la filiale informatique des AGF, second groupe français d'assurances.

Nous disposons actuellement de 3000 terminaux répartis en France autour d'un équipement central IBM avec d'importantes bases de données IMS (600.000 messages/jour).

Adressez CV + prétentions sous référence 317/M à GIE - Direction du Personnel Tour Franklin - 92081 Paris La Défense 11



GENERAL
INFORMATIQUE
ET TELETRAIEMENT

Banque 2^{ème} arrondissement
recherche en vue de l'extension de
son département international

UN CAMBISTE « COMPTANT »

Solides connaissances du « Spot » des relations clients, courtier et correspondant. Anglais indispensable.

UN GRADE « TRESORERIE FRANC »

Connaissances comptables appréciées. 2 ans d'expérience minimum. Anglais souhaité.

UN GRADE « BACK OFFICE DEVICES »

Solides connaissances des opérations cambistes et de leur comptabilisation. 3 ans d'expérience minimum. Anglais souhaité.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Ecrire à PIERRE LICHOU S.A. - sous réf. 3643 BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

La Société Mutuelle
d'Assurance sur la Vie
du Bâtiment et des Travaux Publics
recherche un

Professionnel
Confirmé
de l'Actuariat

Responsable des contrats individuels, il anime une équipe de 6 personnes.
Ayant à ses côtés des collaborateurs certains le goût de la gestion et le sens de l'encadrement, il est apte à exprimer ses besoins auprès de l'indemnitaire.

La rémunération, de l'ordre de 200.000 F par an, sera fixée en fonction de la formation et de l'expérience du candidat.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo, en précisant la rémunération actuelle et le salaire souhaité à : Mlle Vard - SMA VIE 114, av. Emile Zola 75739 Paris Cedex 15.

IMPORTANT GROUPE
INTERNATIONAL
DE
TRAVAUX PUBLICS

recherche

CADRE COMPTABLE

parlant couramment anglais
(niveau BTS, DECS de préférence).
Expériences de quelques années en Cabinet comptable appréciées.

COMPTABLE n° 2

parlant couramment anglais
(BTS souhaité)

Ces postes sont basés à MONTREUIL et nécessitent plusieurs déplacements à l'étranger par an, d'une durée moyenne de 15 jours.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo, prétentions en précisant le poste souhaité sous N° 49041 M - HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

Société nationale Paris-16^e
RECHERCHE

UN COLLABORATEUR

Pour son service :

Budget et contrôle de gestion

- Débutant ou expérience de 2 ou 3 ans.
- Titulaire d'un diplôme de l'I.E.P. de Paris ou d'une école supérieure de commerce de province ou équivalent ET d'une maîtrise de sciences économiques ou équivalent.

LIBRE AVANT LE 31 AOUT 1985.

Les candidats masculins doivent être libérés des O.M.

Envoyer C.V., photo et prétentions : sous n° 307 839 M REGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

BARRY S.A.

Holding d'un important Groupe Agro-Industriel
NEGOCE INTERNATIONAL ET TRANSFORMATION DU CACAO.
Dix usines implantées en Europe, Afrique et aux U.S.A.
Chiffre d'affaires 3 Milliards de Francs, recherche,
pour compléter son équipe, deux jeunes

CONTROLEURS DE GESTION

de formation HEC, ESSEC ou ESCP (25 ans environ).
• Votre spécialisation ou une première expérience vous ont donné la maîtrise des techniques de base.
• Votre sens du dialogue et vos capacités de travail en équipe vous ouvriront d'intéressantes possibilités d'évolution au sein du Groupe, ce qui impose une grande mobilité.
• La pratique de l'anglais est indispensable pour l'un des deux postes.
Envoyer C.V., photo et prétentions au Service du Personnel
2, boulevard Michelet Hardicourt 78250 MEULAN

ÉTABLISSEMENT FINANCIER

recherche pour renforcer son équipe

ASSISTANT DE GESTION OBLIGATAIRE

- Aptitude à la négociation.
- Bonne formation économique.
- Connaissance de l'information souhaitée.

Le candidat retenu participera aux activités de contrepartie à la gestion des instruments de placement collectif (SICAV, Fonds Communs...) ainsi qu'à l'amélioration des outils d'aide à la décision.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
RÉGIE PRESSE sous n° 307.748 M,
7, rue de Montcaumon, 75007 PARIS.

AUDIT

vous êtes
SENIOR SUPERVISOR
ou
MANAGER

dans une firme d'Audit
— Vous recherchez un poste à responsabilité dans un grand Cabinet Français, Commissaire aux Comptes d'importants groupes.
— Nous avons un projet pour vous.
Env. lettre de candidature manuscrite, CV, photo et prétentions à Yves GALTIER - FRINAULT FIDUCIAIRE 8, rue Bellini - 75016 PARIS.

Grande entreprise nationale

RECHERCHE pour son siège social Paris

1 CADRE DÉBUTANT

(HEC, Sup. de Co, Maîtrise de gestion)

Le candidat devra participer à la conception et à la mise en place du plan informatique d'un Service Financier. Des connaissances en informatique et des qualités de contact sont nécessaires.

Adresser C.V. + photo à D.S.F.J., bureau 10/228
2, rue Louis-Murat, 75384 Paris Cedex 08.

RESPONSABLE PRODUIT

Sous la responsabilité du Directeur Commercial, il sera chargé du suivi et du développement commercial technique et administratif d'une gamme de produits. Expérience de l'ameublement et/ou Etudes Supérieures souhaitées. Le poste est à pourvoir dans les VOSGES.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/n° 1083 M sur enveloppe à
L'ASSOCIATION 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

Paris 7^e recherche

UN CADRE ELECTRO-TECHNIQUE

environ 35 ans.
Formation Bac technique, BTS Electro-technique. Expérience souhaitée : Cadre technique ou Responsable d'entretien dans une usine pour suivi d'exploitation technique et financière d'installations électro-techniques immobilières.

Env. CV, prétentions, photo s/n° 851806.

Cabinet Avenir Services
92, rue St Lazare, 75009 PARIS

IMPORTANTE MUTUELLE NATIONALE

recherche

2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

CONFIRMÉS DPS 7 - DPS 8

Les candidats possèdent au moins 2 ans d'expérience.
Ils sont autonomes et savent faire preuve d'initiative.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à Monsieur GRISTEAU

LOGICIEL ASSISTANCE

10, rue La Boétie - 75008 PARIS

L'Institut d'Informatique Intégrée

recherche des
CONCEPTEURS-RÉDACTEURS
DE DOCUMENTATION
EN INFORMATIQUE

ayant une expérience polyvalente
- en informatique
- en technique de documentation
- en rédaction de post-étre en enseignement.
Adresser C.V. au 11, rue Cujas, 75005 PARIS.

Gestion administrative

SICAV, FCP

CARDF : filiale en pleine expansion du Groupe Compagnie Générale recherche des gestionnaires administratifs SICAV, FCP possédant une première expérience dans ce domaine.
Niveau ITS ou BTS (grade banque classe IV).
Petite équipe jeune. Possibilités d'évolution. Avantages sociaux.
Merci d'adresser votre candidature s/n° 304 à M. C. BARTOLIN - COMPAGNIE BANCAIRE 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

groupe de la compagnie bancaire

CHEF DE PRODUIT

Diffuseur de produits, nous recherchons une personne dynamique et polyvalente pour gérer une équipe et participer à notre développement.
Vous aurez en charge la mise en œuvre des outils marketing et la promotion commerciale de vos produits. Les négociations commerciales avec les distributeurs vous seront confiées.
De formation supérieure, éventuellement titulaire d'un diplôme de gestion de produits, les négociations commerciales vous avec une première expérience commerciale ou marketing d'environ deux ans. Vous possédez une excellente capacité à faire passer un message et une bonne maîtrise de l'anglais.
Merci de nous écrire à : M. C. BARTOLIN - COMPAGNIE BANCAIRE 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

PROF. MATH lycée privé, du

poste PARIS ou région, rentrée

SEPT. 85, dans cadre sous

contrat. Références et expé-

rience. Tél. (3) 682-41-66.

Env. C.V. à Dumas,

20, rue de l'Arche, 75008 PARIS.

ORGANISME DE CONSEIL

recherche

CONSULTANTS

- gestion financière,

- analyses de forces de vente,

- management des hommes.

Env. C.V. à Dumas,

20, rue de l'Arche, 75008 PARIS.

GENOSYS SYSTEMES

recherche

INGÉNIEURS

LOGICIEL T.I.

MITRA, 68000, PDP, HP,

SOLAR

Téléphone : 606-35-60.

CACT

S.S.C.I. spécialisée dans la dé-

veloppement de logiciels pour le

BATIMENT sur MINI et MI-

CRO ORDINATEURS

recherche

INGÉNIEUR

pour DÉPARTEMENT CAO

Poste nécessitant TRES

BONNE EXPERIENCE

ET NEGOCIATION

COMMERCIALE

ANALYSTE

PROGRAMMEUR

SCIENTIFIQUE

pour DÉPARTEMENT CAO

TRES BON NIVEAU

Connaissance UNIX appréciée

INGÉNIEUR

pour développement logiciel

THERMIQUE DU BATIMENT

Envoyer C.V., photo, préf.

EN PRECISANT BIEN

LE POSTE CHOSI

à CACT Service du personnel

5/14, rue La Pérouse

75764 PARIS Cedex 16

METROLOGIE

N°1 Pour les N°1

MATRA - TELEVIDEO - INTEL - OKI - ATT

Après deux années de croissance douce qui nous ont permis de nous structurer et de mettre en place un outil de gestion performant, nous recrutons en 1985 pour une croissance de 50% dans les domaines professionnels de la micro-informatique industrielle, de la micro-informatique de gestion et de la bureautique.

Pour notre DIVISION GRANDS COMPTES, nous recherchons des

JEUNES DIPLOMES

D'UNE ECOLE DE COMMERCE

Votre goût pour la négociation et la réussite vous poussent à rechercher un poste où autonomie et responsabilité sont les règles de l'action, adressez-moi votre CV en respectant la réf. DES-Christiane BERT - METROLOGIE

Tour d'Asnières - 4, avenue Laurent Cely
92508 ASNIERES CEDEX.

Si ce domaine vous passionne et si vous avez l'ambition d'une carrière existante et rémunératrice dans une Société où autonomie et responsabilité sont les règles de l'action, adressez-moi votre CV en respectant la réf. DES-Christiane BERT - METROLOGIE

OBFA

ORGANISME DE FORMATION

recherche son

RESPONSABLE

DES STAGES

Ce poste à dominante administrative implique également un suivi pédagogique des stagiaires.

Expérience et forte personnalité demandées.

Envoyez C.V. à OBFA

60, rue Clément, 75013 PARIS.

ORGANISME

PROFESSIONNEL

NATIONAL

QUARTIER ÉTOILE

recherche pour son

SERVICE DES PROX

JEUNE

COLLABORATEUR

MAÎTRISE SCIENCES ECO

ou équivalent

Expérience 3/5 ans dans sec-

teur immobilier

POUR :

- Analyse des textes concer-

nant la législation de la

CONCURRENCE et des

PHIL

- Rédaction de circulaires à

l'attention des adhérents.

- Consultations écrites et

orales.

Libre immédiate

Envoyez C.V., photo et pré-

tentions à M. LE TEUFF

BLU 17, rue Labat

94307 Vincennes cedex qui

transmettra.

ST6 PETROLIERE

QUARTIER SAINT-LAZARE

URGENT

1 INGÉNIEUR

formation mécanique et génie

civil (ARS & Génie, ENSI ou

équivalent).

Débutant ou de préférence 1 à

2 ans d'expérience dans agri-

culture ou distribution pétrolière.

Bonne connaissance anglaise.

2^e langue appréciée. Expé-

rience prévue à court terme. En-

voyer C.V., photo et prét.

à M. LE TEUFF

121, rue Néaume, 75002 Paris.

ORGANISME

PROFESSIONNEL

NATIONAL

BATIMENT

PARIS

recherche

INGÉNIEUR

ou équivalent

30 ans environ, 5 à 10 ans ex-

périence dans la tech-

niq.

Pour participer à l'élaboration

et à l'application de la politique

de formation initiale et continue

de la profession :

- En préparant et émettant des

recommandations.

- En élaborant et interprétant le

réglément.

- En analysant les adhésions

des différents spécialistes

professionnels.

Envoyez C.V., photo et pré-

tentions à M. LE TEUFF

BLU 17, rue Labat

94307 Vincennes cedex qui

transmettra.

ÉCOLE DE COMMERCE

PARIS 17^e

prépare aux STS, et CAP

comptable et commercial

recherche

pour OCTOBRE

PROFESSEURS

DE COMPTABILITÉ

5 à 12 h. de cours hebdoma-

des

Ad. C.V. s/n° 97.661

à BLEU CONSEIL

218, r. de Fontenay, 94300

VINCENNES, qui transmettra.

conseils en carrière

DIRIGEANTS

A LA RECHERCHE

D'UN 2^e SOUFFLE

Vous êtes prêts à agir mais vous trouvez, comme beaucoup de dirigeants et cadres supérieurs qui ont atteint les niveaux élevés de la hiérarchie, que les techniques de prospection traditionnelles ne sont plus efficaces.

Nous sommes des spécialistes conseillant nos clients dans leur stratégie de recherche professionnelle - en particulier à travers une prospection de la face cachée du marché, soit plus de 2/3 des opportunités.

Votre premier pas ? Prenez un rendez-vous par téléphone ou par lettre pour un premier Bilan confidentiel et sans engagement. L'un de nos consultants vous communiquera, après cette analyse, nos possibilités d'intervention.

Forgeot Weeks

Conseils en Stratégie de Carrière

58, rue St Ferdinand - 75017 PARIS

Tél. : (1) 574.24.24

Meeting in English welcomed

secrétaires

NACAM

Filiale d'un groupe international
recherche pour sa

DIRECTION COMMERCIALE

SECRETAIRE

parfaitement trilingue

français-allemand-anglais.

Formation B.T.S. ou équivalent.

Excellente sténodactylo.

Adresser C.V. manuscrit, photo et

prétentions à M. LE TEUFF

Société NACAM

16, avenue de la République - BP 78

92503 RUEIL MALMAISON Cedex.

propositions diverses

VOUS ÊTES À LA RECHERCHE D'UN EMPLOI :

SAVEZ-VOUS QUE LA GRAPHO-PSYCHOLOGIE PEUT VOUS AIDER ?

Une bonne analyse grapho-psychologique vous aidera à vous présenter plus facilement chez un employeur potentiel. Elle vous permettra de vous orienter vers des domaines plus en rapport avec votre profil.

Demandez sans engagement notre formule d'analyse. La confidentialité la plus totale vous est garantie.

Envoyez ou téléphonez en vous référant à cette annonce.

GRAPHOLOGIE ET COMMUNICATION

9, place des Terres, 75017-PARIS

Téléphone : (1) 763-63-32

enseignement

MATH CONTACT

STAGES INTENSIFS EN JUILLET

MATH/PHYSIQUE

7 ELÈVES MAXI PAR CLASSE

17, rue de Metz, 75002 PARIS.

Tél. : 239-31-83. M. Sender.

villégiature

Av. parcs multipropriétés, stu-

dios, « Club Méd » type, pé-

risoles, villas, golf, piscine.

Dispos. imméd. S/n° C.S. 04-

Lors, 51, rue Saint-Pierre, 208,

92408 SAINT-CLÉMENT.

سكنا من الأصل

DEMANDES D'EMPLOIS

CONSULTANT HAUT NIVEAU

Docteur Math. Phys.
Ecole Polytechnique Zurich.
Spécialiste confirmé, calcul scientifique,
fatigue matériaux composites.
Recherche
poste de responsable développement application de CAO et
éléments finis.
Disponible de suite.

Ecrire sous n° 2638 le Monde Pub.
Service Annonces Classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

BATISSONS ENSEMBLE
VOTRE INFORMATIQUE
COMPTABLE ET FINANCIERE

Formation

Doctorat de 3^e cycle en informatique.
Certificat comptable du DECS + ICC.

Expérience

15 ans en conception et mise en place de sys-
tèmes comptables et financiers.

Recherche

Direction Service Informatique/Etudes ou poste de
responsabilité dans Direction Financière.

Ecrire s/n° 2572, le Monde Pub., Service ANNONCES
CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CHIEF DE PUB

Plus de 20 ans d'expérience dans grande agence spé-
cialisée. Formation journaliste. Ayant encore à apprendre,
mais beaucoup à apporter
(dynamisme, rigueur, imagination...).

Ecrire sous n° 6775, le Monde Pub.,
Service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

AGENT ETAT CAT A

Cherche emploi administratif
public/privé. Nantais et ouest.
Diplôme LETTRES et ONDIT
PUBLIC, connaissances droit
du travail, 6 ans expérience
gestion personnel.
Tél. H. 8.0. 250-33-00.
poste 520.

J.F. 27 ans marié AES option

droit privé. Anglais, notions in-
formatique, expérience PME,
audace, recherche emploi
communication, formation per-
sonnel France et étranger. Libre
de suite.

Ecr. s/n° 2638 le Monde Pub.

Service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

ADJOINT CHIEF DU PERSONNEL

29 ans, marié, natif AES ex-
périence : information sur le
service, suivi légalisation des pro-
cessus, statistiques CE, CHS,
CT, charnière poste fonction per-
sonnel, secteur finance, libre
de suite.

Ecr. s/n° 2638 le Monde Pub.

Service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Ch. avant départ service national

collaborateur administratif
durant 6/8 mois à par-
tir sept. 85 BAC 62.
Option informatique, gestion et
compta. perm. C. Paris.
bail. Tél. 413-20-78.

TOXICOLOGUE EXPERIMENTAL

poste de responsabilité dans
labo. de recherches. Spécialiste
de l'évaluation de toxicité des
produits chimiques, toxicologie
répétitive, carcinogénèse.

Ecr. s/n° 2638 le Monde Pub.

Service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Cadre 34 ans, célibataire, 8 ans

de direct. cadre unité indus-
trielle (200 ch.). France-
étranger, recherche opportu-
nités secteur bancaire, all.
tourisme, compta, équipement,
langues : anglais, allemand.
Ecr. s/n° 2638 le Monde Pub.,
S.P. 5, 95850 Mareuil-François. Tél. :
(3) 471-18-27.

POUR LIMA (Pérou) J.F.

secteur 817 direction,
bonnes références, anglais, al-
lemand, connais. éco. cherche
emploi dans firme française ou
étrangère.

Tél. : (09) 33-12-00.

ETUDIANT 20 a., cherche tra-

vail indépendant début et août.
Tél. : 672-64-27.

DEMAIN

VOTRE CHEF

DU PERSONNEL

FME 46 ans, spécialiste fonction
personnel, grande expé-
rience dans entreprises 350 per-
sonnes :
- recrutement, gestion, pro-
motions, négociations so-
ciales, responsabilité ser-
vices généraux.

Recherche poste similaire ou

Adjoint Directeur
Affaires sociales.
Paris ou sa région.
Libre rapidement.

Ecr. s/n° 12462, Corneille Pub.

20, av. Opéra, 75004 Paris.
Cedex 01, qui transmettra.

H. Bac-62, stage analyse pro-

grammeur COBOL/CLIS-VS ;
DEUS, Sciences Economiques,
DECS en cours, cherche emploi
correspondant temps partiel
dans Paris. Libre 1^{er} juillet.
Ecr. s/n° 2580 le Monde Pub.,
Service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. belge, 26 a., niveau Bac +

3, quadrilingue fr.-angl.-néd.-
allemand, bonne présentation, expériences
en coord., relation, renseigne-
ment, secrétaire, ch. poste en
relation avec gestion du personnel, secré-
taire de haut niveau, réq. Paris.
Ecr. s/n° 2622 le Monde Pub.,
Service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Fine exp. bilingue anglaise (BTS)

et gestion des entreprises.
Ecole des cadres, responsable
formation, formation continue,
cherche poste professeur dans
enseignement (supplémentaire ou
supplémentaire).

Ecr. s/n° 5774 le Monde Pub.

Service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JOURNALISTE

INDEPENDANTE

8 ans d'expérience, haut ni-
veau, économie sociale + infor-
mation scientifique (décon-
struction scientifique) recherche :
tout travail conception et exé-
cution rédactionnelle, jour-
naux d'entreprises, pub. Ecu-
dient toutes propositions.

Ecr. sous n° 6775, le Monde Pub.

Service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FORMATEUR FLE Alpha

formations formatrices adultes,
Ecu, ch. poste responsable
formation, formation continue,
CASSIS 38, rue du Harcourt,
75018 Paris. T. 800-03-67.

Ingénieur agro-alimentaire, 44

ans exp. multinationale, depen-
dant captaux étudiants, toutes
propositions reçues et ou accep-
tion d'entreprises.

Ecr. sous n° 6775, le Monde Pub.

Service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrétaire 25 ANS

Libre à partir de septembre
1985, souhaite intégrer équipe
dynamique, secteur bancaire si
possible.

Ecr. s/n° 6775 le Monde Pub.

Service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Assistent de gestion, longue

expérience, anglais, allemand,
cherche respons. dirigée, sect.
finance, libre rapidement.

M. MATHEU, 57, rue Thiers

92340 BOURG-LA-REINE.

Vous voulez développer vos

activités à vous seul pour cela
un homme de terrain diplômé
de relations publiques de com-
merce et de gestion. Je serais
celui-ci, prêt à entreprendre
cadre 38 ans expérience direc-
tion, relations publiques et
vente secteur commerce
construction France étranger.

Ecr. s/n° 2638 le Monde Pub.

Service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JOUER GAGNANT !

Ing. polyvalent, 40 ans, 15 ans
exp. divers dom., indus. dom.
5 ans exp. dans gr. groupe
multinat. Electronic de ges-
tion, angl., esp., ital. et por-
tugais, bonne connaissance all.
cherche poste stable où per-
mettrait d'exploiter toutes ses
mesures. Connaît, transmette
techno, innovation, export,
connaissance électronique.

Ecr. s/n° 2638 le Monde Pub.

Service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PROFESSEUR MATH

ch. collabo. cours de vacances.
Paris, province.
781-64-23 (de 9 h à 13 h).

Nous prions les

lecteurs répondant
aux « ANNONCES
DOMICILIEES » de
vouloir bien indiquer
liabillement sur
l'enveloppe le
numéro de l'annonce
les intéressant et de
vérifier l'adresse,
selon qu'il s'agit de
« Monde Publiée »
ou d'une agence.

formation professionnelle formation professionnelle

UNIVERSITÉ PARIS-VII ÉCOLE SUPÉRIEURE DES MINES DE PARIS

THERMIQUE ET REGULATION

appliquées à la gestion de l'énergie dans le bâtiment

● Diplôme national de 3^e cycle : D.E.S.S.
Formation professionnelle de niveau BAC + 5, intégrant les technologies nouvelles (instrumentation, télégestion, informati-
que), à l'Université Paris-VII.
● Des professionnels (minimum BTS + 3 ans d'expérience) désireux de se perfectionner :
● Des jeunes diplômés scientifiques (BAC + 4) à la recherche d'une spécialisation dans un créneau porteur ;
● 10 mois à temps plein (début 15/10/85) ;
● Modalité : 500 heures de formation plus 3 semaines par mois de stage en entreprise durant 8 mois ;
● Statuts : stagiaire de la formation professionnelle, congé formation, étudiant.
Information et dossier de candidature sur demande écrite à :
UNIVERSITÉ PARIS VII - Département d'Éducation Permanente - IRENE ARDITI,
2, place Jussieu - 75251 PARIS Cedex 05.

Gestion du commerce extérieur
Informatique de gestion
L'UNIVERSITÉ DE PARIS DAUPHINE

vous propose des formations à temps plein élaborées à partir des besoins des entreprises. Ces formations de caractère opérationnel associent des enseignants
universitaires et professionnels et bénéficient d'une expérience de plusieurs années.
Elles débutent au mois d'octobre 1985 :
INFORMATIQUE DE GESTION SUR PETITS SYSTÈMES
GESTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR
Public concerné :
Salariés en - PLU DE FORMATION
COMME INDIVIDUEL DE FORMATION
Demandeurs d'emploi
Contactez dans les plus brefs délais :
Université Paris Dauphine
Département d'éducation
permanente
Commerce Extérieur
Michèle MARCHEAND
Tél. 505.14.10 Poste 22 46
Place du Marché de Libre de Tassigny 75775 PARIS CEDEX 16

UNIVERSITÉ DE PARIS X-NANTERRE

INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE

CYCLES AGRÉÉS PAR L'ÉTAT 1985-1986

D.E.S.S. BASES DE DONNÉES

ET TRAITEMENT DE L'INFORMATION.

600 heures.

réservé aux stagiaires en formation continue.

Niveau : Maîtrise (Sciences Économiques ou Scientifiques).
Objectifs : Formation de gestionnaires de données.
Contenu : Informatique générale, Algorithmique et modélisation,
bases de données, Analyse et traitement des données.
Conduite d'un projet informatique.

FORMATION DE "CADRE COMMERCIAL"

Métiers du marketing et de la vente.

Niveau : DEUG ou admission sur expérience.

Formation couplée à la licence de Sciences Économiques
diplôme national.

Renseignements et inscriptions :
INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE
Université de Paris X-Nanterre
200, avenue de la République - 92001 NANTERRE CEDEX
Tél. 725.92.34, postes 844-846 et 896

DEMANDEURS D'EMPLOIS

PERSONNES EN CONGÉ INDIVIDUEL

DE FORMATION

Niveau BAC + expérience professionnelle de 3 ans

L.U.T. SCEAUX

proposé des stages de 1 an préparant un :

- D.U.T. Gestion des entreprises (finances-comptabilité
(novembre 1985).
- D.U.T. Techniques de commercialisation internatio-
nale (décembre 1985).
- D.E.C.S. Économie 6 à 12 (septembre 85 ou janvier 86).

Préinscription sur dossier + tests.

Renseignements : téléphone 660-19-77.

ouvert tout l'été

Proximité gare de Lyon
6, rue Van Gogh (120)

Complétez vos connaissances en

MICRO-INFORMATIQUE

Langages et logiciels sur IBM PC.

Pour tous renseignements, programmes, tarifs :

setec formation
(1) 347.68.98/99

Si vous êtes diplômé du 2^e Cycle Universitaire, d'une Gran-

de école ou si vous êtes un jeune cadre, devenez les profes-
sionnels que l'industrie informatique s'arche déjà.

Pour maîtriser votre avenir, inscrivez votre institut dans vos
projets.

sélection le 17 juillet 1985

pour une formation à temps plein de

CONCEPTEUR DE

SYSTÈMES INFORMATIQUES DE GESTION

entre octobre 1985 et juillet 1986

INSTITUT NATIONAL

D'INFORMATIQUE DE GESTION

Enseignement privé d'Enseignement Supérieur
créé en 1970

37 quai de Grenelle 75738 Paris Cedex 15 - (1) 578.61.52

FORMATION PROFESSIONNELLE

D'ANALYSTE PROGRAMMEUR

en 7 mois - 1 000 h

sur 30 micros et gros système IBM.

Assistance au placement.

Entretien et sélection sur R.D.V.

Crédit étudiant 100 %

Centre agréé par OLIVETTI et ERICSSON

Centre International d'Études
et Formation Professionnelle en Informatique

11, r. de la Gare - 94230 CACHAN
Tél. (1) 740 12 22

Mo Arcueil-Cachan - 10^e des Halles

defpi

FORMATION EN ALCOOLOGIE

Formation permanente
Champ psycho social

L'EXCÈS D'ALCOOL ET LA FAMILLE

le même module est proposé aux dates suivantes

24 - 25 - 26 juin

1^{er} - 2 - 3 juillet

5 - 9 - 10 juillet.

Renseignements et inscriptions
Centre Magenta

47, boulevard Magenta, 75010 PARIS.

Téléphone : 209-73-00.

DEVENEZ

ANALYSTE

PROGRAMMEUR

Ensemble Constituant L'Aspaci !

Seul institut européen informatique

dote d'un IBM 38, matériel de

4^e génération évolutif vers la 5^e,

l'I.E.I. vous propose une formation

en 7 mois avec + de 70 % de

pratique.

Mettez toutes les chances de votre

côté pour vous intégrer efficacement

dans le vie professionnelle !

Paris - Nantes : IBM 38

Lyon - Lille : IBM 34 + complément.

Renseignements et inscription :

INSTITUT EUROPEEN INFORMATIQUE

41, rue Volta - 75003 PARIS -

Tél. : (1) 274.33.28.

INSTITUT PORTUAIRE

D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE DU HAVRE

certificat

d'Études Supérieures

de transport

international

(niveau 3^e cycle)

ouvert du 7 octobre 1985 au 30 juin 1986

ouvert aux titulaires d'un diplôme

de deuxième cycle universitaire

ou équivalent,

ou d'une expérience professionnelle

de plusieurs années.

Inscriptions :

I.P.E.R. 1, rue E. Zola, 76090 LE HAVRE CEDEX.

L'immobilier

appartements

ventes

4^e arrdt

MARAIS, 1. r. Beaufort

MARDI 15 h à 18 h.
Superbe duplex caractère, ré-
cept., 1 ét., 1.250.000 F.

5^e arrdt

PORT-ROYAL

VUE SUR JARDIN

Beau grand liv., 3 chbres
115 m², grand balcon, parking
DORESSAY - 548-43-84.

NEUF

JARDIN DES PLANTES

1 r. RUE POLYVAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
Reste 1 apt. de 5 pièces,
118 m²
Vie. télex. tous jours, 14/18 h
sur marché et dimanche.

6^e arrdt

PROX. ST-SULPICE

Vds 130 m², caract. Ach.
200 m², R. gauche, 703-32-44.

7^e arrdt

ALMA

Sommeux apt., 440 m²
4^e ét., 2 chbrs, 114
DORESSAY - 548-43-84.

ESTREES OUESNES

186 m², ét. élevé, 703-32-44.

8^e arrdt

RUE DE BERRI

SPLÉNIDE 7 P., 2 bns
2 services, 4 chbres sur jardin
bel int., pierre, 12 m balcon
ALAIN BURN - 257-85-30.

11^e arrdtM^e VOLTAIRE, studio, vraie

cuis. équi., bns, w.c., parbr.
400 m², 230.000 F.
Tél. : 700-43-22.

12^e arrdt

MICHEL BIZOT, beau studio,

400.000 F., télex. neut.
200.000 F., 1^{er} 528-99-04.

13^e arrdt

AFFAIRES

Réussir les dénationalisations

(Suite de la première page.)

Ce qui est en jeu, c'est d'abord la question de savoir si la France va se décider à rompre avec la tendance dans laquelle elle s'est laissée entraîner depuis plus d'un demi-siècle, et par laquelle la sphère d'influence de l'Etat et du pouvoir politique central s'étend de façon inexorable. Dans les soixante dernières années, notre pays a connu quatre grandes poussées de la gauche : 1924, 1936, 1945 et 1981. Chacune d'elles a été marquée par une vague de nationalisations. Mais les gouvernements modérés qui ont reçu entre-temps la responsabilité du pouvoir n'ont jamais remis en cause ces nationalisations. Ils s'en sont même fort bien accommodés, gérant sans complexe cet énorme secteur public, procédant eux-mêmes à des « nationalisations rampantes » et favorisant plus ou moins consciemment les entreprises nationalisées au détriment des entreprises privées. Ainsi la France est-elle devenue le pays industrialisé le plus étatisé du monde non communiste : l'Etat possède et contrôle directement tout l'appareil bancaire et financier du pays, les télécommunications, une grande partie des assurances, de la production et de la distribution d'énergie et de l'information, un tiers de l'industrie et presque tous les services à la disposition du public. Les Français sont, par voie de conséquence, le peuple le plus imposé du monde occidental et, finalement, le plus handicapé par l'inflation. Un Etat hypertrophié est forcément un Etat coûteux, et sa population doit, inéluctablement, supporter la charge. D'une manière ou d'une autre, il faudra bien, par exemple, que les Français supportent les 12,5 milliards de pertes annoncées par Renault pour 1984.

L'échéance de 1986 offre, pour la première fois, une chance de pouvoir renverser cette tendance, qui, si elle se poursuivait, nous éloignerait inéluctablement du modèle occidental pour nous entraîner peu à peu vers l'autre modèle, celui du communisme.

Ainsi, les nationalisations doivent être conçues de manière à rendre les Français plus libres et plus prospères, selon le modèle capitaliste. Il faut veiller à diffuser très largement après des Français eux-mêmes les actions des sociétés à dénationaliser. Depuis 1945, un Français sur deux a pu devenir propriétaire, ou copropriétaire, de son logement. Ce fut un progrès décisif dont les répercussions politiques, économiques et sociales furent considérables. La propriété immobilière, qui était contestée par beaucoup de Français entre les deux guerres, a cessé de l'être à partir du moment où elle est devenue accessible à tous. Cette « installation » des Français a été à l'origine de la reprise de la construction immobilière en France. Elle a aussi contribué à une plus grande harmonie dans les relations que les Français entretiennent entre eux. Le moment est venu de faire de même en ce qui concerne la propriété et le développement du capital des entreprises. Les expériences étrangères montrent que les nationalisations ont, tout au mieux, réussi à ce que celles qui ont fait appel au public le plus large. Les dénationalisations de 1986 fourniront aux Français l'occasion de découvrir les mérites d'un capitalisme vivant, ouvert à tous et largement répandu.

« La France est en train de décliner, estime M. Gattaz. — Il y a trois ans, presque jour pour jour, (...) c'était le 15 juin 1982, nous avons lancé un appel solennel au gouvernement pour qu'il change sa politique économique et sociale. Trois ans après, le 25 juin 1985, je lance à nouveau un appel au gouvernement en lui demandant solennellement de changer le cap de sa politique économique et sociale », a déclaré M. Gattaz, dimanche soir 23 juin, au cours de l'émission d'Europe 1 « Club de la presse », dont il était l'invité.

« Je crois, a poursuivi le président du CNPF, que la rigueur est toujours nécessaire, mais il faut que la rigueur soit complétée par de la vigueur. (...) Aujourd'hui, des tas d'indications prouvent que la France va mal. (...) Nous disons que la France est en train de décliner et de rétrograder dans le rang des nations modernes. Il faut changer absolument de politique. »

Pour M. Gattaz, « si on allège les charges des entreprises, si on fait des allègements fiscaux pour les investisseurs, il y aura une reprise immédiate des investissements. (...) Nous préconisons deux méthodes, a conclu le président du CNPF : crédits d'impôt automatique — c'est une urgence capitale — et, à plus long terme, allègement de l'impôt sur les sociétés. »

Toutes les entreprises publiques du secteur concurrentiel qui sont actuellement proches de l'équilibre ou bénéficiaires peuvent être dénationalisées sans délai. C'est le cas de l'ensemble du secteur bancaire, y compris naturellement les trois « vieilles », c'est-à-dire les trois plus grandes banques qui étaient déjà nationalisées avant 1981 : c'est le cas des deux grandes compagnies financières, Paribas et Suez ; c'est celui des trois plus grandes compagnies d'assurances françaises nationalisées en 1945 et celui des cinq grands groupes industriels nationalisés en 1982. A ces entreprises dénommées à 100 % par l'Etat, s'ajoutent les participations directes que l'Etat détient dans des sociétés cotées en Bourse et dont la plus importante est ELF-Aquitaine.

La vente des actions que l'Etat détient dans l'ensemble de ces entreprises représente une valeur de l'ordre de 135 milliards de francs au moins, et même probablement de 150 milliards de francs.

L'expérience de la dénationalisation de British Telecom, qui a rencontré un énorme succès, montre que la cession, par l'Etat, d'un volume d'actions de cette importance est réalisable.

Une étape décisive pour l'avenir

Ce succès a été dû à de nombreux facteurs, parmi lesquels certains ont joué un rôle décisif. Comme je l'ai personnellement suggéré devant des conseillers du gouvernement britannique à un colloque international que j'ai tenu en juin 1984, le gouvernement britannique a accordé des délais de règlement aux acquéreurs pour le paiement de leurs titres, ce qui a rendu l'opération accessible à tous. Il a d'autre part annoncé à l'avance sa volonté de réserver, au moment des attributions, une priorité aux demandes portant sur un petit nombre de titres, ce qui a incité le grand public à se manifester en masse. L'Etat britannique n'a pas hésité à s'adresser aussi aux marchés financiers étrangers. Il a eu surplussés des titres au personnel de l'entreprise. Enfin, il a fait largement appel, pour la réalisation de l'opération, à l'intervention des professionnels, banques, agents de change, experts-comptables et publicitaires.

C'est la politique qu'il convient de mettre en œuvre en France.

Il faut opérer en quatre tranches espacées chacune d'un mois, qui concernent successivement les trois « vieilles » banques, puis les

autres banques et les compagnies financières nationalisées en 1982, puis les compagnies d'assurances industrielles nationalisées en 1982. Ainsi, la dénationalisation de toutes ces entreprises pourrait-elle être réalisée en quelques mois dès la fin de 1986 ou le début de 1987.

Les actions des entreprises à dénationaliser seront offertes à l'ensemble des Français. Une priorité sera cependant réservée aux membres de leur personnel, qui pourront les acquérir avec une réduction de prix. A chaque tranche de dénationalisation, une offre limitée à 25 % des actions à vendre devrait être aussi proposée à l'étranger.

Dans tous les cas, le prix des actions sera payé en tranches échelonnées : 40 % immédiatement, 30 % un an après, et 30 % deux ans après.

Pour ceux qui pensent que l'opération est trop considérable pour être réalisable, rappelons qu'elle ne représente qu'une masse de capitaux de l'ordre de 45 milliards de francs par an sur trois ans, alors que présentement le marché financier français, pourtant si peu imaginaire et si confiné, collecte annuellement environ 300 milliards de francs, dont un sixième sous forme d'actions et le reste sous forme d'obligations.

Mais, me dira-t-on, que ferez-vous pour Renault, pour la sidérurgie, pour les télécommunications, et pour toutes les très nombreuses entreprises publiques que vous n'avez pas mentionnées et dont les pertes s'accumulent si dangereusement ? La sidérurgie et Renault ne pourront évidemment bénéficier d'une dénationalisation qu'après l'élaboration, par leurs dirigeants et par l'Etat, d'un programme de redressement étalé par exemple sur trois ans et comportant, en contrepartie d'un effort interne de ces entreprises, un renforcement financier à la charge de l'Etat actionnaire et des créanciers, comme c'est, inévitablement, le cas de toutes les entreprises en difficulté.

Ne serait-ce déjà pas un progrès considérable que d'avoir délivré de l'Etat en moins d'un an une soixantaine d'entreprises qui auraient tout pour prospérer si elles étaient délivrées de cet actionnaire impuissant qu'est l'Etat ?

Ne serait-ce pas surtout une étape décisive pour l'avenir que d'avoir montré aux Français qu'il leur est possible de devenir plus riches et plus responsables en se substituant à un Etat qui, jusqu'à maintenant, n'a presque jamais cessé de les appauvrir et de les asservir ?

JEAN-MAXIME LÉVÊQUE.

ENTREPRISES

Peugeot : licenciements probables à l'usine de La Rochelle

La situation de l'emploi à l'usine Peugeot de La Rochelle (1 670 personnes à fin 1984) sera examinée par le comité central d'entreprise, qui se tiendra le 27 juin à Paris. Ce CCE sera consulté sur un « projet de réduction de contrats de travail pour motif économique ». Ce qui, en clair, correspond à un projet de licenciement économique. En janvier 1985, la direction du groupe avait chiffré à 560 personnes le sureffectif de l'usine de La Rochelle, consacrée essentiellement à la fabrication de sous-ensembles pour des modèles Talbot. Vu l'importance du chômage partiel connu en 1984 à La Rochelle (plus de 600 heures), la direction proposait la mutation de 560 salariés vers d'autres usines du groupe ou à l'extérieur. A ce jour, seuls 110 salariés ont accepté une mutation. Le CCE sera donc consulté sur le sort de 450 salariés auxquels on proposera 450 postes à Mulhouse.

Chimie : les banques italiennes cèdent leur participation dans Montedison.

Cinq banques publiques italiennes auraient cédé l'essentiel de leur participation (49 %) dans le conglomérat de la chimie Montedison au secteur privé. Au minimum 10 % des actions seraient été acquises par des investisseurs américains. Les banques étaient intervenues en 1981, lorsque le groupe, en difficulté, n'avait pu trouver des capitaux privés. En 1985, Montedison sortira du rouge selon ses dirigeants, sa restructuration achevée. Cette dénationalisation intervient peu de jours après la défaite des syndicats sur la modification de l'échelle mobile des salaires qui a marqué un changement des rapports de force en Italie.

Des moteurs Diesel finlandais fabriqués aux chantiers de La Ciotat.

Les Chantiers navals français du Nord et de la Méditerranée (NORMED) et le groupe finlandais Wärtsilä ont créé une société conjointe pour la fabrication à La Ciotat de moteurs Diesel capables d'équiper notamment des paquebots de croisière à voile. La nouvelle société a déjà reçu « un grand nombre de commandes », indique un communiqué du NORMED, notamment pour six moteurs de 1 050 kW destinés aux deux navires de croisière commandés par l'armement américain Charter Line aux Ateliers et Chantiers du Havre. Ces moteurs peuvent avoir également des applications « terrestres », notamment pour des groupes électrogènes.

Augmentation de 10 % des faillites en mai.

La nombre de défaillances d'entreprises, corrigé des variations saisonnières, a été de deux mille trois cent quatre-vingt-quatre au mois de mai, soit une augmentation de 9,9 % par rapport à avril dernier, selon les statistiques de l'INSEE. En un an, la hausse est de 11 %. La croissance des faillites est particulièrement marquée dans le secteur des services.

Télécommunications : la SAT s'associe avec une firme américaine.

La Société anonyme des télécommunications (SAT) a acquis 3 % de Contel, société basée à Atlanta, spécialisée dans les systèmes de télécommunications avec un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de dollars et vingt et un mille cinq cents personnes. La SAT en devient le principal actionnaire, le reste des parts étant très dispersé. En échange, Contel absorbe la compagnie IPC, détenue à 40 % par la société française. Cette opération est destinée à accroître les exportations de la SAT aux Etats-Unis.

SURCONSOMMATION MÉDICALE ET HYPERMARCHÉS

Après la parapharmacie, la vitamine C... Carrefour, suivi de près par les centres Leclerc, se lance dans la commercialisation de la vitamine C présentée non comme un médicament, mais comme un aliment énergétique : fabriquée par les laboratoires SARPP, vendue 11,50 la boîte de dix sachets, la « vitamine C 800 » vaut 40 % moins cher que le produit comparable vendu en pharmacie.

Mais cette nouvelle initiative de deux enseignes du grand commerce pose un autre problème que celui de la vente de rouges à lèvres, de vernis à ongles, de crèmes solaires ou de couches pour bébé. Pour les produits d'hygiène et de beauté, il s'agit avant tout de problèmes de réseaux de commercialisation, de notoriété des marques, qui seraient, disent les fabricants, dévalorisées d'être bradées en vrac dans les usines à vendre.

La vitamine C, c'est une autre affaire. C'est un médicament grand public, vendu certes sans ordonnance, mais qui nécessite une autorisation de mise sur le marché, délivrée par le ministère de la santé. Tout abus d'un principe actif peut causer des dégâts dans certains organismes. Or, les annonceurs par milliers de boîtes en bout de rayons hypertrophiés incite à l'achat et à la surconsommation. Certes la vitamine C se vend librement dans les grandes surfaces en Grande-Bretagne comme en Suisse. Mais il est vrai aussi que dans ce dernier pays, la mise en rayon de la vitamine C, il y a une vingtaine d'années, en a centuplé la vente et donc la consommation. Et la vitamine C n'est pas le seul médicament grand public : la brèche ouverte, d'autres produits, comme l'aspirine peuvent faire leur apparition sur les linéaires.

La, il ne s'agit plus uniquement de chiffre d'affaires de l'industriel fabricant, ni de marge bénéficiaire du pharmacien ou du distributeur. Il s'agit bel et bien de surconsommation médicale et de santé publique.

J. D.

IFREMER-COFRÉPÈCHE

— L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) et le Consortium français pour le développement des pêches (COFRÉPÈCHE) ont signé, le 21 juin, un accord selon lequel l'IFREMER prend une participation de 43,20 % dans le capital de COFRÉPÈCHE. Le capital de COFRÉPÈCHE, qui était de 147 200 francs, est désormais de 1 million de francs, dont 43,20 % supplémentaires sont détenus par seize professionnels, 13,50 % par cinq banques et 0,10 % par deux personnes physiques. Créé en 1980, avec l'appui de la direction des pêches, par vingt et un professionnels, COFRÉPÈCHE a pour but de promouvoir la pêche et les activités qui lui sont liées, en France et dans les pays en voie de développement.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
PICARD
+ d'autres marques
Matériel
GARANTI 5 ANS
+ 1 blindage acier
15/10°
+ 4 goulons d'acier
anti-dégondage
+ 1 cornière en acier
sur bâti bois
+ 3 cornières
anti-plac
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3.600 F TTC
Frais et dépt. comp.
PARIS-SAM-LELIE
Sté S.P.P.
31, rue Mirard
92130 Issy-les-Moulineaux
554.58.08
554.41.55
FACILITES DE PAIEMENT

CODE du TRAVAIL DALLOZ 47^e ÉDITION

ÉDITION 1985
1 766 pages - mise à jour



une expérience irremplaçable... Dalloz.

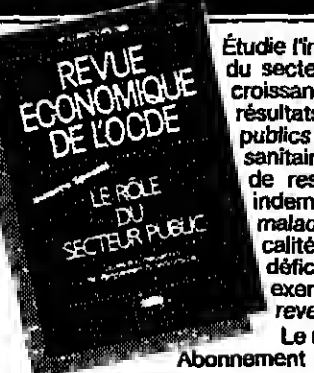
Cet été à Paris branchez vous en anglais



Semaines bloquées : 6 heures par jour pour progresser à pas de géant.
Stages collectifs : 9 h à 13 h chaque jour pendant 2 semaines. Début de sessions 15 juillet. 5 et 19 août.
Une nouveauté : cours de conversation téléphonique en anglais.
Semaine du 29 juillet.

Bons, très bons... ou débutants ? Notre test de niveau, sans engagement de votre part, vous apportera la réponse. Venez nous voir.

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20, Passage Dauphine - 75006 Paris
Tél. 325.41.37

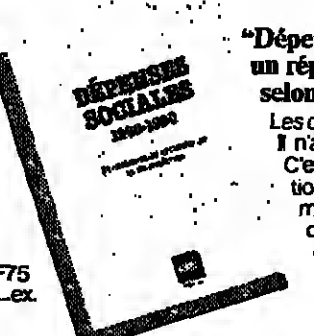


Étudie l'importance et l'étendue de l'activité du secteur public ; les déterminants de la croissance du secteur public ; les objectifs, résultats et effets pervers des programmes publics (Enseignement - Santé - situation sanitaire ; accès et redistribution - Garantie de ressources ; pensions de vieillesse ; indemnisation du chômage ; prestations maladie et allocations familiales) ; la fiscalité : effets négatifs et distorsions ; le déficit budgétaire et l'éviction ; l'action exerce par l'Etat sur la redistribution du revenu.

Le numéro : F75
Abonnement (N° 4 et N° 5/Automne 1985 : F125) ... ab.

«OCDE : L'irrésistible progression du secteur public. Une étude de l'O.C.D.E. montre comment l'Etat a financé les dégâts causés par la crise.» (Le Figaro, 7 juin 1985)

«OECD throws light on the public expenditure burden...» (Financial Times, 7 juin 1985)



«Dépenses sociales : un répit jusqu'en 1990 selon l'OCDE»

Les dépenses sociales ont atteint un seuil. Il n'apparaît pas possible de le franchir. C'est à cette condition que l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques estime que le démantèlement des systèmes pourra être évité jusqu'en 1990. Mais cela n'empêchera pas des choix nouveaux et des réformes... (Le Figaro, 5 mars 1985)

«Pour survivre, l'Etat providence doit être économe, estime l'OCDE...» (Le Monde, 6 mars 1985)

«L'OCDE réclame «une croissance zéro» des prestations sociales.» Selon l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques, les pays industrialisés iront à la banqueroute s'ils n'ont pas réformé leurs systèmes sociaux au plus tard en 1990. (Le Matin, 5 mars 1985)

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE 1985 et premier supplément : gratuits.

Prière de compléter cette annonce/bon de commande et de l'envoyer, accompagnée de votre carte de visite à l'adresse suivante :

OCDE
ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16

ÉTRANGER

PROJETS SALARIAUX EN BELGIQUE

Assouplir les réglementations

De notre correspondant

Bruxelles. — Depuis bientôt quatre ans la Belgique s'est accoutumée, tant bien que mal, à la politique d'austérité imposée par le gouvernement Martens. Toutefois l'approche des élections générales, prévues pour le 8 décembre, commence à provoquer des remous. Ainsi de vives critiques viennent d'être faites par M. André Leysen, le président de la fédération des entreprises de Belgique.

A vrai dire, M. Leysen est un « récidiviste ». Président de la société AGFA Gevaert, il ne cesse de promouvoir des initiatives qui désarçonnent le gouvernement, les syndicats et bien souvent aussi les collègues du patronat belge. Son dernier éclat a consisté à annoncer pour son entreprise un projet « d'intéressement du personnel ».

Il s'agit de prélever 5 % des bénéfices de la société (après impôt) pour les distribuer sous forme de certificats non négociables. Quelque 32 000 de ces certificats — pour un personnel de huit mille ouvriers — seraient attribués à tous les membres présents dans l'entreprise depuis un an au moins. De

plus, il reviendrait aux dirigeants de la société de répartir dix-huit mille autres certificats du même genre « selon les mérites personnels » des employés.

Il est évident que toutes les entreprises belges, surtout les petites et les moyennes, ne peuvent pas se permettre la même « générosité » que les grandes sociétés beaucoup plus prospères. M. Leysen n'en soutient pas moins que ses projets respecteraient la solidarité indispensable entre les différents secteurs économiques. Il souligne également que les sociétés les plus performantes sont aussi celles qui paient le plus d'impôts, permettant à l'État de prendre des mesures en vue de favoriser l'emploi.

Toutefois, le projet de la société AGFA Gevaert se heurte aux dispositions de la loi sur la modération salariale excluant que des avantages « sous quelque forme que ce soit » puissent être attribués aux travailleurs. Ces dispositions légales sont déjà très largement violées par la distribution de chèques-repas, par le bénéfice d'assurances-hospitalisation ou même par l'attribution de médailles en or aux vieux travailleurs des entreprises. Mais le ministre du travail et de l'emploi, M. Michel Hansenne, vient de s'opposer à la mise en application du plan Leysen.

La « guerre des pâtes »

LA CEE RÉPLIQUE AUX ÉTATS-UNIS

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — La Commission européenne propose aux États-membres de relever les droits de douane perçus sur les importations de noix et de citrons en provenance des États-Unis. Le droit, qui est de 8 % pour les deux produits, passerait à 20 % pour les citrons et 30 % pour les noix.

Le volume de commerce qui se fait affecté par cette mesure est négligeable dans le cas des citrons (1 million de dollars d'importations) mais substantiel dans le cas des noix : les importations en provenance des États-Unis portaient, en 1984, sur un montant de 32 millions de dollars.

On s'attend, à Bruxelles, que les États-Unis approuvent, lundi 24 juin, les propositions de la Commission. Il s'agit de mesures de rétorsion contre la décision récente des États-Unis de porter à 40 % leurs droits de douane sur les importations de pâtes alimentaires. Ce brusque relèvement équivaut à un embargo. Cette mesure de protection avait été prise par les États-Unis afin de protéger contre les importations à conditions préférentielles dans la communauté d'orange en provenance des pays du bassin méditerranéen. Les États-Unis s'estiment lésés par ces préférences.

Le problème, qui se pose bien évidemment, est de savoir si cette escalade protectionniste va continuer ou si, au contraire, les deux parties vont s'asseoir à la table des négociations. — Ph. L.

Echec au Voleur

3.600F TTC
Pose et dépi. compris
PARIS-BANLIEUE
Facilité de paiement
Matériel
GARANTI 5 ANS
+ serrure de sécurité
PICARD-BRICAUD
(5 points de fermeture)
+ 1 blindage EZ
en 15/10°
+ 3 cornières
antipanique en acier
(avec vis
rappel
à l'intérieur)
+ Renforcement
du bâti bois
par une cornière en L.
+ 4 goujons
anti-dégondage
+ 1 base de porte
HABITAT PROTECTION
100, RUE DE L'ARBE GROLLET
75016 PARIS
T. 530.12.35
(lignes groupées)

Au Danemark

Compromis sur la réforme fiscale

De notre correspondant

Copenhague. — Bien des Danois n'en reviennent pas... Ils ont appris officiellement, le 19 juin, que cette fameuse réforme fiscale, dont leurs dirigeants, quelle que soit leur appartenance idéologique, leur parlaient depuis des années, existait et qu'elle serait en principe appliquée progressivement à partir de janvier 1987.

Le premier ministre, M. Schlüter (conservateur) a annoncé que la coalition gouvernementale (conservateurs, libéraux, Centre démocrate et chrétiens-populaires) s'était mise d'accord à ce sujet avec les radicaux et les sociaux-démocrates. Le compromis vise à instaurer un système fiscal « plus simple et plus juste » afin de faire du Danemark « pays endetté... un pays d'épargne ». Il pourrait être adopté sans difficulté à la rentrée parlementaire d'octobre.

Il s'agit notamment de simplifier les barèmes de taxation, de mieux distinguer entre revenus salariaux et revenus du capital et surtout de

réduire abattements et dégrèvements qui donnaient lieu aux plus incroyables combinaisons. Ainsi les frais de représentation — principalement les dîners d'affaires — ne pourront être déduits qu'à 75 % en 1986 et à 25 % ensuite. Cependant, une somme de 5 000 couronnes par enfant sera versée annuellement aux familles, quelles que soient leurs ressources.

Cette réforme semble très loin de susciter l'enthousiasme, même dans les rangs des partis gouvernementaux. Le président du Centre démocrate, M. Jakobsen, n'a pas caché qu'il avait fini par accepter, à contrecoeur, certaines dispositions uniquement pour sauver l'existence du cabinet. Pour leur part, les inspecteurs des impôts ont manifesté une nette hostilité à un projet qui n'emporterait l'adhésion ni des milieux industriels ni de la plupart des banques.

CAMILLE OLSEN.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Uranium** : Accord CEE-Canada. — La Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) et le Canada ont signé le 21 juin un accord assurant la possibilité de réexportation vers des pays tiers de l'uranium canadien importé dans la CEE. Désormais, l'uranium canadien importé en Europe pourra être automatiquement réexporté vers d'autres pays sans autorisation préalable. Le Canada, un des principaux fournisseurs d'uranium de la CEE, avait conclu en 1959 avec Euratom un accord de coopération concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. — (AFP.)

Social

● **Garantie de ressources** : + 2,3 % au 1^{er} juillet. — Le bureau de l'Association pour la structure financière a décidé, vendredi 21 juin, par accord entre le CNPF et la CGC, de relever de 2,3 % au 1^{er} juillet prochain le salaire de référence des préretraités en garantie de ressources (âgés aujourd'hui de

soixante à soixante-cinq ans). Ce salaire avait été relevé de 2 % au 1^{er} janvier. D'autre part, le minimum journalier de cette garantie de ressources sera porté à 122,20 F (+ 2,34 %) par accord entre le CNPF, la CFTC et la CGC. Au 1^{er} janvier, il avait été porté à 119,40 F, en augmentation de 2,9 %; le gouvernement, qui voulait limiter la hausse à 2,2 %, a finalement laissé faire.

● **La CGT, partie civile dans l'affaire du « fichier » SKF**. — M. Henri Krauski, secrétaire général de la CGT, a indiqué mercredi 19 juin, à Créteil (Val-de-Marne), que la CGT s'était portée partie civile dans l'affaire du « fichier » SKF. La direction de l'entreprise avait constitué un fichier des candidats à l'embauche comportant des appréciations sur leur vie personnelle et leurs opinions politiques et syndicales (Le Monde du 22 mars 1984). L'affaire avait été révélée par la CGT. La Commission nationale de l'informatique et des libertés, saisie, avait transmis le dossier au parquet. Trois anciens directeurs et un chef du personnel de SKF ont été inculpés.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ base	+ base	+ base	+ base
SE-UL	9,4100	9,4130	+ 198	+ 285
DM	6,2872	6,2834	+ 8	+ 29
Yen (100)	3,7776	3,7883	+ 128	+ 131
DM	3,8473	3,8492	+ 111	+ 121
Yen	2,7011	2,7047	+ 71	+ 78
F.F. (100)	15,1213	15,1310	+ 178	+ 226
S.F.	3,6446	3,6489	+ 143	+ 148
L. (1 000)	4,7766	4,7808	+ 163	+ 134
F. franc	12,0602	12,0616	+ 237	+ 218

TAUX DES EUROMONNAIES

	7/14	7/3/4	7/9/16	7/11/16	7/5/8	7/3/4	7/15/16	7/3/16
SE-UL	5/3/8	5/5/8	5/1/2	5/5/8	5/1/2	5/5/8	5/1/2	5/11/16
DM	6/7/8	7/1/8	6/3/4	6/7/8	6/11/16	6/13/16	6/9/16	6/11/16
Yen	8	9	8/5/8	8/7/8	8/5/8	8/7/8	8/3/4	8/9
F.F. (100)	13	3/4	14/3/4	13/7/8	14/3/4	14/3/4	13/16	13/8
S.F.	12	5/8	12/7/8	12/9/16	12/11/16	12/5/8	12/1/8	12/1/4
F. franc	10	1/8	10/3/8	10/1/8	10/3/8	10/1/8	10/1/8	10/11/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 20 juin 1985 sous la présidence de M. Maurice Mathieu, président du conseil de surveillance. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1984.

Le chiffre d'affaires total du groupe s'est élevé à 152 millions de francs, en progression de 20 % par rapport à 1983. Comme l'an dernier, cette augmentation est due à la croissance des travaux à l'étranger.

RÉSULTATS

Le bénéfice net de la société mère SAE s'est élevé à 250,2 millions de francs, en augmentation de 13 % par rapport à l'exercice précédent.

Les résultats consolidés hors part des tiers s'élevaient à 202,7 millions de francs, contre 239,4 millions en 1983, baisse due essentiellement aux mauvais résultats accidentels enregistrés par la filiale américaine Spaw Glass, et, dans une moindre mesure, aux médiocres performances des sociétés de travaux publics.

DIVIDENDES

Pour respecter les recommandations gouvernementales limitant l'augmentation des dividendes, l'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 30,3 F par action, soit 45,45 F avec l'impôt payé d'avance.

Compte tenu de l'acompte de 20 F mis en paiement depuis le 3 juin 1985, le solde du dividende, soit 10,30 F, sera mis en paiement à compter du 1^{er} juillet 1985.

SIMCO - UNION POUR L'HABITATION

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 19 juin 1985 sous la présidence de M. Maurice Gontier, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1984, comptes qui incluent les opérations réalisées par l'Union pour l'habitation du 1^{er} janvier au 27 décembre 1984, date de la fusion de cette société avec SIMCO. Ces comptes se sont soldés par un bénéfice de 178 714 432 F dont 6 306 737 F de plus-values nettes de cession.

L'assemblée a décidé de distribuer une somme de 166 925 000 F correspondant à un dividende de 22 F par action. Après affectation de 5 482 696 F, le report à nouveau s'établit à 25 407 556,42 F. Ce dividende peut être, au choix des actionnaires, versé en espèces ou sous forme d'actions nouvelles de la société émises au prix de 401,37 F; les actionnaires auront jusqu'au 26 juillet pour exercer leur option, les versements en espèces seront effectués à partir du 5 août 1985.

An cours de cette assemblée, M. Gontier a salué les anciens actionnaires de l'Union pour l'habitation qui assistaient pour la première fois à l'assemblée de la société fusionnée. Il a indiqué, dans son allocution, ce qu'avait été l'activité de la société au cours du premier semestre de 1985 :

● Le patrimoine est pratiquement loué en totalité.

● Le montant des loyers émis au titre des six premiers mois est d'une

année sur l'autre en progression de 7,46 %.

● Le pourcentage des loyers impayés se maintient à un niveau très bas.

La société poursuit la modernisation de son patrimoine :

● Les ventes se poursuivent sur les immeubles de Vitry-sur-Seine, Rungis, Saint-Cyr et Orange : 59 appartements ont fait l'objet de vente ou de compromis depuis le début de l'exercice.

● La construction de l'immeuble de 70 appartements, 29/33, rue des Ardennes à Paris-19°, est achevée, les trois quarts des appartements sont d'ores et déjà loués.

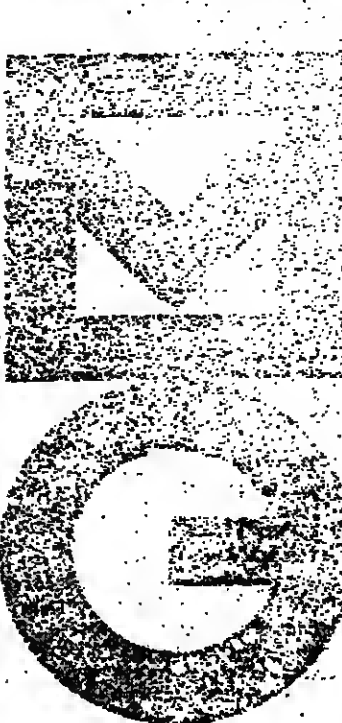
● Les travaux de rénovation de l'immeuble de 2 000 m² de bureaux, rue de la Procession à Paris-19°, sont engagés et devraient être achevés au cours du quatrième trimestre de l'exercice en cours. L'investissement prévisionnel — coût d'acquisition de l'immeuble et montant des travaux — devrait atteindre 25 000 000 de francs environ.

● La construction de « Daguette », immeuble qui doit comporter 4 050 m² de bureaux, a été entreprise dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, elle devrait être achevée au cours du deuxième semestre 1986. L'investissement prévisionnel est de 33 000 000 F en ce compris l'achat de 1 300 m² de locaux loués à la collectivité des utilisateurs.

Des négociations sont en cours en vue de réaliser de nouveaux investissements commerciaux à Paris ou en région parisienne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Merlin Gerin augmente son capital



● Un des premiers constructeurs mondiaux d'appareillage électrique et électronique.
● 7,5 milliards de CA en 1985.
● 16 000 personnes.
● Un résultat net en croissance de 30 % par an depuis 1980.
● De larges perspectives de développement.

Prix d'émission : 1200 francs par action
1 action nouvelle pour 4 actions anciennes
Jouissance : 1^{er} janvier 1985
Souscription : du 3 juin au 3 juillet 1985

La méthode de l'épargne d'entreprise



Une note d'information, qui a reçu le visa de la COB n° 85-124, en date du 14 mai 1985, peut être obtenue sans frais au Siège social : rue Henri Tarzèz 38000 Grenoble et dans les établissements chargés du placement. BALO du 27 mai 1985.

GRUPE ENELFI-BRETAGNE COMPAGNIE FRANCO-MAROCAINE

Le projet de restructuration du groupe Enelfi-Bretagne/Compagnie Franco-Marocaine, approuvé par les assemblées générales des deux sociétés le 5 juin 1985, dont le but est l'acquisition par Enelfi-Bretagne d'un contrôle aussi complet que possible de la Compagnie Franco-Marocaine, est entré dans sa phase de réalisation.

Une offre publique d'échange est adressée à tous les actionnaires de la Compagnie Franco-Marocaine. Un avis de la Commission syndicale des agents de change, publié à la cote officielle le 17 juin, en a précisé les modalités. Une note d'information, visée par la Commission des opérations de Bourse, est en cours de diffusion aux actionnaires. Cette note est également disponible, sous forme de brochure, au siège social de la société, 280, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, et auprès de la banque Paribas, représentante de l'OFPE, 3, rue d'Amn, 75002 Paris.

Jusqu'au 26 juillet, par l'intermédiaire de leur banquier ou de leur agent de change habituel, les actionnaires de la Compagnie Franco-Marocaine ont la possibilité d'échanger, sans frais, leurs actions émises hors cote en Bourse de Paris contre des actions Enelfi-Bretagne inscrites à la cote officielle et négociées au comptant en Bourse de Paris, à raison de neuf actions Enelfi-Bretagne pour quatre actions Compagnie Franco-Marocaine, ex-dividendes 1984.

La Compagnie Franco-Marocaine détenant une participation dans Enelfi-Bretagne, c'est une société du groupe, la Société de gestion mobilière Saint-Germain, qui intervient comme support de l'échange de titres. Cette société a acquis la participation de la Compagnie Franco-Marocaine dans Enelfi-Bretagne. Elle cède ensuite à Enelfi-Bretagne les actions Compagnie Franco-Marocaine reçues par elle dans le cadre de l'échange.

L'opération se fait donc sur la base d'actions existantes, sans augmentation de capital d'Enelfi-Bretagne. La Compagnie Franco-Marocaine, devenue filiale d'Enelfi-Bretagne, conservera intégralement son existence propre.

Pour les actionnaires de la Compagnie Franco-Marocaine, cette opération est l'opportunité de participer à une société plus importante et, d'avoir un accès plus ouvert au marché boursier.

Pour le groupe Enelfi-Bretagne/Compagnie Franco-Marocaine, l'objectif — exposé lors des assemblées générales par le président, M. Michel Mauchant — est de réunir les actionnaires des deux sociétés au niveau d'Enelfi-Bretagne devenue société mère, afin de consolider les liens et les complémentarités existant entre elles et leurs filiales, et de poursuivre le développement du groupe dans l'intérêt commun, à partir de l'ensemble des actifs dont il dispose en France et à l'étranger.

crédit foncier de france

Assemblée générale ordinaire du 26 juin 1985

MM. les actionnaires sont informés que, pour des raisons techniques, la mise en paiement du dividende de l'exercice 1984 initialement prévue pour le 27 juin 1985 est reportée au vendredi 28 juin 1985.



L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 20 juin 1985 sous la présidence de M. Gilbert Simonet, président directeur général. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1984 qui se soldent, pour la société Maison Phenix, par une perte de 138 millions de francs (193,3 millions en 1983) après amortissement de 19,7 millions et créances sur report en arrière des déficits de 89,4 millions. Au niveau du groupe, la perte ressort à 115,4 millions (54,5 millions en 1983).

Le chiffre d'affaires hors taxes de la société des Maisons Phenix s'est élevé pour 1984 à 1 180 millions (1 154 millions en 1983). Le chiffre d'affaires consolidé du groupe atteint 2 767 millions (2 833 millions en 1983).

Dans son allocution, le président a précisé les nouvelles orientations de la politique définie pour l'avenir :

Le marché de la maison individuelle a continué à se dégrader en 1984. Les difficultés rencontrées par Maison Phenix au cours de cet exercice sont certes liées à la conjoncture mais elles sont aussi la conséquence d'un manque d'adaptation à l'évolution des conditions économiques au cours de ces dernières années. Il convenait donc de prendre des mesures d'organisation et de restructuration.

Celles-ci sont en cours et se poursuivront dans les mois qui viennent. Mais ces mesures seraient insuffisantes sans une définition claire de la politique de la société. J'ai donc décidé de restructurer l'activité de Phenix sur ce qui n'est depuis l'origine un véritable vocation : la maison catalogue et les deux secteurs connexes, qui sont la promotion et le lotissement foncier.

Restructuration, assainissement, relance commerciale, sont donc les objectifs que nous nous sommes fixés.

Cette analyse, qui se veut lucide, n'estime en rien la confiance profonde que l'on doit avoir dans l'avenir à terme de la société qui dispose de deux éléments nécessaires à son redressement : une image de marque remarquable dans le public, justifiée par la qualité et la pérennité de son produit, et des actifs importants qui lui permettront de traverser cette période difficile, de conforter sa position et de reprendre une nouvelle part du marché.

L'assemblée a ratifié la nomination comme administrateur de M. Gilbert Simonet et a renouvelé les mandats d'administrateur de MM. Guy Dejouan, Thierry-Ray Brandolini d'Adda et Bernard Aupiais.

155 من المال

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Merlin Gerin
augmente son capital

En premier, dites **TOTAL**

La Compagnie française des pétroles,
maison mère du groupe **TOTAL**, prend le nom de
TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES.

Grand pétrolier français et international

TOTAL Compagnie française des pétroles sait produire et vendre du pétrole et des produits pétroliers depuis 50 ans. 45000 hommes et femmes de TOTAL travaillent dans le monde, sur les 5 continents, dans 75 pays.

TOTAL s'intéresse à toutes les sources d'énergie

TOTAL Compagnie française des pétroles est aussi un groupe multiénergies qui s'intéresse à toutes les grandes formes d'énergie. La compétence de ses équipes lui permet de s'adapter à toutes les situations; de proposer des solutions pour tous les problèmes d'énergie dans le monde entier, aux hommes, aux collectivités, aux nations.

et prépare l'avenir

TOTAL Compagnie française des pétroles est un groupe à long terme, il prépare les changements de demain. Les facultés d'innovation de ses équipes, ses positions dans les secteurs de pointe, sa capacité à prendre des risques comme à bien calculer ses choix économiques lui permettent de maîtriser l'avenir. TOTAL ne rêve pas l'avenir, il le construit.

TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES.

Crédit foncier de France



**PARTICIPEZ AU CAPITAL
EN BONNE COMPAGNIE.**

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 85-174 en date du 11 juin 1985 est tenue à la disposition du public. BALC du 17 juin 1985.

Actif net consolidé	11 069 MF	964 F par action
Résultat consolidé*	1 040 MF	90 F par action
Résultat net de gestion	253 MF	22 F par action

* Current of the operations in capital

SAINT-GOBAIN EMBALLAGE

12 usines en France. 1 usine en RFA. 7 millions de bouteilles par jour. 8 millions de flacons par jour. 2000 modèles existants. des créations permanentes.	7135
---	------

Données consolidées 1984 en millions de francs :	
Ventes	3875
Résultat net	115
Auto-financement	266
Investissements	337

Répartition des ventes :	
Bouteilles	51 %
Flacons	38 %
Pots	8 %
Divers	3 %

SAINT-GOUVIN FME ALLIAGE - Les Alizots - 18, avenue d'Alsace - 92100 COURBEVOIE - Tél. 762.38.00

BALO du 3 juin 1985. Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 85-144 en date du 28 mai 1985 peut être obtenue sans frais au siège social de la Société, 5 avenue Newton, B.P. 6 Parc d'Activités - 76380 BOIS-D'ARCY, et aux guichets de lieux de accusation précités.

ESSO

SOCIÉTÉ ANONYME FRANÇAISE

100

1

1

•

[illegible]

١٥ من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. LA CATASTROPHE DU BOEING D'INDIA

3. LES OTAGES DE BEYROUTH

4. EUROPE

5-6. AFRIQUE

7-8. AMÉRIQUES

9. DIPLOMATIE

10. LE RETOUR DE DISCOVERY

11. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

12. LE RETOUR DE DISCOVERY

13. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

14. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

15. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

16. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

17. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

18. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

19. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

20. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

21. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

22. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

23. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

24. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

25. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

26. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

27. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

28. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

29. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

30. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

31. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

32. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

33. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

34. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

35. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

36. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

37. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

38. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

39. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

40. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

41. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

42. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

43. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

44. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

45. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

46. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

47. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

48. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

49. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

50. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

51. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

52. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

53. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

54. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

55. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

56. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

57. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

58. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

59. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

60. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

61. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

62. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

63. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

64. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

65. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

66. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

67. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

68. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

69. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

70. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

71. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

72. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

73. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

74. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

75. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

76. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

77. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

78. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

79. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

80. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

81. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

82. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

83. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

84. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

85. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

86. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

87. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

88. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

89. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

90. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

91. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

92. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

93. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

94. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

95. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

96. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

97. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

98. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

99. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

100. LE CONGRÈS DES PSYCHOLOGES

SIX ÉLECTIONS CANTONALES

Trois duels droite-extrême droite au second tour

Six élections cantonales partielles se sont déroulées le dimanche 23 juin. Dans le canton de Lille-Est (Nord), il s'agissait d'un second tour de scrutin qui opposait M. Lauriol, RPR, à M. Derostier, conseiller sortant socialiste qui avait démissionné après la décision du tribunal administratif d'annuler le second tour des cantonales de mars dernier. M. Derostier a été réélu et retrouvera donc son siège de président du conseil général du Nord. Dans les cinq autres cantons, il s'agissait de premiers tours de scrutin pour pourvoir au remplacement de conseillers généraux d'opposition décédés.

Ces six élections ont été marquées par des taux d'abstention très élevés (65,12 % dans le Val-de-Marne, 65,11 % dans le Haut-Rhin, 63,43 % dans le Nord, 54,70 % dans la Haute-Savoie, 52,06 % dans les Alpes-Maritimes et 51,38 % dans la Seine-Maritime), qui ont empêché bon nombre de candidats de franchir la barre des 10 % des inscrits indispensables pour se maintenir au second tour. Dans le canton de Vincennes-Ouest, le candidat de l'opposition, qui a pourtant recueilli 62,99 % des suffrages exprimés, n'a pu être proclamé élu faute d'avoir réuni sur son nom les voix du quart des électeurs inscrits.

L'opposition devrait conserver les cinq sièges en ballottage. Dans un seul canton (Darnétal, Seine-Maritime), le second tour donnera lieu à un affrontement entre un candidat de droite et un candidat socialiste. Dans les quatre autres, se dérouleront des duels au sein de l'opposition et dans trois d'entre eux (Menton, Mulhouse-Sud et Vincennes-Ouest) se dérouleront des duels opposition-Front national. Dans ces trois cantons, le parti de M. Le Pen a réalisé de bons scores : 23,70 % dans les Alpes-Maritimes, 17,81 % dans le Haut-Rhin et 14,15 % dans le Val-de-Marne. Il a toutefois subi un recul de 2,5 points à Darnétal (Seine-Maritime).

La gauche, pour sa part, n'a réussi à maintenir ses positions qu'en Seine-Maritime grâce à une progression du Parti socialiste, qui compense un recul du PC. Dans les quatre autres cantons, elle enregistre des pertes sensibles.

NADINE AVELANGE.

ALPES-MARITIMES : canton de Menton (1^{er} tour).

Inscr., 28 916 ; vot., 13 862 ; suff. expr., 13 544. MM. Peregrini, un. opp., 6 376 ; de Gubernatis, FN, 3 210 ; Nataloni, PS, 1 892 ; Pilipeco, PC, 1 221 ; Leroux, div., 645. Il y a ballottage.

HAUT-RHIN : canton de Mulhouse-Sud (1^{er} tour).

Inscr., 24 177 ; vot., 8 434 ; suff. expr., 8 183. MM. Blum, sout. RPR, 1 842 ; Fraulet, FN, 1 458 ; Riser, PS, 1 144 ; Pfeiffer, CDS, 993 ; Jenner, div. d., 825 ; Wacchier, écol., 506 ; Gorgier, PR, 387 ; Horter, div. d., 386 ; M. Thévenin, PSD, 355 ; MM. Saintemont, PC, 148 ; Muller, div., d. 139. Il y a ballottage.

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes-Ouest (1^{er} tour).

Inscr., 13 559 ; vot., 4 729 ; suff. expr., 4 664. MM. Lacan, un. opp., 2 938 ; Maurin, FN, 660 ; Suiter, PS, 600 ; Cheval, écol., 255 ; Talbourn, PC, 231. Il y a ballottage.

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes-Ouest (1^{er} tour).

Inscr., 13 559 ; vot., 4 729 ; suff. expr., 4 664. MM. Lacan, un. opp., 2 938 ; Maurin, FN, 660 ; Suiter, PS, 600 ; Cheval, écol., 255 ; Talbourn, PC, 231. Il y a ballottage.

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes-Ouest (1^{er} tour).

Inscr., 13 559 ; vot., 4 729 ; suff. expr., 4 664. MM. Lacan, un. opp., 2 938 ; Maurin, FN, 660 ; Suiter, PS, 600 ; Cheval, écol., 255 ; Talbourn, PC, 231. Il y a ballottage.

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes-Ouest (1^{er} tour).

Inscr., 13 559 ; vot., 4 729 ; suff. expr., 4 664. MM. Lacan, un. opp., 2 938 ; Maurin, FN, 660 ; Suiter, PS, 600 ; Cheval, écol., 255 ; Talbourn, PC, 231. Il y a ballottage.

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes-Ouest (1^{er} tour).

Inscr., 13 559 ; vot., 4 729 ; suff. expr., 4 664. MM. Lacan, un. opp., 2 938 ; Maurin, FN, 660 ; Suiter, PS, 600 ; Cheval, écol., 255 ; Talbourn, PC, 231. Il y a ballottage.

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes-Ouest (1^{er} tour).

Inscr., 13 559 ; vot., 4 729 ; suff. expr., 4 664. MM. Lacan, un. opp., 2 938 ; Maurin, FN, 660 ; Suiter, PS, 600 ; Cheval, écol., 255 ; Talbourn, PC, 231. Il y a ballottage.

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes-Ouest (1^{er} tour).

Inscr., 13 559 ; vot., 4 729 ; suff. expr., 4 664. MM. Lacan, un. opp., 2 938 ; Maurin, FN, 660 ; Suiter, PS, 600 ; Cheval, écol., 255 ; Talbourn, PC, 231. Il y a ballottage.

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes-Ouest (1^{er} tour).

Inscr., 13 559 ; vot., 4 729 ; suff. expr., 4 664. MM. Lacan, un. opp., 2 938 ; Maurin, FN, 660 ; Suiter, PS, 600 ; Cheval, écol., 255 ; Talbourn, PC, 231. Il y a ballottage.

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes-Ouest (1^{er} tour).

Inscr., 13 559 ; vot., 4 729 ; suff. expr., 4 664. MM. Lacan, un. opp., 2 938 ; Maurin, FN, 660 ; Suiter, PS, 600 ; Cheval, écol., 255 ; Talbourn, PC, 231. Il y a ballottage.

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes-Ouest (1^{er} tour).

Inscr., 13 559 ; vot., 4 729 ; suff. expr., 4 664. MM. Lacan, un. opp., 2 938 ; Maurin, FN, 660 ; Suiter, PS, 600 ; Cheval, écol., 255 ; Talbourn, PC, 231. Il y a ballottage.

VAL-DE-MARNE : canton de Vincennes-Ouest (1^{er} tour).

Inscr., 13 559 ; vot., 4 729 ; suff. expr., 4 664. MM. Lacan, un. opp., 2 938 ; Maurin, FN, 660 ; Suiter, PS, 600 ; Cheval, écol., 255 ; Talbourn, PC, 231. Il y a ballottage.

Sur le vif

Tics

C'est marrant, les idées ! Moi, je pense ma vie à leur courir après, à essayer de les ramener, de les rassembler, de les aligner en file sur un rang. Allez, un peu de temps, un peu de tonus, s'il vous plaît ! Rien à faire. Elles sont toutes, éternelles. Elles jouent les filles de l'air. Elles s'évanouissent. Elles se débâtent. Elles se dissipent en fumée. Et puis là, ce matin, en triant mon courrier, voilà qu'il m'en tombe une toute petite, toute pensée, impeccable. C'est un lecteur qui m'écrit. Il m'explique, il bougonne, il dit qu'on est envahi par les tiques. Pas les petites bêtes suceuses de sang — je le sais — non. Une nouvelle forme de parasites qu'on distingue à l'encre du vocabulaire.

Après la robotique, l'informatique, la télématique, le bureau, voilà la réécriture, la fortification, le productique, le monétique et, accrochez-vous bien, le mécatronique. Vous ne savez pas ce que c'est ? Alors, voyons, réfléchissez. C'est un mot qui en recouvre deux autres, en l'occurrence, vous n'avez pas trouvé ? Vous êtes trop bête, tant pis pour vous.

Quand la médiatique, en quête de créatique, fournira la

bouffettique aux gastronomes, la déambulatique aux promeneurs, la bobématique aux amateurs de bobes de mer et la quéquatique aux savants « qué », fermement, nous saurons enfin, devenus, nous à juste titre mon correspondant, des gens sérieux. A condition, bien entendu, de rester dans l'emphatique et d'écarter toute velléité de rigolotique.

Il eût été facile, tout ça, si on n'avait pas fait tout ça fait pédant. Moi, je propose un suffixe bien plus choquant, bien plus docte. C'est logie. La technique a déjà rendu les armes à la technologie. La tourmente n'attend que l'occasion — la voici — d'accéder à la tourmentologie. Le maître-rigueur deviendra un hydrologiste, à l'exemple de manipulateur de photocopies, déjà baptisé, je n'invente pas, reprographie. On va pouvoir conseiller aux jeunes de se recycler dans l'hydrologie, la géologie, la physique, et les baines-douches. Mouffettard aura droit à la noble dénomination de centre mondial d'hydrologie hydrographique et de la ressource humaine.

CLAUDE SARRAUTE.

NOUVELLES BRÈVES

● Paris s'oppose au passage sous pavillon de complaisance de deux pétroliers. Le gouvernement français a décidé de ne pas accorder à la Société française des transports pétroliers (SFTP-groupe Worms) une dérogation pour faire passer sous pavillon de complaisance des Bahamas deux de ses navires pétroliers, a annoncé le 24 juin le secrétaire d'Etat à la mer. Le veto pourrait conduire l'armateur à vendre les deux tankers Le Pollux (135 000 tonnes) et Le Touraine (92 000 tonnes), probablement à une filiale suisse.

● Offensive de la résistance afghane dans la vallée du Panshir. Une offensive lancée, début juin, dans la vallée du Panshir (est de Kaboul) a permis aux partisans du commandant Massoud de prendre les postes militaires de l'armée afghane installés sur les hauteurs, selon un témoin français arrivé, samedi 22 juin, à Islamabad. Selon M. Philippe Gauthier, photographe, le commandant Massoud mène ac-

tuellement une attaque concertée et suivie sur des dizaines de kilomètres. Le photographe français a indiqué que les moudjahidines étaient également parvenus à contrôler la route qui, au fond de la vallée, assurait la jonction avec le poste fortifié avoisinant de la localité de Panshir, qui abrite six cents soldats afghans.

● Camébiologie dans les Bouches-du-Rhône. Des malfaiteurs se sont introduits par effraction au cours du week-end dans les locaux de la société de transport de fonds Protecval, d'Aix-les-Milles (Bouches-du-Rhône), à une vingtaine de kilomètres de Marseille, et ont emporté un butin estimé à plusieurs dizaines de millions de francs.

Le 31 mai dernier, un fourgon blindé de cette société, transportant des fonds, avait été attaqué et éventré à l'aide d'un engin explosif par plusieurs bandits, dans la banlieue marseillaise de Mersin : deux convoyeurs de fonds avaient été tués, tandis qu'un troisième avait été mortellement blessé.

Galileo
HOMME FEMME
solde ses collections
Giorgio ARMANI - Emanuel UNGARO
Van LAACK
2, boulevard de la Madeleine - 261, rue Saint Honoré

LE ROY
un produit de
BAUME & MERCIER
GENÈVE 1830
montre pour Dame,
extra-plate,
à quartz - étanche.
Acier traité noir mat
et plaqué or.
Modèle pour Homme
disponible.
FF 3'200.-
Aldebert
PARIS : 16, place Vendôme - 1, Ed de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot
CANNES : 19, La Croisette

CFM
de 19 heures à 19 h 30
Año «le Monde»
à Paris (89 MHz)
720-62-97 et 232-14-14
à Bordeaux (101,2 MHz)
(66) 45-88-65
LUNDI 24 JUIN
Catastrophes naturelles
et périodes estivales
avec M. HAROUN TAZIEFF
secrétaire d'Etat
auprès du premier ministre
chargé de la prévention
des risques naturels
et technologiques majeurs,
et ROGER CANS
Débat conduit
par FRANÇOIS KOCH
MARDI 25 JUIN
Les élections inscriptions
dans les universités
parisiennes
avec Serge BOLLOCH

SPORTS
14. AUTOMOBILISME : le Grand Prix de formule 1 à Detroit.
CYCLISME : le championnat de France.
CULTURE
15. MUSIQUE : le Barbier de Séville à l'Opéra-Comique.
PATRIMOINE : la situation à la Bibliothèque nationale.
17. COMMUNICATION : l'abri facial et la production audiovisuelle.
LE MONDE ÉCONOMIE
19 à 22, L'EUROPE FACE AU PROJET BURKA.
ÉCONOMIE
42. SOCIAL.
43. AFFAIRES.
44. ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (17)
INFORMATIONS
«SERVICES» (18):
Météorologie : Mois
croisés ; «Journal officiel» ;
Loto.
Annonces classées (23 à 41) ;
Carnet (18) ; Programmes des
spectacles (16-17) ; Marchés
financiers (47).

RÉUSSIR
VOS ÉTUDES
SUPÉRIEURES DE GESTION
● Enseignement
des méthodes de base.
● Gestion d'une entreprise
avec le concours actif
de l'équipe pédagogique.
● Financement de vos études
par les produits
de votre entreprise.
Centres à Paris et à Meaux
Départ des dossiers avant le 10 août

idetec
12, rue Martimprey
77100 MEAUX
(1) 208-12-72
Prépare aussi au DECS

SOLDES D'ÉTÉ
le bazar à tissus,
le plus chic,
le plus grand,
le plus étonnant.
Tissus «COUTURE» ET «DÉCORATION»
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le Monde Infos Spectacles
sur Minitel
615.91.77 + 1 S L M
A B C D E F G

STAGE LECTURE RAPIDE
2-3-4 juillet 1985
GEICA-FORMATION / 296-41-12
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

مكتبة الامم المتحدة